

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 2 dir.; Tunisie, 2 u.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, \$ 1,10; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA; Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 60 pes.; Grande-Bretagne, 35 p.; Grèce, 35 dr.; Iran, 125 rials; Italie, 600 L.; Liban, 275 p.; Luxembourg, 17 fr.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 30 esc.; Suède, 225 F CFA; Suisse, 3,75 kr.; Suisse, 1,20 fr. U.S.A., 95 cts; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 14
5, RUE DES ITALIENS
75017 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 PARIS
Télax Paris n° 650572
TEL : 246-72-23

Directeur : Jacques Fauvet

LIBR PAGE 3

BERNARD CHAPIUS

Il semble d'ailleurs que toutes les forces d'Amérique centrale qui s'opposent aux transformations sociales, économiques et politiques ont décidé ensemble de livrer bataille à la gauche radicale du Cône Sud. Les militaires, d'anciens gardes nationaux somaliotes ou de leurs homologues guatémaltèques.

On renouvellerait lundi 31 mars son soutien à la junte, le président américain a mené une opération d'«échappatoire à la spirale». Mais les récentes accusations d'aide chimiste aux révolutionnaires (catégoriquement démenties par la Havane), pourraient à l'occasion servir de prétexte à une intervention accrue. Certains, à Washington et ailleurs, commencent à se demander si ce n'est pas le cas de la Salvador se devienne un jour l'Afghanistan des Etats-Unis.

Propos recueillis par
FRANCIS CORNU.
(Lire la suite page 4.)

Je pense qu'il est nécessaire d'élaborer des décisions présidentielles relatives de jeux tactiques, peut-être habiles dans le cercle intérieur des militants, mais certainement incompréhensibles au - dehors. Pierre Jospin et Lionel Jospin sont des hommes de qualité, mais on ne leur pardonnerait pas d'être qu'un mot à persuader, les citoyens de leur aptitude à diriger la nation. Il est trop tard maintenant pour entraîner un outsider capable de courir les courses. Mais François Mitterrand et Michel Rocard peuvent mobiliser tous les enfourages que leur parti est susceptible de réunir. Leur compétition

sent, assez semblable néanmoins à celle que l'on a vu se présenter par le parti socialiste en 1974. Faut-il rappeler que dans cette dernière bataille les références au programme commun ont été d'une discrétion remarquable ?

(Lire la suite page 9.)

C'est le dernier état, avant que la mort ne la fixe pour l'éternité, d'une pensée dont l'ouverture est le trait qui frappe en premier : loin d'être une pensée arrêtée, fixée sur ses positions, elle n'a cessé, tout au long d'une existence riche d'expé-

LES LIVRES DES PU F QUESTIONNENT LE MONDE

LATREILLE
SPECIALISTE
DU TRES BEAU VESTON
POUR HOMME
POUR FEMME
POUR ENFANT
POUR CHAQUE
Saison
Catalogue sur demande
62, St-Amand-Notre-Dame
PARIS 12

La liberté de l'avocat

par ANDRÉ DAMIEN (*)

La liberté de l'avocat et l'indépendance de la défense sont un des archétypes sur lesquels repose l'équilibre fragile de notre société. L'avocat ne peut se présenter que devant un tribunal capable de juger, c'est-à-dire de délibérer avec sérénité, et susceptible d'assurer l'exécution de ses décisions. L'avocat se doit d'exprimer devant ces juges tout ce qui lui paraît nécessaire pour assurer la défense de celui qui est déféré en justice, sa liberté ne saurait être entravée.

Ce fut l'honneur et l'intelligence des avocats que de savoir, à chaque époque, obtenir les moyens de s'exprimer librement devant les juges, particulièrement devant les tribunaux qui consacrent à tout autre chose qu'à philosopher sur la justice. Aux âges de fer du Moyen Âge, l'avocat dut son salut et celui de sa mission à son refuge dans le monde des clercs, puissants, protégés par les interdits canoniques. A travers cette tradition libérale du monde ecclésiastique et universitaire, l'avocat réussit à survivre, lui et sa fonction : en signe de reconnaissance, il conserve aujourd'hui encore le costume de cet état qui le sauva naguère.

A l'époque de l'abolition du serment, l'avocat se réfugia dans ce corps puissant qui constituait le Parlement. Il en devint le tiers-ordre et puisa sa liberté dans la protection de ces rois qui incarnaient l'espoir du tiers-état et tentaient de défrayer les principes généraux du royaume d'où naissent plus tard, et après de laborieuses mutations, les immortels principes.

La Révolution sonna le glas de cette liberté des avocats. Napoléon, quant à lui, abolit, tant qu'il garderait l'épée au côté, le pouvoir s'en servir pour couper la langue des avocats qui en use-

raient contre le gouvernement. Loin de tirer l'épée contre eux, il les rétablit, au contraire, dans leur existence d'autant plus dans leur puissance, et les borbœufs qu'il fixa à l'indépendance de la parole au prétoire ne résistèrent guère devant les pressions du monde politique libéral qui naissait alors.

L'avocat, en effet, dès le début du dix-neuvième siècle, apparaît paradoxalement comme ensermé dans un carcan de textes limitant ses libertés. C'est l'article 90 du code de procédure civile qui prévoit qu'en cas de troubles à l'audience, causés par un individu remplissant des fonctions judiciaires au tribunal, donc un avocat, celui-ci peut être suspendu de ses fonctions. Quel est ce trouble qu'invoque le code ?

Si l'article 223 du code pénal réprimait également l'outrage à magistrat, plus dangereuse, la législation professionnelle, secrète des 1810 et demeurée intacte, malgré quelques réformes, jusqu'à nos jours, confie au tribunal la possibilité de réprimer les fautes et manquements commis à l'audience par un avocat, en violation des obligations de son serment.

Le serment est bien taillonné, l'avocat doit jurer de ne rien dire de contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat, à la paix publique, et de ne jamais s'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques. Que restera-t-il donc à dire au prétoire si chacun suivait la lettre du serment et non son esprit ? Et l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971, tant critiqué ces jours derniers, n'est que la fidèle reproduction des dispositions qui existent depuis le début du dix-neuvième siècle (1).

Le barreau ensermé

Le barreau, ensermé dans ces textes restrictifs, est-il parvenu à conquérir sa liberté à la barre ? Certes, il fut même l'honneur du dix-neuvième siècle et le héros de toutes les libertés et de tous les combats. L'indépendance à la barre, c'est Berrier défendant le général Cambronne devant les juges de Louis XVIII et disant : « Il ne contient pas qu'un roi aille ramasser les blessés sur les champs de bataille pour les porter à l'échafaud », c'est Lachaux comparant un avocat général à ces oies du Capitole, venant attentivement sur la justice, c'est Laborie parlant à un avocat général des insultes du ministère public qui ne parviennent pas à s'élever jusqu'au banc de la défense, c'est Doucet de Nasarde, assenant à Chateaubriand, procureur général de Paris, ancien avocat, « on peut passer de la barre à votre siège sans monter à cheval et de votre place à la mienne sans descendre », c'est le bâtonnier Chenu, au procès Caillaud, disant au tribunal, « qu'on arrache nos toges, qu'on nous apporte des liasses, mais je crains qu'il ne s'en trouve pas une à ma taille ».

Le barreau fut donc libre malgré les textes qui l'enserraient. Cette liberté eut deux causes, qu'il leur était nécessaire pour accomplir la mission sociale qui leur était confiée et pour incarner le prophétisme propre à la fonction qu'ils assumaient, de conquérir cette liberté de parole avec témérité et audace. Ces bourgeois nantis, qui auraient dû être prudents, furent téméraires et courageux par fonction et par vocation. Mais, d'autre part, cette témérité des avocats n'eut servi qu'à faire des martyrs si la magistrature française n'avait mis son honneur à respecter leur liberté ; les présidents les plus autoritaires, les plus impérieux, conscients du prix de cette liberté de la parole au prétoire, morigénèrent, certes, les avocats, mais n'usèrent que rarement, pour ne pas dire jamais, des pouvoirs exorbitants qu'ils tenaient de la loi.

Ainsi, malgré ces lois restrictives, la tradition instaura cette liberté de la parole indispensable au prétoire.

Or, depuis quelques mois, des

signes avant-coureurs d'un nouvel état de choses se profilent à l'horizon, une méfiance particulière s'instaure dans les rapports entre avocats et magistrats. Avant-hier, c'était un jeune juge qui, supputant mal l'appréhension maladroite qu'un avocat démontre d'une de ses décisions, le fit condamner par le tribunal à une peine de suspension dont la cour d'appel, heureusement, le releva bientôt. Hier, c'était un juge d'instruction interdisant à un client qu'il libéral de fréquenter désormais son avocat. Aujourd'hui, c'est une suspension d'une durée de dix jours prononcée à l'encontre d'un confrère, M. Yann Chouet, par un tribunal pour manque de respect, et infligée par ceux-là mêmes qui s'estimaient outragés (2).

Pourquoi ces événements si rapprochés ? A quoi tiennent cette fréquence d'incidents ? Est-ce au fait que le magistrat moderne, formé par une école technocratique, ne connaît plus le prétoire, ignore la vie de l'avocat, n'a jamais approché la barre pour y plaider, n'a jamais découvert, ne fût-ce qu'un instant, cet état étrange, extraordinaire, d'un homme seul défendant contre le pouvoir un homme faible et isolé ?

Est-ce encore parce que les magistrats ne connaissent plus les juges l'avocat, si ce n'est lors des litiges de la mise en état, qu'ils lui ont déjà mis la livre de « l'auxiliaire » de justice, dans le sens le plus méprisant du terme, incompatible dans leur esprit avec la notion d'indépendance.

Je ne sais quelle est la cause de cet état de fait, mais ces incidents réitérés inquiètent les partisans de la liberté de la parole au prétoire.

La procédure exceptionnelle qui consiste à suspendre un avocat pour délit d'audience, lorsque le tribunal s'estime outragé, n'avait plus joué depuis 1963, encore à cette date était-ce un tribunal d'exception qui l'avait mise en œuvre.

Doit-on admettre pour autant ?

Président de la conférence des

magistrats, correspondant de l'Ins-

titution.

RECTIFICATIF. — Une co-

lonne a été glissée dans le compte

rendu du livre La Mer consi-

gée, de Gilles Chouquet (le

idées

Des juges sur mesure

par DOMINIQUE COUJARD, JEAN-MARIE DESJARDINS et FRANÇOIS FALLETTI (*)

CELUI qui détiend un pouvoir est tenté d'en abuser. Le juge, défenseur des libertés, a pour mission de s'opposer à de tels abus et de les sanctionner. D'où l'antagonisme naturel qui les oppose l'un à l'autre. L'homme politique se défie du juge. Aussi essaie-t-il constamment de se soustraire lui-même à l'action de la justice ou d'en détourner le cours pour protéger les forces qui l'appuient et les intérêts qu'il représente. Il s'y emploie de trois façons :

— En détournant une partie importante du contentieux naturel des juges vers d'autres organismes : administrations, commissions, arbitrages, contentieux privés ;

— En organisant la carrière de tous les magistrats de manière à les faire s'opposer les uns aux autres dans une compétition tout au long de laquelle l'exécution distribue à son gré promotions et médailles ;

— En choisissant, pour les postes de haute responsabilité, les magistrats qui lui conviennent.

Dans le même temps, les pouvoirs publics cherchent à se donner les moyens de mieux contrôler le recrutement des juges. Chaque année, plusieurs centaines de jeunes gens préparent les épreuves du difficile concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature. Ceux qui ont réussi consacrent ensuite deux années entières à s'initier à l'ensemble des activités judiciaires et, au-delà de ce perfectionnement technique, à prendre une vision d'ensemble du monde qui les entoure. Ce mode de recrutement est la garantie d'une justice démocratique.

En marge de l'Ecole nationale de la magistrature (E.N.M.), existe traditionnellement un recrutement latéral ouvert aux licenciés en droit, et qui intéresse les membres de diverses professions, avocats surtout, mais aussi universitaires, officiers de l'armée, de la police nationale ou de la gendarmerie et fonctionnaires d'origines diverses.

Le recrutement d'une partie de la magistrature par la voie latérale constitue en principe un appoint bénéfique pour le corps judiciaire dans la mesure où il lui permet de se renforcer par l'apport de juristes expérimentés venus d'horizons divers et de réaliser un meilleur équilibre des âges à l'intérieur de la profession. Il doit cependant, pour être un élément réellement positif, répondre à certaines conditions ; ne représenter qu'un faible pourcentage des places offertes aux concours d'accès à l'E.N.M., sous peine d'incliner le nombre de candidats virtuels à en fuir la difficulté pour choisir les facilités du recrutement par titres ; intéresser des techniciens véritablement compétents, efficaces et disponibles ; obéir à des critères de mérite et non au poids de recommandations.

Or le recrutement latéral, tel qu'il fonctionne dans la réalité, attire trop souvent des candidatures dictées par de simples raisons de commodité personnelle, où il est davantage question de grille indiciaire et de carte d'identité que de problèmes de droit ou d'équité.

Cette situation est malsaine, quoique, mal tolérable. Or les dispositions du projet de loi sur le statut de la magistrature actuellement déposé

sur le bureau des Assemblées l'aggraveront dans de telles proportions que le recrutement des magistrats hors le cadre des concours pourrait prendre les allures d'un véritable raz de marée de juges invités ou parrainés ; des juges sur mesure pour une justice sur mesure.

Le projet de loi sur le statut de la magistrature, tel qu'il se présente après le vote de l'Assemblée nationale, aurait pour conséquence de maintenir jusqu'en 1991 certaines dispositions, qualifiées d'exceptionnelles, en matière de recrutement latéral, et dont l'effet aurait été de cesser au terme de cette année, il doublerait la proportion, déjà considérable, d'auditeurs de justice admis sur simple examen de contrôle à l'Ecole nationale de la magistrature, ce qui entraînerait la dégradation du niveau des concours. Il modifierait une nouvelle fois la composition de la commission d'intégration afin de réduire encore la part, déjà minoritaire, des magistrats élus par leurs pairs. Il permettrait au demeurant de compter pour rien l'opinion de cet organisme, même une fois réformé, en supprimant l'exigence de l'avis conforme de la commission pour recevoir un candidat dans la magistrature.

Selon les auteurs du projet, le développement du recrutement sur titres dans toutes les directions, et notamment vers les auditeurs d'âge moyen, était devenu indispensable en raison tout à la fois de l'accroissement du contentieux et de la nécessité de renouveler le corps judiciaire. Mais, en réalité, le projet de loi sur le statut de la magistrature, tel qu'il se présente, n'est que le reflet de la volonté de certains de maintenir le statu quo, de ne pas remettre en cause le système existant, de ne pas remettre en cause le système existant, de ne pas remettre en cause le système existant.

Respectivement président du Syndicat de la magistrature, président de l'Union syndicale des magistrats et président de l'Association des magistrats et anciens magistrats du ministère de la justice.

Feu l'école de la magistrature

par CASAMAYOR

LES juges issus de l'Ecole nationale de la magistrature ont été appréciés dans tous les postes qu'ils ont occupés pour leur goût du travail, leurs connaissances et, d'une façon à peu près générale, pour leur activité, mais ils ont montré une indépendance... qui a éveillé les inquiétudes de ceux qui ont bâti leur succès personnel sur l'édifice judiciaire et qui jugent une société harmonieuse de leur avenir, c'est-à-dire de l'échelle qu'ils étaient supposés vouloir gravir à tout prix et le plus vite possible. Les sanctions, rarissimes au point que, lors de l'affaire Ben Barka, personne ne savait quelle procédure appliquer — aucune qui a été comblée par la suite, — deviennent nombreuses et, par là même, perdent de leur efficacité. Après un moment de désastre il se confirme que le mal vient de l'école. C'est l'école qui a permis aux jeunes de se rencontrer et de se renforcer réciproquement. D'où toute une série de mesures pour lesquelles tous les motifs ont été invoqués. On a dit aux auditeurs qu'on réduisait leur solécisme pour leur permettre de devenir juges plus vite... Et puis ce fut la tactique de l'accroissement : il y avait trop de juges et puis il n'y en avait pas assez.

C'est lorsqu'il n'y en eut pas assez qu'on réduisit le nombre des places à l'école, opération qui n'a paru absurde qu'à des esprits superficiels ignorants qu'il faut toujours affaiblir avant de frapper. L'augmentation des besoins était facile à prévoir, mais, plutôt que de la prévoir, la direction du personnel a préféré se laisser accuser d'impéritie, laissant la situation devenir telle qu'on puisse, sous l'étendard de la logique, ouvrir largement les portes au recrutement « latéral » (mais direct) d'un personnel plus âgé et déjà habilité aux routines de l'administration.

Pour compléter le tableau, il suffit de constater que l'opération vient remplir la case du puzzle qui correspond à la jeunesse, cette jeunesse qui, démographiquement, tient de moins en moins de place dans notre cher vieux pays. Elle sert de vivier où l'on pêche une toute petite quantité de jeunes choisis pour quelques raisons dont la principale s'exprime par le proverbe : « Qui se ressemble s'assemble. » Sous le nom d'élite, on forme un petit groupe de dévotés ambitieux filtrés et promus par leurs anciens auxquels, effectivement, ils ressemblent. Les autres importent peu.

L'école mettait en danger le système autoritaire, car une école n'est pas seulement une école. Chronologiquement son premier effet, avant l'enseignement, est le rassemblement. Des jeunes rassemblés n'ont pas nécessairement les mêmes préoccupations que leurs aînés. A mesure que les années passaient, le nombre grandissait des jeunes magistrats qui agissaient sans tenir compte de leurs notes, de leur avenir, c'est-à-dire de l'échelle qu'ils étaient supposés vouloir gravir à tout prix et le plus vite possible. Les sanctions, rarissimes au point que, lors de l'affaire Ben Barka, personne ne savait quelle procédure appliquer — aucune qui a été comblée par la suite, — deviennent nombreuses et, par là même, perdent de leur efficacité. Après un moment de désastre il se confirme que le mal vient de l'école. C'est l'école qui a permis aux jeunes de se rencontrer et de se renforcer réciproquement. D'où toute une série de mesures pour lesquelles tous les motifs ont été invoqués. On a dit aux auditeurs qu'on réduisait leur solécisme pour leur permettre de devenir juges plus vite... Et puis ce fut la tactique de l'accroissement : il y avait trop de juges et puis il n'y en avait pas assez.

C'est lorsqu'il n'y en eut pas assez qu'on réduisit le nombre des places à l'école, opération qui n'a paru absurde qu'à des esprits superficiels ignorants qu'il faut toujours affaiblir avant de frapper. L'augmentation des besoins était facile à prévoir, mais, plutôt que de la prévoir, la direction du personnel a préféré se laisser accuser d'impéritie, laissant la situation devenir telle qu'on puisse, sous l'étendard de la logique, ouvrir largement les portes au recrutement « latéral » (mais direct) d'un personnel plus âgé et déjà habilité aux routines de l'administration.

Pour compléter le tableau, il suffit de constater que l'opération vient remplir la case du puzzle qui correspond à la jeunesse, cette jeunesse qui, démographiquement, tient de moins en moins de place dans notre cher vieux pays. Elle sert de vivier où l'on pêche une toute petite quantité de jeunes choisis pour quelques raisons dont la principale s'exprime par le proverbe : « Qui se ressemble s'assemble. » Sous le nom d'élite, on forme un petit groupe de dévotés ambitieux filtrés et promus par leurs anciens auxquels, effectivement, ils ressemblent. Les autres importent peu.

L'école mettait en danger le système autoritaire, car une école n'est pas seulement une école. Chronologiquement son premier effet, avant l'enseignement, est le rassemblement. Des jeunes rassemblés n'ont pas nécessairement les mêmes préoccupations que leurs aînés. A mesure que les années passaient, le nombre grandissait des jeunes magistrats qui agissaient sans tenir compte de leurs notes, de leur avenir, c'est-à-dire de l'échelle qu'ils étaient supposés vouloir gravir à tout prix et le plus vite possible. Les sanctions, rarissimes au point que, lors de l'affaire Ben Barka, personne ne savait quelle procédure appliquer — aucune qui a été comblée par la suite, — deviennent nombreuses et, par là même, perdent de leur efficacité. Après un moment de désastre il se confirme que le mal vient de l'école. C'est l'école qui a permis aux jeunes de se rencontrer et de se renforcer réciproquement. D'où toute une série de mesures pour lesquelles tous les motifs ont été invoqués. On a dit aux auditeurs qu'on réduisait leur solécisme pour leur permettre de devenir juges plus vite... Et puis ce fut la tactique de l'accroissement : il y avait trop de juges et puis il n'y en avait pas assez.

C'est lorsqu'il n'y en eut pas assez qu'on réduisit le nombre des places à l'école, opération qui n'a paru absurde qu'à des esprits superficiels ignorants qu'il faut toujours affaiblir avant de frapper. L'augmentation des besoins était facile à prévoir, mais, plutôt que de la prévoir, la direction du personnel a préféré se laisser accuser d'impéritie, laissant la situation devenir telle qu'on puisse, sous l'étendard de la logique, ouvrir largement les portes au recrutement « latéral » (mais direct) d'un personnel plus âgé et déjà habilité aux routines de l'administration.

Pour compléter le tableau, il suffit de constater que l'opération vient remplir la case du puzzle qui correspond à la jeunesse, cette jeunesse qui, démographiquement, tient de moins en moins de place dans notre cher vieux pays. Elle sert de vivier où l'on pêche une toute petite quantité de jeunes choisis pour quelques raisons dont la principale s'exprime par le proverbe : « Qui se ressemble s'assemble. » Sous le nom d'élite, on forme un petit groupe de dévotés ambitieux filtrés et promus par leurs anciens auxquels, effectivement, ils ressemblent. Les autres importent peu.

L'école mettait en danger le système autoritaire, car une école n'est pas seulement une école. Chronologiquement son premier effet, avant l'enseignement, est le rassemblement. Des jeunes rassemblés n'ont pas nécessairement les mêmes préoccupations que leurs aînés. A mesure que les années passaient, le nombre grandissait des jeunes magistrats qui agissaient sans tenir compte de leurs notes, de leur avenir, c'est-à-dire de l'échelle qu'ils étaient supposés vouloir gravir à tout prix et le plus vite possible. Les sanctions, rarissimes au point que, lors de l'affaire Ben Barka, personne ne savait quelle procédure appliquer — aucune qui a été comblée par la suite, — deviennent nombreuses et, par là même, perdent de leur efficacité. Après un moment de désastre il se confirme que le mal vient de l'école. C'est l'école qui a permis aux jeunes de se rencontrer et de se renforcer réciproquement. D'où toute une série de mesures pour lesquelles tous les motifs ont été invoqués. On a dit aux auditeurs qu'on réduisait leur solécisme pour leur permettre de devenir juges plus vite... Et puis ce fut la tactique de l'accroissement : il y avait trop de juges et puis il n'y en avait pas assez.

C'est lorsqu'il n'y en eut pas assez qu'on réduisit le nombre des places à l'école, opération qui n'a paru absurde qu'à des esprits superficiels ignorants qu'il faut toujours affaiblir avant de frapper. L'augmentation des besoins était facile à prévoir, mais, plutôt que de la prévoir, la direction du personnel a préféré se laisser accuser d'impéritie, laissant la situation devenir telle qu'on puisse, sous l'étendard de la logique, ouvrir largement les portes au recrutement « latéral » (mais direct) d'un personnel plus âgé et déjà habilité aux routines de l'administration.

LES AVENTURES
DE JACQUES LACAN,
PSYCHANALYSTE.

ACTUEL

le magazine des années 80.

AVRIL 1980 EN VENTE PARTOUT 10 F.

N°6

صكزا من الأصل

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE AUX ÉTATS-UNIS

Le projet de budget pour 1981 prévoit un excédent de 16,5 milliards de dollars

De notre correspondant

Washington. — Les coups d'accordéon sont si nombreux dans la politique économique de M. Carter que même les larmes finissent par s'annuler. Le président avait annoncé, dans son discours télévisé du 14 mars, qu'il réduirait les dépenses du budget 1981 de 15 milliards de dollars. Son entourage avait aussitôt rectifié : il voulait dire 13 milliards.

M. Carter a présenté, lundi 30 mars, le détail de ce nouveau budget, sans pour autant clarifier complètement l'usage : les coupes dans les dépenses fédérales sont de 15 milliards de dollars ; mais l'ensemble des dépenses gouvernementales à tous les niveaux sera réduit de 17,2 milliards, soit une somme encore plus proche de celle qu'il avait été annoncé par mégarde.

A « CARTES SUR TABLE » (ANTENNE 2)

M. Vance, l'avocat d'une diplomatie sans passion

M. Cyrus Vance a longtemps été avocat d'affaires. Il a gardé quelques traits de cette profession, et notamment l'habitude de se pencher sur les dossiers, les plus « émotionnels », pour les ramener à des conflits réels et concrets. Cette attitude fait de lui un homme de la bonne diplomatie, mais elle ne fait pas de lui un homme de la bonne télévision. L'ennemi distingué qui diffusait l'interview du secrétaire d'État américain par Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel, lundi soir, à « Cartes sur table » (Antenne 2) était surtout inimitable à l'interview.

M. Vance n'a ni le goût des grandes constructions intellectuelles qu'avait M. Kissinger ni même le désir de lancer des idées ou des formules nouvelles qu'a M. Brezhnev. Le conseiller du président Carter pour les questions de sécurité nationale, il se contente d'exposer — pour la première fois sur certains sujets — le point de vue de l'administration, sans jamais chercher à développer une quelconque « doctrine » qui permettrait d'ordonner tous ces faits épars.

C'est surtout sur l'Afghanistan qu'il n'a pas hésité à s'exprimer. M. Vance estime comme tous les observateurs — que les combats vont s'intensifier avec toute la fureur des neiges. Mais il préfère ne pas se prononcer quant à l'utilisation éventuelle de la puissance par les Soviétiques. Et il refuse de répondre aux questions sur l'aide militaire indirecte (par pays amis interposés) que fournissent les États-Unis aux rebelles mousmangs afghans. Une phrase à noter, car elle rappelle au moment opportun, dans l'impasse actuelle des relations américano-soviétiques, l'engagement solennel pris par le président Carter en janvier dans son message sur l'état de l'Union : « Nous sommes prêts à prendre les mesures nécessaires, y compris le recours à la force », affirme M. Vance, si les intérêts vitaux américains sont menacés dans la région du Golfe, c'est-à-dire, dans l'interprétation la plus courante, si les Soviétiques tentent un coup de main sur les puits de pétrole iraniens ou arabes.

Sur le Proche-Orient, le postulat inlassablement répété de la diplomatie américaine, selon lequel les accords de Camp David « ont établi un cadre permanent à une paix globale » dans la région, butte toujours sur l'écueil palestinien : « Il faut engager les Palestiniens dans le processus de paix. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut forcément engager l'O.L.P. dans le processus. » Comme à son habitude, M. Vance n'explique guère sur les possibilités de faire entrer dans un tel processus des populations dont il refuse les représentants.

Mais ce sont en définitive quelques petites phrases de regret poli sur le manque de coopération des alliés en général et de la France en particulier qui ont donné un peu de relief à cette émission. À deux reprises, M. Vance a fait allusion aux troubles-fêtes qui viennent gêner les négociations « extrêmement délicates » sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza. « Nous ne devons permettre à qui que

pétrole importé, annoncée il y a deux semaines.

Au total, le nouveau budget prévoit maintenant 811,5 milliards de dépenses et 828 milliards de recettes, contre respectivement 811 et 800 milliards en janvier. Le déficit d'il y a deux mois — près de 16 milliards — est devenu un excédent de 16,5 milliards de dollars, le plus important, ont aussitôt proclamé les officiels, de l'histoire américaine. Des coupes plus modestes ont été opérées dans le budget de l'année en cours, afin de ramener le déficit attendu à moins de 35 milliards de dollars.

Coupes dans les programmes sociaux

Comme les précédents, tous ces chiffres seront à nouveau modifiés à la fois par l'inflation et par les amendements du Congrès, encore que les commissions du budget des deux Chambres aient proposé des coupes assez proches de celles du gouvernement. Il reste que ce sont les programmes sociaux qui pâtissent le plus, beaucoup plus natte-

ment encore qu'en janvier.

Les projets annoncés alors spectaculairement pour développer l'emploi parmi les jeunes sont ou bien réduits, ou bien différés, ce qui aboutit à une économie de 1 milliard de dollars. Le montant de l'aide alimentaire aux familles défavorisées, qui était ajusté chaque semaine en fonction de l'inflation, ne sera plus qu'une fois par an, ce qui retirera 375 millions de dollars aux bénéficiaires. Il en ira de même pour les retraites du gouvernement (1,1 milliard), bien que l'ensemble des prestations dues au titre de la « Social Security » ne soit pas affecté.

Les crédits à l'éducation seront réduits de 578 millions et l'aide que M. Carter avait promise aux familles les plus pauvres pour payer leur note de chauffage sera moins importante que prévu. Enfin, l'assistance financière accordée aux États et aux métropoles sera réduite d'environ 3 milliards. Sans doute pour empêcher cette mesure de lui aller encore plus l'élection des grandes villes — mais c'est déjà trop tard pour New-York — le président a inclus dans son programme une « assistance transitoire » de 500 millions de dollars, applicable dès cette année. Toutefois, cette proposition ne figure pas dans le projet de la commission de la Chambre des représentants, qui l'a rejetée à une faible majorité.

Des programmes jugés importants pour la solution du problème énergétique sont aussi affectés. Ainsi, les crédits destinés à renforcer la « réserve stratégique » de pétrole, déjà faibles dans le projet de janvier, sont encore réduits de 850 millions de dollars : aucun achat n'a été effectué depuis juin 1979 pour cette réserve, dont la constitution est pratiquement renvoyée aux calendes grecques. Il est vrai que les dirigeants saoudiens avaient refusé, au cours d'une visite qu'avait faite à Ryad, il y a quelques semaines, M. Duncan, nouveau ministre de l'énergie, de faire un effort spécial de production pour remplir les réservoirs du gouvernement américain, craignant que celui-ci n'en profite pour peser sur les cours. L'aide à l'amélioration du réseau ferroviaire est également rognée, ce qui ne contribuera pas non plus à la réduction de la consommation d'énergie. On note enfin une baisse des crédits de la NASA (224 millions de dollars) due à une « réprogrammation » des lancements spatiaux.

Hostilité des syndicats

Quelle sera la réaction des électeurs à ce nouveau tour de vis ? On le saura peut-être dès ce mardi 1^{er} avril, avec les primaires de Visconcin et du Kansas ; mais les candidats à l'élection présidentielle n'ont pas tardé à exploiter ce que M. Kirkland, président de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., a appelé une « politique hétéroclite » (du nom de l'ancien président républicain, à l'époque de la grande récession des années 30). M. Kennedy a aussitôt condamné « un gouvernement qui n'a pas de cœur pour le peuple » et dont le programme est « celui que l'on peut attendre d'une administration républicaine ».

Les « économiquement forts » de dunod

Une nouveauté au moment où débute la troisième décennie pour le développement.

TIERS-MONDE : TROIS QUARTS DU MONDE. Rapport au Club de Rome sur le Tiers-Monde par M. GUERNIER. Non-est que l'acte de « réimpression » des pays développés par le Tiers-Monde. Chiffres à l'appui, M. Guernier, membre du Comité Exécutif du Club de Rome, propose une nouvelle solution pour résoudre le problème majeur de ce siècle : l'insécurité des peuples. Chair et os, ce livre devrait avoir une influence internationale au moment où débute la Troisième Décennie pour le développement.

et toujours d'actualité : O. GIANNINI et R. LOUBERGÉ, LA CIVILISATION TECHNICIENNE A LA DÉRIVE. J. TIBBERGEN, NORD/SUD, DU DÉFI AU DIALOGUE. D. GABOR et U. COLOMBO, SORTIR DE L'ÈRE DU GASPILLAGE.

dunod

Le nouveau recensement devrait faire apparaître une augmentation de la population de l'ordre de dix-huit millions d'habitants en dix ans

De notre correspondant

Les formulaires du recensement de 1980 devaient être retournés mardi 1^{er} avril. Les Américains ont eu trois jours pour répondre aux nombreuses questions contenues dans ces documents, qui devaient fournir d'ici à la fin de l'année 8 000 kilomètres de microfilms, et donner des États-Unis une image nouvelle.

New-York. — La Constitution a prévu que la population doit être comptée tous les dix ans. Le premier recensement, en 1790, donnait un peu moins de quatre millions d'habitants à la jeune république, mais un peu plus de 2 % de la population avait été « oubliée » par les agents de l'administration qui, il est vrai, avaient dû parcourir à pied ou à cheval un pays à la population clairsemée. La situation n'a guère changé sur ce plan : les oubliés du recensement de 1970 ont constitué entre 2 et 3 % de la population, soit plus de quatre millions de personnes appartenant, pour la plupart, aux catégories sociales défavorisées.

Pour tenter de réduire cet écart, les autorités ont multiplié les appels dans les diverses langues étrangères utilisées dans les pays à majorité hispanique, les communautés noires et latino-américaines pour que leurs administrés répondent en détail aux questions. Les Américains, toujours prompts à s'émouvoir des ingérences du pouvoir fédéral dans leurs affaires, ont vigoureusement protesté contre un certain nombre de questions qu'ils considéraient comme trop personnelles.

Brésil

Les ouvriers métallurgistes de Sao-Paulo déclenchent la grève la plus importante depuis 1968

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — Les principaux syndicats de métallurgistes des grands faubourgs industriels de Sao-Paulo et des villes de l'intérieur de l'État ont décidé, dimanche 30 mars, de déclencher la grève à partir du mardi 1^{er} avril. Le mouvement, qui concerne près d'un demi-million de travailleurs, apparaît comme le plus important que le pays ait connu depuis 1968.

La décision d'arrêter le travail, après d'interminables négociations salariales avec le patronat, a été prise à l'issue d'assemblées tenues dans les usines, où les plus grands centres industriels de l'État de Sao-Paulo. La principale a eu lieu à Sao-Bernardo (à une vingtaine de kilomètres de Sao-Paulo), dont le syndicat des métallurgistes est présidé par M. Luis Inacio Da Silva, dit « Lula », figure de proue du mouvement ouvrier.

Cinquante à soixante mille métallurgistes ont rempli le stade de football de Sao-Bernardo, où avait lieu l'assemblée. À peine l'avocat du syndicat eût-il achevé de lire les contre-propositions du patronat au cahier de revendications syndical qu'une énorme clameur envahit le stade : « Grève ! », hurlaient les ouvriers levant le poing. Après que l'évêque de Sao-André, Mgr Claudio Hummes, eut défendu la légitimité du mouvement, ce fut au tour de « Lula », passé l'an dernier, lorsque les leaders écartés avaient finalement été autorisés à résumer leurs postes, devant cette fois être définitive.

Décapitant les organisations les plus combattives, le gouvernement portait ainsi un rude coup à tout le mouvement ouvrier brésilien, qui se réorganise lentement. Nombre de syndicalistes considèrent d'ailleurs que le patronat, par son intransigence, a voulu provoquer le conflit à cette fin. Ils ajoutent que le gouvernement, de son côté, peut espérer réussir plus aisément à mettre en œuvre sa politique anti-inflation avec un mouvement syndical privé de ses éléments les plus avancés. Si ouverture politique il y a à São-Paulo, elle ne semble pas devoir s'étendre aux problèmes sociaux.

THIERRY MALINIAK.

(1) Il y a quelques semaines, la police militaire de Sao-Paulo a fait parvenir à de nombreux chefs d'entreprise un questionnaire secret demandant une liste des « éléments incitant à la grève » au sein de l'usine et informant des possibilités matérielles de « logement de groupes » dans chaque entreprise.

(2) Les employeurs ont, en revanche, accepté l'idée d'un tableau d'affichage réservé aux syndicats dans les usines, à condition toutefois que les avis soient censurés en préalable par la direction.

le montant de leurs revenus, l'état physique et mental des membres de leur famille, le décompte minutieux du nombre des personnes qui vivent sous le même toit et leur statut (époux, enfants, locataires, serviteurs ou « partenaires »). Le détail des commodités sanitaires a été choqué certaines sensibilités, et la mention spéciale, parmi les toutes premières questions, d'une origine hispano-américaine a inquiété les immigrants clandestins.

De huit à douze millions de « clandestins »

Pour décider les négligents et rassurer les inquiets, les autorités ont prévu une amende de 100 dollars en cas de non-réponse et déclaré que le questionnaire, strictement confidentiel, ne pourrait en aucun cas tomber entre les mains du F.B.I. de la CIA, ou de l'administration des Impôts. Les microfilms et les originaux restèrent couverts par le secret officiel pendant soixante-douze ans, après quoi ils seront transférés aux archives nationales.

Certaines questions ont été affrénées pour satisfaire les uns et les autres. Par exemple, il n'est plus fait mention du « chef de famille », notion que les féministes récusent, mais de « household » (« foyer »). Les « races » ne sont plus réparties en « noirs », « blancs » ou « autres » — en 1970 les Indiens avaient refusé de répondre à cette question — mais en quatre catégories qui vont des Philippines aux Aléoutiens en passant par les Amérindiens et les Samiens. Les autorités ont multiplié les appels à la radio et à la télévision pour expliquer l'importance du recensement : ces statistiques serviront de base à une nouvelle répartition des fonds fédéraux, de l'aide sociale, des équipements sanitaires et scolaires, qui sont fonction du chiffre de la population. Elles permettront aussi de rectifier la répartition des élus locaux au Congrès : l'État de New-York, dont la population décroît, perdrait ainsi quatre représentants, tandis que la Floride en gagnerait trois et le Texas deux.

Les autorités se sont faites tentatrices : elles ont expliqué que si les immigrants clandestins — ils seraient entre 8 et 12 millions — étaient, enfin, comptés dans la population, ils bénéficieraient, comme les autres, d'un surcroît d'avantages sociaux. Lorsque les résultats seront connus, une mine d'informations nouvelles sera accessible au public : par exemple, une jeune fille désireuse de trouver un mari pourra connaître le nombre de célibataires disponibles dans la ville où elle envisage de prendre un emploi.

On s'attend que le recensement révèle une augmentation du chiffre total de la population des États-Unis de l'ordre de 18 à 19 millions, ce qui passerait de 240 millions à la fin des années 80. D'importants transferts de population ont eu lieu depuis dix ans, en particulier vers les États de l'Ouest et de la « ceinture du soleil ». Les projections indiquent que l'Arizona pourrait voir sa population s'accroître de 42 % d'ici à 1990. Suivi, à un rythme un peu plus lent, par le Nevada, le Wyoming, la Floride... et l'Alaska.

Le recensement devrait aussi révéler de nouvelles tendances sociologiques. On estime déjà à un million le nombre de couples non mariés. Avec l'inflation et la multiplication des divorces, le nombre des mères de famille, mariées ou non, qui travaillaient à fait un saut spectaculaire. Enfin, dans le même temps que les habitants des États de l'Est partent conquérir les grands espaces encore vierges de l'Ouest, la plupart des grandes métropoles voient un retour en ville massif des banlieusards.

Le recensement donnera aussi des indications précieuses sur les nouvelles immigrations, notamment celle des Indochinois, dont le nombre fait, pour l'instant, l'objet de statistiques particulièrement fantaisistes.

Les milieux d'affaires attendent avec impatience les résultats du census pour mettre au point leur stratégie pour la prochaine décennie. Le questionnaire restera fermé aux agents de la police fédérale et des Impôts, mais ses résultats statistiques fourniront aux firmes commerciales des détails précieux.

NICOLE BERNHEIM.

AMÉRIQUES

Canada

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE AU MINISTRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

M. Michel Rocard se prononce en faveur de la souveraineté-association pour le Québec

Les deux comités qui regroupent les tenants du « oui » et du « non » au référendum sur la souveraineté-association du Québec ont été officiellement formés lundi 31 mars à Québec. C'est dans le cadre du « oui » que les 67 députés du Parti québécois et l'ancien chef de l'Union nationale (U.N., conservatrice), M. Rodrigue Biron. Il sera présidé par le premier ministre québécois, M. René Lévesque.

Le comité du « non » rassemble, outre les 38 députés de l'Assemblée nationale du Québec (30 libéraux, 5 U.N., et 3 indépendants) hostiles à la souveraineté, une vingtaine de représentants des Communautés et du Sénat d'Ontario. Il sera dirigé par M. Claude Ryan, le chef de l'opposition libérale au Québec.

Dans une lettre adressée au ministre des affaires intergouvernementales, M. Michel Rocard se prononce en faveur de la souveraineté-association pour le Québec.

De notre correspondant

Montréal. — M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du parti socialiste français, serait favorable aux changements institutionnels (souveraineté-association) du Québec assortie d'une association économique avec le Canada) que le gouvernement québécois soumettra prochainement par référendum à la population de la province. Dans une lettre adressée au ministre des affaires intergouvernementales, M. Claude Ryan, et dont le quotidien montréalais la Presse a publié de larges extraits samedi 30 mars, le député des Yvelines évoque « la faiblesse du choix proposé par le parti québécois », actuellement au pouvoir. Le Canada anglophone, ajoute-t-il, pourrait comprendre que « son intérêt n'est pas de s'opposer à la souveraineté-association, mais, au contraire, d'accepter avec vite la souveraineté (du Québec) pour que son caractère, l'association, puisse s'établir en même temps et aussi solidement ».

La prise de position de M. Rocard a été une certaine surprise dans les milieux politiques québécois, dans la mesure où elle rompt avec l'attitude traditionnelle du parti socialiste, exprimée à maintes reprises par son premier secrétaire national, M. François Mitterrand. Dans une interview accordée en mars 1976 à une chaîne de télévision privée de Montréal, ce dernier s'était prononcé contre l'indépendance du Québec, déclarant notamment : « Je soutiens plus de pouvoirs pour le Québec ; je ne soutiens pas de voir, pour le moment, en tant que Français de France, le grand ensemble canadien se briser. » Au cours d'un bref séjour au Québec, quelques mois plus tard, M. Mitterrand s'était montré très prudent dans ses déclarations publiques, ne se prononçant ni dans un sens ni dans l'autre.

M. Rocard est aujourd'hui beaucoup plus clair et il n'hésite pas à donner son appui au gouvernement québécois, dont il reprend d'ailleurs les principaux arguments en faveur de la souveraineté-association, notamment la « reconnaissance progressive de la société francophone dans l'ensemble canadien. A titre de comparaison, le dirigeant

socialiste évoque le Pays basque, l'Irlande, la Belgique et la Corse pour en conclure que « toute tentative d'éliminer une identité nationale incontestable produit généralement de la violence, et que, en tout cas, elle grandement, la collectivité géographique élargie qui se risque à une telle tentative ». L'Allemagne, en revanche, écrit M. Rocard, « a su construire sa puissance publique autour de très fortes institutions régionales, et en acceptant une administration centrale faible. Les peuples d'Allemagne se sentent ainsi mieux intégrés à leurs institutions, et ce consensus n'est pas pour peu de chose dans l'étonnante stabilité socio-politique de ce grand pays ».

Le modèle allemand

L'exemple aboli par le député socialiste permet de penser que sa lettre date de plusieurs mois, et qu'elle est antérieure à la publication en janvier dernier, des propositions constitutionnelles des fédéralistes québécois. Dans un document intitulé « Une nouvelle fédération canadienne », le parti libéral du Québec préconise en fait de servir du modèle utilisé par l'opposition fédéraliste. C'est sans doute ce qui explique le silence gêné observé par le gouvernement québécois à la suite de la publication de la lettre du député des Yvelines. Son destinataire, M. Claude Ryan, s'est borné à en confirmer l'existence, évitant de commenter le contenu. Ce silence dans certains milieux que la prise de position de M. Rocard avait été sollicitée par les responsables de la stratégie gouvernementale de la souveraineté-association, les derniers en espérant des retombées positives auprès des

Cuba

La presse socialiste doit être « critique par essence »

déclare M. Raul Castro

La Havane (A.F.P.). — Le rôle de la critique comme « devoir politique » a été rappelé à la presse cubaine par le général Raul Castro, ministre cubain des forces armées, lors de la clôture du quatrième congrès de l'Union des journalistes cubains, dimanche 30 mars. S'il a fait mention de la « liberté de la presse bourgeoise », le général a apporté un appui remarquable à la révolution dont il ne se passe pas « les plus grandes responsabilités ».

Faisant allusion aux reproches faits de l'extérieur à la presse cubaine, qualifiée par « de nombreux amis » de « sporadique » et « assommante », M. Raul Castro a exhorté en grande partie les rédacteurs locaux en mettant en cause l'incompréhension de « nombreux cadres du parti et de l'Etat dans leur façon d'être à la presse ». Des journalistes de radio et quotidiens de La Havane avaient

manifesté récemment leur mauvaise humeur à ce sujet à l'occasion d'une table ronde « publiée par l'hebdomadaire à grand tirage Bohemia. A la suite de cet article, intitulé « Le rôle de la presse », le nom du directeur de l'hebdomadaire avait cessé de figurer sur la jaquette de la revue, sans qu'il soit précisé s'il continuait ou non de présider aux destinées de la publication.

Estimant toutefois que la liberté de la presse était trop souvent celle de « mentir de la manière la plus infâme », M. Raul Castro a dénoncé la propagation de « fausses nouvelles comme celles relatives à des ruses mortelles entre dirigeants » cubains, une allusion aux informations de presse sur un incident qui l'aurait opposé à son frère Fidel, et au cours duquel Celia Sanchez, secrétaire du Conseil d'Etat, aurait trouvé la mort. « Nous ne devons pas développer une telle conception de la liberté », a-t-il déclaré, « à la presse », a déclaré M. Raul Castro, avant d'ajouter : « Il n'y a pas [à Cuba] de liberté de la presse pour défendre l'exploitation capitaliste, son idéologie, pour mentir, tromper et corrompre. » Pour lui, la presse socialiste doit être « critique par essence ». Mais pour être « légitime et féconde », cette critique ne peut s'exercer que « de façon rigoureuse, juste et équilibrée, opportune, optimiste et, surtout, fraternelle ».

Cuba, a-t-il ajouté, a besoin de journalistes qui soient d'abord des « révolutionnaires passionnés et honnêtes », qui s'identifient de façon « consciente » avec la ligne du parti, et qui soient uniquement préoccupés d'augmenter « systématiquement leurs connaissances sur cette arme indispensable que constitue le marxisme-léninisme ».

hernie
SOUTENUE COMME AVEC LES MAINS
NOUVEAU
UNE CEINTURE CONFORTEBLE
à la fois souple et résistante
pour tous les types de hernies
et de faiblesses musculaires
Dépensez moins, vivez mieux
INSTITUT HERNIER DE LYON
10, rue de la République, 69001 LYON
Tél. 04 78 28 28 28
PARIS 10, rue de la Chapelle, 75010 PARIS
Tél. 01 46 22 22 22
Marseille 10, rue de la République, 13001 MARSEILLE
Tél. 091 22 22 22
Bordeaux 10, rue de la République, 33001 BORDEAUX
Tél. 01 46 22 22 22
Dépensez moins, vivez mieux

PROCHE-ORIENT

Israël

Un entretien avec M. Shimon Pérès

(Suite de la première page.)

« L'Europe agit comme si elle voulait rendre les Arabes plus extrémistes qu'ils ne le sont. On réduit ainsi les chances de paix. Nous sommes engagés dans des négociations très délicates dans lesquelles il n'y a pas tellement lieu de faire de la philosophie. Quel jeu joue l'Europe ? Je constate qu'elle est en train de perdre toute espèce d'influence en Israël. Si l'on ne se tourne pas vers les Israéliens, comment peuvent-ils entendre quelque chose ? Si la position européenne est sans effet sur les Israéliens, les Arabes eux-mêmes réaliseront qu'elle ne peut rien leur apporter. Après tout, c'est avec le peuple juif que les Arabes doivent discuter et non avec les Européens. L'attitude de l'Europe est illogique, car je ne pense pas que l'on puisse trouver un intérêt à la prolongation de l'état de guerre dont l'Europe elle-même devrait payer le prix. »

— Vous défendez le processus de paix par M. Begin et Sadat, mais vous-même ne l'avez-vous pas sévèrement critiqué plus d'une fois ?
Même si nous n'aimons pas le plan qui est suivi dans les négociations, nous l'avons finalement approuvé à la Knesset. Malgré nos réserves, nous avons voulu voter pour la paix. Depuis le début, l'Europe n'apprécie pas ou ne comprend pas le traité israélo-égyptien. Elle a décidé de faire la cour à l'O.L.P. Ce n'est donc plus le problème qui nous occupe.

« La situation dans le Sinaï n'est pas la même qu'en Cisjordanie »

— Malgré une mise au point émise par les Américains, vous le 1^{er} mars une résolution au Conseil de sécurité, condamnant les implantations israéliennes dans les territoires occupés, vous avez refusé la politique de M. Begin dans ce domaine. Pourquoi avez-vous joint votre vote à celui du premier ministre israélien, qui a voté contre cette résolution ?
Je ne vois pas quel rôle positif les Nations unies peuvent jouer. Les Israéliens et les Arabes négocient librement sans être soumis à des pressions extérieures qui risqueraient d'amener chacun à durcir sa position. Il ne faut pas que les Israéliens aient l'impression que l'on veut leur imposer la main car ils vont se raidir. Est-ce le résultat qui nous intéresse ? Ceux qui ont voté la résolution savent qu'elle était inacceptable pour Israël.

LE VOYAGE DU CHEF DE L'ÉTAT ALGÉRIEN

Le président Bendjedid souhaiterait la réunion d'un sommet pour tenter de rétablir l'unité arabe

De notre correspondant

Alger. — Préparer la réunion d'un sommet pour tenter de rétablir l'unité arabe face aux « dangers sionistes », tel pourrait être, selon le quotidien algérien en arabe Al Chabab (Le Peuple), le but du président Chadli Bendjedid, qui effectuera depuis une semaine une vaste tournée au Proche-Orient. Celle-ci devait se limiter initialement à la Syrie, la Jordanie et l'Irak (le Monde du 31 mars), mais elle a pris, le jeudi 27 mars, une autre dimension lorsque le chef de l'Etat algérien s'est rendu à Ryad où il s'est entretenu avec le roi Khalid et avec le prince héritier Fahd. Cette visite a précédé un périple dans tous les Etats du Golfe, du Yémen du Sud au Koweït, où il se trouve ce lundi, en passant par le Yémen du Nord, les Emirats arabes unis, Qatar et Bahreïn. Sur le chemin du retour, M. Chadli Bendjedid pourrait faire de nouvelles escales à Tripoli et à Tunis.

C'est à Damas, à l'issue de ses entretiens avec le président Assad, que le chef de l'Etat algérien a pris la décision de ne pas limiter son voyage aux seuls pays participant directement à la confrontation avec Israël, qu'ils se trouvent en première ligne, comme la Jordanie

ou la Syrie, ou en seconde, comme l'Irak. Les Algériens souhaitent, au-delà des clivages idéologiques et des inimitiés anciennes, promouvoir un rassemblement de tous les pays arabes, qui pourrait permettre, disent-ils, de contraindre Israël à l'entente. Ils n'entendent pas pour autant délaisser le Front de la libération, où ils militent en compagnie de la Libye, de la Syrie, du Sud-Yémen et de l'O.L.P. depuis le voyage du président Sadat à Jérusalem. Cette organisation, estime-t-on à Alger, n'a jamais été chargée d'un club fermé. Le Front pourrait donc constituer le noyau d'une nouvelle organisation élargie, qui comprendrait les autres pays d'Irak et même la Jordanie. Le roi Hussein, longtemps suspecté de ne pas pouvoir résister aux arènes américaines, n'a-t-il pas fait la preuve de sa détermination à refuser les accords de Camp David ?

Il n'est pas certain qu'une telle évolution soit acceptée facilement par Tripoli. Elle ne peut, en revanche, que susciter l'intérêt des autorités de Ryad, très préoccupées par les événements d'Iran et d'Afghanistan, et qui souhaitent un rapprochement avec tous les pays arabes, fussent-ils « progressistes ». Mais ce rapprochement n'a pas sans difficultés, particulièrement avec l'Algérie. L'Arabie Saoudite soutient financièrement l'effort de guerre marocain au Sahara occidental. Les conversations de Ryad restent, dans ce contexte, une importance particulière.

Le président Chadli Bendjedid a mis à profit son passage en Arabie Saoudite pour se rendre en pèlerinage à La Mecque, où il a accompli, à la Grande Mosquée, la prière du vendredi. Le chef de l'Etat a ainsi confirmé, avec éclat son attachement à l'Islam, ce qui ne manque pas de renforcer sa position vis-à-vis des éléments traditionalistes musulmans, particulièrement actifs en ce moment.

DANIEL JUNQUA.

Le Monde de l'ÉDUCATION
Nouveaux avril
L'ORIENTATION
APRÈS LA CINQUIÈME
ET LA TROISIÈME
- La formation des architectes
- Jeunes Africains à Paris
En vente partout : 7 F.

DUGAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ
CAPELOU
SPECIALISTE DU CONFORT
Régalez-vous pour tous les besoins et dimensions (P.U. ENCOMBRANTES) se font en 1 ou 2 places (litier) : 1.50, 2.00, 2.50 et 3.00. Matelas but, lit ou polystyrol. Style et moderne. Grand choix en exposition.
37 av. de la République - PARIS 11 -
Métro Pasteur - Paris 11
Tél. 357.46.35

حکومت الامم المتحدة

PROCHE-ORIENT

LA CRISE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'IRAN

Dissonances à Téhéran

(Suite de la première page.)

Faisant, semble-t-il, allusion au message que le chef de la Maison Blanche lui aurait transmis le 26 mars, il proclame que ni « le repentir de Carter » concernant les crimes commis par les États-Unis en Iran — repentir auquel il ne croit nullement, précise-t-il — ni les « flatteries » du chef de la Maison Blanche ne le feront revenir sur sa décision.

L'imam Khomeiny, en conclusion, lance plusieurs appels : au peuple égyptien pour qu'il « lise le dictionnaire » que lui a infligé le président Sadate en donnant asile à l'ancien chah.

L'appel va aussi aux nations « opprimées » de l'univers, pour qu'elles se débarrassent de l'influence « diabolique » des Américains ; et, enfin, aux Iraniens — aux Kurdes en particulier — pour qu'ils mettent un terme à leurs dissensions et s'unissent autour du gouvernement et des forces armées iraniennes afin d'assurer la défense de la patrie.

Le message à la nation de l'imam a été rédigé en pleine nuit à l'issue des consultations et délibérations qui avaient duré toute la journée du lundi. M. Bani Sadr avait présidé deux « conseils de guerre » : l'un regroupant les membres du gouvernement et du Conseil de la révolution, l'autre par le Conseil national de sécurité, organisme analogue à celui existant aux États-Unis et que l'on convoque rarement, dans les circonstances jugées critiques. Cet organisme compte parmi ses membres — outre le chef de l'État, les ministres de la défense et de l'intérieur — les chefs d'État-major des trois armées et les responsables des parades (les milices révolutionnaires). Des mesures destinées à « assurer la sécurité de l'Iran » ont été arrêtées au cours de cette réunion qui a duré plusieurs heures consécutives.

Le président Bani Sadr a d'autre part reçu plusieurs personnalités, notamment l'ambassadeur de Suisse, à deux reprises, ainsi que les représentants des « étudiants islamiques » qui occupent l'ambassade américaine. Un accord de cooptation paraissait dessiner en début de soirée. Vers 21 heures, le chef de l'État faisait transmettre au président Carter, par le truchement de l'ambassadeur de Suisse, quelques suggestions qui seraient profondément déçues les responsables américains. M. Bani Sadr possédait un préalable : le chef de la Maison Blanche devait confirmer publiquement l'existence et le contenu du message qui avait été transmis en son nom à l'imam Khomeiny, le 26 mars dernier.

Cependant, tout indiquait que le président Bani Sadr souhaitait malgré tout éviter une confrontation avec les États-Unis. Il proposait en outre au président Carter une formule de compromis : les otages américains seraient placés sous l'autorité du gouvernement iranien et du Conseil de la révolution qui désigneraient des représentants auprès des « étudiants islamiques ». Ces derniers conserveraient donc le privilège de garder les diplomates américains. Mais il aurait été obligés de rendre compte aux autorités officielles de la sécurité et du bien-être des otages.

La formule, dit-on ici, a été jugée « acceptable » par Washington. M. Bani Sadr avait pris la pré-Khomeiny de ses propositions que l'imam Khomeiny devait à son tour considérer comme trop conciliantes. Le « guide de la révolution » disant dans son entourage peu après minuit, estimait « indigne » de céder aux États-Unis « sous la menace et le chantage ». Le durcissement de l'attitude américaine après la « fuite » en Égypte de l'ancien chah avec la complicité active de Washington, soutenait-on encore dans l'entourage de l'imam, devait nécessairement susciter une réponse tout aussi intransigeante de la part de l'Iran. Diverses personnalités religieuses et politiques, qui prévalent à l'armée, ont défilé chez l'imam jusqu'à 2 heures mardi matin, tandis que le président Bani Sadr poursuivait de son côté ses efforts pour dégager un terrain d'entente avec Washington.

Y aurait-il des divergences, fondamentales ou non, entre M. Bani Sadr et l'imam Khomeiny ? Certains observateurs répondent à cette question par l'affirmative, en se référant, entre

autres, à l'allocution prononcée par le président de la République, mardi après-midi, sur la place Azadi, immédiatement après la lecture du message du « guide de la révolution ».

Après avoir longuement évoqué les questions les plus diverses ayant trait, notamment, à la sécurité intérieure, à l'économie, à la production, à la toxiomanie, il a déclaré que si les États-Unis cessaient de menacer l'Iran, les otages seraient transférés sous l'autorité de l'État.

Cette phrase suscita aussitôt dans la foule un tollé de protestations, de cris vengeurs : « Vous n'êtes pas dans la ligne de l'imam ! », hurlait-on. Le président de la République a été empêché de reprendre la parole pendant plusieurs minutes. Il a finalement réussi à calmer son auditoire en s'exclamant : « Écoutez-moi ! Je n'ai jamais vu Ahmed Khomeiny (le fils de l'imam) est ici à mes côtés ! Il est témoin de tout ce que j'ai à vous dire ! »

M. Bani Sadr assure alors la foule que la lutte contre la « domination américaine » se poursuivra sans relâche. Mais il a aussitôt insisté sur le fait que

le combat devait être mené contre les deux « super-puissances », sans quoi, l'indépendance, le bien-être et la sécurité de l'Iran ne pourraient être assurés.

Le chef de l'État a paru menager M. Carter en laissant entendre que M. Kissinger avait joué un rôle non négligeable dans le départ du chah de Panama. « Quoi qu'il en soit, devrai-je ajouter, nous n'affrontons pas tel ou tel homme, mais tout un système qui nous est hostile. » Après quoi, M. Bani Sadr s'est pris exclusivement à l'ancien chah et au président Sadate, qu'il désigna comme étant des « traîtres à l'imam ». Dans le contenu comme dans la forme, l'allocution du président de la République ne présentait qu'une vague ressemblance avec les propos résolument anti-américains contenus dans le message de l'imam Khomeiny.

Quelle que soit la nature des divergences qui divisent les dirigeants iraniens, il ne paraît pas douteux, pour le moment du moins, que c'est la « ligne de l'imam » qui prévaudra.

ERIC ROULEAU.

L'imam Khomeiny : « Satan tente de réaliser un nouveau projet politique pour perpétuer sa domination »

Téhéran (A.F.P.). — « Avec l'envoi du chah en Égypte, M. Carter doit savoir que sa démarche auprès du simple sujet iranien que le chah pour trouver une solution au problème du sud d'espions est encore une erreur », affirme l'imam Khomeiny, dans le message lu mardi matin 1^{er} avril à Téhéran à l'occasion du premier anniversaire de la proclamation de la République.

Évoquant la lettre que lui aurait envoyée, le 26 mars, le président des États-Unis, l'imam poursuit : « Ses excuses pour les erreurs passées, l'aveu qu'il fit des crimes de l'Amérique contre les peuples opprimés, dont l'Iran, n'y feront rien » (1). « Personne d'autre que le peuple d'Iran, que les élus du peuple d'Iran, et donc le parlement islamique, ne peuvent résoudre le problème des otages américains » (2). « La diabolique tricherie, la tentative de nous tromper par la flatterie, n'auront pas plus d'effets que les précédentes menaces d'occupation militaire, de l'envoi de parachutistes dans le nid d'es-

piens et de blocus économique pour isoler notre pays. (...) Satan tente aujourd'hui de réaliser un nouveau projet politique pour perpétuer sa domination. Il impose à l'Iran le chah, mais les peuples veillent et savent tout de ces complots. »

Après avoir exalté « la victoire des déshérités sur les oppresseurs » et « celle de Dieu sur Satan et du peuple d'Iran sur les exploitateurs du monde, d'Orient et d'Occident », l'imam Khomeiny a attiré l'attention du « grand peuple égyptien qui, supportant déjà le despotisme de Sadate, se voit imposer aujourd'hui un autre despotisme », celui d'avoir à accueillir l'ancien souverain.

« Satan doit savoir, poursuit le message, que le soutien apporté au chah, c'est le soutien à ses grandes trahisons et à ses pillages et qu'après avoir envoyé le chah, ennemi de l'Islam et de l'Iran, chez un autre ennemi, c'est tromper les musulmans du monde entier. Nous ne pouvons accepter que ceux qui ont aidé celui qui, depuis quarante ans, a tué, blesé, mutilé et volé les biens du peuple le fassent au nom d'un souci humanitaire. »

« Ce jour (anniversaire de la proclamation de la République) est celui de la victoire absolue sous la lumière de Dieu, à l'ombre du drapeau de la victoire d'Allah, celui de l'espoir d'un jour où tous les musulmans du monde pourront franchir la main criminelle des pillards et hisser le drapeau de l'Islam, c'est le symbole de la puissance de Dieu. »

L'imam Khomeiny a terminé son message par un appel à l'unité de tous — et notamment des universitaires et des intellectuels — pour vaincre les États-Unis. Il a enfin invité « les frères et sœurs kurdes » à apprendre à défendre leur pays, à « accepter l'armée et les autres forces de l'ordre » pour la sécurité du peuple et sa prospérité, et à ne point écouter ceux qui, au nom du peuple kurde, veulent que les idolâtres retrouvent leur puissance passée.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

APRÈS LES MANIFESTATIONS ÉGYPTIENNES CONTRE LE CHAH

Des intégristes musulmans s'en sont pris à la minorité chrétienne

De notre correspondant

Le Caire. — Est-il plus gênant pour le gouvernement égyptien de dire que de violentes manifestations contre le chah ont eu lieu à Assiout (le Monde du 1^{er} avril) ou bien de révéler que les troubles confessionnels dont on assure quelques mois dans cette cité et à Alexandrie y ont recommencé ?

Apparemment, ces derniers, dont le rais n'est en rien responsable, sont plus « amusables » puisque ce sont les seuls que le général Nabeul Ismail, ministre de l'Intérieur, a évoqués, en termes d'ailleurs très voilés, devant le Parlement le lundi 31 mars.

Ne faisant pas référence à l'hostilité des étudiants intégristes à la présence en Égypte de Mohamed Reza Pahlavi, le ministre a, en revanche, reconnu que « des provocations contre la police », autrement dit des manifestations, avaient lieu à Assiout depuis le vendredi 27 mars et qu'elles étaient passées au moment où il parlait dans la matinée du lundi 31 mars. Selon M. Nabeul Ismail, l'ouvrier mort à Assiout et dont les intégristes ont réclamé le corps est décédé « des suites d'un accident survenu avant les incidents ». Cependant, il a reconnu qu'à l'occasion de ceux-ci « deux officiers et quatre policiers ont été blessés, cinq étudiants hospitalisés et huit arrêtés ».

À Alexandrie « la rixe qui a entraîné l'hospitalisation de quatre étudiants, trois chrétiens et un musulman » a été provoquée, d'après le ministre de l'Intérieur, par un différend au sujet du volume du son d'une radio. Quant à l'agression isolée contre une institutrice chrétienne (alexandrine) « elle n'a pas de caractère confessionnel ». Néan-

moins le général-ministre a jugé utile de lancer « un appel au calme à toutes les parties à la veille du départ du président Sadate pour Washington ».

Malgré cette reconnaissance officielle de la relative gravité de la situation, M. Ismail s'est élevé contre la « surenchère » que représente à ses yeux la décision de l'Église copte, le 30 mars, d'annuler toutes les festivités de Pâques le 6 avril prochain, « pour protester contre les incidents dont ont été victimes des chrétiens ».

Selon divers témoignages, les étudiants d'Assiout ont bien eu pour point de départ une marche contre le chah des étudiants islamiques, mais très vite celle-ci dégénéra en attaque contre des passants ou des magasins arborant des symboles chrétiens. Des blessés graves sinon des morts ayant été dénombrés, les forces de l'ordre seraient alors intervenues, tandis que les habitants se barricadaient chez eux et qu'un climat d'effervescence s'installait pour plusieurs jours dans cette grosse capitale provinciale à la population mixte qu'est Assiout.

À Alexandrie, on parle d'étudiants chrétiens sinon violés, du moins délogés en pleine nuit de leur résidence universitaire par des intégristes. En outre, dans cette ville, une jeune fille copte de quinze ans aurait été mariée de force à un musulman. Informations fragmentaires et rumeurs amplifiées venant s'ajouter à la décision de la hiérarchie copte de faire de la célébration de la Résurrection, — qui a toujours

lieu la veille du Cham-el-Nessim, la grande fête païenne non religieuse — un jour de tristesse, ont provoqué inquiétude et émotion chez nombre d'Égyptiens, et pas seulement au sein de la minorité chrétienne. Si une infirmité copte a déclaré en pleurant : « Maintenant que les musulmans ont fait la paix avec les juifs, ils vont se retourner contre les chrétiens », un journaliste musulman non intégriste a pronostiqué pour sa part : « Après les copies c'est à nous que s'attaqueront les fanatiques islamiques ». Tout en désapprouvant les actions contre les chrétiens, les musulmans modérés ont tenté de tendre à condamner la décision du pape copte Chenouda III de « dramatiser la situation ».

Renouveau de l'Église copte

En réalité, l'islam égyptien se trouve aux prises devant une situation inédite. Depuis des siècles, la politique de ces derniers, contrairement à l'attitude des chrétiens du Levant, a toujours été de minimiser plutôt que de monter en épingle les services dont ils étaient de temps en temps l'objet de la part de certains musulmans ; aujourd'hui les choses sont en train de changer. L'Église copte émerge de siècles d'ignorance : ses monastères, qui ont toujours été son âme, se sont remplis de nouveau de jeunes et de jeunes de nouveau de jeunes diplômés, savants laïcs ou théologiens.

Le pape Chenouda III est à leur tête ; intrinsèquement en matière de dogme, moderne par son éducation dans le siècle et ses moyens d'action. Nombre de ses fidèles sont encore littéralement terrorisés par ses audaces mais ils le suivent depuis qu'en 1977, par un jeûne de plusieurs jours de tous les coptes, il a obligé le pouvoir à retirer un projet de loi officialisant la peine capitale pour les chrétiens convertis à l'islam revenus ensuite à leur foi d'origine.

Lors d'une récente réunion de l'Association de la fraternité religieuse (islamo-chrétienne), fondée en 1975, au Caire, par Mary Kahil (décédée en 1979), ancienne égyptienne de l'orientaliste français Louis Massignon, un participant a déclaré : « M. Masoudman, j'ai un ami chrétien et mon ami chrétien me dit : « Je suis égyptien comme tous les Égyptiens. Je paie mes impôts comme tout le monde, j'ai fait mon service militaire comme tout le monde ; or, en voyant tant d'articles dans les revues et les journaux sur la tolérance, j'en ai assez. Je veux avoir ma place dans la société comme droit et non pas par tolérance. » Qu'est-ce que vous pensez de la position de mon ami ? » (1).

Une telle réaction chrétienne qui prend au dépourvu les musul-

(1) N° 5 de la revue en français islamochrétienne, de l'Institut pontifical des études arabes, 49, place Saint-Apollinaire, 00188 Rome.

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements vous seront communiqués 24 heures sur 24 au numéro TEL : 19.32.31/31-27-54

GENERAL DIAMOND, BELLEVILLE, 32 ANVERS

Collection DU MONDE ENTIER

Plus de 1.000 titres et de 300 Auteurs de 38 pays.



Parutions de mars 1980

Mircea ELIADE

Mémoire I, 1907-1937

Les promesses de l'équinoxe

Traduit du roumain par Constantin N. Grigoresco

Max FRISCH

Triptyque

Trois tableaux scéniques

Texte français d'Henry Bergerot

Elisabeth PLESSEN

Message à la noblesse

Roman. Traduit de l'allemand par Jean-Louis Guelmeur

Elena PONIATOWSKA

Vie de Jésus

Roman. Traduit de l'espagnol par Michel Sarre

John UPDIKE

Le putsch

Roman. Traduit de l'anglais par Maurice Rambaud

Vassilis VASSILIKOS

L'eau de Kos

Roman. Traduit du grec par Françoise Huart

Gallimard

Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS - TEL. : 261.57.25

Samaritaine de Luxe

Quinzaine du costume

du 1^{er} au 12 avril

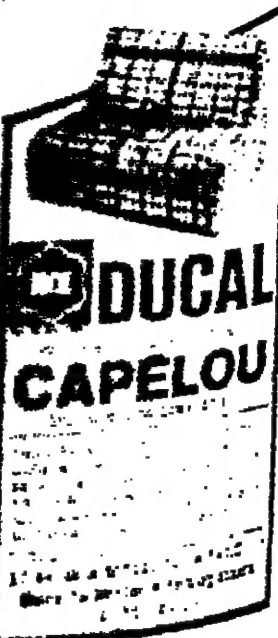
Prêt-à-porter
Costume léger, 2 pièces,
55 % polyester, 32 % laine,
13 % mohair
690f.

Mesure Industrielle
Finition main,
costume 2 pièces avec essayage
dans un grand choix de draperies
1390f.

Grande Mesure
Façon tailleur,
costume 2 pièces, 3 essayages
à partir de
2750f.

Le 3 pièces à partir de
2950f.

Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion



AFRIQUE

Vingt ans d'indépendances

II. — Sous le regard des voisins

par JEAN-CLAUDE POMONTI

En dépit des déclarations officielles les présentant comme nées d'une volonté délibérée d'émancipation de part et d'autre, c'est dans l'équivoque qu'ont été accordées. Il y a vingt ans, par la France, les indépendances des territoires coloniaux.

Elles n'étaient en effet pas toutes souhaitées par les dirigeants en place et l'anticolonialisme de la gauche servait parfois de paravent à la réélection du général de Gaulle et à son souci de défaire la France de charges devenues trop lourdes. La crainte de soulèvements sanglants joua également un rôle appréciable dans les décisions de Paris (« le Monde » du 1^{er} avril).

« La grande chance de l'Afrique occidentale est d'être restée à l'écart de la guerre froide », aime à dire M. Claude Cheysson, commissaire européen au développement. Il est vrai que, même en dehors des interventions militaires françaises qui se veulent « ponctuelles » et « limitées dans le temps », cette région du continent noir est demeurée celle des conflits locaux. En outre, le Sahara occidental aujourd'hui. Le président Senghor s'en félicite sur le mode plaisant : « *Mangé pour être mangé, je préfère l'être par le Nigeria anglophone, moi, le milieu de la francophonie.* » C'est un constat qui vaut pour l'ensemble de ce qui fut « l'Afrique française ». Certes, des gains de déshérence et une forte présence française ont été déjoués un coup d'Etat au Gabon, et des parachutistes renversèrent Bokassa I^{er}. Toutefois, même au Tchad, mille autres puissances étrangères au continent n'ont dépeché ses soldats. Chance ou sa-

geuse, l'ensemble francophone de l'ancien empire a été épargné. C'est hors de ses limites que Soviétiques et Cubains ont trouvé les terrains favorables à leurs interventions militaires. Chasse gardée ? Le dépeçage de l'Afrique, au congrès de Berlin en 1885, n'avait pas laissé prévoir que, avec l'accord de dirigeants locaux, elle se formerait plus ou moins ouvertement, le dernier « continent à prendre », de traduire dans les faits sa volonté de préserver des « liens privilégiés » avec « son » morceau d'Afrique noire.

Il faut sans doute y voir, d'abord, l'intérêt commun de l'assise petite « famille » qui se rassemble, une fois l'an, pour un sommet franco-africain. Après des autres, elle fait figure de « continent à prendre », de traduire dans les faits sa volonté de préserver des « liens privilégiés » avec « son » morceau d'Afrique noire. Il faut sans doute y voir, d'abord, l'intérêt commun de l'assise petite « famille » qui se rassemble, une fois l'an, pour un sommet franco-africain. Après des autres, elle fait figure de « continent à prendre », de traduire dans les faits sa volonté de préserver des « liens privilégiés » avec « son » morceau d'Afrique noire.

Une région périphérique

Cette géographie fut-elle sommaire, des conquêtes coloniales rappelle que « l'Afrique des Français », indépendante depuis vingt ans, est une parmi d'autres. Les colonisateurs ont pénétré un Sahel désertique et une forêt tropicale stagnante. A l'exception du Nigeria et du Ghana, les Britanniques s'étaient surtout installés sur les Hautes Terres propices à l'agriculture, le long des Grands Lacs d'altitude, y formant des colonies de peuplement (Rhodésie, Le Cap, Kenya) et y introduisant des cultures commerciales. Aujourd'hui, l'ancienne Afrique française n'est pas, il s'en faut de beaucoup, au centre des confrontations majeures ou des zones de développement prioritaires du continent. A cet égard, elle reste périphérique.

On pourrait multiplier les exemples. Même en y incluant le coup d'arrêt spectaculaire donné, pour le compte du Zaïre, par la Légion étrangère à la sécession du Shaba — le saut sur Kolwezi en 1978, les Sud-Africains d'insister au pouvoir à Luanda leurs « amis » ou pour prévenir, à compter de 1977, la désintégration territoriale de l'ancien empire éthiopien menacé par l'insurrection érythréenne et les visées somaliennes sur l'Ogaden. Si l'équilibre futur du

continent se dessine avant tout dans la Corne et en Afrique australe, ce sont précisément les secteurs où le poids de la France semble encore léger, soit-elle renforcée sa garnison à Djibouti ou par le découvrir bien tard le monde noir austral à l'initiative de M. de Guiringaud, prédécesseur de M. François-Poncet au Quai d'Orsay.

Au demeurant, c'est la région anglophone qui a donné à l'Afrique noire, à des époques et dans des styles bien différents, des grands chefs du panafricanisme que furent Kenyatta, Nkrumah et Nyerere. Alors que l'Afrique politique semble se diviser, au gré des sommets annuels de l'Organisation de l'unité africaine, entre les partisans de l'« internationalisation socialiste » et ceux de la « solidarité continentale », le magistère culturel de l'ère post-coloniale appartient sans conteste aux anglophones : à quelques exceptions près, poètes noirs d'Afrique du Sud, dramaturges ougandais, romanciers kenyans. Seul le cinéma francophone paraît tirer son épingle du jeu. Sur leurs Hautes Terres plus salubres, les Britanniques avaient reconstruit leur propre environnement sans jamais demander aux autochtones autre chose que de les servir. Confirmer et atomiser, d'abord, celle de l'étonnement devant les « french speaking people ». La palatine — le dialogue, dirait Senghor — n'a pas

empêché, chez les francophones, la multiplication des systèmes politiques monolithiques, avec leurs Chambres d'enregistrement, leur presse officielle et leur apparente absence d'esprit critique. Le monde anglophone ne manque pas non plus de « yesmen » — bent-out-out — mais la presse et les milieux politico-affaires y font preuve de plus d'indépendance à l'égard du chef. Quand les magistrats y exhibent encore la perrière blanche, ils se servent parfois de cette relique coloniale pour faire pièce au pouvoir politique. Les réflexes ne sont pas identiques.

D'un autre côté, si l'immunité parlementaire n'y est pas toujours respectée, si les journaux y sont souvent soumis à de fortes pressions du pouvoir central, ce dernier ne se sent pas forcément bonne conscience quand il enfreint des règles qu'il prétend respecter. Au sein de l'indépendance, on a trouvé des « pères » charismatiques, capables de galvaniser et de symboliser les nationalismes, à peu près partout sur le continent. Depuis, le système du parti unique s'est généralisé et, au moins pendant quinze ans, les dictatures militaires se sont multipliées. Plus récemment, des expériences de « démocratisation » ou de retour des civils au pouvoir se sont dessinées chez les anglophones comme chez les francophones. Mais les apparences peuvent être trompeuses.

En effet, en Afrique anglophone, le principe du parti unique n'a pas effacé la vie politique. A l'exception de celle du maréchal Amin — un soldat marginal promu chef d'Etat-handit par le pouvoir de la mitrailleuse — les dictatures militaires ont été localisées en Afrique occidentale et, en quelque sorte, accidentelles. Ce sont l'échec du fédéralisme et le conflit consécutif du Biafra qui ont installé l'armée au pouvoir à Lagos tandis qu'au Ghana les errements politiques d'un visionnaire — le parallèle entre Nkrumah et l'indonésien Sukarno est, à ce titre, tentant — créaient un appel dont les militaires ont profité. Mais ces deux pays ont amorcé, l'un dernier, une nouvelle expérience, il est vrai délicate, de pouvoir civil.

Différence de maturité politique ? En Afrique anglophone, il n'existe pas de pendants aux extravagances que constituent le palais présidentiel de Libreville ou l'infrastructure urbaine de Yamoussoukro. Si les expériences de développement économique demeurent partout peu satisfaisantes, les classes dirigeantes post-coloniales semblent, du moins en Afrique anglophone, avoir mieux « digéré » l'indépendance. Peut-être parce que Londres a toujours paru plus loin de l'Afrique que Paris, où régnait si longtemps, jusqu'à l'obsession, le rêve d'une « Afrique » métisée et familiale.

L'étonnement des anglophones se nourrit précisément de cette familiarité, qu'ils ont du mal à saisir, dans les relations franco-africaines. Les sommets annuels francophones, auxquels le président Giscard d'Estaing a voulu donner l'allure de fêtes de la parenté, le rôle d'émancipation prise par M. Pomonti puis à René Jourdain, les interventions militaires françaises, l'absence de réserve dans des rapports parfois exubérants, l'affirmation de la « francité » de certains dirigeants noirs, le manque de discrétion de la colonie française dans cer-

tains métropoles africaines, tout cela désorienta et parfois effraie l'anglophone. Le petit monde des préconis de Paris, de la négritude sénégalaise, du mercenariat à peine voilé, la francophonie affichée lui échappe : qu'il y trouve un mélange d'arrogance et de naïveté, ou de savoir-faire et de pragmatisme, il comprend mal que de tels liens aient pu supporter l'épreuve du temps.

Il est vrai que l'écheveau n'est pas facile à dévider. « Un continent que je connais bien », la formule du chef de l'Etat français et sa revendication implicite d'une compétence exclusive ont fait fortune. Du temps de de Gaulle ou de Pompidou, l'élaboration de la politique africaine de la France faisait l'objet d'une plus large concertation. Si M. Jacques Foccart jouait les maîtres d'œuvre, tirant les ficelles d'un réseau qu'il était seul à bien connaître, il était inconcevable qu'un ministre des affaires étrangères comme M. Couve de Murtelle ne fût pas associé aux grandes décisions. Certes, le « domaine réservé » à la présidence englobait le continent noir, et c'est donc de l'Elysée que venait l'impulsion. Toutefois, le général de Gaulle, presque autant que Georges Pompidou, ne décidait qu'en dernier ressort, après avoir consulté ses collaborateurs.

Le fait du prince

Les temps ont changé. Aujourd'hui, qu'il s'agisse d'opérations militaires « ponctuelles » ou d'initiatives politiques sans lendemain, comme le lancement du « triangle » euro-afro-arabe, la décision sur l'Afrique semble, par excellence, le fait du prince. M. Giscard d'Estaing s'est toujours avec les Etats de la région et leurs chefs de rapports personnels, insoufflables et privilégiés, que ses relations avec son « cher parent » poussent à M. Pomonti puis à René Jourdain, les interventions militaires françaises, l'absence de réserve dans des rapports parfois exubérants, l'affirmation de la « francité » de certains dirigeants noirs, le manque de discrétion de la colonie française dans cer-

sur l'ancienne « zone française » offre l'avantage de montrer que la politique qui s'élabora dans la discrétion des bureaux parisiens n'est pas, en fin de compte, déterminante pour l'avenir du continent. Certes, ni la reine Elisabeth II ni le roi Baudouin ne pourraient y jouer le rôle du président français. Ils n'en ont ni les moyens ni la volonté. Mais s'il est exact que l'avenir de l'Afrique dépend plutôt de l'évolution de la République sud-africaine, de la Corne ou du Nigeria, on peut se demander s'il n'y a pas une contradiction croissante entre les ambitions de Paris, qui ont résisté à l'épreuve du temps, et une perte manifeste d'influence. Même si le champ français d'intervention est élargi au Zaïre — seul Etat africain où des officiers français commandent, depuis un an, une brigade autonome — la politique africaine paraît étrangement sur la défensive. Est-ce parce qu'elle se refuse à admettre la chute de la chaise longue gardée ne pourra le demeurer toujours et que l'« ensemble francophone » devra, tôt ou tard, partager plus étroitement la destinée de regroupements plus vastes ?

Prochain article :

LE SUGGÈS
SANS LE PAYSAN ?
par Jean-Pierre LANGELELLER

Bibliographie

« L'ENJEU AFRICAIN », de Gérard Chaliand

Jusqu'à la riposte donnée, en 1975 en Angola, par un contingent militaire cubain à une incursion armée sud-africaine, l'Afrique sub-saharienne était demeurée, pour l'essentiel, une chasse gardée occidentale. Elle est devenue depuis lors l'enjeu des puissances industrielles, qui s'y livrent une « partie d'échecs meurtrière » jouée, avant tout, dans les zones les plus sensibles, l'Afrique australe et la corne du continent.

L'auteur des *Mythes révolutionnaires du tiers-monde* (Seuil, 1976) explique comment on en est arrivé à cette confrontation à peine déguisée entre puissances extérieures au continent noir et quels sont les intérêts en jeu. Vingt ans après les indépendances, une Afrique « dominée et fragile », dont « la plupart des Etats sont à la dérive », avec ses « communautés de misère » (dont la zone sahélienne), est condamnée, dans l'ensemble, à « osciller entre la stagnation et la régression ». La démonstration rigoureuse de ce constat d'échec met en relief une responsabilité historique des puissances occidentales (sclavagisme, colonisation, nature de l'aide et de la coopération, détérioration imputable des termes de l'échange) liés au sentiment « non écrit et informulé » : « Les Noirs sont incapables de s'en sortir... » Dans ce cadre, la marge de manoeuvre d'autorités libérales et bâtisseurs noirs ne pouvait que demeurer bien étroite. Ce marasme quasi général met en valeur l'enjeu extérieur : à la fois stratégique-militaire (routes maritimes vitales de l'Océan indien, accès et contrôle de la mer Rouge, route du Cap) et minier (puisque le sous-sol africain recèle des « matières premières essentielles à l'Occident »). Comme l'enjeu minier paraît, dans le cas de l'Afrique, « indissociable de l'enjeu géopolitique », la partie australe du continent, où se trouve l'essen-

tiel des matières premières, est au cœur du débat. A ce propos, Gérard Chaliand décrit avec une grande clarté les atouts de l'Etat sud-africain : troisième producteur mondial per capita de minerais (après les Etats-Unis et l'U.R.S.S.), contrôle de la route du Cap, potentiel nucléaire, domination de fait de toute la partie australe du continent. Le rappel de ces données — ainsi que l'analyse de l'évolution dans la corne de l'Afrique — permet à l'auteur de démontrer qu'« un aspect fondamental de la stratégie indirecte de l'Union soviétique est de réduire la liberté d'action de l'adversaire en combinant les vides ». L'exemple de la deuxième guerre du Shaba prouve que « les Soviétiques sont allés aussi loin que possible en l'absence de riposte de leurs adversaires » (la prise de Kolwezi par le Front national pour la libération du Congo le 13 mai 1978). Leur offensive a cessé dès que l'adversaire a réagi (l'intervention de la Légion étrangère). Moscou s'applique simplement à combler les « vides » laissés par l'Occident et ne le fait qu'« à la demande » Etats souverains et dans les limites territoriales de ces Etats.

La démonstration de l'auteur s'appuie sur une analyse serrée des faits, qu'il s'agisse de cerner les motivations de Cuba, la nouvelle politique américaine ou l'équation du Sahara occidental. Réalisée pour le compte du Centre Europe-Tiers-Monde de Genève, son étude aurait pu être enrichie d'un effort supplémentaire de présentation. Elle n'en constitue pas moins un apport indispensable à une compréhension des interventions étrangères au sud du Sahara et des situations régionales sur lesquelles elles se greffent.

J.-C. P.

* L'enjeu africain. Seuil, 1977, pages 22, francs environ. Collection « l'histoire immédiate ».



DES PRIX CHARTERS SUR VOLS REGULIERS.

CORSE	A.R. 800 F	ATHÈNES	A.R. 1300 F
NICE	A.R. 680 F	LONDRES	A.R. 450 F
GUADELOUPE	A.R. 2670 F	TEL-AVIV	A.R. 1900 F
MARTINIQUE	A.R. 2670 F	PALMA	A.R. 790 F
GUYANE	A.R. 3380 F	NEW YORK	A.R. 2250 F
RÉUNION	A.R. 4140 F	MONTREAL	A.R. 2250 F

Ces bas tarifs proposés malgré la hausse du prix du carburant s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié : remise de coffret-repas avant l'embarquement. Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France, votre Agent de voyages ou téléphonez au (1) 320.15.55.

Prix de base au départ de Paris. Supplément à certaines périodes de l'année. Vente et transport soumis à des conditions particulières. Sous réserve d'approbation gouvernementale.

صلى الله عليه وسلم

UNE VRAIE BERLIN

AFRIQUE

La situation au Tchad

Les combats s'intensifient à N'Djamena désertée par la moitié de ses habitants

N'Djamena (A.F.P.). — Les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré et les Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni, aux prises dans N'Djamena depuis une douzaine de jours, veulent en finir par une victoire militaire. En effet, la réunion qu'il était prévu pour lundi après-midi entre représentants des deux parties en conflit, afin d'étudier les modalités d'instauration du cessez-le-feu, n'a pas eu lieu, sans qu'aucune raison officielle ait été donnée. Ceci démontre le peu d'empressement des deux parties d'en arriver à une solution négociée.

En dépit des appels au cessez-le-feu et des offres de médiation de nombreux pays d'Afrique et d'organisations internationales, les affrontements se sont poursuivis toute la journée de lundi avec intensité. Les combats de rue à l'arme automatique se multiplient dans une ville désertée par la moitié de ses habitants qui ont fui pour la plupart au Cameroun voisin, tandis que chaque camp pilonne le secteur adverse, notamment avec des

mortiers de 120 et des canons sans recul.

Selon un porte-parole de M. Hissène Habré, les FAN auraient progressé dans le nord de la capitale, notamment dans le secteur de Diguel, cependant que le FAP (Front d'action commune) de MM. Ahmat Ayil et Mahamat Abba Sidi — de tendance pro-lybienne — qui prête main forte à M. Goukouni, assure, au contraire, avoir délogé les FAN de plusieurs positions.

Le FAP affirme d'autre part avoir franchi le fleuve Chari par le pont de Chagoua et pénétré dans N'Djamena, après avoir bousculé les éléments des FAN qui en assuraient la défense. Si cette information se vérifiait, les combattants des FAP pourraient alors bientôt faire leur jonction avec les forces armées tchadiennes (FAT) du colonel sudanais Wada Abdelkader Karoum, qui, après avoir franchi le Chari en amont de la capitale, se trouvaient à une trentaine de kilomètres au sud-est de N'Djamena. Les troupes sudistes seraient précédées d'éléments des FAP de M. Ahmat Ayil commandés par M. Ascheikh Yun Omar.

L'éparpillement des zones de combat et la multiplication des barrages de combattants rendent pratiquement impossible toute circulation à N'Djamena, ce qui complique singulièrement la tâche des journalistes.

Un groupe de cinq d'entre eux, qui tentaient de rallier les quartiers africains situés au nord-est de la ville, où se déroulent les combats entre les Forces armées populaires de M. Goukouni et les Forces armées du nord de M. Hissène Habré, ont été refoulés par un barrage de combattants des FAP.

Ils ont pu toutefois se rendre peu après avec un convoi d'une vingtaine de véhicules arborant un drapeau blanc jusqu'aux locaux de l'ambassade de France, qui a été évacuée samedi, et qui est située près du fleuve Chari, à proximité du centre des quartiers européens. Ces quartiers sont devenus complètement déserts, à l'exception des combattants FAP qui les contrôlent.

TROIS ANTENNES CHIRURGICALES FRANÇAISES

La présidence de la République a indiqué, mardi matin 1^{er} avril, que l'antenne médicale française de N'Djamena avait, à ce jour, soigné 654 blessés dont 115 civils. On ajoutait à l'Elysée : « Une partie de la population ayant quitté la ville pour passer au Cameroun, de nombreux blessés civils et militaires ne peuvent plus rejoindre la base médicale française de N'Djamena. En conséquence il a été décidé, en accord avec le gouvernement camerounais et en liaison avec la Croix-Rouge internationale, de mettre en place un hôpital militaire de campagne à Kousséri » (sur le territoire camerounais à proximité de N'Djamena, de l'autre côté du fleuve Chari).

On indiquait encore à l'Elysée : « Sans intervenir dans les affrontements qui opposent entre elles les différentes tendances tchadiennes, la France continuera à apporter à tout une aide humanitaire destinée à alléger les souffrances du peuple tchadien. »

Dès mardi 1^{er} avril trois équipes médicales ont été envoyées au Cameroun, pour être acheminées également vers la frontière. Enfin une troisième équipe envoyée par le gouvernement français arrivera dans les prochains jours.

Une seconde antenne, comptant cinquante personnes, est attendue au Cameroun, pour être acheminée également vers la frontière. Enfin une troisième équipe envoyée par le gouvernement français arrivera dans les prochains jours. (On apprend d'autre part, au ministère de la défense à Paris, que cinquante personnes du service de santé des armées et 50 tonnes de matériel médical et d'équipement devraient renforcer les moyens de l'hôpital militaire d'intervention rapide (HMIR) en cours d'installation à proximité de N'Djamena. Cette aide complète l'envoi au Tchad, le 24 mars, de deux cellules d'intervention complètes.)

Une grave pénurie alimentaire touche plusieurs régions

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'économie tanzanienne traverse une phase critique. Objectif prioritaire du gouvernement, l'auto-suffisance alimentaire n'a jamais paru si lointaine qu'en ce printemps 1980. Confronté à d'imminentes et graves pénuries céréalières, le président Nyerere s'est résolu à lancer un S.O.S. en direction du monde occidental, dont l'aide d'urgence permettra, seule, de prévenir l'apparition d'une situation de famine dans plusieurs régions de Tanzanie.

Ce déficit alimentaire a des causes multiples. La sécheresse et des inondations excessives se sont conjuguées pour réduire la production agricole. Les autorités de Dar Es-Salaam ont, de ce fait, surestimé le rendement des récoltes. Un exemple : les champs de maïs n'ont fourni cette année que 185 000 tonnes de grains au lieu des 200 000 prévues. Or le maïs, nourriture quotidienne des Tanzaniens, est un plat à base de maïs. Pour subvenir à ses besoins, la Tanzanie devra importer, dans les trois prochains mois, 50 000 tonnes de maïs, 40 000 tonnes de blé et 70 000 tonnes de riz. Les récoltes en produits agricoles moins nobles, sorgho, mil, manioc — sont également insuffisantes.

La Tanzanie avait déjà connu une situation de pénurie alimentaire dans les années 1973-1974, due à une grave sécheresse. Les autorités y avaient fait face, à l'époque, en puisant dans leurs réserves de devises. Aujourd'hui, un tel recours est impossible, car les coffres du Trésor sont vides. La guerre menée l'an dernier en Ouganda par l'armée tanzanienne a coûté à l'Etat près de deux milliards de francs, soit l'équivalent de l'ensemble des recettes annuelles d'exportation. M. Nyerere a admis qu'un délai de dix-huit mois serait nécessaire pour « éponger » cette charge financière. Encore s'agit-il d'une prévision optimiste.

La Tanzanie, qui fait partie des quinze plus pauvres pays de la planète, a terriblement souffert de la hausse des coûts pétroliers. Elle consacre 45 % de ses recettes d'exportation au paiement de son brut. Et pourtant, grâce à de sévères mesures de restriction, les Tanzaniens consomment moins de pétrole

qu'en 1972. « On ne peut pas dire qu'un pays est en voie de développement lorsqu'il utilise de moins en moins de pétrole », remarquait un jour, non sans amertume, le président Nyerere. Mais ces précieux barils d'or noir (800 000 tonnes par an), la Tanzanie les paie neuf fois plus cher qu'il y a sept ans. Conséquence : le déficit budgétaire atteint 13 % du produit national brut.

Il paraît excessif d'évoquer le spectre de la famine à propos de la Tanzanie. Toutefois, selon les rapports des missionnaires, la malnutrition fait des ravages, notamment dans les provinces du Centre. Pour parer au plus pressé, le gouvernement a pris quelques mesures ponctuelles. Il a annulé l'exportation de 35 000 tonnes de maïs destinées à la Zambie. Un cargo italien, qui venait prendre cargaison de 5 000 tonnes de manioc, est reparté les soutes vides. Mais c'est l'assistance étrangère qui limitera les dommages. Le ministère tanzanien de l'Agriculture a demandé une aide à la Communauté économique européenne et à plusieurs pays occidentaux : Etats-Unis, Canada, France, Italie, Allemagne fédérale et Pays-Bas. L'Australie et le Japon ont également été sollicités.

Le gouvernement de Tokyo a émis, le premier, une réponse favorable. Il fournira à la Tanzanie 30 000 tonnes de riz et 5 000 tonnes de blé, à des conditions fort avantageuses. De leur côté le Canada et l'Australie livreront du blé dans les trois prochains mois. Les représentants à Dar Es-Salaam des pays de la C.E.E. ont évalué la semaine dernière, lors d'une réunion informelle, les besoins en céréales de la Tanzanie. Un prêt américain permettra à cette dernière d'acheter du riz. Cependant, la plus significative — politiquement — des négociations suscitées par cette crise alimentaire a été nouée avec la Banque mondiale. Son président, M. Robert McNamara, lors d'une visite à Dar Es-Salaam, en janvier, avait offert à la Tanzanie un « prêt structurel d'ajuste-

ment ». Grâce à cette formule d'aide, le gouvernement de M. Nyerere recevrait, au cours des cinq prochaines années, une somme annuelle de 53 millions de dollars.

Les conditions financières consenties sont très « douces ». Il s'agit d'un prêt sans intérêt sur cinquante ans, assorti d'un délai de grâce de dix ans. L'accord de principe ne serait signé qu'en septembre prochain, après que le ministre tanzanien des finances aura présenté à la Banque mondiale un programme de redressement économique répondant aux critères financiers de l'Organisation internationale.

En novembre, le président Nyerere avait rompu les négociations avec le Fonds monétaire international, dont il jugeait les exigences exorbitantes. Tout porte à croire, cette fois, que les deux parties s'efforceront d'ébaucher un compromis. La Tanzanie souscrit à certaines conditions du F.M.I. — réduction des dépenses publiques et augmentation des taux d'intérêt. En contrepartie, les experts mondiaux renonceraient à leur demande de dévaluation de la monnaie tanzanienne, d'autant que les bénéfices d'une telle mesure — cheval de bataille du F.M.I. — ne sont pas prouvés. La Tanzanie disposerait ainsi d'argent frais lui permettant de relancer son économie et d'accéder plus rapidement à l'auto-suffisance alimentaire promise pour 1982.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Libéria

Le Parlement libérien a décidé l'interdiction du parti populaire progressiste (P.P.P.), dont les chefs sont inculpés de trahison et de sédition, et a renouvelé pour un an les pleins pouvoirs dont bénéficie le président William Tolbert depuis les émeutes d'avril 1979. Quatre-vingt-six personnes ont été arrêtées et vingt autres sont recherchées actuellement par la police.

Ces mesures interviennent au moment où le Mouvement pour la justice en Afrique (Moja) a décidé, dimanche 30 mars, l'issue d'un meeting tenu à Monrovia, de créer « un mouvement politique de masse ».

Avez-vous lu ?
LAISSE-NOUS BATIR UNE
AFRIQUE DEBOUT

par
Benjamin MATIP

(écrivain camerounais)

Drame en 3 actes
et 26 tableaux

Prix : 40 FF

Vente - Diffusion :

EDITIONS AFRICASCOPE

25 boulevard Ornano,
75018 PARIS - FRANCE

Tél. 1-238-83-85 - Téléc 842 792

La tragédie du néo-colonialisme
et des

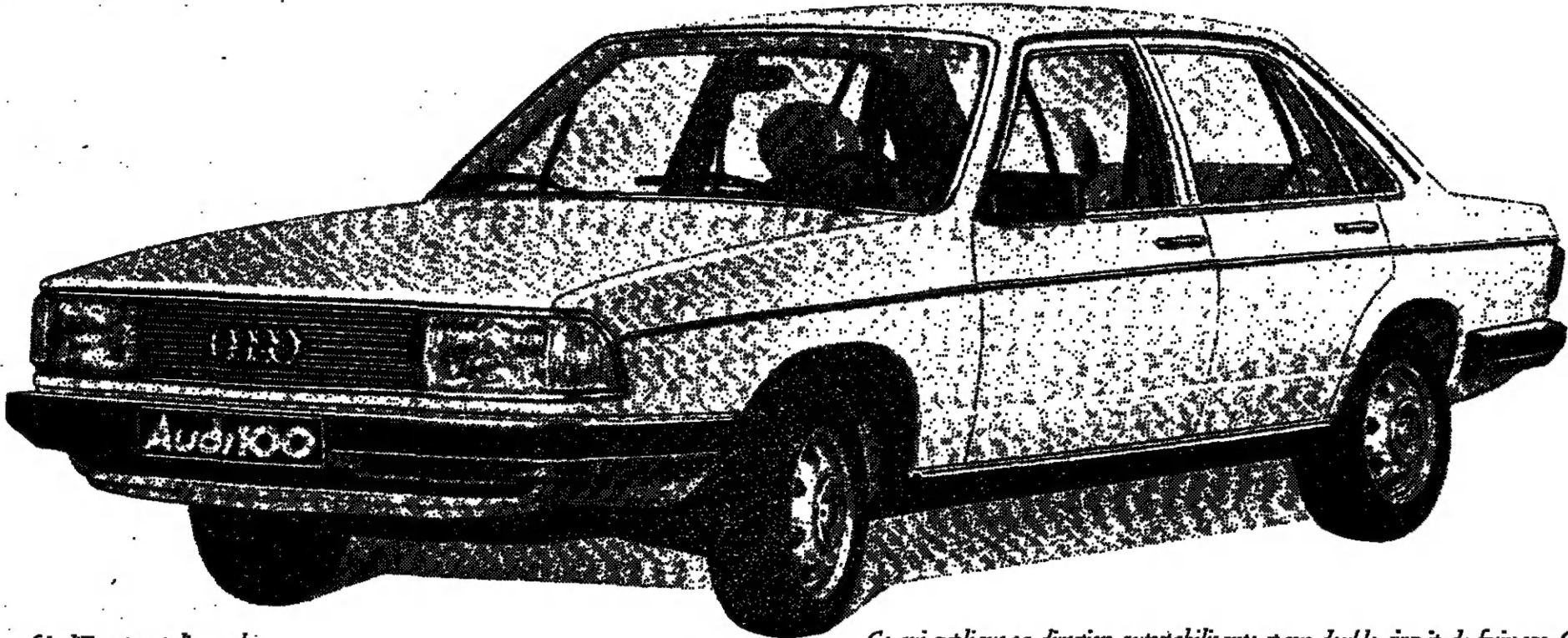
indépendances bidon,

confinées par des castes et
des clans, sous prétexte de
socialisme et d'autosuffisance.

LE SUCCES
SANS LE PAYSAN ?

Bibliographie
L'AFRICAIN de Gerard Chaliand

LE MEILLEUR MARCHE COMMUN.



Pour une fois, l'Europe est d'accord.
L'Audi 100 fait l'unanimité. Il faut dire qu'Audi a réalisé un prodige : une vraie berline pour 47 750 F*. Son prix n'est pas la seule surprise. Cette 9 CV rivalise avec de plus fortes cylindrées. Pour comprendre ses performances il faut la détailler.
C'est d'abord une traction avant avec arbre à camés en tête et entraînement par courroie crantée. Mais en Bavière, où elle est construite, on ne cherche pas que la vitesse. On soigne aussi la sécurité.

Ce qui explique sa direction autostabilisante et son double circuit de freinage. Cherchez donc cela sur ses concurrentes et vous comprendrez le succès de l'Audi 100 L.
Quant à l'économie, seuls les chiffres parlent : 7,4 l/100 km d'essence ordinaire à 90 km/h ; 9,6 l/100 km à 120 km/h ; 12,6 l/100 km en ville (consommation conventionnelle à vitesse stabilisée). L'Audi 100 L a aussi reçu tous les suffrages pour son habitabilité et sa ligne. Comme pour l'Europe, applaudie par l'Europe, l'Audi 100 L va faire plus d'un bon tour en France.

AUDI 100 L. UNE VRAIE BERLINE ALLEMANDE POUR 47 750 F.



* Prix d'été en main TTC, en 14-16.

Gay France

ASIE

Chine

Les étrangers doivent désormais régler leurs paiements avec des certificats obtenus contre des devises convertibles

De notre correspondant

Pékin. — Le mardi 1^{er} avril devait entrer en vigueur le nouveau système monétaire réservé aux étrangers et qui leur fait obligation de régler le plus clair de leurs dépenses en « certificats » obtenus en échange de devises convertibles. La Banque de Chine ne devant commencer à émettre lesdits certificats que le même jour, un surcroît de bon sens a permis d'éviter le pire et, pendant quelques jours, la monnaie nationale chinoise sera encore acceptée dans tous les magasins. Passé ce délai, les nouveaux certificats n'en seront pas moins exigibles pour le règlement de la majorité des paiements opérés par les étrangers, qu'il s'agisse des loyers ou des frais d'hôtel, des billets de train ou d'avion et bien entendu des achats effectués dans tous les « magasins de l'amitié » répartis à travers le pays.

Vietnam

M. NGUYEN HUU THO NOMMÉ CHEF DE L'ÉTAT PAR INTÉRIM

M. Nguyen Huu Tho, vice-président de la République et ancien président du G.P.R. sud-vietnamien, a été nommé chef de l'État par intérim à la suite du décès de M. Ton Duc Thang, a annoncé, mardi 1^{er} avril, Radio-Hanoi. Le même jour, un hommage solennel a été rendu à Hanoi à M. Thang, en présence des principaux dirigeants vietnamiens : M. Tran Quoc Hoan, ancien ministre de l'Intérieur, que des sources diplomatiques avaient dit pour « exclu » du bureau politique du P.C.V., alors que des sources vietnamiennes officielles affirmaient qu'il avait « cessé de participer aux travaux » de cet organisme « pour raisons de santé », assistait à la cérémonie, apparemment en bonne santé.

D'autre part, les dirigeants soviétiques et ceux du P.C.P. ont envoyé des messages de condoléances au gouvernement vietnamien. Un livre de condoléances sera ouvert à l'ambassade du Vietnam en France, 62, rue Boileau, 75016 Paris, jeudi prochain et samedi prochains. — (A.F.P.)

Afghanistan

● L'Afghanistan compte fournir cette année à l'U.R.S.S. 2,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit une augmentation de plus de 16 % par rapport à 1979. L'agence Tass, qui a diffusé mardi 31 mars cette information, ne donne pas de précisions sur les revenus que l'Afghanistan tirera de ces livraisons. Tass cite cependant M. Hailullah Nayali, président de la Compagnie afghane des pétroles, qui a déclaré que l'U.R.S.S. donnait un « prix absolument juste » pour ce gaz naturel.

A TRAVERS LE MONDE

Madagascar

● VISITE DE M. MARCHAIS. — Le secrétaire général du P.C.P. est allé à l'île de Madagascar du 21 mars au 27 mars pour un séjour d'une semaine à Madagascar et au Mozambique. M. Marchais, qui est accompagné d'une délégation de son parti, séjournera jusqu'à vendredi à Antananarivo, où il aura de nombreuses entretiens avec le président Didier Ratsiraka et d'autres responsables malgaches. Il doit ensuite rencontrer au Mozambique — où il restera deux jours — le président Samora Machel.

Mali

● REPRISE DES COURS DANS L'ENSEIGNEMENT. — Les cours ont repris lundi 31 mars à Bamako dans les établissements d'enseignement supérieur et secondaire, à la suite de la décision annoncée samedi par le chef de l'État, le général Moussa Traoré, de libérer

les élèves et les professeurs appréhendés ces dernières semaines. La grève, déclenchée d'abord en novembre, avait conduit le 15 mars, après son montage en défection du secrétaire général de l'UNEM (Union nationale des élèves et étudiants du Mali) dissoute. — (A.F.P.)

Singapour

● « PRESSIONS PSYCHOLOGIQUES ». Le gouvernement singapourien a démenti, lundi 31 mars, un rapport d'Amnesty International dénonçant les mauvais traitements de prisonniers politiques et les détentions arbitraires sans jugement (le Monde du 6 février). Un communiqué officiel reconnaît que des « pressions psychologiques » sont utilisées durant les interrogatoires, mais affirme qu'il n'y a eu aucune violence. (...) « Le gouvernement continuera à emprisonner toute personne qui assistera les communistes dans leur entreprise de subversion. » — (A.F.P., U.P.J.)

Tunisie

● LES CONDAMNÉS À MORT DU COMMANDO SE FOURVOIENT EN CASSATION. — Les trois Tunisiens condamnés à mort pour l'attaque de la base de Cisa se sont pourvus en cassation. La chambre spéciale de cassation de la Cour de sûreté de l'État dispose de deux semaines pour se prononcer sur ce pourvoi. Les avocats de certains des cinq membres du commando

EUROPE

Union soviétique

« Il est temps de renoncer aux paroles pompeuses, aux formules creuses » déclare M. Brejnev

De notre correspondant

Moscou. — « Comme vous le savez, je ne suis pas un écrivain, je suis un militant du parti (...). J'ai écrit ce livre pour les journaux d'usine, pour les journaux du front et pour les publications régionales, républicaines, centrales, m'efforçant de contribuer à notre cause commune, celle de notre parti : ces réflexions modestes sont celles du nouveau prix Lénine de littérature. M. Brejnev, auquel cette distinction avait été décernée il y a près d'un an pour ses trois livres, souvenirs, la Petite Terre, souvenirs et les Terres vierges, a reçu son prix lundi 31 mars au Kremlin, des mains de M. Georges Markov, premier secrétaire de l'Union des écrivains. Le chef du parti et de l'État soviétique a fait ainsi sa première réapparition en public depuis le 4 mars. M. Brejnev, qui n'avait pas assisté à la session dernière à la première session du Soviet suprême de la fédération de Russie, était encore absent, alors que M. Kossyguine assistait à la remise du prix.

Dans son discours, M. Brejnev s'est défendu d'avoir voulu écrire ses mémoires. Il souhaitait moins parler de lui ou du passé que transmettre une « expérience qui peut être utile aux gens d'aujourd'hui ». Parce qu'il a vu de temps en temps que « ce qu'on ne peut pas l'arrêter », il faut que les anciens montrent comment se

L'écrivain Marchenko demande à l'académicien Kapitza de prendre la défense d'André Sakharov

De notre correspondant

Moscou. — L'écrivain dissident Anatole Marchenko, qui a été interné à cinq reprises dans des camps de travail soviétiques, a demandé à l'académicien Piotr Kapitza pour qu'il prenne la défense d'André Sakharov, exilé à Gorki. « A l'époque soviétique, vous avez risqué votre tête pour sauver la vie d'un homme mort probable le physicien Lando, écrit Marchenko. Votre intervention dans l'affaire Sakharov serait encore une fois une preuve de votre courage et de votre dévouement à la Russie et au monde. »

Piotr Kapitza, prix Nobel de physique, qui est âgé de quatre-vingt-deux ans, a toujours manifesté une grande liberté d'esprit. De nombreuses légendes, qu'il s'est toujours gardé de démentir, se sont forgées à son sujet. Il passe, à tort ou à raison, pour avoir rappelé à une réunion de l'Académie des sciences soviétique qu'il lui avait été question d'excuser Sakharov l'exemple d'Einstein, exclu de l'Académie des sciences allemande en 1933. Cet appel de M. Marchenko pourrait accroître encore la malice perceptible au sein de l'Académie des sciences, à la suite des mesures qui ont été prises par les autorités à l'encontre du chef de file du mouvement des droits de l'homme en U.R.S.S. Au cours de la récente réunion annuelle de l'Académie, le président,

M. Alexandrov, a répondu sèchement à un membre qui l'interrogeait sur les activités professionnelles de M. Sakharov que celui-ci avait passé ses dernières années, des travaux scientifiques que tout autre académicien. Cet intervenant a été réélu au président de l'Académie, mais c'est lui qui a obtenu le plus grand nombre de voix négatives. D. V.

Le roman d'espionnage continue...

De notre correspondant

Moscou. — Le roman d'espionnage continue. Après avoir accusé deux diplomates américains, qui ont quitté l'U.R.S.S. depuis plusieurs années, d'avoir caché des appareils de surveillance dans une fausse souche de pin (le Monde du 23 mars), les Izvestia récidivent. Cette fois-ci, le quotidien met en cause l'ambassade américaine en la décrivant comme le centre des activités d'espionnage contre l'U.R.S.S. Et ce n'est certainement pas le dernier épisode d'un roman-feuilleton qui se poursuit depuis plusieurs années, à intervalles plus ou moins réguliers, selon le climat international. Actuellement, la conjoncture se prête fort bien à ce genre de « déballage ».

Les Izvestia présentent une photographie du toit de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, 19-23 boulevard Tchaïkovski. Le toit de l'immeuble abrite, affirme le journal, « toute une forêt d'antennes, de câbles et de constructions diverses ». Il s'agit, poursuit-il, d'un véritable centre d'espionnage radio-technique, qui organise systématiquement des opérations d'interception orientées sur des quartiers bien déterminés de Moscou et sur des régions situées aux environs de la capitale. Toutes ces activités sont regroupées sous le nom de code « Cobra Ace ». L'ambassade des Etats-Unis écoute ainsi, selon les accusations des Izvestia, les conversations téléphoniques dans les voitures des responsables du parti communiste et du gouvernement

soviétiques. Elle essaie d'intercepter les communications et de recueillir des renseignements sur des ouvrages de défense antiaérienne, des satellites, des avions, des installations de D.C.A.

Les informations sont rassemblées par des agents de la Défense Intelligence Service travaillant à Moscou sous une couverture diplomatique. L'équipement est acheminé par avions spéciaux, dans les bagages diplomatiques, et les diplomates-espions essaient d'installer au sol, à proximité d'ouvrages militaires, uniquement qualifiés de « défenses » par les Izvestia, des appareils de détection radio-électriques.

« Les activités subversives illégales de l'ambassade des Etats-Unis en U.R.S.S. s'intensifient », conclut le journal. Elles sont, assure-t-il, présentées par Washington comme un genre de « compensation » pour la perte des positions de surveillance en Iran (...). « Les services de contre-espionnage soviétiques sont en mesure de donner une réponse aux provocateurs et aux espions quel que soit l'habit qu'ils revêtent. » Cet avertissement annonce-t-il des mesures concrètes contre une partie de la mission diplomatique américaine à Moscou (et à Leningrad) ou est-il simplement un coup de semonce ? Les Soviétiques paraissent, en tout cas, se préparer à une aggravation de leurs rapports avec les Américains. D. V.

● Un nouveau premier ministre de l'Intérieur. — Le général Viktor Tchoubarov vient d'être nommé premier ministre de l'Intérieur. Il remplace le général Viktor Papoutine, mort le 28 décembre dernier dans des circonstances mystérieuses. Le général Tchoubarov était auparavant vice-ministre de l'Intérieur.

Espagne

Le Parlement régional basque a tenu sa première session à Guernica

De notre correspondant

Madrid. — Le Parlement régional basque, le premier de l'histoire du pays, a choisi Guernica pour tenir sa session inaugurale, lundi 31 mars.

Guernica, rasée par les nazis pendant la guerre civile, est aussi le symbole de la liberté pour le peuple basque, puisque c'est au centre de la cité, sous un chêne, que le représentant du roi espagnol prêtait autrefois le serment de respecter les « fueros » d'Euzkadi, c'est-à-dire le système de franchises qui en faisait un territoire pratiquement autonome.

Les parlementaires élus le 9 mars se sont d'abord réunis solennellement près de l'autel symbolique. Comme prévu, les onze représentants d'Harri Batasuna (Unité populaire) manquant à l'appel. La constitution séparatiste, en effet, annonce qu'elle ne participerait pas aux travaux du Parlement. Etaient présents les vingt-cinq députés du parti nationaliste basque, les six de la coalition d'extrême gauche Euzkadiko Ezkerra, les six de l'Union du centre démocratique, les deux députés de l'Alliance populaire (droite) et l'unique élu du parti communiste. Les représentants aux Cortes des trois provinces basques qui ont élu le Parlement régional (Biscaye, Guipuzcoa et Alava), ainsi que les maires des grandes villes, assistaient à la cérémonie.

Trois cents manifestants environ ont tenté de boycotter la session inaugurale en criant dans les rues avoisinantes : « Dehors la bourgeoisie ! », « Liberté pour les prisonniers », « Amnistie ! », ainsi que divers slogans contre le chômage. Il s'agissait visiblement de séparatistes sympathisants de l'ETA militaire.

Le doyen d'âge, M. Jesus Maria de Leizola, qui a quatre-vingt-trois ans, et qui a longtemps dirigé le gouvernement basque en exil, a présidé la première séance qui s'est tenue dans la « Maison des lances » construite au siècle dernier près du château de Guernica. Les députés ont élu ensuite un membre du P.N.V., M. Juan José Pujana, comme président du Parlement. Ultérieurement, ils devront choisir la ville qui servira de siège définitif au Parlement et au gouvernement basques. Bien qu'elle ait été entièrement recon-

LE PARTI COMMUNISTE N'ASSISTERA PAS À LA CONFÉRENCE POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT

(De notre correspondant.)

Madrid. — Le parti communiste espagnol n'assistera pas à la conférence pour la paix et le désarmement que le P.C.P. a décidé d'organiser en avril, à Paris, conjointement avec le P.C. polonais.

Le P.C.E. estime que la conférence ne contribuera pas à résoudre le climat de détente rompu par l'occupation soviétique en Afghanistan et par les « tentatives de l'impérialisme pour revenir à la guerre froide ». Comme cette conférence réunira des P.C. d'Europe occidentale et orientale, dit-il, « il en sortira une position conjuguée avec les gouvernements intégrés dans le pacte de Varsovie », et la conférence aboutira donc à un « alignement sur les positions que le pacte soutient en matière de sécurité européenne ».

Le P.C. espagnol rappelle que sa politique en faveur de la paix consiste à chercher une troisième voie en dehors des blocs en présence, avec l'appui du plus large éventail politique possible : communistes, socialistes, chrétiens et progressistes. La réunion de Paris, dit-il, « pourrait donner l'impression trompeuse qu'un accord sur les problèmes internationaux existe entre les partis communistes participants. Elle ne permettra pas un débat marxiste (...) sur des tels problèmes et sur les sévères divergences qui séparent certains partis communistes dans une série de domaines. » C. V.

A Bonn, MM. François-Poncet et Genscher se sont entretenus des difficultés européennes

M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, a fait, lundi 31 mars, un voyage éclair à Bonn, qui n'avait pas été annoncé à l'avance, pour s'entretenir avec son collègue ouest-allemand, M. Genscher. Les deux ministres ont profité du temps qui leur était laissé par l'ajournement du conseil européen (pré-établi pour le 31 mars et le 1^{er} avril) pour faire le point des questions européennes, et particulièrement des relations avec la Grande-Bretagne après la visite, la semaine dernière, du chancelier Schmidt et de M. Genscher à Londres.

Les deux ministres, a précisé le porte-parole du gouvernement de Bonn, se sont également entre-

NEW YORK 1700 A.R.
inscriptions
forum 544 VOYAGES 38-61

BANGKOK 2650 A.R.
inscriptions
forum 544 VOYAGES 38-61

مكتبات الأمل

LE P.S. ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'avant-garde et la démocratie

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, le député de la Nièvre et le député des Yvelines tiennent encore des propos assez différents parce qu'ils ne s'adressent pas au même auditoire. Le premier parle avant tout aux militants socialistes, qui choisissent finalement entre lui et son rival. Le second, quant à lui, parle devant la garde nationale, le premier parti de la gauche, le jour du second tour. Seule cette stratégie de débordement par les alliés lui offre une chance de l'emporter. Les militants détestent qu'on essaie de les faire changer d'avis en mobilisant les électeurs. Mais ils ne pourront pas rester insensibles à la pression de ces derniers, si elle devient très forte.

L'état-major de François Mitterrand a beau mépriser les sondages, il ne peut empêcher que l'écho n'en résonne dans les sections. Il peut encore moins empêcher que l'évolution des citoyens ne soit perçue par les élus socialistes — parlementaires, conseillers généraux, conseillers municipaux — qui constituent un noyau de militants actifs et influents. Ceux-ci comprennent mieux que les autres la nécessité pour une organisation politique de ne pas se replier sur elle-même, mais de s'ouvrir vers la nation. Pour conserver leur confiance, le premier secrétaire est obligé de ne plus considérer seulement les membres du parti, mais les électeurs, ce qui le conduit à se rapprocher du discours de Rocard, qui sera de toute façon employé dans la campagne présidentielle.

La bataille pour la candidature socialiste entre ainsi dans une phase nouvelle. Elle a semblé d'abord se dérouler sur le plan des stratégies et des projets politiques, mais elle a rapidement quitté ce terrain parce que le parti n'a plus qu'une seule stratégie et un seul projet disponibles, s'il veut conserver quelques chances de victoire. Elle a fallu prendre ensuite l'allure mesquine et désagréable d'une lutte de générations ou d'un affrontement entre une gauche traditionnelle et une gauche technicienne. Elle s'est finalement installée sur le terrain des structures, où elle incarne un conflit classique dans les partis socialistes : celui des militants, naturellement plus intranquillants et plus idéologiques, et des électeurs, plus modérés et plus empiriques. Leur diatribe est féconde dans la mesure où les deux catégories restent unies, la première parvenant à entraîner plus ou moins la seconde sans perdre le contact avec elle.

Seul le C.E.R.E.S. ne semble pas comprendre qu'un parti se condamne à la décadence si ce contact est rompu. Les militants d'un parti démocratique ne peuvent jouer leur rôle d'avant-garde qu'en se situant pas trop des citoyens qu'ils veulent gagner à leur cause. Ils ne ressemblent pas à ceux du modèle jacobin qui figurent une sorte de clergé dépositaire d'une vérité dogmatique, chargé de la faire pénétrer dans l'esprit des fidèles, qui doivent s'y soumettre. Dans les périodes d'intégration, les organisations de ce type se soucient peu de perdre des adhérents, l'essentiel étant pour elles de garder intact le dépôt de la foi, en attendant une révolution qui conduirait à étendre sur toute la nation le système dictatorial jusqu'alors limité aux frontières du parti. Les socialistes n'ont pas les moyens ni l'envie de suivre cette voie. A s'y engager, ils s'enlèveraient dans la décadence où Guy Mollet les a conduits vingt-cinq ans.

Si les candidats à la présidence étaient désignés par des « primaires » comme aux États-Unis, Michel Rocard serait investi dans la situation présente, où François Mitterrand le serait par le vote des sections. Les choses peuvent évoluer d'un côté comme de l'autre, et chacun des compétiteurs espère qu'elles le feront en sa faveur. Mais les socialistes peuvent difficilement imposer par un vote de leurs militants un candidat moins apprécié par leurs électeurs. Son handicap serait alors trop difficile à remonter, surtout dans une bataille qui s'annonce rude en toute hypothèse. Une organisation démocratique se condamnerait à la défaite en mettant en contradiction son appareil intérieur et ses soutiens extérieurs. Les seconds doivent nécessairement l'emporter quand ils tiennent entre leurs mains le sort final de la personnalité que le premier leur propose. Est-il plus difficile à François Mitterrand de rallier les électeurs du parti qu'à Michel Rocard de rallier les militants ? Le problème se pose en ces termes, étant donné qu'aucun candidat socialiste ne peut espérer la victoire s'il ne rallie pas les deux. L'aptitude à résoudre cette quadrature du cercle peut constituer finalement un bon test de la capacité à diriger la nation.

MAURICE DUVERGER.

● M. Pierre Lefranc, président de l'association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, a déclaré, dimanche 30 mars, sur R.T.L., que si M. Rocard était candidat à l'élection présidentielle, « il représenterait le mouvement ». « Les gaullistes marqués par la volonté de progrès seront intéressés par une chance de progrès », a-t-il dit.

LE SOUTIEN DE M. MAUROY A M. ROCARD CONTINUE À PROVOQUER DES REMOIS

A la suite du soutien apporté par M. Maurice Mauroy à la candidature de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle en cas de primaires au sein du P.S. (le 1^{er} avril), M. Laurent Fabius, porte-parole du parti socialiste, a déclaré, lundi 31 mars sur TF 1, qu'il appartenait aux militants de choisir le candidat à l'élection présidentielle. Les procédures étaient prévues à cet effet. Ce choix n'appartient pas à tel ou tel responsable, a-t-il précisé, et « les procédures de ce type doivent être fixées à la fin du mois d'avril ». « Tout ce qui vient avant, a indiqué le député de Seine-Maritime, est prématuré, et tout ce qui est le sentiment de division, comme les appels de tel ou tel sur les ondes ou à la télévision, est inopportun. » « Il n'est pas bon, a-t-il ajouté, que le P.S. s'occupe avant tout de ses affaires internes. Le meilleur candidat sera le candidat de l'unité, et celui dont le sentiment de division, comme les appels de tel ou tel sur les ondes ou à la télévision, est inopportun. » « Il n'est pas bon, a-t-il ajouté, que le P.S. s'occupe avant tout de ses affaires internes. Le meilleur candidat sera le candidat de l'unité, et celui dont le sentiment de division, comme les appels de tel ou tel sur les ondes ou à la télévision, est inopportun. »

Interrogé également sur TF 1, M. Mauroy avait souligné auparavant que « si le P.S. pouvait obtenir le seul de 30 % des électeurs, le paysage politique français pourrait se décaler ».

Répondant, lundi à Toulouse, à une question de Sud-Radio sur la prise de position de M. Mauroy en faveur de M. Rocard, M. Alain Savary, président du conseil régional Midi-Pyrénées, a indiqué de son côté qu'il n'avait pas le moment de parler de cela, mais la déclaration de Pierre Mauroy correspondait à son sens.

● Le Front national gagne un procès contre des militants socialistes. — La onzième chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre a condamné, jeudi 27 mars, pour diffamation envers le Front national, deux responsables de la section socialiste de Neuilly-Malmaison (Hauts-de-Seine), MM. Gérard Tolla et Jean Giroud, chacun à 2000 francs d'amende avec sursis et solidairement à 3000 francs de dommages-intérêts, ainsi qu'à la parution du jugement dans le journal les Nouvelles des Hauts-de-Seine. Ces deux responsables avaient, lors du cinquième congrès du Front national, les 11 et 12 novembre 1978, à Neuilly-Malmaison, tenu le 14 novembre 1978, diffusé un tract dans lequel ils accusaient le Front national de faire l'apologie du génocide juif, de l'apartheid, des régimes fascistes et nazis ainsi que d'attentats racistes et de tortures à l'encontre des travailleurs immigrés.

L'ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE GEORGES POMPIDOU

POINT DE VUE

La mémoire falsifiée

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

Il est mort il y a six ans, et son testament en conseil des ministres du 27 mars 1974 portait sur la présidence de la République. L'adhésion britannique au traité de Rome l'anniversaire est aujourd'hui exalté, tant sur le plan diplomatique que sur le plan de la confiance et de la fiabilité. Malgré mai 1968, malgré les divergences de vue sur la participation (1) — je ne sais ce que c'est, disait-il au général de Gaulle lors de leur dernier entretien en 1968, le 5 juillet 1968 — malgré les déclarations de Rome et de Genève, il restait et reste que personne n'a mieux connu et davantage pénétré l'intimité du processus de décision du général de Gaulle que Georges Pompidou. Ce qui rend « on doute dans la dernière année du règne du général assurément plus pécuniairement que d'ailleurs, mais aussi d'une communion spirituelle, malgré les évidentes différences de tempérament (2).

Mort le successeur du général de Gaulle et le prédécesseur de M. Giscard d'Estaing il est de bon sens et de bon droit de se demander si ce devait être de morale politique élémentaire que d'affirmer contre toutes les usages actuelles au R.P.R. ou à l'Elysée que l'héritage du général de Gaulle appartient soit à tous les Français (donc à aucun homme ou groupement politique en particulier), soit à sa famille, dont le chef est aujourd'hui le vice-amiral d'escadre Philippe de Gaulle, soit à son épouse, ce dont trancherait seule une élection au suffrage universel, en 1981 ou plus tard.

L'attention portée à M. Giscard d'Estaing, il faut l'espérer à tort, d'exposer à l'Elysée les portraits de ses prédécesseurs introduisant au sein : forêt de mains tendues vers lui sur fond d'abbesses, de ly et de croix de Lorraine (3) comme en une synthèse délicate qu'incarnait le descendant par la main gauche de Louis XIV, fait davantage songer à l'enlure de Raitz Faure — président-soi — (4) qu'à l'exercice révoqué d'un mandat républicain.

La seconde leçon est d'ordre diplomatique. La défi qu'est à relever Georges Pompidou — une fois dissipées dans l'amerume les illusions électorales du sommet de la Haye et du référendum de 1972 et les protestations de bonne foi et de longévité au pouvoir de M. Heath — était planétaire. A la racine, il s'agissait des accords de Moscou de 1972 et de la prétention américaine de régionaliser, donc de marginaliser, l'Europe même unie : le pétrole, on le sait aujourd'hui (4), fut au départ bien plus une ultime manœuvre d'outre-Atlantique qu'une révolte du tiers-monde. Au contraire de son successeur — qui a publié tout, sur le contraire sur l'Afghanistan, sur le Proche-Orient, sur le désastre, sur la récession économique, et qui agit de même au Sahara occidental, au Tchad ou vis-à-vis de l'Angletarrie ou à propos des procédures de décalat à Bruxelles —, Georges Pompidou fixa à Reykjavik et à Pékin le cap dont il ne démentit pas. Europe ou pas, la France menaçait les formes de la mondialisation, et elle allait à Washington en février 1974 — ne cédait pas. Nouvelle rédaction d'une charte atlantique, dialogue Nord-Sud, identité européenne furent frappés fortément, mais si tard, que le destin marqua le 2 avril.

Pendant ses contractions comme une coix, Georges Pompidou, pour habile et malin qu'il fut, pour enfant

de la terre épaté par la grande ville qu'il serait toujours, avait pour lui une évidente sincérité dont quotidiennement témoignait sa sensibilité à la critique, qu'il sentait fondamentale, d'être ou de ne pas être fidèle en esprit à la ligne de son prédécesseur. Ce serait peut-être aujourd'hui le créateur d'une certaine continuité que cette sensibilité-là, bien différente de l'assurance de certains qui monopolisent le discours dans l'Etat ou dans leur parti et qui, d'une citation ou d'un adjectif, font pour aujourd'hui et pour 1981 le paravent de leurs improvisations et de leurs incalculables.

D'entrée de jeu dans sa campagne présidentielle, Georges Pompidou avait su dire : je ne suis pas le général de Gaulle, et quand plurent les situations et les révolutions sur ses partisans ou sur le financement de sa propre élection (M. Ponskowski, si pur aujourd'hui, était pour quelque chose déjà dans ce souci de moralité...), il ne chercha pas à faire croire au lâche-majesté ou à une quelconque tentative de discréditer la France. L'Etat et bien des grandes idées à travers sa personne. Il répondit sur le fond, et personne ne faisaient fortune ou carrière dans la banque ou outre-mer sous son nom de famille. Il avait peut-être le physique rassurant d'un Louis-Philippe, il ne prêcha pourtant pas le juste milieu et fut finalement s'en-

gager tant dans les législatives de 1973, qu'il gagna contre une gauche solidement unie, que dans une donne internationale dont il eut le mérite de discerner qu'elle était décisive en termes d'indépendance nationale.

Dans le même temps, au cours d'un safari kényan, se nouait l'amitié de deux ministres des finances fondée sur un renoncement monétaire qui à l'époque, mais plus aujourd'hui, arrangeait l'Allemagne. Amitié qui s'étendit jusqu'aux membres de l'ambassade rue de Lille. Tandis que Georges Pompidou mourait, Valéry, en chandail, accueillait Helmut rue de Rivoli. Bientôt viendrait l'ambassadeur soviétique. Le temps de la propagande avait commencé et celui d'un nouveau septennat. Quand se dissolurent finalement un jour l'empire quotidien du présent, l'empire du quotidien et de la faiblesse. Alors sera revenu le sens des perspectives, pourtant si naturel aux Français. A sa place, aux côtés du général de Gaulle, Georges Pompidou y gagnera. Il ne gouverna pas pour la montre, et ses erreurs furent celles — sincères — d'un homme de la terre, parfois trompé par l'avance ou le retard d'une saison.

(1) Louis Valon, l'Anti-de Gaulle, éditions du Seuil.
(2) Michel Jobert, l'Autre Regard, éditions Grasset.
(3) acutisme de Jean-Denis Mailart, publié par Point de vue — Images du monde.
(4) Philippe de Saint-Robert, Dieu que la crise est folle, éditions Ramsay.

UNE ÉTUDE DE FRANÇOISE DECAUMONT

Le présidentisme français

Six ans après le décès de Georges Pompidou, le 2 avril 1974, on peut s'interroger sur la contribution de celui-ci au fonctionnement des institutions de la V^e République. L'ouvrage d'une universitaire, Françoise Decaumont, intitulé : La Présidence de Georges Pompidou — Essai sur le régime présidentiel français, se propose d'y répondre en soulignant l'action décisive du second président de la V^e République dans l'assise du régime.

L'auteur étudie les mécanismes du pouvoir dans les pays du tiers-monde et relève des affinités techniques certaines avec ceux de la V^e République résultant, pour une large part, de la juxtaposition d'un système parlementaire et d'un système présidentiel. Cependant, le contexte sociologique, économique et surtout idéologique contredit le présidentisme, dans ces pays, des traits particuliers. Il y aurait donc, selon Françoise Decaumont, un présidentisme démocratique sur le modèle de la V^e République et un présidentisme autoritaire, comme en témoignent son application, avec des variantes en Afrique noire et en Amérique latine.

En fait, si, durant plusieurs années, hommes politiques et juristes se sont montrés réticents à utiliser ce vocabulaire, c'est parce que l'expression était attachée d'une « coloration péjorative ». Georges Pompidou lui-même ne qualifiait-il pas la V^e République de « régime bâtarde » ? « Les « cornueurs », écrivait-il sous une forme imagée dans le Nouvel observateur, sont souvent plus intelligents que les chiens de pure race. » En effet, il faut attendre 1974 pour que, de la bouche même de l'actuel chef de l'Etat, la V^e République s'affiche officiellement présidentielle.

C'est l'apport essentiel de Françoise Decaumont qui, levant certains tabous, démontre que, à côté des catégories classiques, le présidentisme moderne — « Le président français tire son autorité du suffrage populaire et de l'appui constant de la majorité parlementaire. Tous les pouvoirs, qui semblent enchevêtrés, sont, en réalité, fortement hiérarchisés, de sorte que le système fonctionne en circuit fermé. » Régime finalisé, le présidentisme est avant tout au service du chef de l'Etat. En bonne logique, l'auteur range la République pompidolienne sous cette rubrique.

L'avènement de Georges Pompidou à la tête de l'Etat, le 15 juin 1969, libère le régime, qui passe de la phase personnelle à la phase institutionnelle. A cet égard, il apporte la preuve que les institutions, qui reposaient jusque-là sur le prestige d'un homme, peuvent désormais fonctionner avec un personnel politique ordinaire.

Sans doute la situation de Georges Pompidou est-elle particulière. Par son tempérament et son expérience, il occupe l'ensemble de l'espace

politique. L'auteur met parfaitement en évidence les domaines d'action de Georges Pompidou qui l'ont conduit, aidé par son entourage immédiat, à exercer une emprise constante sur l'activité gouvernementale, ainsi que l'atteste le départ de M. Jacques Chaban-Delmas, le 5 juillet 1972.

Mais une investiture pour sept ans ne risque-t-elle pas d'être usée avant son terme ? Il semble bien que Georges Pompidou en ait eu le sentiment. La réalité européenne, longtemps mise en sommeil, réapparait le 23 avril 1972, par le biais du référendum dont le dénouement plébiscitaire n'est pas absente de l'esprit du chef de l'Etat. De l'aveu même de l'intéressé, il s'agit d'« une sorte d'élection présidentielle renouvelée ». Assurément, le référendum constitue un correctif à la durée du mandat présidentiel jugée excessive, d'où le projet de réduire celui-ci à cinq ans. En dotant le chef de l'Etat d'un souffle populaire plus fréquent, on rajoute l'investiture d'autant. « Aussi près du peuple que les députés », le chef de l'Etat verrait son autorité renforcée, notamment en cas de dissolution de majorités. Mais la réforme du quinquennat votée par deux Assemblées, à une étroite majorité, suscite peu d'enthousiasme en raison des événements internationaux qui ont, à l'automne 1973, détourné l'attention des parlementaires.

« Ma réforme du septennat, confesse le chef de l'Etat, est morte dans le Sini ». Pourtant, poursuit l'auteur, Georges Pompidou a été « un homme heureux en politique ». Fait sans précédent, sous la V^e République, il peut s'appuyer sans défaillance ou presque sur une majorité qu'il a lui-même créée et façonnée et dont le maintien est une condition essentielle au bon fonctionnement du présidentisme. Chef incontesté du parti majoritaire, celui-ci est maintenu sous l'étroite férule du chef de l'Etat.

Les développements heureux que connaît la V^e République depuis 1972, permet d'affiner la notion. Selon les forces en présence, au plan parlementaire, il y a une pratique maximale ou minimaliste du présidentisme qui veut que la fonction présidentielle oscille entre ces deux pôles sans que l'essence du régime soit par là même affectée. Avec le recul du temps, le mandat de Georges Pompidou donne l'impression d'un modèle cohérent, à telle enseigne que l'auteur est tenté de le considérer comme la période « classique » de la V^e République.

L'ouvrage de Françoise Decaumont est une réflexion, un peu universitaire et sérieuse, sur les institutions de la V^e République en l'absence de tout postulat, mais également sans complaisance. Il vient combler opportunément un vide dans la genre. — A. P.

(*) La Présidence de Georges Pompidou — Essai sur le régime présidentiel français, 328 pages, éditions Economica, environ 15 F.

LOS ANGELES 3050^{AR}
COLOMBO 3050^{AR} TUNIS 920^{AR}
KATHMANDOU* 2650^{AR} etc...
* au départ d'Amsterdam

mais vous attendez peut-être autre chose de nous :

la suite de Somerset Maugham à l'Orient de Bangkok, un petit hôtel sympa à Colombo, un Safari au Kenya, un "fortilard" dans la Cordillère des Andes,

ou tout simplement une location de voitures aux États-Unis. Pour tout cela nous avons beaucoup voyagé pour mieux vous conseiller.

tous les jours, Forum tient ses réunions d'information, en souhaitant vous donner L'INFORMATION EN PRIME

forum VOYAGES

1, rue Cassette 75006 Paris
tél 544 38 61
(à côté 71, rue de Rennes)
M^o St-Jacques - Rennes

3 bis, rue de Valenciennes 75006 Paris
tél 325 78 25
M^o Luxembourg

Don pour recevoir gratuitement notre programme complet "Ete 80".

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____

RIO 4750^{AR}

inscriptions

forum 544

VOYAGES 38.61

LES USA - POURQUOI PAS ?

1- SÉJOURS EN FAMILLE - JEUNES DE 14 A 20 ANS.
ÉTÉ : région de Boston, Washington, Houston, Denver, Floride, Los Angeles, San Francisco. Cours, activités, excursions, visites.

2- VACANCES ET STAGES LINGUISTIQUES EN UNIVERSITÉS AMÉRICAINES.
Pour Adultes, Boston, New York, Berkeley et Miami.

3- BONS D'HÉBERGEMENT EN RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES OU HOTELS.
45 francs/jour - N.A.S.C./E.C.O.M.

A découper et à retourner à FSL, 14, rue des Petites Écoles 92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. 6371623

FSL

Souhaitez recevoir votre brochure :

Spécial Jeunes 1 □ - Study & Travel 2 □ - N.A.S.C./E.C.O.M 3 □

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Age _____

roman d'espionnage continue...

basque a Guernica

MM. Francois-Poncet et Genscher stretnes des difficultes europeennes

POLITIQUE

La polémique sur la présence de M. Marchais à Moscou en 1955

Le P.C. va répliquer au « Matin de Paris »

Le parti communiste devait répondre, mardi 1^{er} avril dans l'après-midi, aux affirmations du « Matin de Paris », qui, s'appuyant sur le témoignage d'un ancien responsable du P.C.F., Bernard Jourdain, soutient que M. Georges Marchais avait suivi les cours de l'École supérieure des cadres du P.C. soviétique, à Moscou, de septembre à novembre 1955. La direction du P.C.F. ne paraissait pas envisager de faire porter sa réponse sur la valeur du témoignage de Bernard Jourdain, mais plutôt de faire état de documents établissant que ni M. Marchais ni Bernard Jourdain ne quittèrent Paris à l'automne 1955.

Le Matin de Paris précise, mardi 1^{er} avril, l'origine des informations qu'il avait publiées sur le séjour que M. Georges Marchais aurait fait à l'École supérieure des cadres du P.C. soviétique, à l'automne 1955. Le P.C.F. avait cité plusieurs documents et témoignages tendant à établir que M. Marchais n'avait pas quitté Paris dans cette période (le Monde du 19 au 23-24 mars). Le Matin indique à présent que Bernard Jourdain, ancien député, ancien secrétaire de la Fédération de Paris du P.C.F., décédé en novembre dernier, avait enregistré sur bandes magnétiques ses souvenirs de vie militante. Il évoque, parmi ces souvenirs, indique le Matin, « son séjour à l'École des cadres de Moscou, fin 1955, en compagnie de Georges Marchais, avec lequel il partageait sa chambre ».

Bernard Jourdain, avait enregistré ses souvenirs afin qu'ils servent de base documentaire à un travail universitaire que devait accomplir un de ses amis, M. Serge Averboch. Sa veuve, Mme Yvonne Jourdain, avait précisé qu'elle entendait garder la maîtrise de la publication de ce témoignage, confié bien avant et indépendamment de toute polémique sur cette période du passé de M. Marchais (le Monde du 21 mars). Le Matin indique que la transcription de la bande magnétique concernant le séjour de Bernard Jourdain à Moscou « sera publiée prochainement ».

M. BERNARD PONS EN VOYAGE EN GUADELOUPE

Le R.P.R. demande la mise en œuvre d'un « plan d'urgence pour les Antilles »

M. Bernard Pons est arrivé lundi après-midi 31 mars en Guadeloupe où il se propose d'examiner, pendant trois jours, à l'occasion d'un congrès régional du R.P.R., les problèmes politiques, économiques et sociaux du département.

Le secrétaire général du mouvement gaulliste doit également se rendre en Martinique, les 3 et 4 mai.

Le R.P.R. demande la mise en œuvre d'un « plan d'urgence pour les Antilles ». M. Didier Julia, député de Seine-et-Marne, chargé de mission du R.P.R. pour les DOM, écrit à ce sujet dans la Lettre de la Nation du 24 mars : « Les élus R.P.R. ont demandé, d'une part, la restauration de la paix civile, la protection des libertés, la gouvernance des Antilles. Mais ils ont aussi demandé, et surtout, que soit mis rapidement en œuvre un plan d'urgence économique — par une détermination immédiate et progressive du SMIC et de l'allocation-chômage —, ainsi qu'une amélioration des conditions économiques des Antilles ».

Après le rassemblement du Bourget

« LA LETTRE DE LA NATION » : des chimères vendues aux juives.

L'éditorialiste de la Lettre de la Nation se déclare choqué par cette phrase du discours aux jeunes prononcée le 29 mars par M. Giscard d'Estaing : « Il convient d'agir pour que la France économique et sociale soit pour une fois au rendez-vous de l'avenir ». Pierre Charpy écrit : « Elle n'y a donc jamais été quand Valéry Giscard d'Estaing était ministre des finances du général de Gaulle et de Georges Pompidou ? Pourquoi n'a-t-il donc pas dénoncé à l'époque le rendez-vous manqué ? Pourquoi fait-il tant d'efforts aujourd'hui pour convaincre les Français qu'il œuvre dans la droite ligne de ses prédécesseurs ? » Subtil dialecticien comme il est, Valéry Giscard d'Estaing devrait faire attention à ne pas mélanger les langages, celui de la « sage blanche » et de l'ère nouvelle. Il n'est au début de son septennat dans l'illusion de changer de majorité, celui de la communauté qu'il tient depuis qu'il soit en relation avec les jeunes. Choix de l'électorat gaulliste. (...) « Qu'a-t-il vu dans ces jeunes, samedi, sinon des chimères ? L'énergie solaire ? Pour le bronze sans doute, puisqu'il dit lui-même qu'il n'y a pas grand-chose à attendre avant la fin du siècle. Des facilités aux jeunes agriculteurs pour acheter des terres ? Justement, le gouvernement vient de déposer un projet de loi qui en augmente le prix. Le bilan du septennat pourrait être amusant sous forme de jeu : « Qui a dit cela ? Qui a dit le contraire ? » Mais le soldat sera triste pour tout le monde. »

Polémique entre giscardiens et gaullistes

Le voyage de M. Pons aux Antilles survenant dans un contexte de crise au sein de la majorité. A la suite de l'insuccès du candidat de l'U.D.F. à l'élection cantonale de la 1^{re} circonscription de la Seine, une vive polémique oppose, à la Martinique, les giscardiens et les gaullistes (le Monde du 1^{er} avril) alors que les récentes initiatives de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, avaient momentanément décrispé les relations entre les deux courants locaux de la majorité. Répondant aux propos tenus dimanche soir 30 mars, à Fort-de-France, par M. Claude Léa, candidat du mouvement autonomiste, M. Didier Julia a déclaré, lundi : « L'U.D.F. s'attaque sans cesse au R.P.R. utilisant même des procédés qui dépassent le raisonnable. Le R.P.R. avait proposé à ses alliés de la majorité une stratégie d'union autour du docteur Stephen Bague, qui apparaissait le mieux placé pour mener ce siège au P.F.M. L'U.D.F., en la personne de M. Joël Sainte-Rose, a refusé cette union. » Les intérêts qui sont apparus dans la poursuite systématique de la politique actuelle, conduite par M. Paul Dijoud au sein du gouvernement. Dans l'intérêt des milieux économiques, dans l'intérêt des travailleurs, dans l'intérêt des fonctionnaires, le R.P.R. s'en démarque et appelle à l'unité des Martiniquais, dont l'urgence est encore plus évidente qu'en tout autre département français. »

M. FISZBIN JUGE « DÉPLORABLE » LA MISE A L'INDEX DE SON LIVRE

M. Henri Fiszbin, ancien premier secrétaire de la fédération de Paris du P.C.F., a rendu public, lundi 31 mars, une déclaration répondant à la résolution du comité fédéral parisien qui condamnait la parution de son livre. Les bouches s'ouvrent (1). M. Fiszbin indique que « dans son principe même, la démarche qui consiste à engager une instance dirigeante du parti à s'opposer à la mise à l'index d'un livre et à le mettre à l'index lui-même, est à la fois déplorable ». « Elle contredit, dit-il, les orientations de notre politique, qui se réclament de la rigueur, de la liberté, de la transparence dans le combat de classes et exige la confrontation d'idées entre communistes. »

L'ancien responsable parisien constate qu'aucun des faits qu'il a exposés dans son livre n'est contesté par le comité fédéral. « Mon récit se trouve, par là-même, implicitement confirmé », souligne-t-il. M. Fiszbin ajoute : « Le seul argument utilisé pour discréditer le contenu de ce livre consiste, sous prétexte qu'on n'y trouve pas le très long rapport que j'ai présenté devant le bureau politique le 11 janvier 1979, à me reprocher de vouloir égarer le fond du débat. Or, je publie intégralement la lettre du bureau politique du 15 janvier, qui contient précisément le résumé de ce rapport, fait par la direction du parti elle-même. »

M. Fiszbin observe que le comité fédéral de ce comité n'a pas d'exemple de « désaccords politiques nombreux et sérieux » qu'il reproche à son ancien secrétaire. Celui-ci affirme : « J'ai exprimé mon opinion en toute clarté dans mon livre : je suis d'accord avec la politique définie par les vingt-deuxième et vingt-troisième congrès du parti communiste, ne porte aucune trace de la présence du futur secrétaire général du P.C.F. à ce congrès. »

M. Fiszbin conclut : « L'affaire de Paris n'est pas une affaire de Paris qui reste à parcourir pour nous doter du parti de notre politique. Le livre que je me suis résolu à publier après un long silence n'a pas d'autre objet que d'y contribuer. »

(1) Cette résolution a été adoptée par le comité fédéral, le 28 mars, par soixante-douze voix (et non soixante et onze, comme indiqué par erreur dans le Monde du 31 mars) contre quatre-vingt et une abstentions (voir les extraits de ce texte dans le Monde du 1^{er} avril).

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Questions juives

L'autodétermination du peuple palestinien proposée par M. Valéry Giscard d'Estaing au cours de son voyage en Jordanie et dans la péninsule Arabique a fait l'effet d'une douche froide dans la communauté juive de France. Mais les réactions sont aussi sensibles dans les milieux politiques.

Évoquant les divergences qui se manifestent sur cette question au sein de l'U.D.F. et du R.P.R., Claude Jacquemart (enquête de Christine Orion) écrit dans VALEURS ACTUELLES : « Le délégué général de l'U.D.F., M. Michel Piaton, qui ne travaille que sur ordinateur [a conclu] : « La » position de M. Giscard d'Estaing » sur le Proche-Orient ne devrait pas lui faire perdre plus de 0,5 % des voix juives. » Il rapporte l'avis opposé de M. Claude Gérard Marcus, député R.P.R. de Paris, qui dit : « Il y a en France quatre cent mille électeurs juifs. En 1974, au second tour, ils ont voté à égalité pour Giscard et Mitterrand. En 1981, ceux qui ont voté Mitterrand continueront de voter à gauche. Ceux qui avaient voté Giscard ne lui apporteront plus leur voix. »

Après avoir constaté que les réactions aux propos du chef de l'Etat sont d'une part, une « solidarité retrouvée chez les Français juifs », de l'autre, des nuances dans la gêne pour certains hommes politiques de la majorité présidentielle, Alain de Pennefort, avec Sylvie Pierre-Brossollette affirme dans L'EXPRESS : « Il n'y a pas en France de « vote juif » unanime. Mais, en 1969, de Gaulle s'était aliéné des voix parce qu'il avait parlé d'un « peuple juif » et d'un « peuple arabe » et ironisé : « Alors Pompidou, vous juifs pleurez ! » Ils rappellent les mises en garde prononcées par certains U.D.F. lors de leur récent congrès d'Orléans, et ils notent : « Comment concilier alors convictions personnelles, intérêts électoraux et loyauté envers Giscard ? Jean Lecanuet a tenté de s'en tirer en inventant la formule des « amitiés parallèles ». Elle évoque trop les fameuses « convergences parallèles » de la politique italienne. Et n'a convaincu que ceux qui se rappellent un Jean Lecanuet ardent défenseur d'Israël. Roger Chénou, lui, a émis une controverse : se fait acclamer en demandant à la fois la reconnaissance des droits des Palestiniens à l'autodétermination et la suppression de l'article 19 de la charte de l'O.L.P. qui nie l'existence de l'Etat hébreu (...). A ce passage, une surprise. Il a proposé qu'une délégation de parlementaires U.D.F. fasse bientôt une double visite aux dirigeants ».

d'Israël et à ceux de l'O.L.P. Acclamations. Les radicaux, eux, Barjani en tête, tiennent qu'en Israël. Pour participer aux fêtes du trente-deuxième anniversaire de la proclamation de l'Etat juif. Mais les habiletés parlementaires peuvent-elles rassurer une communauté inquiète ?

Dans LE POINT, qui consacre sa couverture à « Giscard, Israël et les Juifs », Michel Colombes assure que M. Giscard d'Estaing « ne risque pas, à l'élection présidentielle de 1981, les mécomptes de Jimmy Carter, déconstruit par l'électorat juif de New-York aux élections primaires de la métropole américaine ».

Rassemblement

Dans le même hebdomadaire, Claude Bonjean (et les correspondants du POINT en province) se demandent si la communauté juive est sur le point de se rassembler à se constituer en groupe de pression. Après avoir relaté que « cette communauté se caractérise par une extraordinaire diversité », mais que « ses divergences s'estompent dès lors que l'existence d'Israël paraît en danger », il relève : « Les déclarations de V.G.E. ont donc rassemblé au lieu de diviser. Paradoxalement, elles ont aussi occupé le malin dont souffre la communauté, et qui tient à la confusion de deux facteurs : l'éclosion d'un judaïsme juif vivant, mieux affirmé, et le vieillissement des institutions qui le représentent. »

Toujours dans LE POINT, Michèle Cotta remarque qu'il n'y a « pas un parti, pas un mouvement politique qui ne soit embarrasé par les déclarations présidentielles ». Après les avoir analysées, elle affirme : « Le président de la République ne s'est pas tenu devant le désastre des divisions ou les tentatives de récupération qui traversent les partis politiques. Il est plus sensible aux télégrammes des R.P.R. qui l'ont assuré de leur soutien qu'aux rouspéttements du mouvement qui le soutient. Aux conseillers de l'Elysée qui s'indignent des conséquences électoraux du discours d'Alain, il répond d'un haussement d'épaules. Ce n'est pas qu'il désaiguille les suffrages. Il compte même faire entendre un geste en direction des Israéliens, mais présente la complexité des sentiments des Français sur le problème palestinien. Et il compte sur la séduction de la politique étrangère à l'égard d'une partie de l'opposition pour qu'elle vienne grossir les rangs de ses partisans en 1981. »

Pour Pierre Fujo, dans ASPECTS DE LA FRANCE (royaliste), « l'attitude de certaines organisations juives qui déposent le cadre confessionnel et culturel, est de nature à révéler l'antisémitisme, ce qu'aucun juif de France ne souhaite ». Il ajoute : « Notre pays ne saurait bien sûr collaborer en aucune façon à la destruction de l'Etat d'Israël. Mais il n'est pas tenu d'adopter toutes ses préférences, par exemple l'assimilation de certains juifs en Cisjordanie. Des Français, qu'ils soient juifs ou non, ne peuvent fuir la politique extérieure de leur gouvernement qu'en fonction des intérêts français, du rayonnement français et de la contribution que notre pays se doit d'apporter à la paix dans le monde. Cette politique ne saurait être dans la dépendance d'un quelconque « lobby », juif ou non, arabe, soviétique ou autre bien qu'américain. La République est, hélas ! le plus souvent le régime de l'étranger ! »

Dans le dossier que LES NOUVELLES LITTÉRAIRES ont consacré à l'« explosion du roman juif », Jean-François Kahn estime que la menace d'un vote massif

d'hostilité de la communauté juive lors de l'élection présidentielle n'est pas très sérieuse : « Premièrement, « parce qu'il n'y a pas et qu'il ne peut sans doute pas y avoir en France de vote communautaire semblable à celui qui fait trembler les candidats américains. Et peut-être est-ce mieux ainsi », deuxièmement, « parce que M. Giscard d'Estaing n'a fait que répéter de façon spectaculaire et pour des raisons certes mercantiles les thèmes qui sont ceux du gouvernement français depuis une bonne dizaine d'années » ; troisièmement, « parce que cette position française n'est pas tellement différente de celle de nos partenaires occidentaux » et que (...) « la majorité de l'intelligence juive française était favorable au principe du droit des Palestiniens à l'autodétermination ».

« Les chemins de la paix sont plus sûrs que ceux du conflit »

Jean Daniel explique dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR : c'est l'attitude de la France faite de « réserves concédantes » lors de la rencontre Begin-Sadat, d'hostilité lors de la réunion de Camp David, qui est reprochée au chef de l'Etat par les Français juifs. Il conclut : « Il n'y aura pas de véritables accords sans une reconnaissance mutuelle des Israéliens et des Palestiniens, les uns par les autres. Nous n'en sommes pas là et il faut le déplorer. Mais, pour y arriver, les chemins de la paix nous paraissent plus sûrs que ceux du conflit. » Dans le même hebdomadaire, Josette Alla explique la riposte des juifs de France et comment « le premier résultat de la tournée arabe de M. Giscard d'Estaing aura été de rassembler contre sa politique les sept cent mille membres d'une communauté divisée comme la France elle-même ».

Sous la plume de Jacques Grunewald, on peut lire dans TRIBUNE JUIVE-HEBDO : « Il faut d'abord que sur le principe du vote-sancion, la communauté juive de France puisse d'une manière ou d'une autre se prononcer. En attendant, l'impitoyable CRIF manœuvre sans répit son autorité. Certes, le CRIF n'est pas avare de communiqués. Le fait qu'il ait été reçu, du jour au lendemain, par le premier ministre est à mettre à son actif et à son avantage. »

« Mais peut-on suggérer aujourd'hui qu'il ne soit pas dépourvu de timidité, et qu'il agisse en tous lieux comme le représentant d'un mandat des institutions juives de France ? De ce point de vue, il faut regretter qu'à la sortie de Matignon les représentants du CRIF n'aient pas profité de l'intérêt que les journaux témoignent à leur démarche pour faire, devant les micros des radios et les caméras de télévision, les déclarations d'extrême fermeté qu'ils étaient en droit de rendre publiques. De la même manière peut-on regretter que toutes les occasions n'aient pas été saisies, alors que l'émotion ou en tout cas l'intérêt de l'opinion publique étaient élevés, lors du voyage arabe de M. Giscard d'Estaing, et que des médias sollicitaient — mais en vain — des déclarations officielles du judaïsme français pour expliquer la nocivité des initiatives unilatérales prises par le président de la République. Plus que jamais la nomination d'un porte-parole du CRIF nous paraît à l'ordre du jour. »

Certes, toute organisation a besoin d'un « porte-parole », mais à définir la nature de la parole à porter. — A. Ch.

Le CRIF veut mobiliser l'opinion juive contre la politique du gouvernement français

M. Alain de Rothschild, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), vient d'adresser un message, à la veille de la fête de Pessah (pâques juives), dans lequel il appelle les juifs de France à « se mobiliser » contre « tout projet politique favorisant le camp arabe du refus au détriment des intérêts vitaux d'Israël ». Dans ce message, le président du CRIF évoque la prochaine célébration de l'anniversaire « de l'Étoile jaune » qu'il rapproche de « la reconnaissance de l'Etat juif », dont on célébrera bientôt le trente-deuxième anniversaire.

Les dirigeants du CRIF avaient promis de consacrer leur mandat pendant le voyage du chef de l'Etat dans les Emirats. Mais, à leur sortie de Matignon, ils s'étaient refusés à toute déclaration risquant d'envenimer les relations entre la communauté juive et les pouvoirs publics. Ce silence leur fut ensuite reproché « à la

A. G.

Hachette
littérature

Jean-Denis Bredin
JOSEPH CAILLAUX

« J'admire un portrait passionnant et un compte rendu d'une époque trop mal connue par la plupart des Français. »

Pierre Mendès France

« En 1980, la belle biographie qu'a donnée Bredin vient à son heure. Elle risque fort de rester d'actualité. »

E. Le Roy Ladurie (Le Nouvel Observateur)

« Biographie modèle, parce qu'elle enseigne que la vie d'un homme n'est jamais un chemin droit, mais un labyrinthe. »

H. Gourmaud (L'Express)

Vous l'avez vu à Apostrophes

1. L'ANNUAIRE DES TULIPES
2. LES ANNUAIRES DES TULIPES
3. LES ANNUAIRES DES TULIPES
4. LES ANNUAIRES DES TULIPES
5. LES ANNUAIRES DES TULIPES
6. LES ANNUAIRES DES TULIPES
7. LES ANNUAIRES DES TULIPES
8. LES ANNUAIRES DES TULIPES
9. LES ANNUAIRES DES TULIPES
10. LES ANNUAIRES DES TULIPES
11. LES ANNUAIRES DES TULIPES
12. LES ANNUAIRES DES TULIPES
13. LES ANNUAIRES DES TULIPES
14. LES ANNUAIRES DES TULIPES
15. LES ANNUAIRES DES TULIPES
16. LES ANNUAIRES DES TULIPES
17. LES ANNUAIRES DES TULIPES
18. LES ANNUAIRES DES TULIPES
19. LES ANNUAIRES DES TULIPES
20. LES ANNUAIRES DES TULIPES
21. LES ANNUAIRES DES TULIPES
22. LES ANNUAIRES DES TULIPES
23. LES ANNUAIRES DES TULIPES
24. LES ANNUAIRES DES TULIPES
25. LES ANNUAIRES DES TULIPES
26. LES ANNUAIRES DES TULIPES
27. LES ANNUAIRES DES TULIPES
28. LES ANNUAIRES DES TULIPES
29. LES ANNUAIRES DES TULIPES
30. LES ANNUAIRES DES TULIPES
31. LES ANNUAIRES DES TULIPES
32. LES ANNUAIRES DES TULIPES
33. LES ANNUAIRES DES TULIPES
34. LES ANNUAIRES DES TULIPES
35. LES ANNUAIRES DES TULIPES
36. LES ANNUAIRES DES TULIPES
37. LES ANNUAIRES DES TULIPES
38. LES ANNUAIRES DES TULIPES
39. LES ANNUAIRES DES TULIPES
40. LES ANNUAIRES DES TULIPES
41. LES ANNUAIRES DES TULIPES
42. LES ANNUAIRES DES TULIPES
43. LES ANNUAIRES DES TULIPES
44. LES ANNUAIRES DES TULIPES
45. LES ANNUAIRES DES TULIPES
46. LES ANNUAIRES DES TULIPES
47. LES ANNUAIRES DES TULIPES
48. LES ANNUAIRES DES TULIPES
49. LES ANNUAIRES DES TULIPES
50. LES ANNUAIRES DES TULIPES
51. LES ANNUAIRES DES TULIPES
52. LES ANNUAIRES DES TULIPES
53. LES ANNUAIRES DES TULIPES
54. LES ANNUAIRES DES TULIPES
55. LES ANNUAIRES DES TULIPES
56. LES ANNUAIRES DES TULIPES
57. LES ANNUAIRES DES TULIPES
58. LES ANNUAIRES DES TULIPES
59. LES ANNUAIRES DES TULIPES
60. LES ANNUAIRES DES TULIPES
61. LES ANNUAIRES DES TULIPES
62. LES ANNUAIRES DES TULIPES
63. LES ANNUAIRES DES TULIPES
64. LES ANNUAIRES DES TULIPES
65. LES ANNUAIRES DES TULIPES
66. LES ANNUAIRES DES TULIPES
67. LES ANNUAIRES DES TULIPES
68. LES ANNUAIRES DES TULIPES
69. LES ANNUAIRES DES TULIPES
70. LES ANNUAIRES DES TULIPES
71. LES ANNUAIRES DES TULIPES
72. LES ANNUAIRES DES TULIPES
73. LES ANNUAIRES DES TULIPES
74. LES ANNUAIRES DES TULIPES
75. LES ANNUAIRES DES TULIPES
76. LES ANNUAIRES DES TULIPES
77. LES ANNUAIRES DES TULIPES
78. LES ANNUAIRES DES TULIPES
79. LES ANNUAIRES DES TULIPES
80. LES ANNUAIRES DES TULIPES
81. LES ANNUAIRES DES TULIPES
82. LES ANNUAIRES DES TULIPES
83. LES ANNUAIRES DES TULIPES
84. LES ANNUAIRES DES TULIPES
85. LES ANNUAIRES DES TULIPES
86. LES ANNUAIRES DES TULIPES
87. LES ANNUAIRES DES TULIPES
88. LES ANNUAIRES DES TULIPES
89. LES ANNUAIRES DES TULIPES
90. LES ANNUAIRES DES TULIPES
91. LES ANNUAIRES DES TULIPES
92. LES ANNUAIRES DES TULIPES
93. LES ANNUAIRES DES TULIPES
94. LES ANNUAIRES DES TULIPES
95. LES ANNUAIRES DES TULIPES
96. LES ANNUAIRES DES TULIPES
97. LES ANNUAIRES DES TULIPES
98. LES ANNUAIRES DES TULIPES
99. LES ANNUAIRES DES TULIPES
100. LES ANNUAIRES DES TULIPES

1. L'ANNUAIRE DES TULIPES
2. LES ANNUAIRES DES TULIPES
3. LES ANNUAIRES DES TULIPES
4. LES ANNUAIRES DES TULIPES
5. LES ANNUAIRES DES TULIPES
6. LES ANNUAIRES DES TULIPES
7. LES ANNUAIRES DES TULIPES
8. LES ANNUAIRES DES TULIPES
9. LES ANNUAIRES DES TULIPES
10. LES ANNUAIRES DES TULIPES
11. LES ANNUAIRES DES TULIPES
12. LES ANNUAIRES DES TULIPES
13. LES ANNUAIRES DES TULIPES
14. LES ANNUAIRES DES TULIPES
15. LES ANNUAIRES DES TULIPES
16. LES ANNUAIRES DES TULIPES
17. LES ANNUAIRES DES TULIPES
18. LES ANNUAIRES DES TULIPES
19. LES ANNUAIRES DES TULIPES
20. LES ANNUAIRES DES TULIPES
21. LES ANNUAIRES DES TULIPES
22. LES ANNUAIRES DES TULIPES
23. LES ANNUAIRES DES TULIPES
24. LES ANNUAIRES DES TULIPES
25. LES ANNUAIRES DES TULIPES
26. LES ANNUAIRES DES TULIPES
27. LES ANNUAIRES DES TULIPES
28. LES ANNUAIRES DES TULIPES
29. LES ANNUAIRES DES TULIPES
30. LES ANNUAIRES DES TULIPES
31. LES ANNUAIRES DES TULIPES
32. LES ANNUAIRES DES TULIPES
33. LES ANNUAIRES DES TULIPES
34. LES ANNUAIRES DES TULIPES
35. LES ANNUAIRES DES TULIPES
36. LES ANNUAIRES DES TULIPES
37. LES ANNUAIRES DES TULIPES
38. LES ANNUAIRES DES TULIPES
39. LES ANNUAIRES DES TULIPES
40. LES ANNUAIRES DES TULIPES
41. LES ANNUAIRES DES TULIPES
42. LES ANNUAIRES DES TULIPES
43. LES ANNUAIRES DES TULIPES
44. LES ANNUAIRES DES TULIPES
45. LES ANNUAIRES DES TULIPES
46. LES ANNUAIRES DES TULIPES
47. LES ANNUAIRES DES TULIPES
48. LES ANNUAIRES DES TULIPES
49. LES ANNUAIRES DES TULIPES
50. LES ANNUAIRES DES TULIPES
51. LES ANNUAIRES DES TULIPES
52. LES ANNUAIRES DES TULIPES
53. LES ANNUAIRES DES TULIPES
54. LES ANNUAIRES DES TULIPES
55. LES ANNUAIRES DES TULIPES
56. LES ANNUAIRES DES TULIPES
57. LES ANNUAIRES DES TULIPES
58. LES ANNUAIRES DES TULIPES
59. LES ANNUAIRES DES TULIPES
60. LES ANNUAIRES DES TULIPES
61. LES ANNUAIRES DES TULIPES
62. LES ANNUAIRES DES TULIPES
63. LES ANNUAIRES DES TULIPES
64. LES ANNUAIRES DES TULIPES
65. LES ANNUAIRES DES TULIPES
66. LES ANNUAIRES DES TULIPES
67. LES ANNUAIRES DES TULIPES
68. LES ANNUAIRES DES TULIPES
69. LES ANNUAIRES DES TULIPES
70. LES ANNUAIRES DES TULIPES
71. LES ANNUAIRES DES TULIPES
72. LES ANNUAIRES DES TULIPES
73. LES ANNUAIRES DES TULIPES
74. LES ANNUAIRES DES TULIPES
75. LES ANNUAIRES DES TULIPES
76. LES ANNUAIRES DES TULIPES
77. LES ANNUAIRES DES TULIPES
78. LES ANNUAIRES DES TULIPES
79. LES ANNUAIRES DES TULIPES
80. LES ANNUAIRES DES TULIPES
81. LES ANNUAIRES DES TULIPES
82. LES ANNUAIRES DES TULIPES
83. LES ANNUAIRES DES TULIPES
84. LES ANNUAIRES DES TULIPES
85. LES ANNUAIRES DES TULIPES
86. LES ANNUAIRES DES TULIPES
87. LES ANNUAIRES DES TULIPES
88. LES ANNUAIRES DES TULIPES
89. LES ANNUAIRES DES TULIPES
90. LES ANNUAIRES DES TULIPES
91. LES ANNUAIRES DES TULIPES
92. LES ANNUAIRES DES TULIPES
93. LES ANNUAIRES DES TULIPES
94. LES ANNUAIRES DES TULIPES
95. LES ANNUAIRES DES TULIPES
96. LES ANNUAIRES DES TULIPES
97. LES ANNUAIRES DES TULIPES
98. LES ANNUAIRES DES TULIPES
99. LES ANNUAIRES DES TULIPES
100. LES ANNUAIRES DES TULIPES

1. L'ANNUAIRE DES TULIPES
2. LES ANNUAIRES DES TULIPES
3. LES ANNUAIRES DES TULIPES
4. LES ANNUAIRES DES TULIPES
5. LES ANNUAIRES DES TULIPES
6. LES ANNUAIRES DES TULIPES
7. LES ANNUAIRES DES TULIPES
8. LES ANNUAIRES DES TULIPES
9. LES ANNUAIRES DES TULIPES
10. LES ANNUAIRES DES TULIPES
11. LES ANNUAIRES DES TULIPES
12. LES ANNUAIRES DES TULIPES
13. LES ANNUAIRES DES TULIPES
14. LES ANNUAIRES DES TULIPES
15. LES ANNUAIRES DES TULIPES
16. LES ANNUAIRES DES TULIPES
17. LES ANNUAIRES DES TULIPES
18. LES ANNUAIRES DES TULIPES
19. LES ANNUAIRES DES TULIPES
20. LES ANNUAIRES DES TULIPES
21. LES ANNUAIRES DES TULIPES
22. LES ANNUAIRES DES TULIPES
23. LES ANNUAIRES DES TULIPES
24. LES ANNUAIRES DES TULIPES
25. LES ANNUAIRES DES TULIPES
26. LES ANNUAIRES DES TULIPES
27. LES ANNUAIRES DES TULIPES
28. LES ANNUAIRES DES TULIPES
29. LES ANNUAIRES DES TULIPES
30. LES ANNUAIRES DES TULIPES
31. LES ANNUAIRES DES TULIPES
32. LES ANNUAIRES DES TULIPES
33. LES ANNUAIRES DES TULIPES
34. LES ANNUAIRES DES TULIPES
35. LES ANNUAIRES DES TULIPES
36. LES ANNUAIRES DES TULIPES
37. LES ANNUAIRES DES TULIPES
38. LES ANNUAIRES DES TULIPES
39. LES ANNUAIRES DES TULIPES
40. LES ANNUAIRES DES TULIPES
41. LES ANNUAIRES DES TULIPES
42. LES ANNUAIRES DES TULIPES
43. LES ANNUAIRES DES TULIPES
44. LES ANNUAIRES DES TULIPES
45. LES ANNUAIRES DES TULIPES
46. LES ANNUAIRES DES TULIPES
47. LES ANNUAIRES DES TULIPES
48. LES ANNUAIRES DES TULIPES
49. LES ANNUAIRES DES TULIPES
50. LES ANNUAIRES DES TULIPES
51. LES ANNUAIRES DES TULIPES
52. LES ANNUAIRES DES TULIPES
53. LES ANNUAIRES DES TULIPES
54. LES ANNUAIRES DES TULIPES
55. LES ANNUAIRES DES TULIPES
56. LES ANNUAIRES DES TULIPES
57. LES ANNUAIRES DES TULIPES
58. LES ANNUAIRES DES TULIPES
59. LES ANNUAIRES DES TULIPES
60. LES ANNUAIRES DES TULIPES
61. LES ANNUAIRES DES TULIPES
62. LES ANNUAIRES DES TULIPES
63. LES ANNUAIRES DES TULIPES
64. LES ANNUAIRES DES TULIPES
65. LES ANNUAIRES DES TULIPES
66. LES ANNUAIRES DES TULIPES
67. LES ANNUAIRES DES TULIPES
68. LES ANNUAIRES DES TULIPES
69. LES ANNUAIRES DES TULIPES
70. LES ANNUAIRES DES TULIPES
71. LES ANNUAIRES DES TULIPES
72. LES ANNUAIRES DES TULIPES
73. LES ANNUAIRES DES TULIPES
74. LES ANNUAIRES DES TULIPES
75. LES ANNUAIRES DES TULIPES
76. LES ANNUAIRES DES TULIPES
77. LES ANNUAIRES DES TULIPES
78. LES ANNUAIRES DES TULIPES
79. LES ANNUAIRES DES TULIPES
80. LES ANNUAIRES DES TULIPES
81. LES ANNUAIRES DES TULIPES
82. LES ANNUAIRES DES TULIPES
83. LES ANNUAIRES DES TULIPES
84. LES ANNUAIRES DES TULIPES
85. LES ANNUAIRES DES TULIPES
86. LES ANNUAIRES DES TULIPES
87. LES ANNUAIRES DES TULIPES
88. LES ANNUAIRES DES TULIPES
89. LES ANNUAIRES DES TULIPES
90. LES ANNUAIRES DES TULIPES
91. LES ANNUAIRES DES TULIPES
92. LES ANNUAIRES DES TULIPES
93. LES ANNUAIRES DES TULIPES
94. LES ANNUAIRES DES TULIPES
95. LES ANNUAIRES DES TULIPES
96. LES ANNUAIRES DES TULIPES
97. LES ANNUAIRES DES TULIPES
98. LES ANNUAIRES DES TULIPES
99. LES ANNUAIRES DES TULIPES
100. LES ANNUAIRES DES TULIPES

1. L'ANNUAIRE DES TULIPES
2. LES ANNUAIRES DES TULIPES
3. LES ANNUAIRES DES TULIPES
4. LES ANNUAIRES DES TULIPES
5. LES ANNUAIRES DES TULIPES
6. LES ANNUAIRES DES TULIPES
7. LES ANNUAIRES DES TULIPES
8. LES ANNUAIRES DES TULIPES
9. LES ANNUAIRES DES TULIPES
10. LES ANNUAIRES DES TULIPES
11. LES ANNUAIRES DES TULIPES
12. LES ANNUAIRES DES TULIPES
13. LES ANNUAIRES DES TULIPES
14. LES ANNUAIRES DES TULIPES
15. LES ANNUAIRES DES TULIPES
16. LES ANNUAIRES DES TULIPES
17. LES ANNUAIRES DES TULIPES
18. LES ANNUAIRES DES TULIPES
19. LES ANNUAIRES DES TULIPES
20. LES ANNUAIRES DES TULIPES
21. LES ANNUAIRES DES TULIPES
22. LES ANNUAIRES DES TULIPES
23. LES ANNUAIRES DES TULIPES
24. LES ANNUAIRES DES TULIPES
25. LES ANNUAIRES DES TULIPES
26. LES ANNUAIRES DES TULIPES
27. LES ANNUAIRES DES TULIPES
28. LES ANNUAIRES DES TULIPES
29. LES ANNUAIRES DES TULIPES
30. LES ANNUAIRES DES TULIPES
31. LES ANNUAIRES DES TULIPES
32. LES ANNUAIRES DES TULIPES
33. LES ANNUAIRES DES TULIPES
34. LES ANNUAIRES DES TULIPES
35. LES ANNUAIRES DES TULIPES
36. LES ANNUAIRES DES TULIPES
37. LES ANNUAIRES DES TULIPES
38. LES ANNUAIRES DES TULIPES
39. LES ANNUAIRES DES TULIPES
40. LES ANNUAIRES DES TULIPES
41. LES ANNUAIRES DES TULIPES
42. LES ANNUAIRES DES TULIPES
43. LES ANNUAIRES DES TULIPES
44. LES ANNUAIRES DES TULIPES
45. LES ANNUAIRES DES TULIPES
46. LES ANNUAIRES DES TULIPES
47. LES ANNUAIRES DES TULIPES
48. LES ANNUAIRES DES TULIPES
49. LES ANNUAIRES DES TULIPES
50. LES ANNUAIRES DES TULIPES
51. LES ANNUAIRES DES TULIPES
52. LES ANNUAIRES DES TULIPES
53. LES ANNUAIRES DES TULIPES
54. LES ANNUAIRES DES TULIPES
55. LES ANNUAIRES DES TULIPES
56. LES ANNUAIRES DES TULIPES
57. LES ANNUAIRES DES TULIPES
58. LES ANNUAIRES DES TULIPES
59. LES ANNUAIRES DES TULIPES
60. LES ANNUAIRES DES TULIPES
61. LES ANNUAIRES DES TULIPES
62. LES ANNUAIRES DES TULIPES
63. LES ANNUAIRES DES TULIPES
64. LES ANNUAIRES DES TULIPES
65. LES ANNUAIRES DES TULIPES
66. LES ANNUAIRES DES TULIPES
67. LES ANNUAIRES DES TULIPES
68. LES ANNUAIRES DES TULIPES
69. LES ANNUAIRES DES TULIPES
70. LES ANNUAIRES DES TULIPES
71. LES ANNUAIRES DES TULIPES
72. LES ANNUAIRES DES TULIPES
73. LES ANNUAIRES DES TULIPES
74. LES ANNUAIRES DES TULIPES
75. LES ANNUAIRES DES TULIPES
76. LES ANNUAIRES DES TULIPES
77. LES ANNUAIRES DES TULIPES
78. LES ANNUAIRES DES TULIPES
79. LES ANNUAIRES DES TULIPES
80. LES ANNUAIRES DES TULIPES
81. LES ANNUAIRES DES TULIPES
82. LES ANNUAIRES DES TULIPES
83. LES ANNUAIRES DES TULIPES
84. LES ANNUAIRES DES TULIPES
85. LES ANNUAIRES DES TULIPES
86. LES ANNUAIRES DES TULIPES
87. LES ANNUAIRES DES TULIPES
88. LES ANNUAIRES DES TULIPES
89. LES ANNUAIRES DES TULIPES
90. LES ANNUAIRES DES TULIPES
91. LES ANNUAIRES DES TULIPES
92. LES ANNUAIRES DES TULIPES
93. LES ANNUAIRES DES TULIPES
94. LES ANNUAIRES DES TULIPES
95. LES ANNUAIRES DES TULIPES
96. LES ANNUAIRES DES TULIPES
97. LES ANNUAIRES DES TULIPES
98. LES ANNUAIRES DES TULIPES
99. LES ANNUAIRES DES TULIPES
100. LES ANNUAIRES DES TULIPES

1. L'ANNUAIRE DES TULIPES
2. LES ANNUAIRES DES TULIPES
3. LES ANNUAIRES DES TULIPES
4. LES ANNUAIRES DES TULIPES
5. LES ANNUAIRES DES TULIPES
6. LES ANNUAIRES DES TULIPES
7. LES ANNUAIRES DES TULIPES
8. LES ANNUAIRES DES TULIPES
9. LES ANNUAIRES DES TULIPES
10. LES ANNUAIRES DES TULIPES
11. LES ANNUAIRES DES TULIPES
12. LES ANNUAIRES DES TULIPES
13. LES ANNUAIRES DES TULIPES
14. LES ANNUAIRES DES TULIPES
15. LES ANNUAIRES DES TULIPES
16. LES ANNUAIRES DES TULIPES
17. LES ANNUAIRES DES TULIPES
18. LES ANNUAIRES DES TULIPES
19. LES ANNUAIRES DES TULIPES
20. LES ANNUAIRES DES TULIPES
21. LES ANNUAIRES DES TULIPES
22. LES ANNUAIRES DES TULIPES
23. LES ANNUAIRES DES TULIPES
24. LES ANNUAIRES DES TULIPES
25. LES ANNUAIRES DES TULIPES
26. LES ANNUAIRES DES TULIPES
27. LES ANNUAIRES DES TULIPES
28. LES ANNUAIRES DES TULIPES
29. LES ANNUAIRES DES TULIPES
30. LES ANNUAIRES DES TULIPES
31. LES ANNUAIRES DES TULIPES
32. LES ANNUAIRES DES TULIPES
33. LES ANNUAIRES DES TULIPES
34. LES ANNUAIRES DES TULIPES
35. LES ANNUAIRES DES TULIPES
36. LES ANNUAIRES DES TULIPES
37. LES ANNUAIRES DES TULIPES
38. LES ANNUAIRES DES TULIPES
39. LES ANNUAIRES DES TULIPES
40. LES ANNUAIRES DES TULIPES
41. LES ANNUAIRES DES TULIPES
42. LES ANNUAIRES DES TULIPES
43. LES ANNUAIRES DES TULIPES
44. LES ANNUAIRES DES TULIPES
45. LES ANNUAIRES DES TULIPES
46. LES ANNUAIRES DES TULIPES
47. LES ANNUAIRES DES TULIPES
48. LES ANNUAIRES DES TULIPES
49. LES ANNUAIRES DES TULIPES
50. LES ANNUAIRES DES TULIPES
51. LES ANNUAIRES DES TULIPES
52. LES ANNUAIRES DES TULIPES
53. LES ANNUAIRES DES TULIPES
54. LES ANNUAIRES DES TULIPES
55. LES ANNUAIRES DES TULIPES
56. LES ANNUAIRES DES TULIPES
57. LES ANNUAIRES DES TULIPES
58. LES ANNUAIRES DES TULIPES
59. LES ANNUAIRES DES TULIPES
60. LES ANNUAIRES DES TULIPES
61. LES ANNUAIRES DES TULIPES
62. LES ANNUAIRES DES TULIPES
63. LES ANNUAIRES DES TULIPES
64. LES ANNUAIRES DES TULIPES
65. LES ANNUAIRES DES TULIPES
66. LES ANNUAIRES DES TULIPES
67. LES ANNUAIRES DES TULIPES
68. LES ANNUAIRES DES TULIPES
69. LES ANNUAIRES DES TULIPES
70. LES ANNUAIRES DES TULIPES
71. LES ANNUAIRES DES TULIPES
72. LES ANNUAIRES DES TULIPES
73. LES ANNUAIRES DES TULIPES
74. LES ANNUAIRES DES TULIPES
75. LES ANNUAIRES DES TULIPES
76. LES ANNUAIRES DES TULIPES
77. LES ANNUAIRES DES TULIPES
78. LES ANNUAIRES DES TULIPES
79. LES ANNUAIRES DES TULIPES
80. LES ANNUAIRES DES TULIPES
81. LES ANNUAIRES DES TULIPES
82. LES ANNUAIRES DES TULIPES
83. LES ANNUAIRES DES TULIPES
84. LES ANNUAIRES DES TULIPES
85. LES ANNUAIRES DES TULIPES
86. LES ANNUAIRES DES TULIPES
87. LES ANNUAIRES DES TULIPES
88. LES ANNUAIRES DES TULIPES
89. LES ANNUAIRES DES TULIPES
90. LES ANNUAIRES DES TULIPES
91. LES ANNUAIRES DES TULIPES
92. LES ANNUAIRES DES TULIPES
93. LES ANNUAIRES DES TULIPES
94. LES ANNUAIRES DES TULIPES
95. LES ANNUAIRES DES TULIPES
96. LES ANNUAIRES DES TULIPES
97. LES ANNUAIRES DES TULIPES
98. LES ANNUAIRES DES TULIPES
99. LES ANNUAIRES DES TULIPES
100. LES ANNUAIRES DES TULIPES

1. L'ANNUAIRE DES TULIPES
2. LES ANNUAIRES DES TULIPES
3. LES ANNUAIRES DES TULIPES
4. LES ANNUAIRES DES TULIPES
5. LES ANNUAIRES DES TULIPES
6. LES ANNUAIRES DES TULIPES
7. LES ANNUAIRES DES TULIPES
8. LES ANNUAIRES DES TULIPES
9. LES ANNUAIRES DES TULIPES
10. LES ANNUAIRES DES TULIPES
11. LES ANNUAIRES DES TULIPES
12. LES ANNUAIRES DES TULIPES
13. LES ANNUAIRES DES TULIPES
14. LES ANNUAIRES DES TULIPES
15. LES ANNUAIRES DES TULIPES
16. LES ANNUAIRES DES TULIPES
17. LES ANNUAIRES DES TULIPES
18. LES ANNUAIRES DES TULIPES
19. LES ANNUAIRES DES TULIPES
20. LES ANNUAIRES DES TULIPES
21. LES ANNUAIRES DES TULIPES
22. LES ANNUAIRES DES TULIPES
23. LES ANNUAIRES DES TULIPES
24. LES ANNUAIRES DES TULIPES
25. LES ANNUAIRES DES TULIPES
26. LES ANNUAIRES DES TULIPES
27. LES ANNUAIRES DES TULIPES
28. LES ANNUAIRES DES TULIPES
29. LES ANNUAIRES DES TULIPES
30. LES ANNUAIRES DES TULIPES
31. LES ANNUAIRES DES TULIPES
32. LES ANNUAIRES DES TULIPES
33. LES ANNUAIRES DES TULIPES
34. LES ANNUAIRES DES TULIPES
35. LES ANNUAIRES DES TULIPES
36. LES ANNUAIRES DES TULIPES
37. LES ANNUAIRES DES TULIPES
38. LES ANNUAIRES DES TULIPES
39. LES ANNUAIRES DES TULIPES
40. LES ANNUAIRES DES TULIPES
41. LES ANNUAIRES DES TULIPES
42. LES ANNUAIRES DES TULIPES
43. LES ANNUAIRES DES TULIPES
44. LES ANNUAIRES DES TULIPES
45. LES ANNUAIRES DES TULIPES
46. LES ANNUAIRES DES TULIPES
47. LES ANNUAIRES DES TULIPES
48. LES ANNUAIRES DES TULIPES
49. LES ANNUAIRES DES TULIPES
50. LES ANNUAIRES DES TULIPES
51. LES ANNUAIRES DES TULIPES
52. LES ANNUAIRES DES TULIPES
53. LES ANNUAIRES DES TULIPES
54. LES ANNUAIRES DES TULIPES
55. LES ANNUAIRES DES TULIPES
56. LES ANNUAIRES DES TULIPES
57. LES ANNUAIRES DES TULIPES
58. LES ANNUAIRES DES TULIPES
59. LES ANNUAIRES DES TULIPES
60. LES ANNUAIRES DES TULIPES
61. LES ANNUAIRES DES TULIPES
62. LES ANNUAIRES DES TULIPES
63. LES ANNUAIRES DES TULIPES
64. LES ANNUAIRES DES TULIPES
65. LES ANNUAIRES DES TULIPES
66. LES ANNUAIRES DES TULIPES
67. LES ANNUAIRES DES TULIPES
68. LES ANNUAIRES DES TULIPES
69. LES ANNUAIRES DES TULIPES
70. LES ANNUAIRES DES TULIPES
71. LES ANNUAIRES DES TULIPES
72. LES ANNUAIRES DES TULIPES
73. LES ANNUAIRES DES TULIPES
74. LES ANNUAIRES DES TULIPES
75. LES ANNUAIRES DES TULIPES
76. LES ANNUAIRES DES TULIPES
77. LES ANNUAIRES DES TULIPES
78. LES ANNUAIRES DES TULIPES
79. LES ANNUAIRES DES TULIPES
80. LES ANNUAIRES DES TULIPES
81. LES ANNUAIRES DES TULIPES
82. LES ANNUAIRES DES TULIPES
83. LES ANNUAIRES DES TULIPES
84. LES ANNUAIRES DES TULIPES
85. LES ANNUAIRES DES TULIPES
86. LES ANNUAIRES DES TULIPES
87. LES ANNUAIRES DES TULIPES
88. LES ANNUAIRES DES TULIPES
89. LES ANNUAIRES DES TULIPES
90. LES ANNUAIRES DES TULIPES
91. LES ANNUAIRES DES TULIPES
92. LES ANNUAIRES DES TULIPES
93. LES ANNUAIRES DES TULIPES
94. LES ANNUAIRES DES TULIPES
95. LES ANNUAIRES DES TULIPES
96. LES ANNUAIRES DES TULIPES
97. LES ANNUAIRES DES TULIPES
98. LES ANNUAIRES DES TULIPES
99. LES ANNUAIRES DES TULIPES
100. LES ANNUAIRES DES TULIPES

1. L'ANNUAIRE DES TULIPES
2. LES ANNUAIRES DES TULIPES
3. LES ANNUAIRES DES TULIPES
4. LES ANNUAIRES DES TULIPES
5. LES ANNUAIRES DES TULIPES
6. LES ANNUAIRES DES TULIPES
7. LES ANNUAIRES DES TULIPES
8. LES ANNUAIRES DES TULIPES
9. LES ANNUAIRES DES TULIPES
10. LES ANNUAIRES DES TULIPES
11. LES ANNUAIRES DES TULIPES
12. LES ANNUAIRES DES TULIPES
13. LES ANNUAIRES DES TULIPES
14. LES ANNUAIRES DES TULIPES
15. LES ANNUAIRES DES TULIPES
16. LES ANNUAIRES DES TULIPES
17. LES ANNUAIRES DES TULIPES
18. LES ANNUAIRES DES TULIPES
19. LES ANNUAIRES DES TULIPES
20. LES ANNUAIRES DES TULIPES
21. LES ANNUAIRES DES TULIPES
22. LES ANNUAIRES DES TULIPES
23. LES ANNUAIRES DES TULIPES
24. LES ANNUAIRES DES TULIPES
25. LES ANNUAIRES DES TULIPES
26. LES ANNUAIRES DES TULIPES
27. LES ANNUAIRES DES TULIPES
28. LES ANNUAIRES DES TULIPES
29. LES ANNUAIRES DES TULIPES
30. LES ANNUAIRES DES TULIPES
31. LES ANNUAIRES DES TULIPES
32. LES ANNUAIRES DES TULIPES
33. LES ANNUAIRES DES TULIPES
34. LES ANNUAIRES DES TULIPES
35. LES ANNUAIRES DES TULIPES
36. LES ANNUAIRES DES TULIPES
37. LES ANNUAIRES DES TULIPES
38. LES ANNUAIRES DES TULIPES
39. LES ANNUAIRES DES TULIPES
40. LES ANNUAIRES DES TULIPES
41. LES ANNUAIRES DES TULIPES
42. LES ANNUAIRES DES TULIPES
43. LES ANNUAIRES DES TULIPES
44. LES ANNUAIRES DES TULIPES
45. LES ANNUAIRES DES TULIPES
46. LES ANNUAIRES DES TULIPES
47. LES ANNUAIRES DES TULIPES
48. LES ANNUAIRES DES TULIPES
49. LES ANNUAIRES DES TULIPES
50. LES ANNUAIRES DES TULIPES
51. LES ANNUAIRES DES TULIPES
52. LES ANNUAIRES DES TULIPES
53. LES ANNUAIRES DES TULIPES
54. LES ANNUAIRES DES TULIPES
55. LES ANNUAIRES DES TULIPES
56. LES ANNUAIRES DES TULIPES
57. LES ANNUAIRES DES TULIPES
58. LES ANNUAIRES DES TULIPES
59. LES ANNUAIRES DES TULIPES
60. LES ANNUAIRES DES TULIPES
61. LES ANNUAIRES DES TULIPES
62. LES ANNUAIRES DES TULIPES
63. LES ANNUAIRES DES TULIPES
64. LES ANNUAIRES DES TULIPES
65. LES ANNUAIRES DES TULIPES
66. LES ANNUAIRES DES TULIPES
67. LES ANNUAIRES DES TULIPES
68. LES ANNUAIRES DES TULIPES
69. LES ANNUAIRES DES TULIPES
70. LES ANNUAIRES DES TULIPES
71. LES ANNUAIRES DES TULIPES
72. LES ANNUAIRES DES TULIPES
73. LES ANNUAIRES DES TULIPES
74. LES ANNUAIRES DES TULIPES
75. LES ANNUAIRES DES TULIPES
76. LES ANNUAIRES DES TULIPES
77. LES ANNUAIRES DES TULIPES
78. LES ANNUAIRES DES TULIPES
79. LES ANNUAIRES DES TULIPES
80. LES ANNUAIRES DES TULIPES
81. LES ANNUAIRES DES TULIPES
82. LES ANNUAIRES DES TULIPES
83. LES ANNUAIRES DES TULIPES
84. LES ANNUAIRES DES TULIPES
85. LES ANNUAIRES DES TULIPES
86. LES ANNUAIRES DES TULIPES
87. LES ANNUAIRES DES TULIPES
88. LES ANNUAIRES DES TULIPES
89. LES ANNUAIRES DES TULIPES
90. LES ANNUAIRES DES TULIPES
91. LES ANNUAIRES DES TULIPES
92. LES ANNUAIRES DES TULIPES
93. LES ANNUAIRES DES TULIPES
94. LES ANNUAIRES DES TULIPES
95. LES ANNUAIRES DES TULIPES
96. LES ANNUAIRES DES TULIPES
97. LES ANNUAIRES DES TULIPES
98. LES ANNUAIRES DES TULIPES
99. LES ANNUAIRES DES TULIPES
100. LES ANNUAIRES DES TULIPES

Les policiers auraient identifié les auteurs du mitraillage du ministère de la coopération

Ce mardi 1^{er} avril, en fin de matinée, on a appris que les policiers de la brigade criminelle, à Paris, qui enquêtent sur les activités du groupe « Action directe » après l'interpellation de la semaine dernière, auraient identifié les deux auteurs du mitraillage, le 18 mars, à Paris, du ministère de la coopération.

Il s'agirait de Jean-Marc Rouillan et de Nathalie Manigon, actuellement recherchés.

Jean-Marc Rouillan, ancien militant des groupes d'action révolutionnaire internationale (GARI), de tendance libertaire, avait été arrêté, le 5 décembre 1974, place du Colonel-Fabien, à Paris (19^e), en compagnie de deux autres personnes, alors qu'il transportait des armes et des munitions dans une voiture. Inculpé de détention et transport d'armes, de munitions de guerre et d'explosifs, introduction en relation avec une entreprise consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat, il avait été écroué (le Monde du 12 décembre 1974).

Cette arrestation était en relation avec la série d'attentats anti-français commis durant l'été 1974 dans le Sud-Ouest de la France. Finalement la Cour de sûreté de l'Etat s'était déssaisie du dossier des GARI, et Jean-Marc Rouillan avait été libéré le 25 mai 1977. La police l'avait également soupçonné d'être le complice d'Eric Moreau, arrêté le 2 février 1978 pour le vol du tableau de Jérôme Bosch « L'Escamoteur ». Le tableau, dérobé le 12 décembre 1978 au musée de Saint-Germain-en-Laye, avait été retrouvé en même temps. Au siège de la brigade criminelle, à Paris, on poursuit l'audition des membres présumés du groupe Action directe. Une dix-neuvième personne a été interrogée, lundi soir, 31 mars, à Paris. Il s'agit d'un jeune fils congloméré comme un « témoin ».

Enfin, on a appris que l'appartement, dans lequel étaient entreposés quelque 600 kilos d'explosifs et plus d'un millier de cartes d'identité italiennes viengées, est situé à Paris, 38, rue de la Grange-aux-Belles (10^e). L'immeuble, moderne, nommé la Résidence d'Albany, donne sur une cour entourée d'autres bâtiments. M. Jean Trillat était locataire depuis environ trois mois avec Mlle Grosbonnet. Ces deux personnes, divorcées et courtisées selon les témoignages, sont entendues depuis le 28 mars par la brigade criminelle ainsi que l'italienne Olga Girotto, membre présumé de l'organisation terroriste Prima Linea, arrêtée, chez eux. En fait, M. Trillat avait mis son appartement à la disposition d'Olga Girotto.

M. Serge Fasse et Mme Moulin, locataires d'un appartement dans un immeuble moderne, au numéro 12 de la rue Juliette-Dodu (Paris 10^e arrondissement), font aussi partie des dix-neuf personnes arrêtées et soupçonnées d'être membres du groupe Action directe.

D'autre part, les quatre ressortissants italiens arrêtés, vendredi 23 mars, au Bronx (New York), et envoyés par les policiers des S.R.P., de Lille et de Toulouse, ont été transférés à Paris par avion militaire, au cours de la nuit du lundi 31 mars au mardi 1^{er} avril. Trois d'entre eux, Franco Pinna, Enrico Bianco et son épouse Aurelia Marchionni, auraient reconnu leur participation au hold-up de Comodore-Escott (Nord), qui, le 28 août 1978, avait rapporté 16 millions de francs à ses auteurs (le Monde du 29 août).

D'après les informations recueillies par notre correspondant régional, ces personnes seraient liées aux enquêteurs que huit personnes auraient eu un rôle actif dans cette affaire. Chacune aurait consacré 1 million de francs, les 8 millions de francs restants étant versés à un mouvement autonomiste, dont on ne connaît pas, pour l'instant, l'appellation.

Lors de l'arrestation des quatre terroristes présumés, les enquêteurs ont découvert à leur domicile deux pistolets Heretol de calibre 9 millimètres et deux 357 Magnum avec balles engagées dans le canon. D'autre part, il semblerait que l'un des quatre ressortissants italiens, Pier Luigi Amadori, vingt-huit ans, n'est pas idéologiquement proche de ses compagnons. Il avait fait récemment l'acquisition d'un volier de 14 mètres, le Marie-Christine II et a été arrêté sur le chantier de construction, près de Toulouse, où on le réparait.

DEUX ATTENTATS A NICE ET UN A PARIS

Le recensement et le domicile du directeur du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Nice ont été les cibles, mardi 1^{er} avril, vers 2 heures, d'attentats à l'explosif qui n'ont fait aucune victime. Le concubine du directeur avait reçu un appel téléphonique avant l'explosion.

À Paris, une autre explosion a retenti dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril, elle a endommagé, vers 23 h 30, le local de l'Institut des langues, situés au 144 de l'avenue des Champs-Élysées. Arrivés sur place, les pompiers ont trouvé les débris d'une

(Publicité)

COMMUNIQUÉ DE LA S.A. MADAME DESACHY

Depuis le 23 mai 1979, date à laquelle nous avons repris la S.A. DESACHY, nous nous sommes attachés à faire de cette entreprise, une maison de verre et à lui redonner le prestige dont elle jouissait tant auprès de notre clientèle, nationale qu'internationale.

Nous sommes fiers de souligner une fois de plus, que la S.A. DESACHY a toujours eu dans ses fichiers, une clientèle brillante :

- haute fonctionnaires ;
- industriels ;
- professions libérales ;
- commerçants ;
- agriculteurs ;

et même, pourquoi ne pas le dire, parfois même des membres du Corps constitué et du Corps diplomatique.

Cette position privilégiée dans le domaine mondial nous a valu quelques envieux et, par voie de conséquence, de solides inimitiés de certains concurrents.

Il est évident, que, dans ces conditions, la politique de la Maison ne peut être que de rigueur, plus particulièrement à une époque où les médias et le législateur se penchent sur notre profession. A ce sujet, nous pensons qu'il n'y aurait plus ni problème, ni polémique si une partie de nos règlements était enfin notre Profession. A ce jour, hélas, rien n'a été fait, chacun voit midi à sa porte et fixe, selon ses normes, la marche de son affaire.

Nous profitons justement des circonstances propices, pour lancer un appel à nos confrères, petits ou grands, afin qu'il y ait entre nous, si ce n'est une véritable concertation, du moins l'échange d'un dialogue. Des gens merveilleux font ce métier et le font bien, il faut le dire, il faut que cela se sache.

En ce qui nous concerne, nous avons toujours regretté ce climat de gêne, de gêne permanente qui règne dans notre profession. Un jour, un dirigeant de la classe politique nous disait qu'il n'avait jamais assisté à un tel comportement suicidaire de la part de l'ensemble d'une profession.

En conclusion, nous dirons : d'abord nous ne prétendons pas être sans défaut ; mais la S.A. DESACHY n'a rien à se reprocher, tant au niveau des garanties qu'elle apporte à sa clientèle, qu'à celui du service qu'elle lui procure. La S.A. DESACHY a fait de son importance, est incontestablement à l'heure actuelle, l'Agence française qui fait le plus de présentations de qualité à sa clientèle sur le plan du nombre.

D'autre part, nous affirmons solennellement, que depuis que nous assumons la direction générale de l'Agence, la S.A. DESACHY n'a jamais employé de manœuvres et il nous paraît impossible que de telles pratiques aient jamais existé, étant donné l'importance et la qualité de son fichier parmi lequel figurent les plus grands noms de France.

Nous affirmons avec la même force, l'authenticité de toutes les annonces que nous faisons paraître dans la grande presse, la preuve de leur véracité en ayant été fournie chaque fois qu'elle nous fut demandée par le Bureau de vérification de la publicité.

Enfin, nous tenons à remercier l'ensemble de notre clientèle pour son soutien à notre égard et à ses témoignages d'amitié ; grâce à elle et pour ceux qui la composent, DESACHY continue...

Pierre ANGLADE,
Président-Directeur Général.

Fanny KRITCHMAR,
Directrice.

ÉDUCATION

L'ACCÈS AUX GRANDES ÉCOLES DES TITULAIRES DU BAC TECHNIQUE

La petite porte s'entrouvre

L'idée de puiser les futurs ingénieurs dans d'autres viviers que celui de la série « C » du baccalauréat sans toutefois l'essence du système éducatif n'est pas nouvelle. Elle se fonde sur des préoccupations de promotion sociale, et aussi sur le souci d'enrichir la profession par la recherche d'un « profil différent » chez les postulants ingénieurs. Il y avait déjà la formation continue : le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), les formations « maison » et les possibilités ouvertes en 1974 aux travailleurs justifiant de trois années d'activité professionnelle, ajoutées au diplôme — ou au niveau — soit du brevet de technicien supérieur (B.T.S.), soit du diplôme universitaire de technologie (D.U.T.).

Depuis 1977, une formule différente a été mise en place : l'accès à une grande école par concours préparé à partir d'un baccalauréat de technicien. Dans ce cas, l'objectif avoué était surtout de valoriser l'enseignement technique dès la seconde degré en démontrant qu'il pouvait lui aussi déboucher sur une formation de haut niveau. C'était déjà introduire une pièce dans l'assemblage que M. Valéry Giscard d'Estaing déclarait vouloir échauffer : un appareil éducatif où la formation technologique ne serait plus l'apanage de catégories distinctes d'élèves (cf. le discours du Président de la République à Baume-les-Dames, le Monde daté 3-4 février).

A la rentrée de 1977, des classes préparatoires particulières ont été mises en place dans vingt-quatre lycées techniques.

Ces « prépas » ouvertes aux bacheliers techniques étaient de trois types : TA, TB et TC. Les TA prolongent les baccalauréats des séries F1, 2, 3, 4, 5, 9 et 10. Elles débouchent, après deux ans, sur les grandes écoles d'ingénieurs. Les TB, pour les bacheliers F6, conduisent aux formations d'ingénieurs chimistes ; les TC (baccalauréats F7, F7 et F8) aux grandes écoles agronomiques. Trois classes de TC avaient été créées à titre expérimental dès 1976 ; six autres l'ont été l'année suivante ; elles sont orientées vers le haut enseignement commercial.

Pas de risques excessifs

Les élèves qui s'engagent dans cette voie nouvelle, difficile et encore quelque peu titonnante, ne courent pas de risques excessifs. Comme le souligne M. René Ducloux, chargé de mission auprès du directeur des lycées au ministère de l'Éducation, « il y a toute une stratégie de l'orientation », derrière cette innovation. L'enseignement technique joue « la sélection par le succès », mais si un élève « n'intègre » pas une grande école à l'issue des deux ans et ne veut pas tripler, il peut entrer en deuxième année de B.T.S. ou de D.U.T. Il n'aura, alors « perdu » qu'une année.

Les premières promotions ont concouru à la veille de l'année scolaire en cours. A l'origine, il était prévu que pour 20 % les admis dans chaque grande école entreraient par cette voie. L'objectif n'apparaît pas réaliste

aujourd'hui. L'Ecole centrale de Lyon, par exemple, n'offrira que trois places (sur deux cent quatre) à ces candidats pour l'entrée en 1980. En observant que le nombre d'élèves de ces « prépas », qui atteint huit cents cette année, a progressé de 25 % par rapport à l'an dernier, et en se félicitant des « résultats extrêmement encourageants », pule les taux de réussite lors des premiers concours ont été « largement supérieurs à ceux des « taupes » normales ». M. Christian Baulieu déclarait au Salon du travail manuel, le 29 février : « Le danger serait d'aller trop vite. Je suis partisan de mener une politique de qualité qui assure l'efficacité de ces classes auprès des grandes écoles. »

Tout n'est pas encore au point. Actuellement, ces candidats ne subissent pas les mêmes épreuves que leurs camarades lors des concours d'entrée. Faudrait-il, et pendant combien de temps, continuer à leur dispenser, à l'intérieur de l'école, un enseignement différent ? Dans la revue *Arts et manufactures* de février, le directeur de l'Ecole centrale de Paris, M. Daniel Gourisse, écrivait que ces élèves venus d'un baccalauréat de technicien, s'ils ont un niveau en mathématiques faible en comparaison des autres habituels, « montrent des qualités, en particulier un sens du concret qui peut être intéressant ». M. Gourisse ajoutait : « Leur présence nous amène à réfléchir à une formation un peu moins académique ou théorique, puisque c'est un des inconvénients de la formation française. » On ne saurait mieux s'interroger.

CHARLES VIAL.

Les présidents d'université veulent « pouvoir faire la politique de leurs missions »

La conférence des présidents d'université a organisé un colloque les 20 et 21 mars à Créteil (Val-de-Marne), auquel ont participé cinquante-sept présidents d'université et six anciens vice-présidents de la conférence. Ces deux journées de réflexion devaient établir le bilan de dix années d'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et dégager des perspectives pour définir le visage des universités françaises dans les années 80. Les conclusions des travaux seront transmises aux commissions des affaires culturelles du Sénat et de l'Assemblée nationale.

Autonomie, participation, pluridisciplinarité : ces trois piliers de la loi d'orientation continuent à recueillir l'adhésion massive des présidents, a indiqué M. Jacques Latrielle, vice-président de la conférence (le président est, de droit, le ministre des universités), en présentant jeudi 27 mars les travaux du colloque. Unanimité qui ne va pas sans nuances.

Ainsi de l'autonomie : selon M. Latrielle, « le désir d'autonomie est général parmi les présidents », mais certains s'interrogent pour savoir si le virage a été pris qui assurerait mieux cette autonomie, insistant sur l'attribution des diplômes autres que nationaux, par exemple. Ainsi de la participation : les présidents ont contribué à éviter, en décembre, que l'amendement Ruffenacht ne lui porte un coup fatal (le Monde du 12 décembre 1979) en dessalant les représentants des assistants et des personnels des étudiants et des personnels du droit d'être le président. Certains n'en souhaitent pas moins que le conseil de l'université voie son pouvoir contrebalancé par un conseil scientifique plus actif, sorte de « sénat » aux côtés duquel, dont il conforterait la légitimité.

Il y a donc pluralisme non

sur la nécessité « d'un pouvoir décentralisé fort pour les présidents », mais sur « la manière de l'obtenir ».

A travers les quelques dix rapports présentés sur l'université et son environnement régional, la recherche, la formation continue (dont la demande devrait augmenter considérablement dans la décennie à venir), la formation des étudiants étrangers et le dialogue Nord-Sud, la conférence a perçu l'évolution présente des établissements universitaires. Il y a un changement dans la finalité de l'université, a noté M. Lucien Braum, président de Strasbourg-II, entre le modèle hérité du siècle dernier défini comme le lieu où professeurs et étudiants étaient au service du savoir, et l'orientation actuelle vers la professionnalisation.

Dans cette partie décisive, les universités françaises doivent « pouvoir faire la politique de leurs missions et non être esclaves à faire la politique de leurs moyens », comme l'a dit Mme Hélène Ahlweiler, présidente de Paris-I. Pour cela, il est impératif qu'elles restent des établissements publics, a insisté M. Jean Dry, président de Paris-IV, résumant la conviction de tous les présidents.

A Créteil

L'EXCLUSION DE DIX-SEPT ÉLÈVES A LA SUITE DE GRÈVES PROVOQUE DE VIVES RÉACTIONS

L'exclusion définitive de dix-sept élèves de deux établissements secondaires de Créteil (Val-de-Marne) : le lycée Saint-Exupéry et le lycée d'enseignement professionnel (L.E.P.) de la rue Juliette-Savary, provoque de nombreuses réactions.

Le proviseur du lycée Saint-Exupéry, Mme Geneviève Seguin, qui est aussi directrice du L.E.P., déclare n'avoir fait qu'appliquer le règlement, « qui prévoit l'exclusion d'un élève après quinze jours consécutifs d'absence injustifiée ». Ces sanctions ont été décidées par les conseils de classe du deuxième trimestre, à la suite du mouvement de grève des élèves de L.E.P. contre les stages en entreprises (le Monde du 31 janvier).

Pour le maire socialiste de Créteil, M. Laurent Cathala, cette affaire est liée à la prise de position de Mme Seguin lors du congrès national de l'U.D.F., où elle avait regretté qu'on laisse « l'enseignement public se dégrader grâce à l'action de multiples groupes de pression » (le Monde du 25 mars).

M. Cathala reproche au proviseur, qui est d'autre part secrétaire général de l'Union syndicale des administrateurs de l'éducation nationale (U.S.A.E.N., libéral), de dénigrer l'éducation et de « jeter le discrédit sur l'ensemble du corps enseignant ». Le conseil de parents d'élèves de la Fédération Cornet demande « l'annulation de toutes les sanctions ».

UN ARRÊTÉ PRÉCISE LA NOUVELLE ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE

Un arrêté du ministère de l'éducation paru dimanche 30 mars au *Journal officiel* définit les attributions et la composition des directions et des services du ministère. Ce long texte permet le « regroupement », selon les personnes intéressées, d'un certain nombre de bureaux et de sous-directions de l'administration centrale. A côté des grandes directions (écoles, collèges, personnels enseignants de lycées, missions d'action culturelle...), le texte précise le rôle du directeur général de la programmation et de la coordination. L'article 4 de cet arrêté est la concrétisation officielle des mesures annoncées le 19 décembre 1979 par M. Christian Baulieu : « Un directeur animera un petit groupe de jeunes fonctionnaires chargés de la prospective et du développement des moyens techniques et scientifiques » (le Monde du 21 décembre 1979).

Le directeur des lycées est aussi responsable du service de la formation continue (raïatché, avec l'apprentissage, à la direction des lycées), comme M. Baulieu l'avait annoncé au mois de décembre 1979.

● **Cambriolage des locaux des cercles universitaires.** — Mouvement d'enseignants du supérieur et de chercheurs se réclamant de la majorité présidentielle, les cercles universitaires annoncent que leurs locaux parisiens situés dans le huitième arrondissement ont été cambriolés et dévastés le 31 mars. Pour les responsables des cercles, le « caractère politique de cet attentat ne fait pas de doute ».

-15% SUR LES VETEMENTS ET CHAUSSURES DE TENNIS ET DE JOGGING

signalés par cette étiquette



Un ensemble tennis :
Chemise jersey 50 % coton,
50 % polyester
140 f. **119 f.**
Short 100 % polyester
180 f. **85 f.**



1 ensemble jogging :
Jogging 100 % coton,
taille 1 à 3
300 f. **255 f.**
taille 4 à 5
320 f. **272 f.**

Jusqu'au 12 avril

Samaritaine

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

MAGASIN 3 - 2^e ETAGE

LA SAMARITAINE
LUTTE CONTRE
LA HAUSSE DES PRIX

MEDECINE

GARÇON OU FILLE A VOLONTÉ ? Régime alimentaire et sélection du sexe

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

C'EST lors de la fusion entre l'ovule maternel et le spermatozoïde paternel que se trouve génétiquement déterminé le sexe de l'enfant à naître. Toutes les cellules humaines contiennent, on le sait, quarante-six chromosomes portant les milliers de segments — ou gènes — qui commandent l'hérédité. La moitié de ces chromosomes sont hérités de la mère, et l'autre moitié du père, y compris les deux chromosomes sexuels que l'on nomme l'un X et l'autre Y.

Au moment de la loterie génétique qu'est la conception, si l'ovule fécondé reçoit pour cette paire sexuelle un chromosome X (de la mère) et un chromosome X (du père), l'enfant à naître sera une fille; s'il reçoit un chromosome X de la mère et un chromosome Y du père, c'est un garçon qui apparaîtra.

Le système qui régit le déterminisme chromosomique est, en effet, extrêmement simple. Chez l'homme, comme chez tous les mammifères, la femelle n'élaboré que des gamètes (cellules sexuelles) neutres, qui sont tous identiques et portent tous un chromosome X. Le mâle, en revanche, élabore deux types de gamètes (ou spermatozoïdes). Les uns portent un chromosome X et les autres un chromosome Y, qui n'existe que chez les mâles, et que l'on a nommé « Y » en raison de sa configuration particulière.

Il est possible de repérer ces deux types de spermatozoïdes depuis que des chercheurs anglais ont découvert qu'un colorant fluorescent dérivé de la quinine marque électivement le bras long du chromosome Y.

Choisir le sexe des enfants à naître. Rêve ancestral de l'humanité qui a, depuis les temps les plus reculés, tout inspiré, tout tenté pour déjouer l'une des lois les plus fondamentales et les plus rigoureuses de la nature, celle qui régit l'équilibre des sexes.

Les mythes et l'empirisme, la prière et le rêve, la superstition et les remèdes secrets se sont succédés en vain au cours des siècles, et la découverte, étonnamment récente, du rôle majeur que jouent dans le déterminisme sexuel les spermatozoïdes n'a pas réussi, jusqu'à ces dix dernières années, à ébranler la rigueur d'un mystère d'autant mieux gardé qu'il constitue l'une des clés essentielles de la préservation des espèces.

Il naît, partout dans le monde, et avec une constance remarquable dans le temps et l'espace, cent six garçons pour cent filles.

Equilibre admirable, mais que ne tiennent point pour tel ces familles où l'on ne trouve inlassablement que des enfants

du même sexe, ces dynasties en quête d'un héritier mâle, qu'elles soient royales ou paysannes, ou encore, de façon plus aiguë et plus pathétique, ces couples atteints d'une malédiction héréditaire, comme la myopathie ou l'hémophilie, exprimée par l'un des sexes et par lui seul.

De multiples hypothèses ont été émises depuis quelque temps pour expliquer le fait qu'il naît aujourd'hui comme hier sensiblement autant de filles que de garçons, et que cette fraction égale n'a été que faiblement soumise au cours des âges aux aléas des guerres, des famines, des épidémies ou des bouleversements socio-culturels.

Aucune de ces hypothèses n'a pu être, à ce jour, confirmée, et moins encore appliquée à la clinique quotidienne.

L'une d'elles, résultant des travaux sur l'équilibre nutritionnel de nombreuses espèces animales, travaux conduits par un Français, le professeur Joseph Stol-

kowski, soulève néanmoins depuis peu un intérêt considérable.

Ses applications à la prédétermination du sexe chez l'homme, entreprises tout d'abord à l'université de Montréal, puis plus récemment à la maternité de Port-Royal à Paris, paraissent, en effet, et pour la première fois, particulièrement prometteuses.

Les vérifications cliniques sont en plein développement, et les résultats favorables d'ores et déjà obtenus ne permettent pas de porter un jugement définitif et catégorique sur la valeur d'une méthode qui, si elle se confirmait, prouverait que l'on tient, avec l'équilibre ionique du milieu intérieur (et de la nutrition) l'une des clés essentielles de la détermination du sexe.

Les implications cliniques et sociales de cette découverte sont certes nombreuses qu'elles méritent, par-delà la légitime curiosité scientifique, d'être soumises à la réflexion de chacun.

Grâce à cette méthode, on a pu observer qu'un sperme normal semble contenir légèrement plus de spermatozoïdes Y que de spermatozoïdes X et que les spermatozoïdes Y se déplacent plus rapidement.

Cet état de choses pourrait

expliquer le fait qu'il naît en moyenne plus de garçons que de filles, et cela selon des proportions qui sont quasiment identiques dans tous les pays du monde, ce qui laisse à penser qu'il s'agit d'un caractère propre à l'espèce humaine.

Une constance étonnante

Ces proportions, que commente et rappelle une récente étude de Michel-Louis Lévy (1), sont, à la naissance, de 106 à 107 garçons pour 100 filles, et sa constance au travers du temps et de l'espace est étonnante. Des études anglaises datant du début du dix-septième siècle le situent à 107 garçons pour 100 filles, chiffres identiques aux relevés européens de 1976.

Le mécanisme biologique qui conduit à cet équilibre est pour l'instant inconnu, et si les données en question concernent les sexes à la naissance, elles ne donnent aucune indication sur leur répartition au moment de la conception.

Un certain nombre d'études semblent indiquer que la proportion des garçons est plus grande encore à ce stade, et que leur fragilité biologique expliquerait une mortalité plus forte, tant dans les premiers temps de la grossesse (avortements spontanés) qu'au voisinage de la naissance. L'excédent des garçons mort-nés est, par rapport aux filles, de 10 à 20 % et de 35 à 40 % pour ceux qui sont nés vivants, mais décédés avant la déclaration de l'état civil.

De même, et à mesure que les individus avancent en âge, la

plus grande fragilité du sexe masculin continue à se manifester par un taux de mortalité plus fort et donc une espérance de vie moins longue.

Cette situation explique que l'équilibre entre les sexes n'est réalisé en France qu'entre quarante-sept et quarante-neuf ans. L'excédent masculin dû à la naissance persiste jusqu'à ce stade, pour laisser place ensuite à un excédent féminin de plus en plus marqué, tant et si bien que le nombre des femmes est, à quatre-vingt-cinq ans, le double de celui des hommes.

Il semble que la surmortalité masculine considérable observée, et qui est, en France, l'une des plus élevées du monde, soit due, pour l'essentiel, à des facteurs socio-culturels : la ségrégation l'allopathie et, dans une moindre mesure, les accidents du travail et de la circulation.

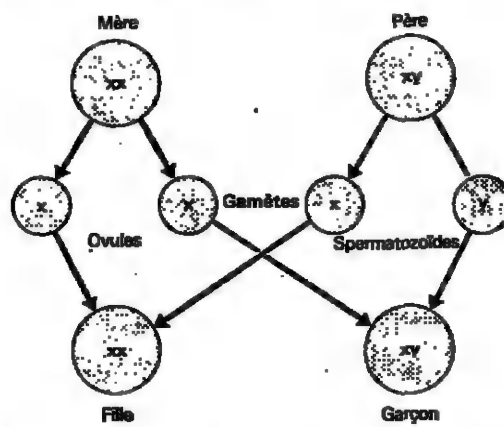
Constantes biologiques spécifiques de l'espèce, d'une part; corrections d'ordre socio-culturel, de l'autre, se combinent ainsi pour donner aux populations occidentales le tracé particulier d'équilibre — ou de déséquilibre — des sexes qui leur est propre.

Il ne paraît pas douteux que cet équilibre serait sérieusement perturbé si les couples pouvaient

choisir le sexe de l'enfant à naître. D'innombrables méthodes ont été recommandées à cette fin, depuis la nuit des temps, et sur toute la surface de la terre. Pour Aristote, c'est par vent du nord que devaient être conçus les garçons, le vent du sud apportant les filles. La doctrine selon laquelle la pleine lune favoriserait la procréation de garçons faisait fureur au Moyen Âge, et rencontrait durablement l'adhésion des populations. Plus que celle d'Esculape, qui conseillait pour l'obtention de filles, des rapports sexuels immédiatement après la menstruation.

L'idée d'un lien entre le sexe de l'enfant à naître et le moment — par rapport à l'ovulation — du rapport fécondant a pourtant été reprise par des chercheurs et dans divers pays.

Pour les Américains Shettles



Au moment de la loterie génétique qu'est la conception, si l'ovule fécondé reçoit pour sa paire de chromosomes sexuels un chromosome X (de la mère) et un chromosome X (du père) l'enfant à naître sera une fille. S'il reçoit deux chromosomes X, un du père, un de la mère, c'est une fille qui apparaîtra.

SÉPARER LES SPERMATOZOÏDES

DEPUIS plus de quarante ans, des chercheurs s'efforcent de séparer les spermatozoïdes Y, déterminant la naissance des garçons, de ceux qui portent le chromosome sexuel X féminin.

Ces tentatives se heurtent, curieusement, à de grandes difficultés. Elles furent d'abord d'ordre électrique, mais tous les essais d'électrophorèse du sperme ont été contradictoires.

Il en fut de même pour les essais de sédimentation en milieu de densité appropriée. Le chromosome X est plus grand et plus lourd que l'Y.

Plus récemment, des expé-

riences de séparation fondées sur la plus grande mobilité des spermatozoïdes Y ont permis d'obtenir une sélection de ces derniers (à raison de 75 % à 85 %) dont la concentration est plus forte dans le fond d'une solution de forte densité à gradient continu, où l'on place l'éjaculat. Mais la marge d'incertitude de cette méthode (pour laquelle M. Escott, de San-Diego, California, a déposé un brevet) est trop grande pour qu'elle soit réellement valable. Elle n'aurait en toute hypothèse d'intérêt que dans les cas d'insémination artificielle ainsi que l'utilise actuellement l'hôpital M-Reese de Chicago.

(1) Population et Société, février 1979.

RÉGIME POUR GARÇONS

	AUTORISÉS	DÉFENDUS
BOISSONS	Thé-Café. Jus de fruits - Coca-Cola. Eaux minérales sodiques (Vichy).	Lait et toutes boissons au lait. Eaux minérales calciques (Evian, Contrex, Hépar).
VIANDES	Toutes permises à volonté (sauf... séchées), charcuterie, jambon fumé.	
POISSONS	Permis à volonté (thon conserve).	Bigorneaux, coques, crevettes, palourdes, clovisses, crabes.
ŒUFS	Aucun.	Interdits donc : sauces, glaces, pâtisseries, crème à base d'œufs.
FROMAGES LAITAGES	Tous défendus.	
PAÏNS	Tous les pains, biscuits, bûches.	Pain au lait, gaufres, crêpes.
CÉRÉALES	Céréales séchées à croquer nature, riz, pâtes.	Toutes pâtisseries avec lait.
LEGUMES frais et secs	Pommes de terre, champignons, artichauts, persil, haricots blancs secs, lentilles, pois secs, pois cassés, soja grain, maïs en boîte. Tous ces légumes sont recommandés.	Salades vertes, haricots verts, épinards. Toutes préparations et sauces à base de lait ou fromage (gratinées).
FRUITS frais	Tous les fruits et jus de fruits surtout bananes, dattes, abricots, oranges, pêches, cerises.	
FRUITS secs et oléagineux	Châtaignes, pruneaux, abricots secs, dattes, figues séchées, chocolat noir.	Noisettes, noix, amandes, cacahuètes, même salées. Cacao, chocolat au lait.
DIVERS	Viandox. Bouillons et potages du commerce, sucre, miel, gelée, confiture. Desserts et pâtisseries sans lait. Margarine, huile végétale, cornichons, olives en saumure, marinades. Conserve autorisée, levure.	Desserts au lait. Crème glacée, glace. Sauces blanches, soupe au lait.

SALER AU MAXIMUM

RÉGIME POUR FILLES

	AUTORISÉS	DÉFENDUS
BOISSONS	Lait et toutes boissons au lait. Café très faible 1 t/j. Jus de pomme ou de raisin 1 t/j. Eaux min. calciques (Evian, Contrex).	Café, thé, chocolat. Eaux minérales gazeuses ou sodiques. Liquoreuses. Bière. Cidre.
VIANDES	120 g/l. = bœuf, veau, poulet, dinde, agneau, foie, porc.	Jambon. Charcuterie. Bacon. Viandes en conserve, fumées, séchées, salées.
POISSONS	Poissons marins et mollusques cuits au court-bouillon, et jeté l'eau de cuisson.	Poissons congelés, fumés, salés, en conserve et frits. Mollusques et crustacés crus.
ŒUFS	Permis ainsi que toutes préparations à base d'œufs, mais de préférence le jaune.	
FROMAGES LAITAGES	Seulement fromage sans sel. Yaourt, suisse, fromage blanc, flan.	Tous les fromages salés.
PAÏNS CÉRÉALES	Pains et biscuits sans sel. Pâtisseries faites à la maison, sans sel, riz, pâtes.	Pain et biscuits salés. Biscuits et pâtisseries du commerce.
LEGUMES frais et secs	Légume frais ou en conserve sans sel : haricots verts, asperges, carottes, navets, oignons, piments, pois, radis, poireaux, concombres, laitue. (P. de terre en petite quantité).	Artichauts, champignons, épinards, céleris, betteraves, choux, tomates, oignons, haricots blancs secs, fèves, maïs, pois secs, pois cassés. Lentilles.
FRUITS frais	1 portion/j. = ananas, pommes, mandarines, melons, pastèques, poires, fraises et framboises congelées ou conserves, pêches et poires en conserve. Ananas et prunes en conserve.	Banane, pêches, abricots, cerises, avocats, oranges. (Pour les autres fruits, privilégier les conserves, mais jeter le jus).
FRUITS secs et oléagineux	Amandes, noix, noisettes, cacahuètes non salées. Cacao (pas plus de 2 petites cuillerées café/jour).	Châtaignes, dattes, pruneaux, figues séchées. Chocolat noir et au lait. Abricots secs.
DIVERS	Sucre, miel, gelée, confiture, beurre ou margarine sans sel, huile végétale. Pâtisseries sans sel. Poivre grain, épices, fines herbes, gélatine neutre. Moutarde : seulement Bormio sans sel.	Gâteaux, biscuits, desserts du commerce, sel, sel de céleri, d'ail, d'oignon, sel de remplacement (K). Cornichons, olives, saumure, marinades. Éviter conserves (Na), chips, viandox. Bouillons et potages du commerce (Na). Sucrifié (Na). Levure, beurre et margarine salés. Mayonnaise et vinaigrette commerciales.

NE PAS SALER DU TOUT LA CUISINE

<OLD BOYFRIENDS>, de Joan Tewkesbury
Les feuilles mortes

Deux spectacles au Marie-Stuart

Paroles flottantes



FRANÇOIS PÉRIER
dans
COUP DE CHAPEAU
THÉÂTRE DE LA MICHODIÈRE
4 bis, rue de la Michodière (M^e Opéra)
742.95.22
LOCATION THÉÂTRE et AGENCES

THEATRE DE
ŒUVRE **CLAUDE PIEPLU**
LOCATION 874.42.52 **JEAN BOUISE**
Prix
LUGNE-PÖE
1980 **CLAUDE RICH**

UN HABIT POUR L'HIVER
de CLAUDE RICH
Mise en scène de GEORGES WILSON
UN TRIOMPHE !
MATINÉE SUPPLÉMENTAIRE SAMEDIS 18 H

CHAILLOT

LA PASSION SELON
Pier Paolo
Pasolini
de René Kalisky
Mise en scène : A. Pasolini
Théâtre de l'Expo France
GÉNÉTR (27.81.15)

NOUVEAU OBSERVATOIRE Théâtre d'art et boulevardier
sur quel Genet aurait pu l'écrire... Jean-Pierre Jovine et
son troupe ont adapté et mis en scène... Belle musique
de l'album d'André Luchini (Globe Dance)
LE NOUVEAU LITTÉRAIRE Une œuvre de circonstance. A regarder avec attention.
LE NOUVEAU Une pièce intéressante et délicate
de langue, de culture (à guetter l'humour)
LE MATIN Jean-Pierre Jovine et son troupe nous font
connaître un auteur méconnu. Une œuvre avec force, sans
moyens, mais avec une grande originalité.
montrée, passionnante, mise en scène par Serge Aronowicz, est
à ne pas manquer.

DERNIÈRE LE 12 AVRIL

BOBINO
Jean-Claude Dauzonne présente
**DERNIÈRE
DIMANCHE 6**

RENAUD

Winter Soirées 20h45 - Matinée Dim, 17h - Relâche Dim, et Lun. soir
Location Théâtre, Agences, FNAC Tél. 322.74.84

Poché - Montparnasse (584-82-97),
 20 h : Une place au soleil.
Fochet (584-82-97), 20 h 45 :
 Contes et exercises.
Théâtre (203-02-55), 20 h 30 : *L'Assoluto* de des Champs - Elvénès
 (722-35-10), 20 h 45 : Les ormes.
 Le parache mlieux quand c'est
 mouillé.
Théâtre d'Edgar (323-11-02), 20 h 45 :
 L'arche du pont n'est plus soli-
 taire.
Théâtre eu - Rond (387-75-38),
 20 h 30 : Sacré famille.
Théâtre du Marais (278-93-83),
 20 h 30 : Les Amours de Don
 Quixote ; 22 h 15 : *Dracula*.
Waltz.
Théâtre Marie - Stuart (508-17-80),
 20 h 30 : Pourquoi m'avez-vous
 appelé ? ; 22 h 15 : *Mythes et*
termites.

**ATELIER THEATRAL
DE LOUVAIN LA NEUVE**
1^{re} le 3 AVRIL - 25 REPR.
**EN ATTENDANT
GODOT**
BECKETT • KREJCA
WILSON • BOUQUET
RUFUS • BURTON
aux BOUFFES DU NORD
239 34 50

théâtres

Soirées :

Jazz, Pop, Rock, Folk

Bains-Douches (287-34-40), 20 h. 30
The Simple Minds (326-05-05)
Caveau de la Huchette (326-05-05)
21 h. 30 : Olivier Franc Quintes.
Chapelle des Lombards (326-05-11)
22 h. 30 : Eddie Boyd ; 22 h. 30 :
Azuziquita y su Melao.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Jo Le
Wilson Quartet.
Gibus (770-78-98), 22 h. : Breakers
Gobbers.
Hippodrome de Paris, 18 h. : Festival
américain de country-rock.
Péti-Operttan (236-01-36), 23 h.
Nashua Parola.
21 h. 30 : 30 : Gordon Cret
A. Holsworth, J.-F. Jenny Clarke
Aldo Bonomo.
Slew-Club (233-84-30), 21 h. 30
Cande Lauer.

Soirées : 20 heures

 **Shakespeare**
conte d'hiver
La Manufacture — Cie Jean Claude Fall


Irrévocablement :
100^e et DERNIÈRE le 6 AVRIL

T.B.B.
 THÉÂTRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - 603.80.44
 DIRECTEUR : JEAN-PIERRE GRENIER

**LES HAUTS
DE HURLEVENT**
D'EMILY BRONTË - ADAPTATION DE GUY DUMUR
MIS EN SCÈNE ET INTERPRÉTÉS PAR
ROBERT HOSSEIN

SOIRÉES 20 h 30 - DIMANCHE MATINÉE 15 h 30 (Rel. Lundi)
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (Métro Marcel Sembat - Parking à 100 m)
LOCATION THEATRE (603.60.44) FNAC ET AGENCES

LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS



NOUVELLE SUPER-REVUE
"Allez Lido"

LIDO


20 h 30 DÎNER DANSANT
1/2 Champ. dîner sugg. revue

255 F

22 h 30/0 h 30 LA REVUE

170 F

NORMANDIE - 10 DIN. CHAMPS-ÉLYSÉES



WATUSI

MOULIN ROUGE *frenesi 80*

20 h DÎNER CHAMP REVUE

255 F

22 h CHAMP REVUE
0 h 2^e SPECTACLE

170 F

PLACE BANCHE

machiniste.

Théâtre de Dix-Heures (229-33-69).
15 h. 30 : *Le grand jeu*, 5 h. : *Le*
dim. : 15 h. : *le Pinguin Nestor*
et David Michel.

Théâtre de la Saint-Montparnasse
(381-35-36) : 14 h. 45 : 5 h. et 8 h.
15 h. 30 : *Françoise Moreau* et
François Imbert.

Théâtre de la Plaine (367-38-14). les
jeudi 4, 15 h. : *Chernobyl*
l'eau.

Théâtre de Falanges (381-35-36).
14 h. 45 : 15 h. : 45 min.
samedi et dim. : 11 h. *Le feu* la
Lune : les 5 et 8, à 14 h. 45 :
L'Aventure lunaire de Cro-
mwell.

Théâtre Point-Virgule (278-67-63).
tous les jours, à 14 h. 15, (sauf
samedi) : 15 h. : *Le grand jeu*
cherche un ami ; tous les jours, à
15 h. 30 (sauf samedi) : samedi,
à 16 h. : *Robespierre le petit*
lapin magique.

La Tanière (749-09-13), les 2, 3, 4, 8 et 9, à 15 h. : Claude Pongrède et Dominique Becker.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), tous les jours, à 14 h. 30 et 16 h. : sam. et dim., à 16 h. : Goldcoat et Minimoon sur la lune.

REGION PARISIENNE

Meusy, Théâtre Paris-Sud (920-57-04), les 2, 3 et 4, à 14 h. 30 : le Singe Sédraphin.

CONCERTS
 Radio France

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

THEATRE
des CHAMPS-
ÉLYSÉES
Mardi
2 avril
à 20 h 30
(Concert T.V.
par TF 1.)

Direction :
EMMANUEL KRIVINE
Sol. : J.-P. COLLARD
R. STRAUSS - SAINT-SAËNS
BRANCO

Location : Radio France, Salle et Agences

**CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS**

BASILIQUE
STE-CLOTILDE
23 bis, rue
La-Casse
Mardi
1^{er} avril
à 20 heures
(p.e.
Volontaire.)

Jane RHODES DUPARC

(p.2.
Valmédieu.)

OFFENBACH
Ch. IVARDI

LE DANIELASH
5, rue des
Vignes (16^e)
12, 27,
30 avril
8, 13, 30,
29 mai
à 20 h 30
(Werner.)

Am piano
EDITH

FISCHER
Intégrale Sonates piano
BEETHOVEN

ENDRE MBAT



MEMORANDUM

QUADROPI

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	106,00	123,48

	La ligne T.C.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	36,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



NOUS CONSTRUISONS DES SYSTEMES DE COMMUNICATION, CONCUS AUTOUR DE RESEAUX DE MICROPROCESSEURS, QUI EVOLUENT VERS DES APPLICATIONS TELEMATIQUES ET BUREAUTIQUES. NOUS AMENENT A RECHERCHER

deux responsables de laboratoire d'étude électronique

Directement rattachés au Chef de Service, ils assureront la coordination et la supervision d'importantes études électroniques. Encadrant un groupe de 5 à 8 ingénieurs et techniciens supérieurs, ils seront en relation constante avec le Service de Développement, le Service Composants, le Service Achats ainsi que le Responsable de Produit et d'industrialisation.

De formation supérieure, Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, les candidats retenus pourront se prévaloir d'une expérience minimum de trois ans au sein d'un laboratoire d'Etude.

des ingénieurs de laboratoire

Ils participeront à l'étude de schémas conçus à base de circuits linéaires et logiques concernant les activités suivantes :
- Interface de lignes téléphoniques analogiques et numériques
- transmission de la parole (spatiale et temporelle)
- terminaux de ligne intelligents (poste téléphonique vidéotex)
- unités de commande à base de microprocesseurs et de mémoires
- réalisation des programmes de calcul nécessaires à ces études (Fortran).

Ces postes sont proposés à des candidats de formation supérieure, Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, débutants ou possédant une première expérience professionnelle.

deux ingénieurs qualité

Attachés à la Direction Qualité et chargés de promouvoir des méthodes nouvelles et originales de gestion de la qualité dans l'entreprise, les candidats retenus auront acquis une solide expérience industrielle, de préférence dans le secteur électronique ou informatique.

Ils devront d'autre part faire preuve de qualités certaines d'animateur et d'un souci constant de la rentabilité de leurs interventions.

deux ingénieurs responsables des moyens de tests

Chargés de définir la politique des moyens de tests en Fabrication, ils devront :

- apprécier les besoins de la production
- définir les moyens en fonction des normes de qualité des produits
- définir la politique de mise en place et de gestion de ces moyens.

Les candidats retenus seront des ingénieurs électroniciens possédant une expérience informatique ou inversement et pouvant se prévaloir d'un vécu en milieu industriel de 4 à 5 ans minimum.

des ingénieurs logiciel confirmés

Ils participeront au développement de systèmes de communication. Ce type de poste convient à des ingénieurs ayant réalisé avec succès des systèmes d'exploitation ou des systèmes temps réels. Ils pourront se voir confier la responsabilité d'une équipe ou d'un projet.

des ingénieurs logiciel débutants

Ils participeront au développement de systèmes de communication. Ces postes conviendront à des ingénieurs de formation Grande Ecole ou Université.

des analystes programmeurs

De formation IUT ou BTS, option Informatique, connaissant un assembleur et au moins un langage évolué (PL1 si possible), ils participeront à la programmation de systèmes complexes.

CES POSTES SONT A POURVOIR A STRASBOURG ET A PARIS POUR LES INGENIEURS LOGICIEL, A STRASBOURG POUR LES AUTRES.

Envoyer CV et prétentions, en s'abstenant pas de préciser le ou les postes visés à LA TELEPHONE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE Direction du Personnel - 306, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

Jeune Ingénieur pour diriger des projets en régulation électronique HF

80/110.000 F. an

Filière française d'un groupe multinationnel, leader en produits de régulation électronique, nous recherchons pour notre Bureau Etudes un(e) jeune ingénieur, connaissant la MICROELECTRONIQUE APPLIQUEE. Ce poste peut convenir à un(e) débutant(e) disposant d'une excellente formation en à un ingénieur ayant déjà une première expérience professionnelle. Il nécessite la connaissance de l'ANGLAIS et la disponibilité pour de courts voyages en Europe et un SEJOUR d'ETUDES au Centre de Recherche de la Société aux USA. Il offre des perspectives très intéressantes d'évolution de carrière. Sige : Ville Universitaire proche PARIS.

Envoyez votre CV sous référence M 795 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

SA ETUDES RECHERCHES ET CONSTRUCTIONS ELECTRONIQUES NANTES

recherche :

- 1) ACHETEUR pour composants électroniques (semi-conducteurs et composants passifs). Bonne connaissance des composants. Expér. souhaitée.

- 2) PROGRAMMEUR 2 à 3 ans d'expérience assembleur microprocesseur (expérience Motorola 680 appréciée).

Ecrire avec C.V., photo et prêt. à SERCEL 25 X 4400 NANTES Cedex.

DICTIONNAIRE LE ROBERT

2 jeunes

cadres commerciaux

1° NORD-EST RÉ. 1911 2° SUD-OUEST RÉ. 1912

Il leur sera confié auprès du Réseau de Distribution « Librairie », une tâche missions :

- Commerciale et de vente.
- Marketing et d'information sur les produits.
- Merchandising pour renforcer la présence des ouvrages chez les détaillants.

Ce poste conviendrait à de jeunes commerciaux d'au moins 28 ans ayant une première expérience réussie de la vente et intéressés par la commercialisation des produits culturels. Rémunération intéressante.

Les dossiers de candidatures - sous réf. correspondante à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT 10, rue de la Paix - 75002 Paris.

emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

(et départements d'Outre-Mer)

An international organisation working in developing countries offers the post of

PRINTING AND PACKAGING CONSULTANT

In its European office.

The consultant will join a multidisciplinary, multinational team working on a wide range of assignments, ranging from feasibility studies for new projects or acquisitions, through to remedial problem solving in project companies. The consultant will work primarily with projects associated with the printing, packaging and paper converting industry but will also be expected to work in other industrial sectors.

The post calls for experience of the packaging industry, possibly in new product development with both a paper converter and with a machinery manufacturer. Management consultancy experience, particularly in marketing, would be an asset.

He will be expected to show a high degree of personal initiative in identifying and evaluating new investment proposals; a "self starter" personality is desirable. Fluency in English is mandatory and a knowledge of French will be useful.

An attractive salary will be offered to the right candidate.

The post will be based near Paris but considerable overseas travel will be required.

A detailed curriculum vitae should be sent to Formes et Idées 1 bis, rue de Paradis, 75010 Paris

SOCIÉTÉ DE SERVICES INTERNATIONALE

recherche

pour FRANCFORT un

ANALYSTE PROGRAMMEUR

CONFIRME

Connaissant COBOL. Allemand souhaité. Salaire mensuel 3500 à 5000 DM.

Envoyer C.V. et prétentions à SG 2 B.P. 215-16 - 75016 PARIS sous référence AZ.

COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL AFRIQUE FRANCOPHONE

recherche

TECHNICIEN AGRICOLE

- Pour suivi aménagement hydraulique.
- Travail en équipe sur le terrain.
- 2 à 5 ans d'expérience.
- Connaissance du travail en Afrique appréciée.

Contrat expatrié garantissant avantages sociaux, voyages, congés, retraite, etc.

Ecrire avec C.V., photo identité, référ. présent. n°réf. 3498 à P. LICHAD S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Université de Fribourg
Poste de professeur-assistant en géographie humaine végét. (Octobre 1980).
Prière aux candidats intéressés de prendre contact par écrit avec J.-L. Piveteau, Institut de géographie, Faculté des sciences, 1700 Fribourg (Suisse). Joindre curriculum vitae et liste des publications.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONES

296-15-01

Chef de Personnel

Industrie métallurgique TOURS

Cette société, filiale d'un important groupe français, fabrique et distribue des produits métallurgiques. Elle recherche le futur Responsable de la fonction personnel de son usine des environs de TOURS (400 personnes). Il est directement rattaché à la Direction générale. Il assure les responsabilités traditionnelles : recrutement, formation gestion de personnel et relations avec les institutions sociales. De plus, il supervise les services généraux et sociaux.

Le candidat pour ce poste possède une expérience probante de la fonction. Il a une solide pratique d'une unité de production métallurgique et a participé étroitement à sa vie sociale. La rémunération est de l'ordre de 120.00 F/an. Lieu de travail : TOURS.

SEFOP remercie les personnes intéressées de bien vouloir lui envoyer leur candidature sous référence CH 398 M.

SEFOP 11, rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DES INTEC

BRETAGNE SECTEUR METALLURGIE ENTREPRISE 250 PERSONNES recherche son

responsable du personnel

- Homme d'écoute et de dialogue, il assurera la communication avec la hiérarchie et le personnel ;
- Homme d'anticipation, il aura le souci permanent d'amélioration des conditions de travail et de la sécurité ;
- Homme du quotidien, il aura la charge de la gestion administrative du personnel en collaboration avec une secrétaire ;
- Homme d'expérience, il aura déjà été confronté à ce type de problèmes dans l'industrie.

Ecrire au GANIDE 7, rue du Fg Montmartre 75009 PARIS avec C.V., photo et prétentions

CANIDE

	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.S.
ANNONCES ENGAGEES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Gérer et animer les services techniques

Un très grand groupe de dimension mondiale souhaite engager pour une filiale en développement sur les marchés de la bureautique le responsable de l'assistance technique France et filiales internationales. Ses fonctions sont larges. Il aura à former, animer et encadrer les techniciens de service après-vente. L'évolution technique des matériels, les effets de qualification des produits nouveaux, la réalisation de la documentation technique, le contrôle et la gestion des pièces détachées et rechange pour les stocks nationaux et internationaux.

seront ses principales missions. Ce poste s'adresse à un bon technicien organisateur, homme de contact et excellent gestionnaire qui suivra les matériels dans l'après-vente. Pour cette création de poste nous vous offrons un salaire et des perspectives d'évolution très motivantes dans un secteur d'activité en pleine expansion. Le lieu de travail se situe dans une région agréable de Normandie (en bordure de mer). Adressez CV détaillé et photo sous référence 295 M aux Consultants d'Alpha CDI.



ALPHA CDI
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

GRUPE INDUSTRIEL
2^e dans sa branche
industrie lourde travaillant
en continu
recherche

pour usines en province
(350 et 500 personnes)

CHEFS DE SERVICE entretien

Ce poste conviendrait à un ingénieur ECP ou A et M ayant expérience fonction similaire et habitude commandement et organisation.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 3411, EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS

directeur d'usine Ardennes

Nous recherchons pour notre unité fabriquant des produits de grande série, un directeur.

Il a la responsabilité complète de l'établissement et de ses services. Assisté d'une équipe jeune et de bon niveau, il aura pour souci la productivité de l'unité, le respect des délais de livraison et surtout l'instauration d'une ambiance de travail chaleureuse.

C'est un ingénieur Grande Ecole de 30 ans minimum, ayant déjà dirigé une usine moyenne ou un gros atelier, par exemple, dans l'emboutissage, le moulage par compression ou injection, le thermoformage, etc.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 147 LM.

jacques fixier s.a.

7 rue de logelbach 75017 paris

Directeur Administratif et Financier

25 km Sud de Strasbourg

Notre société crée il y a 100 ans fabrique des biens destinés à l'équipement du foyer et aux loisirs.

Nous sommes près de 300 pour le moment, nous doublons notre C.A. (qui est important) en moins de trois ans. Notre expansion se poursuit au même rythme élevé.

Nos résultats sont excellents.

Cette croissance très rapide nécessite la réorganisation de certains services, circuits et procédures : vous vous y attacherez en priorité, concevrez et mettez en œuvre de nouveaux systèmes. Puis, aidé par notre informatique, vous metrez en place la comptabilité analytique et la gestion budgétaire. Bien entendu vous assurerez les études de rentabilité, ainsi que la gestion financière.

Vous êtes un meneur d'hommes et avez de grandes qualités de contact et de persuasion. Votre expérience témoigne de vos talents d'organisateur et de votre capacité professionnelle. Agé entre 33 et 40 ans, vous avez une formation supérieure (HEC, Sup. de Co. ou équivalent) et l'allemand et/ou l'anglais seraient un atout.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre C.V. + photo sous réf. N° 3 082 M à notre Conseil qui vous garantira réponse et discrétion.

40, rue du Thell
67000 STRASBOURG

managing

PROMECAM SISSON LEHMANN

recherche pour son usine de CHATEAU-DU-LOIR (72)

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Minimum 3 ans expérience.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions, à P.S.L., 60, rue de Strasbourg, 93000 Saint-Denis.

Très important cabinet sud de la France recherche

COLLABORATEUR ARCHITECTE

avec 5 à 10 ans expérience, spécialité en génie civil.

Env. C.V. et prétentions précises n° 1 0906 M, REGIE-PRESSE 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

T.I.T.N. PROVENCE

Société d'ingénierie en informatique recherche

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

débutant, grande école pour études systèmes numériques, connaissance micro très appréciée.

Env. C.V. photo, prêt. à T.I.T.N. Provence, 7, rue Louis-Armand, 2. 1, 13000 Aix-les-Bains.

Vous débutez dans la vie industrielle. Vous avez une formation Grande Ecole, SUPELEC TELECOM. Vous êtes passionné d'électronique. Vous voulez évoluer dans un Groupe puissant. Nous devons donc nous rencontrer.

ENERTEC

Schlumberger

recherche pour son Etablissement de Chasseneuil dans un cadre moderne et agréable en proche banlieue de Poitiers

3 INGENIEURS ELECTRONICIENS

chargés d'ETUDES, faisant appel à des techniques avancées (microprocesseurs). La connaissance de l'Anglais est indispensable.

Envoyer CV et prétentions à : P. Coton - ENERTEC Z.I. 86360 CHASSENEUIL - DU - POITOU

Directeur

UN GROUPE FRANÇAIS recherche le Directeur capable de donner un essor important à sa filiale de location de voitures et de petits utilitaires.

Pour prétendre à ce poste, il est nécessaire d'avoir une solide expérience de ce type d'activité, de l'animation commerciale et de la direction et coordination de plusieurs centres de profit.

Ordre de grandeur de rémunération 160.000 F.

Poste : grande ville de province.

Ecrire sous réf. 9.503 M à PUBUPANEL 20, rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Société THOMSON-BRANDT

recherche un

INGÉNIEUR PROGRAMMEUR SYSTÈME

Formation grande école, Université ou I.U.T. pour conception en langage logiciel micro-ordinateur. Région Centre de la France.

Possibilité de carrière dans un groupe international. Connaissances conduites de systèmes, fichiers, compilation souhaitées.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. J.H. 319 à B.P. 219 - 03001 MOULINS CEDEX.

cnet LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son laboratoire de MICRO-ELECTRONIQUE

GRENOBLE

INGENIEUR PHYSICIEN

niveau Grande Ecole ou docteur ayant plusieurs années d'expérience en MICROSCOPIE ELECTRONIQUE : transmission, imagerie, micro-analyse etc. sur les matériaux SEMI-CONDUCTEURS pour prendre la responsabilité d'un groupe de recherche dans ce domaine.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé au CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS B.P. 42 - 38240 MEYLAN

ENTREPRISE AGRO ALIMENTAIRE
Leader sur son marché
recherche pour un de ses établissements de 500 personnes situé dans le JURA

chef du personnel

Il collabore étroitement avec le Directeur pour définir et suivre l'application de la politique sociale de l'Entreprise.

Ses actions seront plus particulièrement orientées sur les questions d'amélioration de conditions et de prévention d'accidents de travail, de restructuration des tâches, de formation permanente.

Il assure également les relations avec les partenaires sociaux, gère le tableau de bord et supervise l'administration du personnel.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, ayant une première expérience dans la fonction personnel.

C'est un homme de terrain et de dialogue, connaissant bien la législation sociale, motivé par une approche évolutive de la gestion du personnel.

Adresser C.V. rémunération souhaitée et photo à no 52654 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Recherche FRANCE-SUD

INGENIEURS DIAGNOSTICS

C.V. prétentions, disponibilité. Ecrire Cabinet VERNAY, 165, rue de Sans, 69003 LYON.

Recherches

CADRE COMMERCIAL

EXPERIMENTE COMMERCE DE GROS Connaissances anglaise

pr second direct. commercial. Adr. C.V. à S.A. VELECLAIR, 16, rue de Marneval, 93000 DREUILLE.

RENAULT COMPIEGNE

Concessionnaire 1.400 M. N. recherche

CHEF DES VENTES

Sérieuses références exigées. Rémunération importante. Intéressement au résultat.

Envoyer curriculum vitae complet à M. DEGAUD, EN GUINARD, B.P. 139 - 60200 COMPIEGNE.

MATRA

développe son Centre du VAUDREUIL (région de Rouen) et crée un poste de

CONTROLEUR BUDGETAIRE

En liaison directe avec le responsable de la gestion après-vente de Velizy, et secondé par une petite équipe, il sera responsable du contrôle budgétaire des différentes activités du centre.

Sa mission comprendra l'étude et la mise en place du système de gestion informatisé des rechanges.

Ce poste opérationnel conviendrait à un diplômé grande école de commerce (option finance), débutant, ou ayant une première expérience dans un service de gestion informatisée et intéressé par les problèmes de production.

Adresser CV, rémunération actuelle et photo en indiquant la référence CR 557

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY



THOMSON-CSF

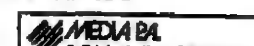
Division Télécommunications recherche pour son service de production de CHOLET

Ingénieur Méthode Débutant 70-90000 F/an

Après une formation, il se verra confier la responsabilité de l'animation d'un service méthode mécanique d'une douzaine de spécialistes.

Le poste conviendrait à A.M., I.D.N., ENSI ou équivalent.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. MA 85 à



9, Bd des Indes, 75002 Paris (Réponse et discrétion assurées).

Importante société industrielle marseillaise filiale d'un groupe international, leader européen dans sa spécialité, recherche un

Ingénieur

Chef de Section Outillage

Dépendant de la Direction Technique et travaillant en étroite collaboration avec la production, il encadrera un service constitué d'une trentaine de personnes comprenant :

Un bureau d'études chargé de la réalisation des moules et des outils de découpe.

Un atelier de réalisation composé de professionnels hautement qualifiés.

Ce poste s'adresse à un spécialiste de l'outillage capable d'intégrer les contraintes de la fabrication et très grandes séries et pouvant faire face d'une expérience réussie du commandement et de l'animation.

La rémunération est motivante dès le départ, tenant compte de la formation et de l'expérience acquises.

Nous vous suggérons de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. 559 M à notre conseil qui vous remettra de votre confiance.

5/7, rue Pierre Perret 57000 METZ

managing

Le GROUPE MAISON FAMILIALE - premier promoteur européen de maisons individuelles en habitat groupé et isolé (75 000 maisons construites - C.A. 2,5 Milliards) recherche dans le cadre de la mise en place de Télé-Gestion sur un Ordinateur IBM haut de gamme.

ANALYSTE FONCTIONNEL

- diplômé d'une Ecole d'Ingénieur ou MIAGE - deux ans minimum d'expérience dans la fonction

- Connaissances CICS - DLI appréciées.

Lieu de travail : CAMBRAI

Adresser candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 4762 à GROUPE MAISON FAMILIALE - Direction des Relations Humaines - B.P. 18 - 59403 Cambrai Cedex.



مركز الامن الاصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION)

recherche pour PARIS - LA DEFENSE

1 Ingénieur en informatique

Libéré des obligations militaires

pour la réalisation d'applications de gestion soit au sein d'une équipe, soit comme Chef de Projet ayant formation et expérience.

FORMATION REQUISE : GRANDES ECOLES ou DOCTORAT (3ème Cycle ou d'Etat) option informatique.

Connaissances anglaise et parité indispensable. Aptitude à l'expérimentation.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 60247 à SNEAP - D.C. Recrutement - 21 bis, avenue des Lilas - Bâtiment Westrasat - 93400 PANTIN.

SC2i

dans le cadre de son développement
SOCIÉTÉ DE CONSEILS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche des

INGÉNIEURS RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Expérience téléx et transmissions de données appréciée

Envoyer C.V., prétentions et photo à : SC2i
25, rue de la Gare - BP 50
92302 LEVALLOIS-PERRET CEDEX
sous référence RO/TELECOMM

MATRA

POUR SES ACTIVITÉS TÉLÉSUPERVISION ET COMMUNICATION, MATRA RECRUTE

DES INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

pour assurer la diffusion du procédé de télé supervision auprès de l'industrie pétrolière, des engineerings, et de tout utilisateur ou prescripteur potentiel.
Diplômés d'une grande école, possédant la maîtrise de la langue anglaise et si possible de l'espagnol, ils auront une expérience de plusieurs années de la fonction acquise de préférence au contact de l'industrie pétrolière.

Réf. 003170 M

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

pour suivre les contrats coopérants aux plans techniques, financiers et respect des plannings dans le cadre d'un important projet international. Une formation grande école en électronique, des notions d'informatique, la pratique de la langue anglaise sont des conditions indispensables pour réussir à ce poste. L'expérience de l'industrie pétrolière et de relations d'affaires avec des sociétés américaines constituent des atouts importants pour s'intégrer rapidement au projet.

Réf. 003171 M

DES CHEFS DE PROJET

responsables d'équipes chargées de la réalisation de projets internationaux de Télé supervision, ils contrôleront la qualité des travaux et tous les aspects concernant la gestion (coût et respect du planning et des délais de livraison).
Ingénieur de formation, leur compétence système (matériel, logiciel, exploitation) doit se doubler d'une expérience de manager et de gestionnaire d'affaires acquise de préférence dans le milieu pétrolier, l'automatisation industrielle, les télécommunications ou les télétransmissions.

Réf. 003177 M

Ces postes impliquent des déplacements à l'étranger.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à notre Département Informatique sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Denton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DE SYNTEC

emplois régionaux

jeune cadre commercial

75.000 F

Une entreprise de fabrication d'articles en matières plastiques de grande consommation située dans la Jura, recherche le Responsable de la commercialisation particulière de l'un de ses produits leader sur le marché français. Sur la base d'une clientèle existante de grossistes et de détaillants d'achat, il aura à gérer et promouvoir les ventes, à développer son marché par le lancement de nouveaux produits ou la découverte de nouveaux clients. Il répondra directement de ses objectifs devant le Directeur Commercial de la Société.

Cette fonction serait volontiers confiée à un Cadre Commercial de formation BAC, ayant déjà une première expérience. L'évolution de carrière vers des postes à plus haute responsabilité est des plus envisageables. Le poste nécessite de nombreux déplacements.

Prière d'envoyer candidature détaillée sous référence C 305-44 à notre Comité qui garantira la discrétion d'usage.

CDP 305-44
37 av. Gambetta
74000 Annecy
M. (03) 25.10.10
généraliste, lyonnais

C.I.T. ALCATEL

Pour son établissement de LANNION, recherche

INGÉNIEURS DE PROJET

Pour participer aux réponses aux appels d'offres de grands projets en liaison avec les équipes de vente internationale. Maîtrise de l'anglais ou de l'espagnol, 2 à 5 ans d'expérience, candidatures de débutants examinées, déplacements de courte durée à l'étranger.

INGÉNIEURS SYSTÈME

Conception et développement de systèmes de communication.
Expérience confirmée.
Connaissances matériel et logiciel.

Envoyer C.V. au SERVICE DU PERSONNEL, route de Porce-Guères - B.P. 344, 22504 LANNION.

SOCIÉTÉ DE FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES ET DE CONDITIONNEMENTS D'AGROALIMENTAIRE

recherche un

INGÉNIEUR CHIMISTE

de préférence PHARMACIEN connaissant les produits industriels.

Logement assuré, bonne rémunération et très compétent.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous référence 2054 à P. LEBEAU S.A., B.P. 226, 75083 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

Organisme Financier

pour son siège Préfecture de la SEINE-SAINE-ET-LOIRE recherche un

Chef Comptable

Mission : sous l'autorité du responsable de la gestion, il prendra en charge la comptabilité générale et analytique, ainsi que la tenue de la comptabilité auxiliaire. Il devra organiser et suivre les problèmes comptables en fonction de la législation fiscale et la réglementation liée à la profession.

Contacts avec les services fiscaux et nationaux.

Possibilités d'avancement pour candidat de valeur.

Profil : 35 ans minimum, diplôme DECS ou équivalent, expérience réelle dans la fonction, sans des contacts humains indispensables.

Il est souhaité une licence de sciences économiques ou formation IGC.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 4 264 à MEDIA P.A., 9, Boulevard des Italiens 75002 PARIS qui transmettra. Réponses et discrétion assurées.

Très importante société SPECIALISTE EN TOUTES INDUSTRIES (ville universitaire de l'EST)

recherche

INGÉNIEUR CALCULATEUR

Le candidat devra avoir une expérience des méthodes modernes de calcul et de préférence avoir déjà exercé quelques années dans l'activité informatique. A bref délai, il aura à prendre l'entière responsabilité du bureau de calcul de la société. Agé de 30 ans minimum, la formation souhaitée est celle de grandes écoles.

Adresser C.V. détaillé sous le numéro 943.333, à : Régie-Press, 85 bis, rue Beaumais - 75002 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit d'un « Monde PubliCité » ou d'une agence.

La Société TELESYSTEMES recherche

1 CHEF DE DÉPARTEMENT / RESPONSABLE ETUDES

Il prendra la responsabilité de la gestion et du développement du département produits d'applications (gestion financière, technique, humaine).

● matériel utilisés : gros systèmes techniques télé-traitement

● équipes : 55 personnes environ de niveau Ingénieur, organisées par structure de projets

● applications : gestion et développement logiciels spécifiques

De formation supérieure (Ingénieur Grandes Ecoles), il aura acquis l'expérience de la conduite et de la réalisation de projets importants en relation avec des interlocuteurs de haut niveau de formation.

3 CHEFS DE PROJETS

Expérience de gros systèmes acquis si possible dans un cadre de sociétés de services ou de constructeurs d'ordinateurs.

Formation supérieure (Maîtrise - Ecole d'Ingénieurs ou équivalent).

Postes à pourvoir à PARIS.

Adresser nous pour examen confidentiel votre C.V. et photo et prêt sous référence AM 7 à J. LAFARGUE

Conseil en Recrutement

10, rue Anber Paris 9è

TRANSPORTS

Société INTERNATIONALE DE TRANSPORTS INDUSTRIELS recherche pour PARIS

(C.A. 280 MF/A - 3 millions de tonnes)

DIRECTEUR COMMERCIAL BRANCHE TRANSPORTS MARITIMES ET TERRESTRES

Acquisition de trafic - Prospection des clients potentiels

Conception de formules de transport originales - Suivi de la clientèle traditionnelle - Animation et coordination des Services, Agences et Filiales - Gestion commerciale.

POSTE ÉVOLUTIF

INDISPENSABLE

Formation supérieure - ANGLAIS COURANT (Allemand : souhaitable) - EXPÉRIENCE TRANSPORTS IMPÉRATIVE A DES POSTES DE RESPONSABILITÉS COMPARABLES

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo s. réf. 4316 à

sélection conseil

98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

INFORMATIQUE - ÉLECTRONIQUE

jeunes ingénieurs grandes écoles

Notre société est spécialisée dans le développement et la réalisation d'applications de pointe dans le domaine de traitement du signal et de l'information, à distance et en temps réel. Assurée de contacts de longue durée avec des clients d'importance nationale, elle recherche actuellement quelques ingénieurs de grandes écoles débutants ou dotés d'une première expérience de un à deux ans, pour les former aux techniques les plus pointues dans la spécialité. Travaillant sur des matériels de haut de gamme et de très hautes performances, ils pourront acquérir les connaissances pratiques leur permettant de prendre un excellent départ dans la métier et les assurer d'une condition de carrière rapide.

Pour informations complémentaires et prise de rendez-vous éventuel, appelez 763.11.15, Information Carrière aux heures de bureau.

Référence 882.

On peut aussi adresser son dossier à SVP Ressources Humaines,

7, rue Logelbach, 75017 Paris.

INFORMATION CARRIÈRE SVP

CHANGEMENT OFFICIEL MATRICES DES SOCIÉTÉS DE RECRUTEMENT

Société spécialisée dans les études et la réalisation de logiciel de gestion, logiciel de base, logiciel système d'exploitation et de communication, logiciel temps réel industriel, produits programmes professionnels.

Offre une carrière INFORMATIQUE aux

INGÉNIEURS DEBUTANTS

(avec ou sans formation de base informatique)

CAP SOGETI LOGICIEL vous propose

UN CONTRAT EMPLOI-FORMATION

Après une période de formation rémunérée, vous occuperez un emploi d'ingénieur informaticien.

Envoyez Curriculum Vitae sous réf. M 380 à

CAP SOGETI LOGICIEL

5 rue Louis Lejeune 92128 MONTROUGE CEDEX

Métro : PORTE D'ORLÈANS

CAP SOGETI LOGICIEL

recherche son futur

CHEF COMPTABLE

A terme d'un ou 2 ans consacré à un périple au sein des différents établissements, filiales, et services de l'entreprise il devra prendre en charge l'ensemble de la fonction comptable et assurer la direction d'un service d'une vingtaine de collaborateurs.

Le candidat que nous retiendrons sera un spécialiste des problèmes comptables et fiscaux et aura acquis une expérience de plusieurs années si possible dans le secteur bâtiment.

En dehors de ses compétences techniques (formation DECS + révision comptable + ...) sa valeur personnelle sera déterminante dans notre choix.

Les candidats intéressés nous adressent un CV détaillé + prétentions sous N° 7547 à

PARFRANCE Annonces

4, rue Robert Etienne 75008 Paris

qui transmettra

La Direction Organisation d'une GRANDE BANQUE

recherche un

Responsable de projet

Le candidat retenu sera un INGENIEUR ou un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, ayant environ 2 ans d'expérience en informatique.

Il sera chargé de la rédaction du cahier des charges, du suivi, de la réalisation et de l'organisation d'applications préparant la décentralisation de l'informatique.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à DIRECTION DES CARRIÈRES

B.P. 704-08 - 75361 PARIS cedex 08

Aussendienstmitarbeiter in Frankreich

Mittelgroßes deutsches Maschinenbauunternehmen, engagiert in der Produktion von Spezialmaschinen für die Kunststoffindustrie, sucht

Seitens, möglichst mit Ingenieursausbildung, die interessiert sind als unsere Mitarbeiter in Frankreich Akquisition und Kundenbetreuung für unser Haus zu übernehmen, wollen bitte Kontakt mit uns aufnehmen.

Grundkenntnisse der deutschen Sprache Bedingung.

Richten Sie Ihre Bewerbungen unter Chiffre n° 658 an REKUE-FESSE GmbH, Rahnhaupstraße 1a, D-8000 Frankfurt.

Directeur

UN GROUPE FRANCAIS recherche le Directeur technique et commercial d'un important établissement de production et de prestations de services.

Pour participer à la mise en œuvre de projets d'investissement de grande envergure, le candidat devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans la gestion technique et commerciale d'un établissement de production et de prestations de services.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

Offre de grande responsabilité et de grande autonomie.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



**COMPAGNIE GÉNÉRALE
D'AUTOMATISME**

Proche banlieue sud de Paris
BP 57 - Le Plessis-Pâté - 91220 Brétigny-sur-Orge
recherche

INGÉNIEURS

Diplômés Grandes Ecoles
Débutants ou ayant quelques années d'expérience.

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX
et TECHNICO-COMMERCIAUX**
Pour Prospection des marchés et contrôle d'accès
ou de systèmes et matériels informatiques.

Fréquents déplacements en France et à l'étranger.
Langues souhaitées : Anglais et ou Espagnol.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Pour l'élaboration de Propositions techniques et
le suivi d'affaires de systèmes informatiques en
temps réel.

Déplacements de courte durée en FRANCE et à
l'ÉTRANGER.

Langues souhaitées : Anglais et ou Espagnol.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à la
Direction du Personnel.

vous êtes: informaticien

de formation ou d'expérience

vous voulez: vendre des ordinateurs

scientifiques ou de gestion

Vous êtes convaincu du développement du marché de la mini-informatique et désirez
être aux avant-postes. Vous aimez la difficulté et êtes conscient que vendre des ordi-
nateurs, c'est avant tout résoudre un problème et gagner ainsi l'estime de nos clients.
VOUS NE VOULEZ PAS LA VENTE à n'importe quel prix. Vous souhaitez une entre-
prise avec des produits performants, une éthique professionnelle irréprochable et
des perspectives réelles de carrière.

HEWLETT-PACKARD se propose de satisfaire ces ambitions. Notre croissance en est
le premier garant. De 15% du chiffre d'affaires total en 1969, la part de l'informa-
tique est passée à 48% en 1979 avec des ventes dépassant le million de \$, ce qui nous
place troisième constructeur mondial de mini-informatique. Cette réussite nous la
devons à un double contrat de fidélité: celle de nos clients, mais aussi celle de notre
personnel (turn over inférieur à 5%). Nous vous faisons confiance.

Écrivez avec CV et photo à la Direction des Ressources Humaines de:
HEWLETT-PACKARD FRANCE, BP 6, 91401 ORSAY CEDEX (sous réf. 7744).



**HEWLETT
PACKARD**

**LA DIRECTION GÉNÉRALE
DES TELECOMMUNICATIONS**

(direction de la production)
recherche

un Ingénieur

(niveau DEA ou Grande Ecole)

Agé de moins de 30 ans pour études de
réseau, compétence informatique nécessaire.
Ecrire sous référence 6853 à L.T.P. -
31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

Société de services (P.M.E.) Assistance technique
informatique, gardiennage et nettoyage industrie;
recrute

CHEF DE DÉPARTEMENT

Exploitation

ADJOINT DIRECTEUR DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

— Formation : Ecoles d'ingénieurs;
— Connaissances nécessaires en organisation et
gestion de personnel;
— Poste à responsabilité.
Env. C.V. sous la réf. 7378, à F. LICHOU S.A.,
B.P. 228 - 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

SOFINCO

LA HENIN

**BANQUE PRIVÉE
Siège ÉVRY VILLE NOUVELLE**

**COMPTABLE
HAUT NIVEAU**

De formation supérieure - Expertise comptable - 5 ans de
pratique des problèmes comptables et fiscaux dans une entreprise
importante, une banque ou en cabinet.

Rompu aux systèmes modernes de gestion informatique budgé-
taire et prévisionnelle il aura la responsabilité de services
comptables.

Adresser C.V., photo à **HAVAS CONTACT** - 156, boulevard
Haussmann, 75008 PARIS sous réf. 34609.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE
COMMERCIALISATION DE SYSTÈMES**

INFORMATIQUES EN FORTÉ EXPANSION

spécialisée dans la fourniture et l'installation
de matériels et de logiciels de gestion en
mini-micro informatique

6 Jeunes Ingénieurs

Grande Ecole, Maîtrise ou équivalent; bonne
formation informatique (gestion ou scientifique)
appréciée.

Les candidats (dépasse 20 ans) recevront une solide
formation en mini-informatique de gestion, en
suivant des cours théoriques, puis en étant inté-
grés à nos équipes de réalisation.

Selon leurs aptitudes ils auront rapidement de
nombreuses possibilités d'évolution. Ces postes
conviennent à des éléments dynamiques et moti-
vés, souhaitant assumer à moyen terme des pos-
tes de responsabilité en fonction des résultats.

Envoyer CV détaillé, photo et pré-
tentions à : Direction du Personnel
**INSTITUT DE
PROGRAMMATIQUE (I.P.C.)**
113 rue Aristide Briand 91400 Orsay
(Mo R.E.R. Sceaux - Station Lézard)

directeur général adjoint 140.000 F+

Une jeune entreprise de transformation de la filière BOIS, à
60 kilomètres à l'est de Paris, cherche son futur patron.

Pendant trois ans, il est le bras droit du président directeur
général, à qui il succède. Sa première mission est d'adapter la
productivité aux exigences de la clientèle et assurer le
développement de l'entreprise par l'étude de produits et de
débouchés nouveaux.

Ce poste convient à un homme de 30 ans minimum, de
formation école supérieure du bois ou équivalent, ayant
acquis, par exemple, l'expérience de la gestion complète d'une
unité de production. L'entreprise bénéficie d'appuis industriels
importants, réalise un chiffre d'affaires de 20 MF, et fait
régulièrement des bénéfices.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature
à notre conseil, sous la réf. 146 LM.

jacques tixier s.a.

7 rue de logelbach 75017 paris

Directeur du Contrôle de Gestion

Société, filiale d'un des plus importants groupes français et
première entreprise dans son domaine d'activité crée un poste de
DIRECTEUR DU CONTRÔLE DE GESTION investi d'un
haut niveau de responsabilité et d'une large autonomie d'action.

Il aura pour rôle essentiel la mise en place des systèmes et
procédures concernant le contrôle de l'information des données
de base de l'unité et sera chargé de superviser et d'animer
l'équipe de contrôleurs et les services comptables placés sous
son autorité.

Les candidats intéressés enverront C.V., photo et prétentions à
No 52638, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Une entreprise française dont le siège administratif
est à Chilly-Meuleux, filiale d'un groupe international,
cherche un collaborateur pour son service comp-
tabilité analytique. Il sera responsable, sous l'autorité
du Chef de Service, de la comptabilité et du contrôle
budgétaire des investissements et des nomenclatures
produites. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de
25 ans au moins, titulaire d'un DUT de Gestion ou équivalent, apte à exploiter les
informations sur ordinateur. Les qualités de contact
seront essentielles. La rémunération annuelle de
départ sera de l'ordre de 60.000 francs. Ecrire à
Ph. LESAGE - PS CONSEIL - 8, rue Beilard - 75002
PARIS CEDEX 16 - Tél. A/2811

PS Conseil

**Très Important Cabinet
de Brevets Parisien**

**Ingénieur
Electronicien**

diplômé Centrale, ESE ou équivalent,
ayant une expérience du métier d'ingé-
nieur de brevets ou diplômé CEPL.
- Anglais parlé et écrit impératif.
- Connaissance de l'allemand appréciée.

Envoyer dossier de candidature
sous référence n° 14 à
Serge BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Une société holding liée aux constructeurs automobiles et
spécialisée dans le crédit aux particuliers crée la fonction d'audit
et cherche pour Paris 8^e.

un auditeur interne

Sous l'autorité de la direction générale, il vérifie le respect des procédures
administratives et comptables, autant que la qualité des comptes présentés.
Au fur et à mesure qu'il acquiert audience et autorité, il présente des
éléments de diagnostic et des suggestions d'amélioration.
C'est un cadre de formation supérieure type ESC, complétée si possible
par un DECS. Il a acquis 4 à 5 ans d'expérience en cabinet d'audit et
se sent capable de développer sa fonction au sein d'une équipe de
haut niveau. La rémunération est stimulante pour un cadre de valeur.
Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire
(réf. 3738 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Filiale d'un groupe multinational
recherche

Contrôleur Financier

D.E.C.S. ou D.U.T. Gestion

3 ou 4 années d'expérience indispensables
- Budget et comptabilité de gestion,
- Participation à l'informatisation des
systèmes de gestion.

Intéressantes perspectives d'évolution de
carrière.

Adresser curriculum vitae détaillé et photo
LE TELEPHONE AUTOMATIQUE
51, rue de l'Amiral Mouchez - 75013 Paris

CGA
**LA COMPAGNIE
GÉNÉRALE
D'AUTOMATISME**

siège banlieue Sud de Paris
recherche

**ANALYSTES -
PROGRAMMEURS**

Formation BTS - DUT ou équivalent ayant
2 à 3 ans d'expérience pour participer à l'étude,
la mise au point et la mise en service de systèmes
automatisés à base de mini-ordinateurs.

**ANALYSTES -
PROGRAMMEURS**

pour la programmation sur micro-processeurs
IBM et SUN en langage assembleur.
Déplacements de courte durée possibles.
Transport assuré par service de cars sur région
parisienne.

Adresser cur. vitae manuscrite et prétentions à :
Direction du Personnel - B.P. 57 - Le Plessis-Pâté,
91220 BRÉTIGNY-SUR-ORGE.

PUBLICITE-PROMOTION

Le responsable de la publicité-promotion d'une entreprise connue et
très bien implantée sur son marché (Radio-T.V.-Hi-Fi-Electroménager)
souhaite renforcer son équipe.

Il recherche pour cela un jeune diplômé d'études supérieures
commerciales, attiré par la promotion des ventes, et ayant si possible
une première connaissance des techniques utilisées dans ce domaine
(acquise en agence ou chez l'annonceur).

En relation avec nos conseils extérieurs et dans le respect de notre
stratégie de communication, il participe à la conception et l'application
d'opérations promotionnelles. Mais son activité doit surtout être
conçue comme très proche de l'équipe de vente et du réseau de
revendeurs (suivi des actions, information...).

De fréquents déplacements en Province sont à prévoir.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. sont à adresser,
sous la réf. 78809 M à **HAVAS CONTACT**,
156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE

au premier rang des sociétés de conseil et de services par le
développement et les résultats, offre à

**Ingénieurs
Grandes Ecoles**

(X, Centrale, Mines, Ponts et Chaussées,
Sup-Aéro, Télécom).

Débutants ou expérimentés
formation théorique
et pratique

carrière personnalisée
dans des domaines avancés

• aux disciplines de l'informatique; • télématique;
• aux méthodes et outils de la CGI; • mini et micro-ordinateurs;
• aux techniques de gestion. • bureautique;
• gestion de l'entreprise.

Adresser C.V. et photo à Madame JAMET, CGI, 84, rue de
Grenelle - 75007 Paris.

MILLIPORE S.A.

recherche

**INGÉNIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX**

Responsables des ventes à ses clients industriels
(industrie pharmaceutique, électronique, alimentaire)
dans la région Parisienne et la région Lyonnaise

Si vous aimez :
- Une formation supérieure, de préférence en chimie ou
biochimie.
- L'expérience et le goût de la vente en milieu industriel.
- Une bonne connaissance de l'Anglais.
- Une grande disponibilité pour des déplacements fré-
quents.

Nous aimerions recevoir votre curriculum vitae.
MILLIPORE est une compagnie dynamique et en croissance
rapide, engagée dans la fabrication et la vente de produits
techniques pour l'industrie, les laboratoires de recherche et les
hôpitaux.

Répondre à Monsieur Alfred J. LAGRECA MILLIPORE S.A.
43, Avenue de l'Europe - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
Téléphone : 946.97.49

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

un Ingénieur

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENTS

CHEF DE DÉPARTEMENT exploitation

sur général adjoint

es fixier s.a.

COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

PS Conseil

LIQTE-PROMOTION

MILLIPORE S.A.

INGÉNIEURS CHIMICO-COMMERCIAUX

offres d'emploi

responsable exportation

120/150 000 F

Nous sommes la filiale d'un groupe important et notre spécialité concerne la fabrication et la distribution de pièces sur devis destinées principalement à l'aéronautique et l'armement.

Afin d'assurer notre développement à l'export, nous recherchons actuellement un excellent vendeur, capable de promouvoir nos fabrications à l'étranger.

Notre force est notre technique; ainsi vous ferez-vous rapidement notre technicien pour appuyer efficacement nos agents à l'étranger. Vos interlocuteurs seront les bureaux d'étude, les services acheteurs, etc.

L'anglais est bien sûr indispensable; une expérience dans le domaine des allages légers serait un plus important.

De notre côté, nous vous apporterons tout le complément de formation dont vous aurez besoin.

Le poste est évolutif à terme.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4510, à Michel MONIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE ET DE COMMERCIALISATION DE SYSTÈMES INFORMATIQUES EN FORTE EXPANSION spécialisée dans la fourniture et l'installation de matériels et de logiciels de gestion en mini-informatique.

2 INGÉNIEURS INFORMATIQUES ADJOINTS AU RESPONSABLE DE RÉALISATION LOGICIEL

Les candidats, de formation supérieure (Grandes Ecoles ou Supérieures), devront justifier d'au moins 6 ans d'expérience informatique et connaître de préférence la mini-informatique de gestion. Ils auront aussi une solide expérience de l'encadrement d'équipes de réalisation. Leur rôle sera d'assurer le suivi des projets et d'animer les différentes cellules. Ils devront veiller tant à la qualité des réalisations qu'au respect des délais.

Le premier poste requerra une bonne connaissance Systèmes et Matériel; le second, de réelles connaissances de gestion. Ils conviendront tous deux à des éléments dynamiques et motivés souhaitant assumer des postes de responsabilité en fonction des résultats.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à : Direction du Personnel INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE (I.P.C.) 113 rue Aristide Briand 91400 Orsay (Mo R.E.R. Sceaux - Station Lozère)

Importante Société domaine régulation thermique et économie d'énergie en développement rapide située proche banlieue Paris recherche un

INGÉNIEUR D'ETUDES ELECTRONICIEN

30 ans minimum Formation E.S.E. ou équivalente

Il aura la responsabilité de la conception et du développement des produits électroniques de la Société.

Une expérience de l'amplification et du traitement analogique de signaux électriques de bas niveau et la connaissance de la digitalisation de la mesure de phénomènes physiques sont nécessaires.

L'utilisation antérieure de microprocesseurs est souhaitable et la pratique de l'allemand et de l'anglais est appréciée.

Si vous êtes intéressé par un poste d'avenir écrivez en envoyant CV, références et prétentions sous réf. 80021 à :

capic 18 rue Volney 75002 PARIS

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour service ventes EQUIPEMENTS AUTOMOBILES

INGÉNIEUR COMMERCIAL

diplômé Ingénieur ayant quelques mois d'expérience dans une activité industrielle d'un niveau international.

Anglais courant exigé. Notions d'allemand appréciées.

Adresser CV, photo et prétentions Service Personnel YM 5, boulevard Gallieni 92231 GENNEVILLIERS.

offres d'emploi

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

Directeur général des ventes
réf. XJ 527 AM

Cadre supérieur pour responsabilités prises de participations
réf. XJ 528 AM

Ingénieur commercial France et exportation
réf. XJ 428 AM

Plant controller
réf. XJ 482 AM

Responsable commercial France et pays francophones
réf. XJ 478 AM

Ingénieur confirmé pour poste de responsabilité en fabrication
réf. XJ 528 AM

Responsable finances administration personnel
réf. XJ 477 AM

Ingénieur commercial export junior
réf. XJ 518 AM

Jeune diplômé grande école responsable zone exportation
réf. XJ 538 AM

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE rattachée à un important groupe international, produits grand public de marque renommée, recherche son Directeur Général des Ventes. Directement rattaché au PDG, il sera chargé : de diriger une force de ventes structurée (100 personnes) et de participer à l'élaboration de la politique et des stratégies commerciales et de négocier avec les clients importants. Ce poste conviendrait à un candidat : HEC, ESSEC, ESC ou école équivalente, minimum 40 ans ayant une très solide expérience de l'animation des ventes et de bonnes connaissances en marketing et l'habitude de travailler avec les réseaux modernes de grande distribution. Situation de premier plan pour candidat de valeur. Rémunération : 200.000 F +. Poste ville environ 200 km Est de Paris.

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS, recherche un Cadre Supérieur pour lui confier d'importantes responsabilités concernant la prise de participations à l'étranger : diagnostic, montage, négociation. Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école, ayant acquis, au sein d'une banque, d'un cabinet conseil ou d'un grand groupe industriel, une solide expérience dans le diagnostic d'entreprise et le montage d'opérations complexes. Connaissance de l'anglais nécessaire. Ordre de grandeur de rémunération 200.000 F +. Poste à Paris (déplacements fréquents à l'étranger).

UN GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS DE TAILLE INTERNATIONALE recherche un Ingénieur Commercial pour sa branche pétrochimique. Il sera chargé de commercialiser une gamme de produits et il aura : à assurer les contacts clients France et étranger (Europe essentiellement), à organiser, en liaison avec les usines, l'écoulement de la production en établissant les programmes de ventes. Ce poste conviendrait à un candidat ayant 3 à 5 ans d'expérience commerciale dans le domaine des grands produits industriels notamment chimiques. Anglois courant indispensable, allemand souhaité. Larges possibilités de développement de carrière dans le cadre du groupe. Poste à Paris.

SAIT GROUPE CGE recherche pour son établissement de Bordeaux le Responsable des Services Contrôle de Gestion et Comptabilité. Ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, ESC (finances - comptabilité), ayant minimum 5 ans d'expérience en contrôle de gestion (solides connaissances en comptabilité analytique nécessaires) acquise en milieu industriel. Poste intéressant pour candidat capable d'animer une équipe de 15 personnes et d'être le conseiller dynamique des opérationnels.

BSL recherche pour son département cinéma - continental France et pays francophones, un Responsable Commercial. Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure, ayant 4 à 5 ans d'expérience réussie dans la vente de biens d'équipements, capable d'animer une petite équipe, de développer les ventes, de gérer des contrats. Situation intéressante sur un marché porteur. Réelles possibilités d'évolution au sein du groupe. Connaissance de l'anglais souhaitée pour évolution dans la société. Poste à Paris.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, filiale d'un groupe international, recherche le Responsable de son atelier d'usinage. (200 personnes). Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou école équivalente, 30 ans minimum, ayant acquis une bonne expérience professionnelle dans service fabrication ou méthodes, connaissant les machines à commandes numériques et témoignant de solides qualités d'organisation et de commandement. Réelles perspectives d'évolution de carrière. Connaissance de l'anglais souhaitée. Poste : banlieue Est Paris.

UNE SOCIÉTÉ DE LOCATION DE MATÉRIELS EN EXPANSION rattachée à un très important groupe français recherche son Chef des Services Administratifs, Financiers et Personnel. Rattaché au PDG, il aura la responsabilité de la comptabilité, de la gestion, du personnel, de l'administration générale. Ce poste conviendrait à un candidat ESC (finances, comptabilité), DEC ou niveau équivalent, ayant une solide expérience comptable et de bonnes connaissances de la fonction personnel. Situation d'avenir dans une société en fort développement pour un candidat ayant qualités de dynamisme, d'organisation et de contact. Rémunération : 120.000 F +. Poste ville Normandie.

UN GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN recherche un candidat de formation supérieure pour lui confier la prospection et la commercialisation de biens d'équipements industriels. Une ouverture sur la technique, une forte motivation pour la vente ainsi qu'une connaissance parfaite de l'allemand sont nécessaires. Expérience non indispensable. Poste évolutif pour candidat de valeur. Poste à Paris.

UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS MONDIALES dans son domaine (CA 800 millions) rattachée à un important groupe français, étend son service Exportation et recherche un Jeune Diplômé d'une Grande École ayant de préférence une première expérience professionnelle. Intégré à une équipe performante, il aura la responsabilité complète, pour une zone géographique, de toutes les actions commerciales conduisant à la vente de biens d'équipement auprès d'une clientèle diversifiée (ministères, ingénieurs-conseils, engineering, entreprises). Poste très intéressant et larges perspectives d'avenir pour candidat de valeur, ayant qualités marquées d'initiative et de dynamisme. Anglois courant indispensable - deuxième langue (allemand si possible) appréciée. Poste à Paris.

offres d'emploi

Ordis

La Direction Informatique d'une importante Confédération Nationale renforce son Département Etudes en créant à PARIS un Service « Support Technique » et en structurant ses cellules « Réalisation » de PARIS, LYON et LILLE, elle recherche

1 INGÉNIEUR - SYSTÈME
REF. RH 1
MINI 6 - NCR 8200 - 64 DPS 2

Il aura une double mission : de Conseil Technique pour les grandes options matérielles et logiciels ; d'interlocuteur des cellules « Réalisation » : méthodologie - réalisation - SGBD.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (BAC + 4 ou 5) possédant une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction système sur ce type de matériel.

3 INGÉNIEURS - ANALYSTES
REF. RH 2
MINI 6 - NCR 8200 - 64 DPS 2 - COBOL - ASSEMBLEUR

Relais de la « Conception ». Ils prennent en charge : soit des applications générales dont ils sont les spécialistes nationaux ; soit des applications spécifiques à des utilisateurs de leurs régions.

Ces postes conviendront à des analystes confirmés (5 ans minimum d'expérience) de formation supérieure (MAGE, DEA...) et familiarisés avec les matériels utilisés et leurs possibilités.

Envoyer pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions à J. LAFARGUE

Ordis Conseil en Recrutement
10, rue Anber Paris 9e

ingénieur de production

Minimum 30 ans - Formation A.M. ou similaire (ENSAIS - INSA). Expérience confirmée méthodes et fabrication mécanisme-tourne ou moyenne POUR DIRIGER

ATELIER DE CHAUDRONNERIE

Il devra : participer aux choix technologiques ; prévoir les coûts de production ; définir les programmes de fabrication ; assurer leur mise en œuvre ; superviser le montage et la réception clients sur le site (80% export).

Pratique de l'anglais indispensable.

La structure de l'entreprise et du groupe peut permettre une évolution de carrière très intéressante à un candidat excellent technicien désireux de prendre une position d'assistant industriel.

Poste ville agréable 80 kms de Paris. Adresser dossier de candidature et prétentions sous référence 30 M 054 au

CP

Centre de Psychologie Appliquée
69, rue de Monceau 75008 Paris
Partenaire pour la France de Consult-Eur

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL recherche pour sa nouvelle activité PRODUITS MENAGERS

2 ASSISTANTS CHEF DE PRODUIT INTERNATIONAL

Au sein d'un Marketing très opérationnel et d'une structure souple, ils auront pour tâche d'analyser les opportunités et recommander le lancement dans les pays dont ils auront la charge, en liaison avec les filiales locales.

Au cours de leur formation, ils seront exposés à tous les aspects du Marketing Mix dont ils prendront progressivement la responsabilité.

A terme, ils devront évoluer vers la fonction de Chef de Produits en définissant et mettant en application la stratégie Marketing dans les pays considérés.

Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (HEC - ESSEC - ESCP - IEP ou équivalent).

Disponibles pour de fréquents déplacements à l'étranger et ayant tout particulièrement le goût de l'initiative, ils posséderont éventuellement une ou deux années d'expérience de la distribution.

L'anglais courant est indispensable. Une seconde langue (de préférence l'espagnol) serait appréciée.

Postes basés à Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9038/AL A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

USINES DE BEAUCHAMP (Val d'Oise)

Ingénieur Sécurité Expérimenté

Formation technique du niveau Ingénieur. Bonnes connaissances en chimie, électromécanique, physique, etc.

Expérience de la fonction en industrie chimique ou parachimique appréciée ainsi qu'une connaissance de la législation sur la sécurité du travail, la prévention des accidents, les assurances, etc.

Aptitude naturelle au commandement et au dialogue.

Anglais très souhaitable.

Envoyer CV + photo et prétentions à 3M France Service Recrutement Av. Boulé 95250 Beauchamp

3M

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne col.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,90
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



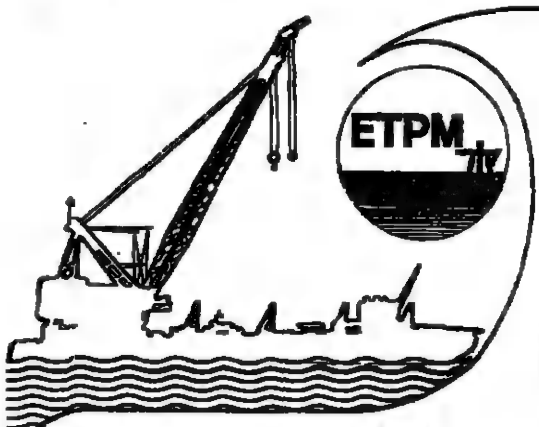
Engineering des Systèmes Informatisés d'Automation
NUCLEAIRE — PETROLE — CHIMIE...
Filiale de SGN et de TECHNIP

Recherche dans le cadre d'une expansion rapide liée à d'importantes réalisations d'informatique industrielle en France et à l'Etranger :

- INGENIEURS DE PROJETS INFORMATIQUES • INGENIEURS ANALYSTES
- TECHNICIENS DE MISE EN ROUTE ET MAINTENANCE • PROGRAMMEURS

Connaissance du Temps Réel (Matériel & Logiciel) et de l'Instrumentation appréciée.
Anglais souhaité.

Envoyer CV, photo et prétentions à ESIA 78181 St Quentin Yvelines Cedex



Leader Européen
de l'Offshore Pétrolier
Oscar à l'Exportation

JEUNE FISCALISTE INTERNATIONAL

La fonction :
Sous la responsabilité du Chef de Service, vous participerez à la définition de notre politique fiscale.
Vous étudierez la réglementation fiscale dans les pays où nous sommes implantés (Mer du Nord, Moyen-Orient, Extrême Orient, Afrique, Amérique).
Vous participerez à la gestion et au contrôle de l'application de la politique fiscale en collaboration avec les Services Juridiques, Financiers, Comptables et l'ensemble de nos succursales et filiales situées à l'étranger.

Votre profil :
Vous êtes débutant et possédez une formation supérieure juridique et fiscale (au minimum Maîtrise de Droit privé/Droit des Affaires et une spécialisation 3ème cycle en Droit Fiscal), complétée par de bonnes connaissances comptables et économiques. Des stages d'application pratique en Entreprise seraient appréciés.
Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise, vous avez le goût des contacts et vous êtes disponible pour effectuer des missions de courte durée à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 5917 à P.LICHAU S.A. BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Ingénieur marketing et ventes

SAT GROUPE CGE recherche pour son département Générateurs spéciaux un Responsable Marketing et Ventes.
Il assurera, à l'échelon international, des responsabilités de marketing opérationnel : recherche de nouveaux produits et de nouveaux marchés, en liaison avec les services techniques.
Il aura également des activités de ventes dans des pays européens dont les marchés correspondent à des produits en développement.

Poste offrant des fonctions d'études et de "terrain", convenant à un ingénieur diplômé grande école ou équivalent, ayant une première expérience de vente (la candidature d'un débutant peut être envisagée si formation complémentaire en marketing).
Anglais courant indispensable ; anglais souhaité.

Poste : proche banlieue Paris.
Ecrire sous réf. ND 485 AM.



SCHNEIDER Radio Télévision

vous propose un poste d'
INGENIEUR TECNICO-COMMERCIAL
au sein d'une Division Commerciale

Il assistera la Division produits bruns pour toutes les questions techniques qu'elle rencontre lors de la définition du lancement et du suivi des produits T.V. et Hi-Fi.

Il sera plus spécialement chargé :
— d'assurer la coordination technique à tous les stades de la vie des produits entre les services concernés (formation S.A.V., publicité, etc.) ;
— d'assister et d'informer nos agences régionales ;
— d'élaborer les supports technico-commerciaux destinés à la clientèle.

Ce poste, basé à Paris, extrêmement formateur, conviendrait à un jeune ingénieur débutant ou disposant d'une première expérience similaire, de formation électronique et possédant de bonnes connaissances en anglais.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions, au Département du Personnel, 12, rue Louis-Bertrand - 94200 IVRY-SUR-SEINE.

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche
un cadre Docteur en Droit

ayant :
— au moins 10 ans d'expérience dans fonction juridique et fiscale d'une grande entreprise ;
— une parfaite connaissance de l'anglais.

Le candidat devra pouvoir s'intégrer à une équipe utilisant des procédures internationales.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétentions au Service du Personnel Y.M. 5, boulevard Gallieni 92231 GENNEVILLIERS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Banlieue SUD-OUEST PARIS, recherche

ASSISTANTE SOCIALE

Ayant au moins 10 ans d'expérience en milieu industriel, et possible dans des établissements groupant plus de 1.000 personnes en majorité cadres et techniciens supérieurs.

Adresser C.V., prétentions et photo à n° 22.470, CONTEXTE PUBLISSE, 28, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES

(Banlieue Sud Ouest de Paris)
d'une société spécialisée en électronique de point.
recrute dans le cadre du développement de ses activités en :

INFORMATIQUE pour SYSTEMES EMBARQUES

dans le domaine analyse temps réel, traitement du signal, programmation dynamique.

RESPONSABLE DE GROUPE D'ETUDES

groupe composé d'une dizaine d'ingénieurs.
Il devra avoir dirigé une équipe d'ingénieurs analystes et sera chargé :
— de définir les grandes orientations techniques des projets ;
— de répartir le travail et d'en assurer le suivi, ainsi que la liaison avec les études "matériel" et les contacts techniques avec les clients.
Contacts aisés, sachant s'imposer à l'intérieur comme à l'extérieur de la société.

Lieu de travail : Région Parisienne, banlieue Sud-Ouest.

Déplacements fréquents et de courte durée (environ une journée) dans le Midi-Méditerranéen.

CHEFS D'EQUIPE D'ETUDES

possédant une expérience de 3 à 4 ans dans le domaine pour animer groupe de 3 à 4 ingénieurs logiciels.
Expérience MITRA 15 ou T25 souhaitée.

Lieu de travail : Midi-Méditerranéen.

INGENIEURS SOFTWARE

Expérimentés et débutants.
Ils prendront une partie de l'élaboration de logiciels spécifiques. Analyse détaillée et programmation.

Expérimentés et débutants.
Ils prendront une partie de l'élaboration de logiciels spécifiques. Analyse détaillée et programmation.

Envoyer C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous No 52656 CONTEXTE PUBLISSE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION
leader européen de sa branche motoriste du lanceur ARIANE recherche

AUDITEUR INTERNE CONFIRME

pour effectuer des missions d'audit comptable de contrôle des fonctionnements administratifs et formuler des recommandations d'amélioration des méthodes et des procédures. Formation supérieure de gestion, quelques années d'expérience dans la profession ou dans un cabinet d'audit externe.

Lieu de travail : PUTEAUX avec de fréquents déplacements dans les établissements de BORDEAUX et de VERNON.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V. et photo s/réf. DF à :
SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION
Tour Roussel Nobel Cédex 3
92080 PARIS LA DEFENSE.



THOMSON-CSF TELEPHONE

dans le cadre du développement
de ses Produits nouveaux de communication
recherche

DES INGENIEURS

pour assurer la conception de logiciels et de circuits.

DES POSTES DE DIVERS NIVEAUX SONT A POURVOIR :

CHEFS DE PROJET CHEFS DE GROUPE INGENIEURS

confirmés, débutants

DIPLOMES DES GRANDES ECOLES

Adresser lettre manuscrite et C.V. à P.M. DUGAS,
THOMSON CSF TELEPHONE - 46, Quai Le Gellio 92103 Boulogne
sous référence C.F.6

TRESORERIE ET CREDIT

Notre Directeur Financier veut vous confier deux responsabilités. La gestion de notre trésorerie et de celle de nos filiales africaines, avec le suivi des comptes de liaison internes. La surveillance des crédits accordés à leurs clients par ces filiales. C'est de Paris, en très proche banlieue, que vous les assurerez. Mais il vous sera nécessaire de voyager environ deux mois par an en Afrique francophone, où notre groupe importe et vend des biens d'équipement. Ce qu'il faut pour garder le contact avec la réalité du terrain. Une expérience bancaire vous sera certainement très utile pour ce poste. Cinq à huit années de métier prolongeant des études supérieures orientées finance ou gestion seront aussi une bonne préparation. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 2485 M à racy carrières - 64 rue la Boétie 75008 PARIS qui transmettra.

cnet

Le Centre National d'Etudes
des Télécommunications
recherche pour son Centre de
PARIS (A) des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ayant 3 à 5 ans d'expérience.

COMMUNICATIONS DE MESSAGES

1 - Conception de terminaux Télétex et cellules bureautiques.
2 - Architecture de mémoire de masse et interfonctionnement terminaux télétex-télécopie.

TELECOPIEURS

3 - Architecture de machines de télécopie haut de gamme.
4 - Simulation et réalisation de codeurs pour le traitement des images fixes.

Bonnes connaissances en mini et micro-informatique (1-2-3-4), en télématique (1-2-3) et en traitement numérique de l'information (3-4) et en électronique (2-3).

Envoyer C.V. + photo et prétentions au CNET - Centre Paris A
Division TPA, à l'attention de Monsieur JARLAUD
35/40, avenue du Général Leclerc
92151 ISSY-LES-MOULINEAUX

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	67,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,00
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	128,46

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADEES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

SOCIETE GERANT PLUS DE 60 GRANDES SURFACES
recherche

Responsable Comptable et Administratif
pour l'un de ses Magasins (Yvelines)

Le candidat, âgé de 35 ans au moins, libre rapidement, devra :

- superviser divers services (25 personnes) (achats, comptabilité, caisse, hôtesses crédit)
- assumer la tenue de la comptabilité avec 10 employés sous ses ordres
- veiller à l'application correcte des procédures administratives et à la bonne coordination entre services.

Il devra :

- être un parfait technicien comptable (niveau minimum DECS)
- avoir le sens de l'organisation et du commandement.

Une expérience dans un magasin de taille équivalente (CA 90 millions, effectif 95 personnes) sera appréciée.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à :

S.F.P.E.C.
B.P. 361-08 - 75365 Paris Cedex 08
qui transmettra

offres d'emploi

LE GROUPE TRIUMPH ADLER
c'est 50 000 ordinateurs installés dans 140 pays
c'est la filiale de VOLKSWAGEN (120 000 personnes)

LA DIVISION INFORMATIQUE DE TRIUMPH ADLER FRANCE
dans le cadre de son expansion recrute immédiatement

DES PROFESSIONNELS DE LA VENTE
INGENIEURS COMMERCIAUX (statut cadre)

Pour ses agences Parisiennes
Nous disposons d'une gamme de produits uniques sur le marché du micro-ordinateur au multiposte.

Les professionnels retenus auront l'expérience de la vente de produits informatiques aux PME.

La rémunération **150 000 F et +** à quote réalisé (matériel + logiciel)

Adresser votre C.V. (avec photo) à
Mr Kießer PAULMIER Directeur de la Division Informatique
BP 210 - 9-15 Avenue Paul Doumer 92505 RUEIL - MALMAISON CEDEX

offres d'emploi

P.M.E. (100 personnes)
DEPENDANT D'UN GROUPE IMPORTANT
Quartier Opéra

Recherche

RESPONSABLE EXPLOITATION INFORMATIQUE

MISSIONS :

- Assurer la responsabilité de l'exploitation informatique quotidienne.
- Superviser le personnel rattaché au Centre d'Exploitation.
- Proposer toutes mesures susceptibles d'améliorer le fonctionnement de la Salle Ordinateur, de la préparation et de la mise en œuvre d'un schéma directeur ambitieux.

PROFIL :

- Niveau de formation I.U.T. ou équivalent avec quelques années d'expérience en informatique.
- Superviser le personnel rattaché au Centre d'Exploitation.
- Proposer toutes mesures susceptibles d'améliorer le fonctionnement de la Salle Ordinateur, de la préparation et de la mise en œuvre d'un schéma directeur ambitieux.

Écrire sous n° 1319 à « Le Monde » Publicité, 4, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 04.

Contrôler en ingénierie

J'ai décidé de créer un poste de contrôleur de gestion pour superviser les contrôleurs de nos filiales, faire évoluer nos méthodes et procédures en les rendant capables de s'adapter à des activités nouvelles et, enfin, m'assister dans la gestion des grands contrats à l'exportation.

Directeur Administratif et Financier d'une entreprise d'engineering pétrolier d'une excellente rentabilité, je suis assisté par trois bons services en comptabilité, informatique et juridique. Mais ils ne peuvent plus suffire à notre développement. Le contrôleur de gestion, lui, m'apportera son expérience du suivi des risques à l'étranger et sa maîtrise des techniques budgétaires. Je compte sur sa stabilité, ses capacités de réflexion à un haut niveau et sa culture générale professionnelle supérieure qui s'exprime aussi bien en anglais qu'en français.

Si vous répondez à mes exigences, j'aurai plaisir à vous offrir, à Paris, des contreparties non négligeables en matière de traitement et d'évolution de carrière. Voulez-vous écrire aux Consultants de SIRCA qui m'assistent dans ce recrutement. Référence 803 385 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

Première entreprise française d'ingénierie

(plus de 4000 collaborateurs dont près de 50% sont des ingénieurs) nous concevons et réalisons des ensembles de très grande dimension dans un domaine technologique avancé.

Notre secteur Etudes recherche des

INGENIEURS
SPECIALISES EN REGULATION, CONTROLE COMMANDE

Electroniciens de formation, ils connaissent les problèmes inhérents aux automatismes, l'utilisation de microprocesseurs, ainsi que l'informatique temps réel.

Postes à PARIS.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous réf. 78832 MCEI, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE RECHERCHE POUR SON SIEGE SOCIAL PARIS

INGENIEUR EN ORGANISATION

Pour définir et mettre en place toutes procédures commerciales, administratives et financières, en vue d'un traitement informatisé le plus intégré possible.

Le candidat recherché devra faire preuve d'une expérience, en particulier dans le domaine de la distribution : vente, après-vente, gestion des stocks, contrôle de gestion.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 891 M à

PUBLICSCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 Paris, qui transmettra

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour son Centre de Traitement des Opérations Bancaires situé à Paris

INGENIEURS ANALYSTES

- ils participent aux études et à la réalisation de nouveaux projets dans le domaine des instruments de paiements nationaux et internationaux.
- Ecole d'ingénieur ou Maîtrise d'informatique et quelques années d'expérience.
- Expérience Télétransmission souhaitée pour l'un des postes.

Adress. CV, photo, salaire et prêt, réf. 58 à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 - 75300 Paris Brune

chef de projets industriels - GERVAIS

87 millions de francs, c'est la somme que GERVAIS DANONE FRANCE, leader sur le marché des produits frais, investira en 1980 pour assurer son développement industriel.

La Division GERVAIS qui gère 4 usines produisant des fromages frais et des desserts, souhaite élargir son service industrialisation et recherche un chef de projets.

Celui-ci intervient plus particulièrement sur le secteur relatif à la réception des matières premières et à la fabrication des produits avant conditionnement. Il recommande toutes évolutions des équipements existants, procède à des évaluations techniques et économiques des matériels des constructeurs. Il est responsable de l'étude et de la réalisation des projets d'amélioration et d'automatisation de process, et de mise en place de process pour de nouveaux produits. Sa mission implique des contacts directs tant à l'intérieur de la société (services de recherche, usines) qu'à l'extérieur puisqu'il collabore avec les fournisseurs de matériels et se tient informé auprès des organismes compétents des évolutions industrielles de son domaine.

Nous souhaitons confier ce poste à un Ingénieur (Agro, ENSIAA, ENSAIA...) ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans le secteur agro-alimentaire, soit en engineering, soit chez un constructeur.

Lieu du poste : Levallois-Perret (92).

analyste-chef de projets informatiques

GALLIA (300 MF, 440 personnes, diététique infantile) met en place sa nouvelle structure informatique, en s'équipant d'un IBM 4331 et crée le poste d'analyste-chef de projets en liaison directe avec le chef du service informatique. Cet analyste-chef de projets adaptera des applications existantes et conduira de nouveaux projets. Il sera responsable d'une équipe d'analystes-programmeurs.

An sein d'une PME appuyée par un Groupe important, ce poste offre d'intéressantes responsabilités et possibilités d'évolution. Il sera confié à un jeune diplômé d'études supérieures (Ingénieur, MAGE...) ayant acquis une expérience d'au moins 2 ans dans la réalisation de projets, de préférence sur matériel IBM. Lieu du poste : Levallois-Perret (92).

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone • bsn

TECHNICO-COMMERCIAL DEBUTANT

Nous sommes une PMI spécialisée dans la fabrication de composants de tuyauterie industrielle. Dans le cadre de notre politique d'expansion, nous recherchons un Technico-Commercial. Il sera chargé, sur la grande région parisienne, de développer les ventes auprès des industries utilisatrices de composants pour tuyauterie. Ce poste conviendrait à un débutant diplômé (BTS, IUT ou équivalent). Ecrire à PS CONSEIL - 8, rue Bellin - 75002 PARIS CEDEX 18 - Réf. A/276M

SOCIÉTÉ LÉVITAN

Recherche :

PROGRAMMEUR CONFIRMÉ (H.F.)

Sur matériel C.I.I.-Honeywell Bull, Série 61/40.

• Connaissance COBOL et si possible GESAL.

Se présenter ou écrire avec curriculum vitae à :

M. UNOEN - Service Informatique LEVITAN, 91, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 PARIS.

Tél. : 60-48-24

Société de service d'assistance.

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES

d'une Société d'Electronique Industrielle (Banlieue Sud-Ouest) recrute

INGENIEURS DEBUTANTS (ENSI)
ET
ANALYSTES-PROGRAMMEURS (IUT)

Pour :

CONCEPTION ET DEVELOPPEMENT LOGICIEL TEMPS REEL SUR MICRO-PROCESSEURS

8085, Z 80, 6800.

Réalisation de terminaux connectables aux réseaux téléinformatiques dans des domaines très variés : téléphonie, soins d'information, signalisation, CAD.

La connaissance des micro-processeurs acquise lors de stages ou de projets d'école sera très appréciée.

Formation assurée : utilisation des micro-processeurs, méthodologie de développement logiciel.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous No 52.650 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

CORT Consultants

recherche

ingénieur d'entretien ou de production
ECP - SUPELEC - AM ± 35 ans pour exercer la profession de

consultant de haut niveau
Gestion de la maintenance - Informatique

Formation assurée
Possibilité de rémunération très élevée
Evolution rapide de situation et de responsabilités.

Excellente présentation - Personnalité
Animateur - Conférencier - Négociateur
Anglais indispensable.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 2627 MB 65, Av. Kléber 75116 Paris

CORT MEMBRE DES SYNTIC

EUREQUIP

psychologues industriels

EUREQUIP Société Internationale de Conseil, vous propose de vous intégrer à son équipe de 130 Consultants pour participer chez ses clients, au sein d'équipes pluridisciplinaires, à des interventions appliquées à des problèmes de transfert de maîtrise industrielle, de stratégie d'entreprise et de développement des ressources humaines.

Nous vous demandons :

- une formation supérieure en sciences humaines,
- une expérience en entreprise de quelques années,
- la maîtrise d'une langue étrangère (anglais ou espagnol),
- une disponibilité géographique totale,
- le désir et la capacité d'accomplir des missions variées en milieu socio-culturel diversifié.

Si ces perspectives vous intéressent écrivez aux Conseils du Développement Recrutement d'EUREQUIP qui seront chargés de l'étude des candidatures, sous référence 80-35-44.

EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 92420 Vincennes

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

INFORMATIQUE SYSTEMES EMBARQUES

RESPONSABLE DE GROUPE D'ETUDES

Le candidat, âgé de 35 ans au moins, libre rapidement, devra :

- superviser divers services (25 personnes) (achats, comptabilité, caisse, hôtesses crédit)
- assumer la tenue de la comptabilité avec 10 employés sous ses ordres
- veiller à l'application correcte des procédures administratives et à la bonne coordination entre services.

Il devra :

- être un parfait technicien comptable (niveau minimum DECS)
- avoir le sens de l'organisation et du commandement.

Une expérience dans un magasin de taille équivalente (CA 90 millions, effectif 95 personnes) sera appréciée.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à :

S.F.P.E.C.
B.P. 361-08 - 75365 Paris Cedex 08
qui transmettra

CHEFS D'EQUIPE D'ETUDES

Le candidat, âgé de 35 ans au moins, libre rapidement, devra :

- superviser divers services (25 personnes) (achats, comptabilité, caisse, hôtesses crédit)
- assumer la tenue de la comptabilité avec 10 employés sous ses ordres
- veiller à l'application correcte des procédures administratives et à la bonne coordination entre services.

Il devra :

- être un parfait technicien comptable (niveau minimum DECS)
- avoir le sens de l'organisation et du commandement.

Une expérience dans un magasin de taille équivalente (CA 90 millions, effectif 95 personnes) sera appréciée.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à :

S.F.P.E.C.
B.P. 361-08 - 75365 Paris Cedex 08
qui transmettra

INGENIEURS SOFTWARE

Le candidat, âgé de 35 ans au moins, libre rapidement, devra :

- superviser divers services (25 personnes) (achats, comptabilité, caisse, hôtesses crédit)
- assumer la tenue de la comptabilité avec 10 employés sous ses ordres
- veiller à l'application correcte des procédures administratives et à la bonne coordination entre services.

Il devra :

- être un parfait technicien comptable (niveau minimum DECS)
- avoir le sens de l'organisation et du commandement.

Une expérience dans un magasin de taille équivalente (CA 90 millions, effectif 95 personnes) sera appréciée.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à :

S.F.P.E.C.
B.P. 361-08 - 75365 Paris Cedex 08
qui transmettra

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour son Centre de Traitement des Opérations Bancaires situé à Paris

INGENIEURS ANALYSTES

- ils participent aux études et à la réalisation de nouveaux projets dans le domaine des instruments de paiements nationaux et internationaux.
- Ecole d'ingénieur ou Maîtrise d'informatique et quelques années d'expérience.
- Expérience Télétransmission souhaitée pour l'un des postes.

Adress. CV, photo, salaire et prêt, réf. 58 à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 - 75300 Paris Brune

CHIEF INTERNE CONFIRMÉ

Le candidat, âgé de 35 ans au moins, libre rapidement, devra :

- superviser divers services (25 personnes) (achats, comptabilité, caisse, hôtesses crédit)
- assumer la tenue de la comptabilité avec 10 employés sous ses ordres
- veiller à l'application correcte des procédures administratives et à la bonne coordination entre services.

Il devra :

- être un parfait technicien comptable (niveau minimum DECS)
- avoir le sens de l'organisation et du commandement.

Une expérience dans un magasin de taille équivalente (CA 90 millions, effectif 95 personnes) sera appréciée.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à :

S.F.P.E.C.
B.P. 361-08 - 75365 Paris Cedex 08
qui transmettra

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Le candidat, âgé de 35 ans au moins, libre rapidement, devra :

- superviser divers services (25 personnes) (achats, comptabilité, caisse, hôtesses crédit)
- assumer la tenue de la comptabilité avec 10 employés sous ses ordres
- veiller à l'application correcte des procédures administratives et à la bonne coordination entre services.

Il devra :

- être un parfait technicien comptable (niveau minimum DECS)
- avoir le sens de l'organisation et du commandement.

Une expérience dans un magasin de taille équivalente (CA 90 millions, effectif 95 personnes) sera appréciée.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à :

S.F.P.E.C.
B.P. 361-08 - 75365 Paris Cedex 08
qui transmettra

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**IMPORTANT CENTRE D'ETUDES
D'UNE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN ÉLECTRONIQUE
DE POINTE**

située dans la banlieue Sud-Ouest de Paris

recrute

**INGÉNIEURS ET TECHNICIENS
ENGINEERING**

DE FORMATION ÉLECTRONIQUE.

Possédant une première expérience industrielle dans des techniques multidisciplinaires.
(Connaissance de l'anglais souhaitée).

POUR :

- définition de produits et systèmes nouveaux,
- travaux engineering, suivi d'installations et évaluation.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à No 52.652 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

SODEVA

Groupe des
Grands Moulins
de Paris

Branche alimentation animale VIGALA
et Abattoirs avicoles PIC'GRIN
(13 établissements)

recherche

COLLABORATEURS

- 33 ans environ
- études supérieures
- 5 ans d'expérience professionnelle

Les candidats retenus seront appelés à occuper des postes de Direction d'Établissement, Adjoint de Direction ou Direction Commerciale, en fonction de leur profil et des opportunités qui se présenteront dans le cadre du développement du Groupe. Ils seront, dans cette perspective et dans un premier temps, détachés auprès de la Direction des unités actuelles.
Mobilité nécessaire durant cette période.

Écrire sous réf. 0134 à :

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL SODEVA,
15, rue Croix-des-Petits-Champs - 75021 PARIS
CEDEX 01.

Futur Directeur Financier

Paris
Nous sommes une importante société de prestation de services aux Collectivités et à l'Industrie (énergie) - effectif 800, C.A. 400 M, 15 implantations en province - filiale d'un groupe français très puissant et d'importance mondiale. Financièrement très saine, notre société est solidement implantée sur son marché et prépare un développement important pour répondre aux besoins nouveaux de sa clientèle.

Nous recherchons un membre à part entière de l'équipe de direction, âgé d'environ 30 ans, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale :

A & M, E.C.P., H.E.C., Sup de Co ...

ayant acquis en entreprise une expérience réelle du contrôle de gestion.

Il sera chargé de la mise en place d'un nouveau système comptable, de la construction d'un nouveau tableau de bord et de missions ponctuelles d'organisation. Ensuite il assurera le contrôle et la coordination comptable, budgétaire et financière de l'ensemble de la Société.

Une expérience menée à bien de mise en place d'un système informatique et de centralisation des comptes d'une société ayant plusieurs agences est souhaitable.

Il s'agit d'un poste rattaché directement au D.G. dans une société dynamique et en pleine évolution.

Une réussite au cours de cette première étape (direction financière) donnera une opportunité réelle pour un poste de Directeur Général dans une des sociétés du Groupe.

Écrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 2641 M à D.DANGER

65, Avenue Kléber 75116 Paris

CORT

**Edition
Médicale**

150 000 F +

Depuis un demi siècle, notre entreprise est spécialisée dans l'édition de livres et de périodiques destinés au corps médical (généralistes et spécialistes).

Nous souhaitons développer la vente d'espaces publicitaires contenus dans nos revues et confier cette mission à un négociateur de talent possédant une bonne culture générale.

La spécificité scientifique des contenus rédactionnels implique que ce négociateur connaisse le milieu médical et soit familiarisé avec les différentes disciplines et leur vocabulaire.

Le profil idéal serait celui d'un médecin désireux d'allier des capacités et des motivations d'homme de marketing et de développement à ses connaissances médicales.

Ce poste pourrait être confié à un Chef de Publicité qui nous apporte la preuve de sa réussite commerciale.

Merci d'envoyer votre C.V., photo récente et rémunération actuelle à notre Département Pharmacie sous la référence 003184 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

MATRA

POUR SES ACTIVITÉS TELESUPERVISION ET COMMUNICATION MATRA RECRUTE

DES INGÉNIEURS SYSTÈME-MATÉRIEL

pour compléter une équipe chargée d'un important projet international ; spécialistes ayant acquis une large expérience dans la conception, l'intégration, la mise en service et la maintenance de systèmes, les études de circuits logiques et analogiques, l'automatisation temps réel.

Une formation d'ingénieur, une bonne connaissance et pratique de la langue anglaise sont indispensables pour occuper des postes impliquant des déplacements à l'étranger (3 mois/an).

Réf. 003171 M

DES TECHNICIENS ÉLECTRONIQUES

de formation BTS ou DUT électronique, ayant une pratique de l'anglais, ils seront responsables des études, de l'intégration et de la mise au point de systèmes à base de calculateurs et microprocesseurs.

Une expérience laboratoire ou maintenance sophistiquée et une bonne connaissance des circuits intégrés TTL constituent les bases pour réussir à des postes qui impliquent quelques déplacements à l'étranger.

Réf. 003172 M

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à notre Département Informatique sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DE SYNTHEC

ENTREPRISE DE T.P.

(C.A. 1,2 Milliard, Effectif 5.000 personnes)
faisant partie d'un important groupe industriel
recherche pour son siège à Paris 8^{ème}

cadre comptable

âgé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (E.S.C. D.E.C.S. ...) et ayant une solide expérience comptable. Après une période de formation à la Société, il lui sera confié de réelles responsabilités.

Possibilités d'évolution au sein de l'entreprise.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence 678 M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
3971er, rue de l'Éclair - 75015 PARIS

GRANDE BANQUE PRIVÉE
recherche pour sa
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES

UN CADRE

pour renforcer une équipe chargée de l'action et des relations commerciales avec les investisseurs institutionnels étrangers.

Nous demandons :

- première expérience en France ou à l'étranger dans le domaine financier;
- bonnes connaissances du marché français des actions;
- capacité de relations avec des professionnels de haut niveau;
- parler couramment l'anglais et/ou l'allemand.

Écrire HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, sous réf. 34620.

telesystemes

Importante Société de Services en Informatique
recherche dans le cadre de son développement

INGÉNIEURS

&

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

débutants ou ayant quelques années d'expérience pour participer au développement dans les domaines suivants :

- APPLICATIONS (réf. 289)
- MINI-INFORMATIQUE (réf. 275 A)
- MICRO-INFORMATIQUE (réf. 275 B)

pour s'intégrer dans des équipes «SYSTEMES» travailler sur d'importantes configurations (réf. 257)

Envoyer lettre manuscrite C.V. et prétentions en précisant la référence choisie à :

TELESYSTEMES DIR
Mlle Chabani 115 rue du Bac 75007 PARIS

Mobil Oil Française

recherche :

**JEUNES INGÉNIEURS DIPLOMÉS
FORMATION MÉCANIQUE et MOTEURS
(A.M. ou équivalent)**

Libérés du service national, s'inscrivant vite active.

Pour postes

**TECHNICO-COMMERCIAUX
(RÉSIDENTS PROVINCE ou PARIS)
SUIVANT BESOINS DU SERVICE**

- Fonction comportant nombreux déplacements.
- Formation complémentaire assurée.
- Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.
- Expérience et Anglais appréciés.

Adresser C.V. et photo à N° 51.747, CONTEXTE Publicité, 21, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 02.

PMI PARIS SUD construction et vente matériel pour la REGULATION DE CHAUFFAGE A GAZ recherche

A - CHEF DE PRODUIT

INGÉNIEUR OU EQUIVALENT

5 à 10 ans expér. industrielle. Connaissance théorique et/ou pratique circuits électroniques, intéressé par marketing industriel. Contacts avec fabricants appareils de chauffage. Liaison avec service technique de l'entreprise. Poste à importantes responsabilités dans le développement de la Société.

B - CHEF DE VENTES

RESPONSABLE TECHNIQUE COMMERCIAL pour la France auprès de constructeurs et grossistes. Quelques déplacements en province. Formation technique type BTS ou DUT. Quelques années expér. industrielle dans un service production/études. Une importance particulière sera donnée à l'aptitude à l'assimilation des données technologiques.

Pour ces 2 postes, envoyer lettre manuscrite, CV complet, photo et pré. s/soit. A ou B selon le poste à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra

ORGA CONSEIL

ORGANISATION
ET CONSEIL D'ENTREPRISE

recherche

**INGÉNIEURS
GRANDE ÉCOLE
débutants**

Adresser votre curriculum vitae à
ORGA CONSEIL
64, rue du Banquet, 75016 PARIS.

BECKWELL INTERNATIONAL

a le plaisir d'annoncer que la Direction
de son bureau de Paris
vient d'être confiée à

Monsieur Jean-Louis MUTTE

Beckwell

Conseil International en Recrutement
41, Avenue de Friedland 75008 PARIS
Tél. : (1) 563.88.99
Amsterdam - Francfort - Hambourg - Londres

**contrôleur
de gestion**

Paris La Défense

De 1975 à 1979, la progression moyenne des ventes hors inflation des hypermarchés a été de 31,5%. Celle d'Auchan a été de 132%. La société Auchan, avec aujourd'hui 24 hypermarchés, réalise depuis 4 ans une progression de 100% et ses objectifs sont d'ouvrir 3 nouveaux magasins chaque année.

Cette progression spectaculaire n'a été possible que par l'application de méthodes de gestion extrêmement avancées et par la décentralisation totale des responsabilités pour chaque hypermarché. Les responsabilités, ce sont les hommes qui les ont prises et en particulier les contrôleurs de gestion. S'appuyant sur l'outil informatique le plus avancé de la distribution pour assurer la marche du service comptable, garants de l'application des procédures de la société, ils interviennent auprès de tous les niveaux hiérarchiques de leur magasin; aussi bien pour assurer leur direction dans la recherche de réduction de frais que pour aider les chefs de rayon à mieux maîtriser leurs marges et à dynamiser leurs ventes. En fait, véritables conseils intérieurs, ils sont en permanence disponibles pour tous.

La rémunération que nous proposons aux contrôleurs de gestion est assortie d'une prime aux résultats du magasin et d'une participation à ceux de la société. L'évolution de carrière est en direction des grandes fonctions du siège (personnel, informatique ou gestion) et bien sûr vers une direction de magasin.

Si cette fonction vous intéresse, si vous vous sentez prêt à préparer l'ouverture du magasin de La Défense en mars 81 (10.000 m² de surface commerciale), écrivez à A.D.M. sous réf. 7887-164 rue de la Croix Nivert 75016 Paris.

AUCHAN

**Un Diplôme, une Première Expérience...
et si je changeais?**

Il est fréquent que les jeunes diplômés se sentent bloqués au bout de un ou deux ans dans le Service Commercial de la Société qui les emploie.

Ce sont généralement ceux qui aiment les responsabilités et savent qu'il faut en prendre beaucoup pour réaliser une carrière.

Ils seront pour mission d'établir, sur le terrain, le contact avec les clients effectifs ou potentiels en matière de reproduction de documents afin de les conseiller et de les guider dans leur choix.

Cette expérience constitue pour eux la plus sûre étape vers des carrières commerciales de haut niveau, au sein même de la Société.

Des postes sont à pourvoir à PARIS ET SA BANLIEUE.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous référence V.51 à RANK XEROX J.M. GROUHEL - Service Recrutement - 63807 AULNAY sous BOIS cedex.

RANK XEROX

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT

ingénieurs-électroniciens

débutants ou ayant 2 ou 3 années d'expérience

un monde passionnant s'ouvre à vous :

LA SIMULATION

pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands constructeurs mondiaux de simulateurs, implanté en Région Parisienne et ayant une filiale aux Etats-Unis, offre de nombreux postes d'ingénieurs électroniciens dans les domaines suivants :

« électronique générale », « calculateurs rapides », « techniques IBM ».

POUR TOUTES CES POSTES, LA PRATIQUE DE L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE.

Lieu de travail : TRAPPES (78) ou GENEVY (95).

Adresser rapidement votre C.V. photo et références complètes sous référence 15.07/19 à M. A. DEJARRY, THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT - B.P. 116 - 78182 Trappes Cedex.



Société Américaine leader dans son domaine, située en Banlieue NORD de PARIS (20^e de la Porte de la Chapelle)

recherche pour sa DIVISION INTERNATIONALE

analyste-financier

pour participer aux travaux de consolidation et à l'analyse du reporting des différentes filiales mondiales.

Agé de 30 ans, le candidat aura une formation supérieure complétée si possible par une expérience dans un cabinet d'Audit.

Bilingue Anglais-Français, il aura un esprit "analytique" et critique et l'expérience de la comptabilité américaine.

Disponible rapidement.

Envoyer C.V. avec photo et salaire actuel sous référence 6465 à :



pharmacien



SNE Laboratoire ARON, un des premiers Laboratoires français à capitaux privés, leader dans le domaine de la diabétologie souhaite confier à un jeune pharmacien :

— l'établissement des dossiers d'AMM, l'enregistrement, les relations avec le syndicat, les ministères, la surveillance de la législation ;

— la gestion du personnel : politique de rémunération, droit social etc.

Une expérience AMM de 3 ans minimum est nécessaire.

Le lieu de travail est à SURESNES.

Les produits à forte valeur thérapeutique issus de notre centre de recherche permettent de prévoir un fort développement, aussi souhaitons nous intégrer au sein de notre équipe, un collaborateur à fortes potentialités.

Si cette offre vous intéresse nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 50980 M à notre Conseil - 61, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS. Tél. : 742.58.20.

Chantal Baudron. s.a.



DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS

— 35 ans minimum ;
— Brevets Supérieurs (Type E.C.C. - E.S.C.P. - E.S.E.C.) complétés par D.E.C.S. ou équivalent ;
— Expérience minimum 3 ans dans une unité industrielle avec responsabilité comptable générale, analytique et contrôle budgétaire. — Expérience préalable dans un poste similaire favorable ;
— Sens de l'organisation et goût du travail en équipe.

REMUNERATION 150.000 +

Poste évolutif au sein de la société ou du groupe.

Poste à pourvoir PROCHES BANLIEUE NORD PARIS.

Adresser C.V. + photo à Sté d'expertise comptable GUY GENDROT et ASSOCIES, 26, av. George-V, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

recherche pour BANLIEUE EST

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

— électronique industrielle (courants forts) ;
— automatisme - connaissances en automates programmables.

Pour connaître l'état d'industrialisation ainsi jusqu'à mise en service clients.

Adresser C.V. et références n° 32.328, CONTEXTE Publiée - 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

La Compagnie Générale d'Automatisme

située banlieue Sud de Paris recherche

INGÉNIEURS INFORMATIENS

DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

ayant 2 à 3 ans d'expérience pour l'étude, la mise au point et la mise en service de systèmes automatisés à base de mini ou de micro-ordinateurs.

Déplacements de courte durée possibles.

Transport assuré par service de cars sur région parisienne.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo à Direction du Personnel B.P. 57 - Le Fleis-Pat 91200 - BRISTON-SUB-ORGE.

Mobil Oil Française

recherche

INGÉNIEURS CHIMISTES DIPLOMÉS

Pour postes Technico-commerciaux ayant 2/3 ans d'expérience de terrain et connaissances industrielles Transformation Papier/Carbons et Peinture.

L'objectif sera, après formation complémentaire à PARIS, d'assurer en PROVINCE le développement de PRODUITS SPÉCIAUX.

Anglais indispensable.

Env. C.V. + ph. à n° 32.331 CONTEXTE Publiée, 30, av. Opéra, 75008 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGÉNIEURS microprocesseur Intel 8080 ou 8085 pour emplois région Nord de Paris et sud ouest de Paris.

INGÉNIEURS INFORMATIENS connaissance du Mitr 13 et 115. Ecrire avec C.V. au GROUPE PARISIEN 39, rue de Valenciennes, Paris-10 ou téléphoner au : 334-41-33.

ENGINEERING recherche pr mission à durée déterminée (3 ans environ) France et étranger

AGENTS TECHNIQUES ET INGÉNIEURS spécialisés contrôle des coûts, gestion prévisionnelle et budgétaire, planning de grands projets, application à l'industrie. Anglais indispensable. Envoyer C.V. sans réf. 1984 à P. LICHOU S.A.S.P. 220 75008 Paris Cedex 02 qui transmettra.

ATP électronique, expert, études circuits sécurisés. Activités alternées banlieue Nord et Ouest. DEBAUPUIS 222-25-73 74, bd des Batignolles Paris-17.

STE P.A-PORTER FEMININ rech. pr PARIS et sa REGION ATTACHE COMMERCIAL Etre + mkr. Adr. C.V. + photo, CLAREN, 26, r. Condorcet, P.

WABCO-WESTINGHOUSE recherche pour sa division FERROVIAIRE

TECHNICIENS SUPERIEURS (Fabrication mécanique) Ayant expérience d'organisation de postes de travail sur chantier à l'étranger. Bilingue anglais, français, pour déplacements fréquents dans l'Europe. Env. C.V. détaillé Mme GRELE, réf. 597, B.P. 10, 2 33700 SEVRAN.

IMPORTANT GROUPE EUROPEEN SECTEUR RESTAURATION-TOURISME

recherche pour son département informatique IBM 370/138 DOS/VS-GICB (courant 1980 : 2 x IBM 4381 + réseau 6100)

PROGRAMMEUR SYSTEME

— Expérience 2 à 3 ans ;
— Possibilité d'évolution vers la responsabilité complète du système pour un candidat de valeur.

Lieu de travail : PARIS-SAINT-LAZARE.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et références sous référence n° 44.423 à J.R.P., 38, rue de Valenciennes, 75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ MATERIEL MEDICAL - 180 PERSONNES

jeune responsable méthodes fabrication

INGENIEUR ARTS ET METIERS Connaissances micro-mécanique et électronique, métallurgie.

Rémunération attractive - pour PARIS.

Ecrire à Mme SENECHAL

STAFF & LINE

98, rue La Fayette - 75010 PARIS

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche pour son siège social PARIS (17^e)

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Petits systèmes informatiques Quelques années d'expérience souhaitées Adresser C.V. et références sous réf. 4.584 à ORGANISATION ET PUBLICITE, 2, rue Marigny, 75001 Paris, qui transmettra.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE recherche

UN RESPONSABLE DES ETUDES

• Candidat de haut niveau. Grande Ecole d'Ingénieur ou Université. Maîtrise ou option informatique, MIAGE.

• Expérience de 4 années minimum dans la conduite des études au sein d'une S.C.I. ou banque sur matériel haut de gamme, ayant participé au développement d'application en temps réel.

• Assumera l'encadrement d'équipes de conception, analyse et programmation ainsi que la liaison avec notre service organisation.

Age minimum : 30 ans.

Envoyer curriculum vitae et références à : S.A.I.L. 12, place Vendôme - 75001 PARIS.

Commercial INTRODUIT grandes ENTREPRISES prop. à INDUSTRIEL ou INGENIEUR UPLANTATION en DEVELOP. VENTES sur Paris R.P. France. Ecrire L.T.P. référence RJ, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris ou Tél. : 236-49-08 p. 30.

URGENT pour CLAMART

RÉDACTEURS EN MÉCANIQUE EXPÉRIMENTÉS

pour notices et manuels techniques, susceptibles de diriger un groupe de travail.

Tél. pour R.V. : 644-63-22, M. PAPI.

CABINET CONSEIL PARIS, recherche :

GRAPHOLOGUE

DIPLOMÉ (E) indispensable pour quelques années d'expérience de vérification. Situation stable. Adr. C.V. man. à LEBEUR-25, 6, place Madeleine, Paris-8^e.

Société de Documentation recherche pour CLAMART

AGENTS ELECTRONIQUES TECHNICIENS EXPERIMENTES pour rédaction de notices techniques. Tél. pour R.V. : 644-63-22, poste 216.

LA VILLE DE NANTERRE, 100.000 habitants, recrute :

Un directeur d'école de musique pour son conservatoire.

Adresser candid. avec C.V. à :

Monsieur le Maire de Nanterre, 88-118, rue de la République, 92400 NANTERRE CEDEX.

Constructeur informatique contrat plusieurs mois :

1 A. PROGRAMMEUR COBOL/IB 61.62.

Tél. pour rendez-vous 245-16-42 ou 43, rue de Valenciennes, Paris-9^e.

Recherchons pour courts séjours de formation répétitifs

ANIMATEUR A TEMPS PARTIEL

expér. pédagogique nécessaire. Base de données, technique et compréhension psychologique des vendeurs sonnants.

SHAX, 17, rue de Châteaudun Paris-14

PROGRAMMEUR-ASSEMBLEUR

SOCIÉTÉ PARFUMS BOURJOIS

équipée d'un SP/DS-VS proposé à un I.U.T. formé à l'assemblage et au Cabol de participer en particulier au développement de ses applications sous CICS.

Ecr. à DIRECTION des RELATIONS HUMAINES S.P. 173, 92891 Pantin Cedex.

Important transitaire-groupeur cherche taxiste export très qualifié anglais

Téléphone pour rendez-vous au 882-26-25.

secrétaires

Un des premiers cabinets d'Architecture Français travaillent au niveau mondial recherche, URGENT

SECRÉTAIRE

parfaitement bilingue anglais.

35 ans minimum. Grande disponibilité, ayant, si possible, travaillé dans le bâtiment.

3 à 5 ans d'expérience. Rémunération ouverte.

Téléphoner au 508-38-64 pour rendez-vous.

Société multinationale recherche

pour son siège social PARIS 18^e

SECRÉTAIRE ASSISTANTE DE DIRECTION

Parfaitement bilingue anglais dont sténo anglaise - allemand souhaité

— Poste stable et de confiance.

— Travail varié et motivant dans une excellente ambiance.

La candidate devra :

• avoir au moins 10 ans d'expérience,

• être autonome, logique, ordonnée, méthodique,

• montrer de l'initiative,

• avoir une bonne mémoire,

• aimer les contacts humains.

Adresser CV détaillé et références s/réf. 3357

Emplois et Entreprises, 18, rue Volney - 75002 PARIS

KEILER FRANCE recherche

SECRÉTAIRE STENOGRAPHE BILINGUE ANGLAIS CONFIRMÉE

pour long remplacement. Se présenter 102, avenue Champs-Élysées, PARIS-8^e.

Tél. : 562-81-06

Impl. groupe britannique

Champs-Élysées rech. pr assister son chef comptable une jeune

SECRÉTAIRE DACTYLO

bilingue français-anglais, bonne culture générale, goût des chiffres. Tél. : 561-65-25.

formation professionnelle

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI

Vous propose un stage rémunéré par l'Etat. "Réactualisation des connaissances et perfectionnement professionnel"

Options - Gestion commerciale. - Gestion de production.

Dates : 21 avril - 16 octobre 1980 (interruption du 1^{er} au 31 août).

Conditions : expérience confirmée dans l'option choisie.

Renseignements Frank POTARD

776.55.49

Berkeley Building, 19, rue au Capit. Guyonnet, La Défense.

Créé par les organisations professionnelles et interprofessionnelles (CMA et UPIP).

Ministère de l'Éducation nationale

Ministère de l'Économie et des Finances

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Ministère de l'Intérieur

Ministère de la Santé

Ministère de la Justice

Ministère de l'Environnement

Ministère de la Culture

Ministère de la Région

Ministère de la Ville

Ministère de la Mer

Ministère de l'Énergie

Ministère de l'Équipement

Ministère de l'Industrie

Ministère de l'Intérieur

Ministère de la Santé

Ministère de la Justice

Ministère de l'Environnement

Ministère de la Culture

Ministère de la Région

Ministère de la Ville

Ministère de la Mer

Ministère de l'Énergie

Ministère de l'Équipement

Ministère de l'Industrie

Ministère de l'Intérieur

Ministère de la Santé

Ministère de la Justice

Ministère de l'Environnement

Ministère de la Culture

Ministère de la Région

Ministère de la Ville

Ministère de la Mer

Ministère de l'Énergie

Ministère de l'Équipement

Ministère de l'Industrie

Ministère de l'Intérieur

Ministère de la Santé

Ministère de la Justice

Ministère de l'Environnement

Ministère de la Culture

Ministère de la Région

Ministère de la Ville

Ministère de la Mer

Ministère de l'Énergie

Ministère de l'Équipement

Ministère de l'Industrie

Ministère de l'Intérieur

Ministère de la Santé

Ministère de la Justice

Ministère de l'Environnement

Ministère de la Culture

Ministère de la Région

Ministère de la Ville

Ministère de la Mer

Ministère de l'Énergie

Ministère de l'Équipement

Ministère de l'Industrie

Ministère de l'Intérieur

Ministère de la Santé

Ministère de la Justice

Ministère de l'Environnement

Ministère de la Culture

Ministère de la Région

Ministère de la Ville

Ministère de la Mer

Ministère de l'Énergie

Ministère de l'Équipement

"IXTOC-I", LA MARÉE NOIRE DU SIÈCLE

Corpus-Christi (Texas). — Au dernier étage de l'hôtel Sheraton à Houston, Bill, pêcheur texan, participe à la convention annuelle de l'Association des pêcheurs de crevettes du golfe. Justement, il grignote nonchalamment une crevette géante, et avec l'intonation du pays rendu encore plus trahissant par la tristesse.

Il raconte : « Un de mes plus grands plaisirs pendant la saison était d'apercevoir, au cours de mes expéditions, un fou aux pattes blanches, c'est un bel oiseau très rare, un remarquable pêcheur. J'en surpris toujours quatre ou cinq dans la saison. Cette année, je n'en ai pas encore vu un... »

Pour un Texan de souche caractéristique d'abord par son amour du terroir — en l'occurrence du golfe riverain — l'absence d'un seul oiseau est une tragédie. Une tragédie qu'il nomme « Ixtoc-I ». Une tragédie dont le rideau se lève le 3 juin 1979, mais qui ne s'est pas achevée avec le comatage du puits, le dimanche 22 mars.

I. — MAIS OU EST DONC PASSÉ LE PÉTROLE ?

De notre envoyée spéciale SYLVIE CROSSMAN

Si, souvent, à l'observateur posté sur la côte sud du Texas, la plus grosse marée noire de l'histoire a eu l'air d'une marée fantôme, c'est sans doute partiellement parce que les rives texannes du golfe ont été bémées par l'industrialité de la nature. Cependant, même si les plages de la côte méridionale du Texas n'ont pas offert le spectacle désoleant des plages de Bretagne, lors de la catastrophe de l'Amoco-Cadiz, il ne faut pas minimiser les répercussions immédiates qu'a infligées le nappe d'hydrocarbures à la barrière d'écologie qui s'étend sur 200 kilomètres de la frontière mexicaine, à Port-Aransas.

M. John Robinson, nommé coordonnateur scientifique de la « défense » par l'Agence nationale pour les océans et l'atmosphère (National Oceanographic and Atmospheric Administration — NOAA) évaluée à 10 000 tonnes la quantité globale de pétrole, dont la plus grosse partie s'est étalée sur 200 kilomètres de côtes entre le 13 août et le 1^{er} septembre 1979.

D'autre part, les équipes scientifiques ont constaté, tout au long de cette côte, la formation de « récifs » de goudron à quelques mètres du bord, dans 60 centimètres d'eau, au niveau où la mer se retire à marée basse. Ces formations, dont l'aspect brunâtre, solide et poreux leur ont valu le nom de « récifs », se sont constituées lorsque deux violentes cyclones, à la fin septembre de l'année 1979, ont remporté 90 % du pétrole déposé sur les plages. M. Robinson craint que ces « récifs », ne soient une source constante de pollution entretenue par l'action des vagues très violentes à cet endroit de la côte. La mer en se retirant pourrait aussi ramolir ces formations, souiller les plages durant un nombre considérable d'années. Les biologistes ignorent encore l'influence de ces récifs sur la faune marine.

L'industrie du tourisme a peut-être été la plus immédiatement affectée par la marée d'Ixtoc-I. M. Ralph Thomson, directeur de l'Office du tourisme de la Padre-Island, chiffre à 20 millions de dollars la perte de revenus encourue par la marée noire de septembre à décembre 1979. A

Rockport, village de pêcheurs situé au nord-est de Corpus-Christi, la chambre de commerce rendit compte d'une baisse de revenus de 40 % de novembre à février, saison d'hiver où les touristes canadiens affluent d'ordinaire pour profiter de la clémence de l'hiver au bord du golfe du Mexique. En ce début mars seulement, les hôteliers soulagés enregistrent un « retour à la normale ». Mais c'est à force de publicité d'être que les agences de tourisme.

Même aujourd'hui de quelques certitudes et de nombreux questions, dirigée par M. Robinson, se refuse aujourd'hui à toute conclusion : « Nous sommes incapables de répondre à la plupart des questions et surtout à la question essentielle : qu'est-il réellement advenu de cette masse d'hydrocarbures qui a voyagé pendant plus de deux mois dans le golfe du Mexique ? »

Oiseaux et crevettes

Il semble ainsi, au premier abord, que des quantités insignifiantes de pétrole aient pénétré dans les lagunes qui protègent les barrières d'écologie. Les pêcheurs, qui se spécialisent dans la pêche de la crevette, rapportent qu'elle semble aussi abondante que d'ordinaire. Pour autant, M. Steve Frishman, de la Coalition pour l'environnement du Texas, soutient que les barrières flottantes n'ont pu empêcher l'entrée de la mousse et des boules de goudron dans les lagunes.

Seule la prochaine saison de pêche, qui commencera en juillet, pourra apporter des certitudes quant aux répercussions de la marée noire sur la production des crevettes de la région.

De la baie de Campeche proviennent d'inquiétantes rumeurs : M. Felipe Villa-Nueva, président de la Confédération des coopératives de pêche, rapporte les difficultés qu'ont les pêcheurs mexicains à trouver des crevettes dans ce lieu. Vingt-cinq des

deux cent soixante-cinq bateaux du port de Ciudad-del-Carmen continuent à pêcher dans la région. Les pêcheurs texans, pourtant, sont optimistes. Les fonctionnaires du département de la santé et de la Food and Drug Administration n'ont pas trouvé dans leurs filets une seule crevette contaminée par le pétrole d'Ixtoc-I.

M. Ralph Rayburn, directeur de l'Association des pêcheurs de crevettes du golfe, admet pourtant que la saison dernière a été particulièrement mauvaise. Mais, dit-il, avec ses collègues, c'est à cause de l'augmentation du prix du pétrole, qui a poussé plus de bateaux au port que d'ordinaire et à cause des pluies diluviennes qui ont détruit œufs et larves.

Dans un article publié le 7 mars 1980, M. French, responsable pour la Fish and Wildlife Services du sauvetage des oiseaux marins, dresse un bilan apparemment moins négatif qu'on aurait pu le craindre. Seulement vingt-six oiseaux marins ont été trouvés sur les plages texannes (sept d'entre eux ont survécu). Mais à Noël, le groupe d'ornithologues de la société Audubon, qui se rassemblent tous les ans pour recenser le nombre d'espèces rares d'oiseaux de la région, ont compté considérablement moins d'oiseaux que d'habitude.

Quand la marée noire a atteint les côtes du Texas, il ne restait à la NOAA que 300 000 dollars sur le million qui lui avait été accordé en 1979 pour lutter contre des catastrophes de ce genre. Pour l'année 1980, 350 000 dollars seulement lui ont été attribués.

Huit millions et demi de dollars, soit les trois quarts du budget réservé à la « défense », ont été utilisés pour nettoyer les plages et la côte immédiate. Sur ce point du moins, les Texans semblent unanimes : aucune étude scientifique sérieuse n'a été faite par manque de crédits. Ainsi, l'Agence nationale des océans et de l'atmosphère a sollicité du gouvernement fédéral, l'octroi de 57 millions de dollars, ce qui permettrait, sur une période de trois ans et grâce au travail de diverses agences d'Etat et du gouvernement fédéral, de procéder à une « étude des dommages ». A la NOAA, on doute que la somme soit accordée. En effet, les réductions de budget décidées par M. Carter ne sont pas de bon augure.

Prochain article :

II. — BATAILLE POLITICO-JURIDIQUE

« Des affaires, c'est important de pouvoir les traiter à l'heure, même à l'autre bout du monde. »

Propos authentique d'un passager.

Lufthansa

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DANS UNE LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Pierre Mauroy demande une aide spéciale pour la conversion du Nord-Pas-de-Calais

De notre correspondant

Lille. — Le Nord-Pas-de-Calais a besoin d'un outil régional, public, technique et financier au service du développement industriel. C'est ce qu'affirme M. Pierre Mauroy, président socialiste du conseil régional, dans une lettre adressée le 25 mars au président de la République.

M. Mauroy a, le 31 mars, rendu publique cette correspondance après avoir souligné l'aggravation de la crise régionale. Les dernières statistiques de l'INSEE sur l'année 1979 sont très inquiétantes : la population des deux départements est restée pratiquement la même du 1^{er} janvier 1979 au 1^{er} janvier 1980 ; l'accroissement annuel n'a été, entre 1976 et 1980, que de 52 mille unités seulement, dix fois moins important que durant la période de 1969 à 1972. En réalité, le solde migratoire négatif ne fait que croître : plus de vingt mille personnes quittent chaque année la région.

Dans sa lettre au président de la République, M. Mauroy affirme : « Les handicaps économiques quotidiens et les multiples fermetures d'entreprises condamnent une politique qui fait dépendre l'avenir industriel d'une région tout entière et de ses quatre millions d'habitants de financements insuffisants ou d'initiatives industrielles isolées, rares et aléatoires. » Le président

du conseil régional intervient auprès du chef de l'Etat après avoir constaté que ce qui a été refusé au Nord-Pas-de-Calais vient d'être accordé en Aquitaine. « Je suis contraint, dit-il, de constater que, dans le cadre des projets établis pour le Sud-Ouest, sous votre haute autorité, le gouvernement vient d'attribuer l'intervention du groupe « R.A. Aquitaine » dans l'implantation d'une usine à Bayonne, à hauteur de 25 millions de francs par le biais d'une société de financement régional appartenant à ce groupe. »

M. Mauroy explique alors qu'il convient de mettre à la disposition de la région Nord-Pas-de-Calais les moyens financiers et techniques à la mesure des difficultés actuelles. « Si les houillères, dit-il, avec leur structures d'entreprises originales, étaient vus chargées depuis dix ans de cet objectif de conversion, des perspectives différentes s'offriraient peut-être aujourd'hui au Nord-Pas-de-Calais. »

Cet « outil technique et financier » qui devrait accélérer la conversion industrielle avait déjà été réclamé à plusieurs reprises par le bureau du conseil régional. En vain, on fera sans doute remarquer que, si certains groupes pétroliers disposent de capitaux, les houillères survivent grâce au concours des fonds de l'Etat. Quoi qu'il en soit, les élus régionaux sont persuadés que les moyens mis à la disposition de la région sont très nettement insuffisants.

M. Mauroy a, ainsi repris, au cours de sa conférence de presse, ses propositions pour la modification de la loi de 1972 sur les régions, afin de donner à celles-ci plus de compétences. Il a annoncé qu'une réunion de tous les présidents des conseils régionaux de France serait organisée, le 5 mai prochain à Paris, à l'hôtel de Lassay.

GEORGES SUEUR.

Rédigé par la S.A.R.L. Le Monde.
Généraliste : Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Responsable : Jacques Fauriol.
Imprimé par la S.A.R.L. Le Monde, 5, rue de la République, 92100 Nanterre.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 37437.

Le Monde

régions

AQUITAINE

LES GRANDES ROUTES L'IGNORENT

La Dordogne enfermée

Périgueux. — La Dordogne est inquiète. Inquiète parce qu'elle a l'impression d'être l'enfant abandonné de la République. Bien sûr, il y a eu le passage de ministres et de quelques sous-secrétaires, passage oublié dès le lendemain ; mais le président Giscard d'Estaing a été chez les voisins d'Agen. Plus récemment M. Antonio Golliti, commissaire européen chargé de la politique régionale, a visité le Lot-et-Garonne, la Gironde, les Landes, le Tarn, mais pas le Périgord. Le mot « réserve » apparaît de plus en plus souvent dans le langage, encore que le parc régional voulu par certains entre les Eyzies et Sarlat ne puisse même pas se réaliser. Un comble !

Une réserve où les indigènes vieillissent et disparaissent. Il y a 500 000 habitants il y a un siècle, il n'en reste plus que 367 000. Une réserve « protégée » par un accès difficile. Deux nationales se croisent au centre du département, la R.N. 89 et la R.N. 21. La première fut appelée « route des ministres » parce qu'elle joignait les fiefs de MM. Chaban-Delmas (Bordeaux), Boulin (Libourne), Guéna (Périgueux), Charbonnel (Briève), Giscard d'Estaing (Clermont-Ferrand). Une enquête du journal Sud-Ouest vient de baptiser Trans-européenne, car elle peut être un lien entre la façade maritime aquitaine et l'est de la France. Plus un souhait qu'une réalité.

Dans le Périgord, il n'existe qu'une seule zone de dépasse-

De notre correspondant

ment. Les « verrous » sont beaucoup plus nombreux. Celui de Périgueux est le plus important. Depuis quarante ans on a dressé des plans. Les pouvoirs publics tentent d'imposer une voie rapide urbaine sur ou à côté du canal. Ils se sont heurtés au comité de défense et aux communes suburbaines, qui souhaitent plutôt une grande déviation. Un terrain d'entente finit par se dessiner l'an passé : pourquoi ne pas réaliser les deux projets.

Nouvel espoir

Mais, dans le plan du Grand Sud-Ouest, on parle surtout de la R.N. 21, l'axe nord-sud entre Paris et l'Espagne. Nouvelle déviation pour les partisans de la R.N. 89. Nouvel espoir à la fin du mois dernier. Le président de la République écrivait à M. Yves Guéna le 25 janvier que, d'une part, la nationale 21 de Périgueux à Bergerac, Agen, Auch, Tarbes et Lourdes, a été retenue comme l'un des trois grands axes nord-sud du Grand Sud-Ouest. (Son aménagement sera réalisé pendant la première tranche du programme routier de ce plan.) D'autre part, l'Etat proposait à la région Aquitaine de faire figurer l'aménagement de la nationale 89 entre Périgueux et Bordeaux dans le contrat routier régional en cours de préparation.

Toujours au titre de cette pre-

mière tranche et pour la part de financement qui lui incombe. L'Etat mettra en place les moyens nécessaires à l'engagement de la voie rapide urbaine de l'agglomération de Périgueux. En outre, le ministre des transports étudiera personnellement les conditions dans lesquelles le tracé de la nationale 89 à l'entrée de l'agglomération pourrait être revu.

Dossiers au tiroir

Mais les malheurs routiers du département ne s'arrêtent pas là. Dans les cartons de l'équipement prolifèrent des dossiers sur l'élargissement du C.D. 936 joignant Libourne à Bergerac et menaçant de s'étendre à la vallée de la Dordogne vers Sarlat. Un véritable cancer selon certains, d'autant plus que les études techniques se faisaient dans le secret. Même le préfet et le président du conseil général, maire de Bergerac, M. Manet, semblaient redécouvrir l'avancement du projet, alors que l'assemblée départementale avait voté un an plus tôt des subventions d'étude.

L'affaire étant mal engagée, il a été décidé de remettre les dossiers dans le tiroir et de se lancer dans une campagne d'explication des projets. Au plus, dit-on, sera continuée l'étude du contournement de certains bourgs et d'autres aménagements locaux. La Dordogne abandonnée, enfermée...

JACQUES MAHUAS.

Micro-centrales : des « bêtes noires » pour les rivières

Au mois de janvier, le Conseil d'Etat rejetait le projet de décret présenté par le ministre de l'Industrie qui tendait à assouplir les règles de création des micro-centrales ; cette modification ne peut résulter que d'une loi, ont estimé les conseillers. L'Aquitaine, et plus particulièrement la Dordogne, est concernée au premier chef.

La crise de l'énergie réveille les imaginaires. Puisse le vent, le soleil, les forces du vent, gaz méthane issu des déchets végétaux, énergie des marées, on songe à nouveau à faire feu de tout bois. Et l'on s'aperçoit que de nombreux torrents et rivières encore sauvages n'ont pas été harnachés par les grands producteurs d'électricité, qui ne s'intéressent qu'aux ouvrages de vaste dimension. Trois mille chutes pourraient être aménagées et dotées de modestes turbines qui, au total, fourniraient 6 milliards de kWh. Mais la création de ces micro-centrales (voir le Monde du 27 décembre 1979) est soumise à un contrôle des pouvoirs publics. Jusqu'à 500 kilowatts de puissance, le candidat constructeur peut se contenter d'une simple autorisation. Au-delà, il lui faut obtenir une concession, procédure longue et compliquée qui, jusqu'à présent, a découragé particuliers et sociétés privées de se lancer dans l'aventure. Le nombre des

concessions ne dépasse pas une dizaine par an.

Soucieux de laisser exploiter plus librement ce potentiel hydro-électrique, le ministre de l'Industrie a donc préparé un décret modifiant une loi de 1919 et libérant le régime de création des micro-centrales. Le nouveau texte supprimait le régime de la concession pour tous les projets ne dépassant pas 4500 kilowatts, les soumettant seulement à une autorisation administrative.

Le Conseil d'Etat a estimé qu'un texte voté par le Parlement ne peut être transformé par un simple décret et que la décision appartient aux représentants du peuple. Au regard du droit et des institutions démocratiques, l'avis des conseillers d'Etat est apparemment judicieux. Il est en réalité plein de périls.

La multiplication des mini-barrages et des turbines n'est pas sans inconvénient pour les cours d'eau. Les défenseurs des sites, les pêcheurs, les hydro-biologistes, les pratiquants du canoë-kayak et même les syndicats d'initiatives n'envisagent pas sans effroi la transformation de nos rivières en escaliers d'eau et la construction sur leurs berges d'innombrables bâtiments techniques reliés au réseau par des lignes de pylônes.

Aussi depuis quatre ans des discussions opiniâtres ont-elles opposé les services de l'Industrie à ceux de l'environnement,

qui souhaitent que le texte du décret soit assorti de conditions. On était tombé d'accord pour imposer aux constructeurs de micro-centrales une étude préalable d'impact sur l'environnement. Une enquête publique serait nécessaire.

On avait même prévu qu'une vingtaine de rivières — celles qu'empruntent encore les poissons migrateurs — seraient totalement épargnées par les micro-centrales. Ces multiples garde-fous ont sombré avec le décret qui les établissait.

En revanche, les promoteurs des micro-centrales espèrent bien que la libération du régime de création interviendra rapidement. Un projet de loi « relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur » a déjà été voté par l'Assemblée nationale lors de sa session d'automne. Le Sénat en débatera à son tour au mois d'avril. Avec l'accord de la commission sénatoriale des affaires économiques, M. Jean-François Pintat, sénateur (U.D.F.) de la Gironde, y a glissé un amendement qui autorise à créer des micro-centrales de moins de 4500 kilowatts avec une simple autorisation. Ce texte laconique ne s'accompagne évidemment d'aucune précaution. Il est adopté dans une forme de procès, la démocratie y aura sans doute gagné mais l'écologie de nos cours d'eau risque d'y perdre beaucoup.

MARC AMBROISE-RENDU.

POINT DE VUE

Décentraliser l'Etat pour le démocratiser

par MICHEL SAINTE-MARIE (*)

NOTRE économie va mal. Faut-il pour s'en convaincre, rappeler ces deux chiffres : un million et demi de chômeurs, un taux d'inflation annuel supérieur à 11 % ? Mais, plus encore que ces deux maux qui rongent notre économie, un phénomène plus grave est décliné : c'est la désindustrialisation de notre pays.

Ce n'est pas la libération des prix, nouveau remède miracle du premier ministre, qui peut renforcer l'investissement, assurer le retour au plein emploi, juguler l'inflation et maîtriser l'équilibre extérieur. L'arsenal des raisons invoquées pour, sinon justifier, du moins expliquer la crise, ne sont pas satisfaisantes, et ne sont plus acceptables, que ce soit notre dépendance pour le pétrole et les matières premières, la crise du système monétaire international ou encore la concurrence internationale. Il est tout de même paradoxal de brandir de tels arguments et de rester muet devant la désindustrialisation de notre pays, du fait notamment d'une pénétration croissante des importations.

Pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, la France, entre 1974 et 1979, s'est désindustrialisée. Les premières victimes de cette politique sont les P.M.E. et les P.M.I., et ce n'est vraiment pas un hasard si elles sont en difficulté. Rien n'est fait pour assurer une aide véritable, une action efficace.

La région Aquitaine est le lieu des

Un climat soporifique

Le gouvernement entretient actuellement un climat tantôt euphorique, tantôt angoissant, mais dans les deux cas soporifique. Pourtant la crise n'est pas une fatalité. Il faut inverser l'évolution. C'est possible, c'est urgent.

Nos solutions sont dans le projet socialiste. Il n'est pas question ici d'en développer les grandes lignes, mais il s'agit d'apporter une concrétisation à nos idées. Vouloir la socialisation, c'est vouloir décentraliser l'Etat, le rendre démocratique en assurant le contrôle populaire des grandes fonctions étatiques. C'est aussi admettre que l'Etat ne fait pas tout, ne doit pas tout faire. C'est dans cet esprit que la région a un rôle important à jouer. Notre

solution est aussi une solution régionale.

Depuis les dernières élections municipales et législatives, la poussée de la gauche s'est traduite, en particulier, par une augmentation importante du nombre des élus socialistes aux conseils régionaux. Après la gestion timide des présidents de droite, les nouvelles majorités soulèvent les véritables problèmes, dont celui de la maîtrise du financement du développement socio-économique des régions. Du coup, l'écho se fait entendre à droite et à gauche. M. Olivier Guichard, président (R.P.R.) du conseil régional des Pays de la Loire, lui-même semble vouloir se joindre au concert, dénonçant l'attitude ambigüe de l'Etat à l'égard des régions (1).

Tout cela traduit une prise de conscience des élus face à la pratique dégradante qui revient à les solliciter quand les grandes décisions financières sont déjà prises, qu'il s'agisse de création d'entreprises ou de dépôt de bilan. Il nous apparaît indispensable de définir ou de redéfinir la place et le rôle des élus au sein des organismes déjà existants et à créer.

Face à cela, l'attitude du gouvernement est volontairement confuse, en voulant d'un côté accentuer son désengagement et, d'un autre côté, récupérer les initiatives qui animent les élus socialistes. Pour répondre aux déclarations de Pierre Mauroy : « Les socialistes entendent se donner les moyens financiers de leur politique économique et sociale (2) ». André Chagau, délégué à l'aménagement du territoire, annonce : « Les élus seront encouragés à prendre des initiatives industrielles (3) ». Au-delà des déclarations du délégué, quels sont les moyens véritablement mis en œuvre pour promouvoir notre participation dans l'organisation du financement des activités économiques ?

Pour ne prendre qu'un exemple, la société Sobover anciennement Verrière de Bégles (Gironde), ne doit son espoir de relance qu'à la volonté de ses travailleurs et à la communauté urbaine de Bordeaux qui envisage l'acquisition d'un terrain pouvant accueillir la nouvelle société. La communauté urbaine n'ayant, de par la loi du 31 décembre 1966, aucune compétence économique, c'est par le biais d'une acquisition foncière qu'elle peut venir en aide à la société de Bégles. Il est évident qu'une telle solution ne peut se généraliser. De son côté, les seules interventions de l'établissement public régional dans le domaine économique sont des études financées par l'APMID (Asso-

ciation pour l'aide aux P.M.I. en mutation ou en difficulté. Si ces études constituent un élément nécessaire à l'aide aux entreprises en difficulté, elles ne sont pas suffisantes. L'établissement public régional n'a pas la possibilité de participer à la solution des problèmes financiers que rencontrent les entreprises, aussi bien au niveau de leurs investissements qu'au niveau de leurs fonds propres.

L'Institut de participation du Grand Sud-Ouest Auxilié, dû à l'initiative des chambres de commerce, prend tout son sens. Il arrive d'autant mieux qu'il permet au gouvernement d'occuper un autre projet, cette fois-ci, à la volonté socialiste des conseils régionaux — notamment celle d'Alain Savary en Midi-Pyrénées — désireux de laisser une grande part des responsabilités aux institutions régionales et aux élus locaux.

Alors que les élus réclament une participation à la résolution des problèmes financiers des entreprises, le gouvernement continue à accorder arbitrairement son soutien par l'intermédiaire de sociétés ou d'associations d'où sont systématiquement exclus les élus. C'est dans cet esprit qu'il développe les compétences des sociétés de développement régional, alors qu'il sait fort bien que les élus ne peuvent pas, en l'état actuel des choses, participer à l'action de ces sociétés.

Nous revendiquons la décentralisation des compétences économiques de l'Etat, comme le prévoyait la loi de 1972. Sur les régions, il s'agit de lever les obstacles institutionnels, administratifs et réglementaires, qui s'opposent actuellement à l'initiative économique locale et, plus généralement, de promouvoir un environnement économique favorable à nos entreprises. La région doit avoir les moyens de maîtriser son développement socio-économique. Que le gouvernement le veuille ou non, le débat sur la régionalisation est relancé.

(1) Le Monde du 9 décembre 1979.
(2) Colloque de « Socialisme et Entreprise ».
(3) Déclaration du 23 septembre 1979.

MARS

Jeu 27
Ven 28
Sam 29

EXCEPTE DIMANCHE 30

Lun 31

AVRIL

Mar 1
Mer 2

rendez-vous annuel de l'électronique mondiale

selon le calendrier des composants électroniques 80

PARIS

27 mars - 2 avril

Porte de Versailles de 9 h à 18 h

Composants - mesure - matériaux et produits - équipements et méthodes.

Invitation sur simple demande

S.D.S.A. 20, rue Homelin
F 75116 Paris

Tél. 505.13.17 - Telex 630.400 F

FINLANDE

naturellement vôtre

la Laponie légendaire et le cap du bout du monde le Cap Nord

circuits de 8 et 9 jours à partir de 5340 F

Finlandia

11 rue Aubert 75006 Paris

destination ISLANDE

Expéditions dans le désert de l'Oraefi

groupes 10 pers, maximum

circuits Land-Rover

marque à pied

14 jours Paris/Paris 6.750 F

Votre agent de voyageur, ou

ALANT'S TOURS 296.59.78

17, rue Molière 75001 Paris

صك:امن الاصل

CONJONCTURE

SOCIAL

LE RAPPORT
DE LA BANQUE DE FRANCE
ESTIME « TROP RAPIDE »
LA PROGRESSION
DES CONCOURS BANCAIRES

L'économie française a fait preuve de vigueur en 1979, dans un environnement « difficile », indique le rapport annuel de la Banque de France, remis lundi au président de la République par M. Renaud de la Genière, gouverneur de l'institut d'émission. Ce texte estime que l'inflation, qui ne « cède » ni part, ni perturbation du jeu des mécanismes de marché, mais a pu « rester contrôlée » en France.

La masse monétaire a crû d'environ 13 % en 1979, soit deux points de plus que l'objectif fixé, en raison d'une progression « trop rapide » des concours bancaires aux entreprises et aux ménages, ce qui « justifie » l'adoption récente de mesures plus restrictives. Toutefois, le taux de liquidité de l'économie est de nouveau légèrement réduit et le marché financier a offert à l'épargne longue une rémunération « réelle » jugée positive. Pour 1980, le gouvernement a reconstruit l'objectif de 11 % pour la croissance de la masse monétaire, ce qui, ajoute le texte, « impose un resserrement de l'encadrement du crédit (voir d'autre part) et, compte tenu du rythme des taux d'intérêt à l'étranger, le maintien de taux adéquats dans notre pays ».

La politique monétaire, poursuit le rapport, doit « tendre à proportionner la création monétaire aux besoins de l'activité, et à restituer aux taux d'intérêt leur rôle d'ajustement de l'épargne et de l'investissement ». En fin, une coopération internationale plus étroite est estimée « indispensable », notamment sur le plan monétaire, pour que l'inflation puisse être freinée et le système monétaire international stabilisé : conditions « nécessaires pour rétablir les bases d'un développement régulier de la production et de l'emploi ».

Les nouvelles normes d'encadrement du crédit

Les mesures sur les prêts à la construction neuve
seront les moins sévères

La publication des normes d'encadrement du crédit pour le deuxième semestre (Journal officiel du 30 mars) s'accompagne d'un certain nombre de modifications du régime en vigueur allant dans le sens de la restriction. Nous en avons dressé les grandes lignes dans nos éditions datées des 30-31 mars.

Les normes sont, comme nous l'avons dit, resserrées. Pour les plus grandes banques (établissements dits de première catégorie), la progression annuelle des concours est fixée à 3,5 % (l'indicateur pour décembre était de 103,3, la base 100 correspondant au montant autorisé des concours à fin décembre 1979). Pour les banques moyennes, elle est de 5 %, et pour les établissements de troisième catégorie (ceux qui sont spécialisés dans le crédit à la consommation) de 7 %. Les banques et établissements les plus petits (total des emplois inférieurs à 100 millions de francs à condition qu'un dixième en soit financé par des fonds propres) sont totalement exonérés, comme ils l'étaient déjà en 1979. De même, les banques et établissements de la deuxième et de la troisième catégorie dont les emplois ne dépassent pas 300 millions bénéficient, comme l'année dernière, d'une majoration de 4 points d'indice.

L'innovation principale concerne, on le sait, la sévérité accrue en ce qui concerne la « réintégration » partielle ou totale des crédits « décaissés » (voir page 35 en 1977). Il avait, il y a deux ans, imposé aux banques d'en réintégrer une partie pour déterminer la progression des concours. Le pourcentage de réintégration, d'abord

fixé à 15 %, n'a cessé d'être augmenté. L'avis publié dimanche le porte de 40 % à 50 % à partir du 1^{er} mai. Les crédits « décaissés » concernent notamment les crédits à moyen terme à financer les économies d'énergie et un certain nombre de prêts immobiliers. La « réintégration » doit se traduire à la fois par un certain ralentissement de la progression des crédits et un taux d'intérêt encore un peu plus élevé.

Cessant à partir du 1^{er} avril, d'être décaissés les prêts conventionnels accordés au titre de l'épargne-logement. En revanche, continueront à être décaissés (dans la limite de 50 %) les prêts conventionnels au logement. La raison de cette discrimination est que, selon les statistiques, les premiers semblent surtout destinés à financer des achats de logements anciens, alors que les seconds vont davantage à la construction neuve ou à la rénovation.

Des dispositions seront prises pour que les prêts ouvrant droit à des prêts conventionnels comportent une part plus importante de travaux de rénovation (35 % à 40 % au lieu de 10 % actuellement). Ces dispositions visent à encourager les banques à accorder moins facilement les prêts au logement. Ceux-ci ont progressé de 14 % et de 27 % et ont continué à augmenter au premier trimestre de 1980.

Contrairement à ce qui a pu être dit, n'a pas été supprimé le « marché du désendettement », les banques qui sont en situation d'excessif des crédits à d'autres qui sont au-dessous de leur plafond et ce n'est de la sorte que l'encadrement du crédit (voir page 35 en 1977). Des dispositions ont été prises pour que la cession se traduise par un décaissement effectif du volume des crédits octroyés pour le crédit.

Sur le plan global, le gouvernement a réaffirmé son intention de limiter à 11 % la progression de 14 % et de 27 % en 1980.

CINO DES SEPT FÉDÉRATIONS
DE FONCTIONNAIRES
SIGNENT
L'ACCORD SALARIAL 1980

F.O., la FEN, la C.F.T.C., la C.G.C. et les autres ont signé l'accord salarial 1980 dans la fonction publique. La C.G.T. et la C.F.D.T. l'ont rejeté. Ce contrat prévoit une augmentation de 1,75 % au 1^{er} avril (intervenant après la hausse de 2,5 % au 1^{er} mars) et, à partir des trimestres suivants et jusqu'au 1^{er} avril 1981, le maintien du pouvoir d'achat selon la formule suivante : hausse des prix des mois connus, à laquelle on ajoute un coefficient fixe de 1 % et à laquelle on retranche les augmentations de salaires intervenues entre-temps. Un rajustement sera fait en fin d'année, selon l'évolution des prix.

L'accord passé entre les cinq fédérations et le secrétariat d'Etat à la fonction publique contient aussi une majoration de la prime mensuelle spéciale versée aux petites catégories (selon les indices, elle passe de 150 F à 180 F et de 20 F à 40 F) ; le versement au 1^{er} septembre d'une prime unique de vie chère de 300 à 150 F selon les indices, jusqu'à début de la catégorie B ; une majoration des retraites d'environ 1 % et le relèvement des 5 points (environ 80 F) du plancher de ces retraites (le Monde du 29 mars).

Dans un communiqué, l'Union générale des fédérations de fonctionnaires C.G.T. estime notamment que le gouvernement « a dû concéder davantage que prévu aux titres des mesures spécifiques pour les bas salaires. Mais celles-ci ne feront que combler en partie pour les catégories D et C, et de manière dégressive vers le haut, la perte du pouvoir d'achat résultant de mesures insuffisantes. Les retraites, les catégories B et A qui en sont exclues vont subir une perte d'environ 2 % au lieu de 3 % ». Elle ajoute : « En provoquant jusqu'en avril 1981 la validité de l'accord 1980 le gouvernement espère que les organisations syndicales lui assureront la « paix sociale » jusqu'à l'élection présidentielle ».

Les syndicats protestent
contre la trop lente mise en place
des conseils de prud'hommes

La plupart des syndicats viennent de protester contre la trop lente mise en place des conseils de prud'hommes. Après les remous suscités par la réforme des conseils et les difficultés d'organisation des élections, les succès du scrutin au cours duquel plus de 80 % des salariés ont voté semblaient avoir mis fin aux combats d'arrière-garde visant à empêcher l'application de cette réforme. Le nombre des recours pré et post-électoraux confirmait cette évolution : 35 219 recours, dont 23 509 recevables avant le vote (49,5 %), portaient sur des élections d'inscription sur les listes électorales, 41,7 % sur des problèmes de rattachement aux différentes sections, correspondant à 0,22 % seulement de l'électorat concerné ; 179 recours et quelques pourvois en cassation sur le déroulement du scrutin.

Après cette forte participation des salariés et le peu de contestations postélectorales, il restait aux quelques treize mille conseillers élus à installer. Une loi du 3 janvier 1980 a prolongé les délais de mise en place du 15 janvier au 15 juillet 1980 ; ce report a permis de régler les problèmes de locaux et au garde des sceaux de publier les ultimes instructions du ministre de la formation des conseillers et sur le montant des vacations qui leur seront accordées afin de compenser la perte de leur salaire quand ils devront s'absenter de leur entreprise pour « juger ».

Or, le 18 mars dernier, seulement 102 conseils sur 293 étaient mis en place... à peine plus d'un tiers. Les délais d'application ne sont toujours pas publiés, et les décisions envisagées par le ministre de la justice et soumises le 29 mars aux juges n'ont pas été jugées satisfaisantes. Toujours est-il que pour l'instant la machine prud'homale est en panne.

À Paris le blocage est quasi total. Afin d'éviter un passage à vide, les anciens conseillers ont

vu leur fonction prorogée jusqu'à l'installation des nouveaux. Mais le budget de la ville de Paris n'a rien prévu pour payer en 1980 ces conseillers, dont les fonctions devaient s'achever ; les nouveaux seront indemnisés, à partir de leur installation, sur le budget de l'Etat. Résultat : les conseillers « prorogés » ne siègent plus, puisqu'ils ne sont plus payés. Depuis la fin de février, il n'y a plus d'audience.

D'autant que le greffier en chef et les greffiers de chaque section — fonctionnaires de l'Etat — n'ont pas encore été nommés. Ils n'ont pas encore passé le concours nécessaire. C'est le greffier du tribunal d'instance du treizième arrondissement qui a été chargé à titre intérimaire d'organiser les nouveaux greffes.

Actuellement, les affaires à juger sont en panne depuis un an. Des fiches ont été établies pour environ vingt mille dossiers en souffrance. Et depuis décembre les demandes ne sont pas reportées.

Ces difficultés, dues aux lenteurs de l'administration et à la faiblesse du budget prévu par le garde des sceaux au titre du fonctionnement des conseils (187 millions de francs), sont d'autant plus étonnantes que le ministère du travail avait déployé d'énormes efforts pour faire des élections un succès. Le budget consacré à l'information sur les nouveaux conseils et leur installation, ainsi que sur le déroulement du scrutin, a atteint 95 millions de francs (1). Pour quel résultat ?

Cela traduit « une volonté de minimiser la chancellerie sur les conseils de prud'hommes », estime Yves Courrière, qui voit là « un des moyens de faire échouer la réforme des prud'hommes ». La C.G.T. estime, elle aussi, que le comportement du gouvernement traduit « une hostilité à l'institution prud'homale » et que tout est fait pour « entraver systématiquement l'installation et le fonctionnement des conseils ». La C.F.D.T. pour sa part note que « le pouvoir réside à appliquer la loi et à écarter ses engagements » ; elle prévoit « une bataille qui sera longue ».

(1) 16 millions de francs ont été consacrés à des informations publicitaires en faveur des inscriptions et de la participation au scrutin, 10,8 millions à l'établissement des listes, 21,8 millions au remboursement des candidatures pour les trais de circulaires, etc.

● Vingt-quatre ouvriers turcs, e... situation irrégulière en France et pour la plupart employés dans le bâtiment, ont entamé, samedi 29 mars, une grève de la faim pour protester contre l'impossibilité d'obtenir des cartes de séjour et de travail. Ils se sont installés dans l'église Saint-Eloi à Bordeaux, après la messe de samedi... (Corresp.)

APRÈS LES CONFLITS DE SAINT-OUEN ET DE BELFORT

La direction d'Alsthom-Atlantique réclame
plus d'un milliard de centimes aux syndicats

La direction du groupe Alsthom-Atlantique a précisé lundi 1^{er} mars que le montant des dommages réclamés aux syndicats, à la suite des grèves aux commandes qui ont eu lieu à l'automne dernier dans les usines de la filiale Unelco (1 200 salariés) et de son unité de fabrication de signaux (540 salariés), s'élève à 1 200 millions de francs. Ce chiffre s'ajoute à 6 020 089 francs.

Ces sommes se décomposent ainsi : pour Unelco, 3 millions 227 148 francs au titre de préjudices subis par suite de « dépréciations, vols et pillages » et 2 millions 419 400 francs au titre de

« risques » susceptibles de décoller de plaintes pour retards de livraison ; pour l'usine de signaux, 378 941 francs, également au titre de préjudices subis par suite de « dépréciations, vols et pillages » et 2 millions 419 400 francs au titre de

● Les actions revendicatives dans les entreprises ont été deux fois plus nombreuses en février que durant le mois correspondant de 1979, a déclaré M. René Lomet, secrétaire confédéral de la C.G.T. « 441 de ces actions ont été menées pour le pouvoir d'achat, 643 pour l'emploi, 118 pour les conditions de travail, 268 ont trait aux libertés syndicales ».

Pour l'essentiel, a-t-il indiqué, ces actions sont conduites par la seule C.G.T. En effet, sur les 1 320 actions recensées, la C.F.D.T. n'est présente que dans 108 d'entre elles, et F.O. dans 27. Il est insupportable plus que jamais de faire la clarté sur le comportement de la C.F.D.T. et de déterminer pourquoi aujourd'hui elle freine l'action (...).

MONNAIES

NÉGOCIATIONS À PÉKIN
POUR UNE ÉVENTUELLE
ADHÉSION DE LA CHINE
AU F.M.I.

Pékin (A.F.P.). — La Chine a maintenu ses exigences concernant la question de Taiwan lors des négociations en cours à Pékin en vue de son éventuelle adhésion au Fonds monétaire international, a-t-on appris lundi de source diplomatique. La députation de huit membres du F.M.I., menée par un de ses hauts fonctionnaires, M. Tim Thim, poursuivait lundi son séjour dans la capitale, toujours entourée de la plus grande discrétion.

La Chine estime que Taiwan n'a pas à siéger au F.M.I. et a réitéré cette position avec fermeté durant ces négociations. Elle avait paru pourtant, depuis fin de 1979, adopter une attitude plus souple.

Ces négociations entre la Chine et le F.M.I. se déroulent alors que Pékin s'apprête à accueillir, le début avril, le président de la Banque mondiale, M. Robert McNamara. La Chine est très désireuse d'adhérer au F.M.I. et à la Banque mondiale, afin notamment de bénéficier des possibilités de prêts à long terme de cette dernière.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a accordé au royaume du Maroc un prêt pour le financement d'un projet de développement de la production marocaine des phosphates.

Dans le cadre de ce projet, l'Office de Commercialisation et d'exportation (O.C.E.) lance le présent Appel d'Offres international pour la fourniture de matériel d'irrigation localisée du type goutte à goutte, nécessaire à l'équipement de 50 ha de culture marocaine nécessaires à la réalisation du programme de la campagne 1980-1981.

Les offres doivent parvenir ou être remises sous pli cacheté, au plus tard le 30 avril 1980 à 18 heures à l'adresse suivante : Office de Commercialisation et d'exportation, 45, avenue des Forces-Armées-Royales, Casablanca, Maroc.

Les dossiers d'Appel d'Offres peuvent être demandés directement aux bureaux de l'O.C.E. aux adresses suivantes :

- O.C.E., Direction des Phosphates, 45, avenue des Forces-Armées-Royales, Casablanca, Maroc. Télés : 22873-21609-21607.
- O.C.E., Direction commerciale, 31-33, avenue de Wagram, 75017 Paris. Télés : 640136 France.
- O.C.E., Délégation de Marseille, 2, rue Beauvau, 13000 Marseille. Télés : 430322.
- O.C.E., Délégation de Bruxelles, 3, rue Joseph-II, Bruxelles, Belgique. Télés : 22499.

ÉTRANGER

Vers la fin du conflit
dans la sidérurgie britannique ?

LES SYNDICATS APPELLENT À LA REPRISE DU TRAVAIL

De notre correspondant

Londres. — Les dirigeants syndicaux de la sidérurgie britannique ont recommandé, lundi 31 mars, à cent trente mille grévistes de la British Steel Corporation (B.S.C.), d'accepter l'offre de 13,5 % d'augmentation mensuelle présentée le jour même par la commission d'enquête chargée d'arbitrer le conflit. Le grève a donc toutes les chances de prendre fin dans les jours prochains, trois mois après son commencement.

La question est bien sûr de savoir si la base de satisfaction de la proposition de la commission est supérieure, certes, de 1,1 % à l'offre de B.S.C., mais inférieure à 4,5 % à la revendication des syndicats. Lundi soir, la plupart des premières réactions enregistrées en Grande-Bretagne, dans le nord-est de l'Angleterre et au pays de Galles étaient franchement hostiles à une reprise du travail. Cependant M. Bill Sims, le secrétaire général de la Confédération des métiers du fer et de l'acier, qui représente quatre-vingt-dix mille des cent trente mille grévistes, s'est employé dimanche à présenter comme une victoire le compromis qu'il a accepté : il a fait valoir que l'offre relevait en fait à 17 % en tenant compte des bonifications du régime des pensions et des congés qu'elle comporte. Et il a comparé ce chiffre à l'offre initiale de 2 % de la B.S.C.

M. Sims dispose d'un temps restreint pour convaincre ses troupes : le plan de règlement élaboré par lord Lever, ancien ministre travailliste, et deux autres personnalités représentant l'une le patronat et l'autre les syndicats, prévoit une reprise du travail au plus tard le 8 avril. L'offre se

décompose en 11 % d'augmentation de la base de satisfaction, 5 % de bonifications de productivité locale. Il s'agit bien là du seul succès patronal : les syndicats ne voulaient pas entendre parler d'augmentation liée à la productivité, alors que B.S.C., soutenu par le gouvernement, en avait fait son principal cheval de bataille.

Pour le reste, ces trois mois de grève semblent bien inutilisés. Les observateurs s'accordent d'ailleurs à estimer que personne n'a gagné la bataille et ils énumèrent la succession de malentendus, de mises par chacune des parties. Pour tous, l'offre initiale de 2 % présentée par B.S.C. en décembre dernier, que l'union a estimée déjà 17,4 % apparaît comme une provocation inacceptable. Quant à la volonté syndicale de faire faire B.S.C. par une action dure et rapide, elle procédait d'une évaluation totalement fautive de la situation. La solidarité syndicale, énoncée par l'industrie de la sidérurgie, n'a en effet pratiquement pas joué et la grève ne s'est jamais vraiment étendue au secteur privé, les chauffeurs routiers ainsi que les dockers ne lui apportant qu'un appui éphémère. Du coup, l'industrie n'a jamais été dépourvue d'acier. Seules quelques entreprises de conserverie ont dû mettre au chômage technique quelques milliers d'ouvriers.

D'autres difficultés attendent B.S.C., qui a perdu dans l'affaire 130 millions de livres de commandes et 10 % de sa part du marché national. Largement déficitaire, l'entreprise prévoit de licencier dans l'année un tiers de son personnel et de réduire d'autant sa production. Avant que le groupe aborde cette phase cruciale, il se pourrait que le gouvernement décide de renouveler son équipe dirigeante, critiquée par l'ensemble de la presse.

Pour le cabinet conservateur, dont le nom d'interlocuteur avait été vivement contesté au début de la crise, l'affaire se termine plutôt bien. D'une part, les deux parties ont finalement réglé leur différend sans le recours à un arbitrage supplémentaire de fonds publics ; d'autre part, la démonstration de force projetée par les syndicats a partiellement échoué.

(Unité.)

LE CHOMAGE S'EST AGGRAVÉ
EN MARS

Londres (A.G.P.). — Le chômage s'est sensiblement aggravé en mars : après ajustement des facteurs saisonniers et sur compte les jeunes nouvellement arrivés sur le marché du travail, la Grande-Bretagne comptait 1 413 940 personnes sans emploi, soit 5,8 % de la population, contre 5,7 % en février (+ 30 800 en un mois).

Cependant, en données brutes, le nombre total des chômeurs s'est situé à 1 477 000, en légère diminution par rapport à février (- 11 200), soit 6,1 % de la population active. En mars 1979, ce nombre atteignait 1 482 300, soit 5,8 %. Le nombre des offres d'emploi non satisfaites a diminué, pour le troisième mois consécutif, de 10 000, revenant à 1 300 000.

les : des « bêtes noires »
les rivières

État pour le démocratiser

destination
ISLANDE
ALANT 5 TOURS

SOCIAL

LE TICKET MODÉRATEUR D'ORDRE PUBLIC

Libres opinions

Un conflit à éviter

par ROBERT FABRE (*)

C'EST le lot de chaque ministre : des générations de technocrates traduisent leurs idéales idées de réformes en projets irréalistes qui vont, au fond des tiroirs, gonfler les dossiers poussiéreux. A chaque changement de ministre, ces fonctionnaires frustrés tentent d'extirper leur solution.

Jacques Barrot a dû être victime d'une telle manœuvre. S'il avait mesuré les conséquences de son geste, il n'aurait jamais signé le décret du 17 janvier 1980 instituant le « ticket modérateur d'ordre public ».

Aujourd'hui, vingt-trois millions de mutualistes s'indignent et tempêtent contre ce qu'ils considèrent comme une atteinte au principe même de la mutualité.

Les statuts des sociétés mutualistes prévoient en effet le remboursement, sans ticket modérateur, du complément des dépenses de santé non remboursées par la Sécurité sociale. Les adhérents versent, dans ce but, une cotisation volontaire.

Les arguments du ministre en faveur de cette mesure : il se réfère à un texte oublié, l'ordonnance du 21 août 1967. Depuis plus de douze ans, cet article 20 avait été volontairement laissé en sommeil. Le but de cette mesure : généraliser le système du ticket modérateur, pour freiner la consommation médicale et ainsi participer à la réduction du déficit de la Sécurité sociale.

Les arguments de la mutualité : cette mesure est injuste car elle pénalise les mutualistes, leurs familles. Elle porte atteinte au principe de solidarité. Elle incitera les plus modestes à faire appel à l'aide sociale, faisant d'eux des assistés. Cette mesure serait inefficace pour rétablir l'équilibre financier de la Sécurité sociale.

Par ailleurs les dirigeants mutualistes se plaignent de l'absence de réelle concertation, le ministre ayant pris son décret malgré l'avis désfavorable de la mutualité.

C'est le 1^{er} mai prochain que le décret contesté doit entrer en vigueur. La guerre du ticket modérateur aura-t-elle lieu ? Côté mutualité, la position de refus semble irrévocable. Une campagne est amorcée, qui fera parvenir à l'Elysée des millions de protestations sur papier vert.

Comment s'en sortir ? Telle est la question que l'on se pose au gouvernement. C'est l'occasion, pour M. Barrot, de ne pas faire preuve, pour une fois, d'excessive intransigeance.

Car la solution existe. Elle ne semble pas être dans une décision du Conseil d'Etat, qui, s'il est du même avis, n'annulerait sans doute pas le décret. Elle est au niveau d'une immédiate reprise des négociations entre mutualité et ministère, avec, en préalable, le report sine die de la date d'application du décret.

Les représentants des sociétés mutualistes, qui d'ailleurs n'ont jamais totalement rompu le contact, sont prêts à une concertation dans le cadre dépassant le seul problème du ticket modérateur.

Il est infiniment souhaitable que, avant le débat qui aura lieu ce printemps à l'Assemblée nationale sur les problèmes de protection sociale, un protocole d'accord ait pu intervenir avec la mutualité, englobant les questions essentielles : coût des soins, répartition des charges, tiers payant, hospitalisation et soins en ville, prévention, etc.

Dans les difficultés économiques et sociales que connaît le pays, l'économie d'un conflit de cette envergure mérite de la part du ministre de la santé un effort de conciliation.

(*) Maire de Villefranche-de-Rouergue, député non-inscrit de l'Aveyron.

LE MAINTIEN DU NIVEAU DES RETRAITES DE L'ASSURANCE-VIEILLESSE IMPLIQUE UNE MAJORATION DE 1,8 POINT DES COTISATIONS D'ICI A 1985

Contrairement aux prévisions, le régime général d'assurance-vieillesse a été, comme celui de l'assurance maladie, en déficit en 1979 (« le Monde du 12 mars »).

Après les augmentations des cotisations, en 1979, le gouvernement espérait rétablir très sensiblement l'équilibre financier de la Sécurité sociale. Le solde annuel escompté devrait être de + 436 millions de francs. Or le solde a été finalement négatif : - 876 millions de francs, l'écart étant dû essentiellement à de moindres rentrées de cotisations (- 1 563 millions de francs par rapport aux prévisions) en raison d'un ralentissement de la croissance des salaires et de l'aggravation du chômage, qui réduit le nombre des cotisants. Compte tenu du déficit de

l'assurance-maladie (- 289 millions de francs si l'on intègre le régime accidents du travail : 505 millions de francs si on l'exclut) et d'un excédent moins important que prévu du régime des allocations familiales, le solde annuel des trois institutions devrait être très légèrement positif au lieu de nettement excédentaire. Toutefois, en 1980, la situation de trésorerie (résultats financiers cumulée sur plusieurs années) devrait être viable en raison notamment de la contribution exceptionnelle de 1 %.

Les problèmes de la Sécurité sociale demeurent cependant importants : incertitudes pour la maladie, difficultés pour la vieillesse. Lors d'un récent colloque, le directeur de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, M. Francis Favard, a déclaré : « Faut-il

A LA CAISSE DU CRÉDIT AGRICOLE DE VENDÉE

Le ministre de l'agriculture refuse à son tour le licenciement de quatre syndicalistes

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — Le ministre de l'agriculture vient à son tour de refuser à la caisse régionale du Crédit agricole de Vendée l'autorisation de licencier quatre salariés, syndicalistes de la C.F.D.T. Le ministre avait été saisi d'un recours hiérarchique par les dirigeants de la caisse après que l'inspection du travail et des lois sociales agricoles de La Roche-sur-Yon eut refusé l'autorisation de licenciement (« le Monde » du 1^{er} février).

Les quatre salariés menacés bénéficient d'une protection particulière en raison de leurs divers mandats syndicaux — délégués syndicaux, délégués personnels et secrétaires du comité d'entreprise — ce qui explique le cheminement juridique suivi par la direction du Crédit agricole. M. Francis Favard, directeur de la Roche-sur-Yon pour répondre à son tour à la décision ministérielle. Elle peut aussi maintenir contre les quatre salariés les sanctions de rétrogradation préalablement prises. Trois autres salariés, qui ne jouissaient d'aucune protection spéciale, ont d'ailleurs comparu hier jeudi devant le tribunal des prud'hommes de La Roche-sur-Yon pour répondre de faits plus ou moins identiques. Rien n'est donc encore acquis de part et d'autre.

De fait, c'est à un autre niveau que se situent les véritables données de ce problème. Derrière le conflit du printemps 1979, c'est la question du partage du pouvoir au sein de l'entreprise mutualiste qui est en jeu. Et, après avoir subi le revers du refus ministériel, tout laisse penser que la direction ne pourra plus tenir exactement le même langage.

Après le retour au calme, la direction du Crédit agricole veut à présent à ses principaux « meneurs » du mouvement, les accusant d'entrave à la liberté du travail, d'occupation illicite des locaux, de voies de fait sur le matériel informatique, etc. Les sanctions équivalent à de très fortes rétrogradations d'indice et donc de salaire. Les ayant refusées par deux fois, les quatre syndicalistes se placent — de l'avis de la direction — en position de « rupture unilatérale du contrat de travail ». Celle-ci exigeait donc leur licenciement.

Un nouveau conflit s'est alors ouvert. L'inspecteur du travail refuse d'autoriser ces licenciements, tout comme vient de le faire le ministre de l'agriculture. Pour M. Méhaignerie, si l'entrave à la liberté du travail et le dépassement de l'exercice normal du droit de grève sont punis, au vu du dossier, en revanche il est

impossible d'en tirer de quelconques certitudes en ce qui concerne la responsabilité de tel ou tel salarié plutôt qu'un autre... D'où la décision de refuser les licenciements demandés.

Le « non » du ministre de l'agriculture est incontestablement une victoire à mettre à l'actif du syndicat C.F.D.T. victoire dont celui-ci va se servir dorénavant pour faire pression sur la direction du Crédit agricole de Vendée. Mais les choses n'en sont pas pour autant totalement résolues. En effet, la caisse régionale du Crédit agricole peut encore chercher auprès du tribunal administratif l'annulation de la décision ministérielle. Elle peut aussi maintenir contre les quatre salariés les sanctions de rétrogradation préalablement prises. Trois autres salariés, qui ne jouissaient d'aucune protection spéciale, ont d'ailleurs comparu hier jeudi devant le tribunal des prud'hommes de La Roche-sur-Yon pour répondre de faits plus ou moins identiques. Rien n'est donc encore acquis de part et d'autre.

De fait, c'est à un autre niveau que se situent les véritables données de ce problème. Derrière le conflit du printemps 1979, c'est la question du partage du pouvoir au sein de l'entreprise mutualiste qui est en jeu. Et, après avoir subi le revers du refus ministériel, tout laisse penser que la direction ne pourra plus tenir exactement le même langage.

La FASTI accuse le gouvernement de vouloir « étrangler » le mouvement associatif des immigrés

La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), groupant quelque cent quarante organisations locales ou régionales, a accusé le vendredi 28 mars le gouvernement de vouloir « étrangler les mouvements qui combattent la politique de répression menée à l'égard des travailleurs étrangers ». Ils ont fait état du refus du Fonds d'action sociale (FAS) de verser à leur association, comme les autres années, une provision à valoir sur sa subvention pour 1980.

Assurer le maintien de la subvention

Cette subvention — qui s'élevait à 325 000 F en 1979, et dont la FASTI souhaite qu'elle s'établisse à 338 000 F cette année — représente plus de la moitié du budget de fonctionnement de l'organisation. Il s'agit là, selon les dirigeants de la Fédération, d'une décision de caractère politique visant à les « mettre au pas ». Le refus du FAS laisse-t-il pressager une suppression pure et simple de la subvention ? Une telle mesure serait d'autant plus injustifiée, a observé M. Manuel Diaz, l'un des leaders de la FASTI, que le FAS est financé presque entièrement par les allocations non versées à quelques esprits cent mille familles de travailleurs étrangers restées au pays.

d'origine. La FASTI craint d'être amenée, faute de subvendes suffisantes, à réduire ses activités au service des immigrés, notamment pour la diffusion d'informations sur les textes juridiques ou sociaux les concernant. Dans un premier temps, elle envisage de lancer une campagne pour que les immigrés et tous ceux qui les défendent amputent leurs redevances de télévision d'une somme d'environ 2 % de leur montant, somme qui représente le budget de l'émission « Mosaïque » destinée aux travailleurs étrangers.

Cette émission est en effet financée par le FAS, donc par les immigrés eux-mêmes, qui paient ainsi doublement leurs redevances. D'autre part, la Fédération a recommandé à toutes les sections d'envoyer des télégrammes et des messages à M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, pour obtenir des assurances sur le maintien de la subvention.

La C.F.D.T. entend contrôler la régularisation des immigrés turcs. — Pensant que la lutte engagée depuis plusieurs semaines par les travailleurs turcs du Sennier a porté ses fruits, et que le gouvernement aurait admis de prendre en compte la dimension collective du travail clandestin dans la confection paritaire, la C.F.D.T. estime qu'une première étape vient d'être franchie vers une régularisation étendue à toutes les nationalités, sur le critère du contrat de travail. Mais elle entend « contrôler les modalités de cette régularisation ». Pour cela, elle appelle les travailleurs de la confection à déposer le double de leur dossier à la C.F.D.T., 67, rue de Dunkerque, Paris-IX.

Des immigrés réclament l'intervention du maire de Marseille pour le respect de la loi. — Une soixantaine de travailleurs immigrés expulsés d'un hôtel-tandis, l'hôtel Gounod, tenu par M. François Bimbi dans le quartier de l'Opéra à Marseille, ont demandé à M. Gaston Defferre d'appliquer la loi du 21 juin 1973, complétée le 13 juillet 1976, qui permet au préfet ou au maire d'obliger le gérant de ce type d'établissement à participer aux frais de logement de ses locataires. Le maire peut en outre réquisitionner le local en vue de l'affecter, après aménagement, à l'hébergement en priorité de ses précédents occupants. La réponse de M. Defferre est attendue avec impatience par les associations de défense des immigrés.

Elections professionnelles

● MERLIN-GERIN (Grenoble) : progression de F.O. et de la C.F.D.T.

Aux élections pour l'ensemble des collèges, sur 7 010 inscrits et 5 675 suffrages exprimés, ont obtenu : C.G.T. 2 439 voix (2 819 en 1978), soit 42,8 % au lieu de 49,1 % ; F.O. 1 425 voix (1 356), soit 25,1 % (21,9 %) ; C.F.D.T. 1 308 voix (1 161), soit 23 % (20,2 %) ; C.F.T.C. 188 voix (181), soit 3,3 % (3,2 %) ; autonomes, 176 voix (204), soit 3,1 % (3,8 %).

● OFFICES D'I.L.M. : avance de la C.G.T. Lors du renouvellement de la commission administrative paritaire nationale, fin 1979, la C.G.T. progresse au détriment de tous les autres syndicats. Inscrits : 10 831, votants : 8 916. Ont obtenu : C.G.T. 3 839 voix (2 839 en 1978), soit 36,8 % (34,4 % en 1978) ; F.O. 2 832 voix (2 610), soit 31,8 % (31,6 %) ; C.F.D.T. 1 778 voix (1 719), soit 19,8 % (20,8 %) ; Autonomes, 1 103 voix (1 085), soit 11,5 % (12,2 %) ; C.F.T.C. 376 voix, soit 3,9 % (pas de candidat en 1978).

● ELF FRANCE : audience accrue de la C.F.D.T. Pour les vingt et un comités d'entreprise d'Elf France, sur

8 236 inscrits et 6 438 exprimés, la C.F.D.T. obtient, fin 1979, 2 403 voix (2 698 en 1977), soit 28,52 % (28,04 % en 1977), devant : C.G.T. 1 740 (2 067), soit 20,78 % (27,61 %) ; C.G.C. 1 615 (1 998), soit 19,05 % (28,70 %) ; SFI (571), soit 6,40 % (4,96 %) ; C.F.T.C. 174 (329), soit 2,68 % (4,39 %) ; divers, 115 (23), soit 1,77 % (0,30 %).

● FORD FRANCE : la C.G.T. perd la majorité absolue.

Au comité d'entreprise de l'usine de Bordeaux, les résultats ont été les suivants pour l'ensemble des collèges : inscrits, 3 862 (au lieu de 3 761 en 1978) ; exprimés, 2 238 (au lieu de 2 532 en 1978). Ont obtenu : F.O. 1 543 voix (686), soit 39,7 % au lieu de 27,17 % ; C.G.T. 1 336 (1 287), soit 34,3 % (50,98 %) ; C.G.C. 358 (218), soit 9,2 % (8,63 %) ; C.S.L. 46 (333), soit 1,2 % (12,19 %).

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

● Séminaire destiné aux cadres supérieurs et dirigeants. Dates : 20 mai après-midi, 21, 22 mai et 17 juin après-midi, 18, 19 juin 1980.

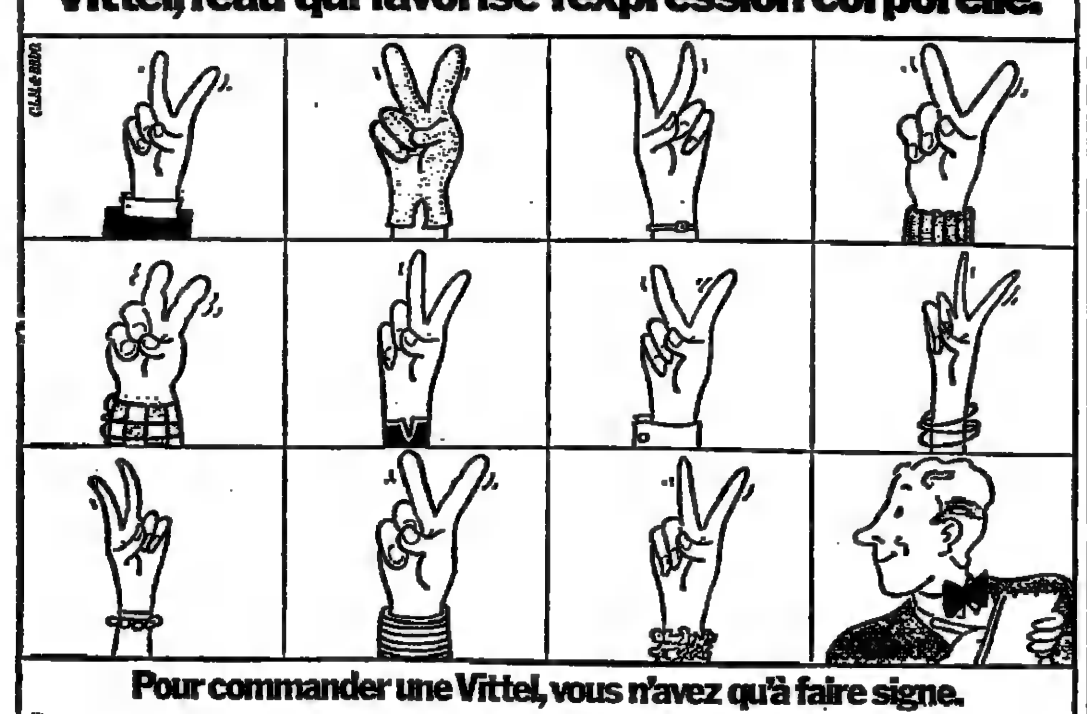
● Thème :

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

● Animée avec le concours de responsables de haut niveau : hauts fonctionnaires, banquiers, économistes. Principaux thèmes : la croissance française ; échanges et problèmes économiques extérieurs ; les liens entre l'analyse et la politique économique ; banques, crédit, monnaie ; problèmes nouveaux de la politique fiscale ; politique des prix et problèmes de concurrence ; problème de l'épargne et du marché financier ; la politique de l'énergie ; la politique industrielle ; politique sociale et budget social de la Nation.

Programme détaillé et inscription : INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS - Formation continue, 27, rue Saint-Guillaume - 75341 PARIS - CEDEX 07 - Tél. 260-33-00.

Vittel, l'eau qui favorise l'expression corporelle.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

Avec Vittel, plus besoin de parler pour se faire entendre.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

صحة من الماء

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINRAPT ET BRICE

Groupe d'Entreprises de Bâtiment et Travaux Publics à vocation internationale

Emission de 110 000 obligations convertibles de 270 F nominal



Conditions de souscription :
Pour les actionnaires :
délai de priorité jusqu'au 31 mars 1980 ;
1 obligation pour 5 actions possédées (avant la distribution d'actions gratuites décidée le 21 décembre 1979).
Pour le public : à partir du 1^{er} avril 1980.
Prix d'émission : 270 F.
Jouissance : 1^{er} avril 1980.
Taux nominal : 10 %.
Taux actuel brut au B.A.L.O. : 12,5 % en cas de non-conversion.
Amortissement normal : en 8 tranches annuelles égales, à partir du 1^{er} avril 1983.
Conversion : à tout moment, à partir du 1^{er} janvier 1981 à raison de 1,2 action pour 1 obligation.

Belo du 10 mars 1980. Note d'information - visa COB 80-26 du 5 mars 1980.

UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration s'est réuni le 26 mars 1980 pour arrêter les comptes de l'exercice 1979 et prendre connaissance du compte rendu général d'activité de la société.

Le marché locatif des immeubles d'habitation demeure très satisfaisant, le nombre moyen d'appartements en instance de location n'ayant été en 1979 que de 19 sur un total de 2 976.

Les revenus locatifs incluant les indemnités compensatoires s'élevaient à 83 488 000 F contre 79 512 000 F, soit une progression de 5,1 %.

Après affectation de 9 438 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice net, qui intègre contre année des plus-values nettes de cession à long terme, s'élevait à 65 053 000 F contre 61 241 000 F.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 23 mai 1980, la distribution d'un dividende de 12,50 F par action (dont 2,50 F exonérés de l'impôt sur le revenu sous réserve d'un versement avant le 31 décembre 1980), contre 12,25 F au titre du précédent exercice.

Dans sa séance du 26 mars 1980, le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

Le montant des prêts accordés dans l'année est de 16,5 milliards de francs, en progression de 4 % sur 1978. L'encours des prêts atteint 51,6 milliards à la fin de l'exercice, contre 49,5 milliards à la fin de l'année précédente ; leur nombre à fin 1979 est de 616 000.

Après dotation des comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice net après impôt s'élève à 20 millions 585 000 F contre 16 815 000 l'année précédente.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale qui se tiendra le 5 juin prochain de fixer le dividende à 8,80 F par action, auquel s'ajoutent 4,40 F au titre de l'impôt déduit par le Trésor (contre 8 F l'an dernier, plus 4 F d'impôt fiscal).

Les réserves seraient accrues de 6 millions et le report à nouveau maintenu aux environs de 5 millions. Le bilan arrêté au 31 décembre 1979 traduit les conséquences de la réévaluation légale. Le total de la provision compte d'un versement d'ordre s'élève à 100 millions ; la réserve spéciale de réévaluation atteint 65 millions.

BOURSE DU BRILLANT

Depuis sa création, le 14 avril 1969, il m'est arrivé d'entendre ou de lire des informations parfaitement inexactes ou des déclarations absurdes sur "LA BOURSE DU BRILLANT".

Je pense donc qu'il est nécessaire de faire le point.

Acheter n'est pas difficile : plusieurs milliers de joailliers dans le monde sont là pour vendre, et les acheteurs ont tout à fait libre choix de leur décision.

L'IMPORTANT POUR LES ACHETEURS est le jour de la vente où presque toujours la même réponse leur est donnée : "confiez-nous les marchandises, et nous chercherons un acheteur", c'est à ce moment qu'ils constatent le bien-fondé de leur décision ou le contraire.

LA BOURSE DU BRILLANT rachète immédiatement tous les brillants qu'elle a vendus.

LA BOURSE DU BRILLANT ne vend que des pierres spécimen blanc exceptionnel.

LA BOURSE DU BRILLANT ne recherche pas de clients...

ELLE LES A, ELLE LES SERT BIEN.

M. GERARD
Président-directeur général



A.G.F.I.M.O. Société anonyme pour la gestion de valeurs immobilières

Le 28 mars 1980 se sont tenues les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de :
— La Compagnie d'investissement et de placement CIP, sous la présidence de M. François Simonnet ;
— A.G.F.I.M.O., société anonyme pour la gestion de valeurs immobilières, sous la présidence de M. Roger Papes.

	CIP	AGFIMO	AGF 5000
Nombre d'actions au 27 mars 1980	620 142	1 378 102	460 774
Actif net par action	427,94	270,78	168,47
Actif net total	263 380 734,65	373 158 495,29	76 706 944,23
Répartition de l'actif net (en pourcentage) disponible	11,69	3,28	10,12
Obligations françaises	27,59	27,73	22,79
Obligations étrangères	18,24	65,27	61,62
Actions étrangères	38,76	3,73	5,47

Rappel : Dividende par action :
Montant net et avoir fiscal : 13,94 + 2,75
Date de paiement : 10 avril 1980

LES SICAV

DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Compagnie d'investissement et de placement C.I.P. A.G.F. 5000

— A.G.F. 5000, sous la présidence de M. François Simonnet.
Les résolutions proposées ont été adoptées et les conseils d'administration qui ont suivi les assemblées ont arrêté la date de paiement des dividendes au 10 avril 1980.
Au 27 mars 1980, la situation des trois sociétés était la suivante :

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS EXERCICE 1979

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ACTIF À LONG TERME OBLIGATAIRE (A.L.T.O.)	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	ADÉQUATION UNION-SEMANAIRE-URBAINE	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	60 % minimum actions françaises (Loi Mouton)	Valeurs françaises sélectionnées	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
Les SICAV de l'Union des assurances de Paris ont convoqué leurs actionnaires en assemblée générale ordinaire, pour approuver les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1979 et mettre les statuts en harmonie avec la loi 70-12 du 2 janvier 1979 :	19 mars 1980	24 mars 1980	21 mars 1980	14 mars 1980	17 mars 1980
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1979 : — Nombre d'actions en circulation : 1 219 023 — Capital (actif net moins sommes distribuables) (en millions de F) : 158,08 — Valeur liquidative en F : 173,51	452 185 64,82 150,16	665 104 109 171,49	583 228 121,53 219,95	1 394 198 252,79 168,33	
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE 1979 (en millions de F) : 23,02	3,27	5,04	6,72	12,37	
— Dividende net distribué par action : 14,29	7,20	7,55	11,50	7	
+ Impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal) : 1,56	2,11	1,69	1,09	1,59	
— Contre remise des coupons n° : 13 et 14	1 et 2	21 et 22	19 et 20	75 et 76	

Les dividendes seront payables à partir du 31 mars 1980 à la Société Séquanaise de banque, 378, rue Saint-Honoré, 75003 Paris cedex 01, et dans ses agences. Les actions souscrites jusqu'au 30 juin 1979 — en réinvestissement des dividendes — seront exonérées de tout droit d'entrée.

CONVERTIBLES (SICAV)

372, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}

Tél. 261-53-44

Orientation : portefeuille composé essentiellement d'obligations convertibles françaises et étrangères, sans toutefois que les valeurs étrangères atteignent 50 % du portefeuille.

Réunis le 26 mars 1980 en assemblée générale annuelle sous la présidence de M. Henri Wallon, président du conseil d'administration, les actionnaires de Convertibles ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1979. Le montant du dividende de l'exercice est de 7 F par action, augmenté d'un crédit d'impôt de 5,50 F portant le revenu global de l'action à 7,50 F.

Le dividende sera mis en paiement dès le 31 mars 1980. Les actionnaires de Convertibles pourront réinvestir, jusqu'au 30 juin 1980 inclus, le dividende net, en souscrivant des actions de la Sicav sans frais ni commissions.

CREUSOT - LOIRE

Le conseil d'administration, réuni le 26 mars, a arrêté les comptes et le bilan de l'exercice 1979. Après dotation aux amortissements d'une somme de 170 millions de francs, le résultat net s'élève à 235 millions de francs.

Ce résultat traduit un redressement sensible par rapport à la perte de 333 millions de l'exercice précédent. Le résultat net s'élève à 235 millions de francs, contre 184 millions en 1978.

Le conseil d'administration a supporté les lourdes charges exceptionnelles d'une série d'opérations de restructuration et, en particulier, de celle réalisée à l'usine de Châteauneuf qui, à elle seule, représente 86 millions de francs.

Malgré une perte encore lourde, l'exercice 1979 marque ainsi un progrès par rapport à l'exercice précédent.

dent. Ses résultats se révèlent très satisfaisants, conformes aux prévisions. Ils permettent d'envisager le retour à l'équilibre en 1980 et d'espérer une situation bénéficiaire en 1981.

La politique de réduction des coûts et d'allègement des structures, qui a marqué l'exercice écoulé, se poursuit en 1980 avec la même vigueur.

Par ailleurs, les conventions engagées avec nos confrères, sous l'égide des pouvoirs publics, en vue d'une restructuration de l'industrie des aciers fins et spéciaux en France, devraient entrer prochainement dans une phase décisive.

La prochaine assemblée générale sera convoquée le jeudi 12 juin, à 10 heures. Le conseil d'administration a décidé de ne pas proposer à cette assemblée la distribution d'un dividende.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE

Obligations 6,50 % 1968

Les intérêts courus du 25 avril 1979 au 25 avril 1980 sur les obligations Gaz de France 6,50 % 1968 seront payables, à partir du 25 avril 1980, à raison de 28,25 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,25 F (montant total : 32,50 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,87 F, soit un net de 24,38 F.

Il est rappelé que les titres de ces obligations sont des valeurs « A » et « C » sont respectivement remboursables depuis le 25 avril 1972 et 1978.

GAZ DE FRANCE

Obligations 8,50 % avril 1971

Les intérêts courus du 23 avril 1979 au 23 avril 1980 sur les obligations Gaz de France 8,50 % avril 1971 seront payables à partir du 23 avril 1980, à raison de 35,13 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,25 F (montant total : 38,38 F).

Il est rappelé que les titres de ces obligations sont des valeurs « A » et « C » sont respectivement remboursables depuis le 25 avril 1972 et 1978.

L'assemblée a été enregistrée que la Société commerciale de paris SOCOGA, établissement financier dont la banque Stern a été le contrôleur des comptes 1979, a été en 1979 un bénéficiaire net de 1 045 715,30 francs. Elle a en même temps noté le développement du Crédit autonome bordelais dont la banque Stern a pris le contrôle en août 1978.

pillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,25 F (montant global : 42,50 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,37 F, soit un net de 31,88 F.

Le paiement des coupons et le rachat des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésoreries générales, Trésoreries des Régions, à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :
Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de France et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les Banques Populaires de France, Société Centrale de Banque.

BANQUE STERN

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 31 mars 1980. Elle a d'abord constaté que le total du bilan est passé de 228 184 170 francs au 31 décembre 1979 à 408 296 689 francs au 31 décembre 1979.

Elle a, d'autre part, approuvé les comptes de l'exercice 1979, qui se soldent par un bénéfice net de 4 885 506,11 francs qui s'ajoutent aux bénéfices nets de 1 045 715,30 francs. Elle a en même temps noté le développement du Crédit autonome bordelais dont la banque Stern a pris le contrôle en août 1978.

L'assemblée a été enregistrée que la Société commerciale de paris SOCOGA, établissement financier dont la banque Stern a été le contrôleur des comptes 1979, a été en 1979 un bénéficiaire net de 1 045 715,30 francs. Elle a en même temps noté le développement du Crédit autonome bordelais dont la banque Stern a pris le contrôle en août 1978.

DIDOT - BOTTIN

Fondé en 1796

Réunis le 26 mars 1980, sous la présidence de M. Vincent Rolland, président-directeur général, l'assemblée générale ordinaire a approuvé, à l'unanimité, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 30 septembre 1979. Le bénéfice net s'élève à 3 073 000 F.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 18 F par action, assorti de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 6 F, contre respectivement, 15 F et 7,50 F pour l'exercice précédent.

Le dividende (coupon n° 34) sera mis en paiement à compter du 3 avril 1980.

L'assemblée a ratifié la nomination aux postes d'administrateurs de MM. Raymond Linaudi et Jean Vespignani, et renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Pierre Fourmarier et Jean Bouteiller. Elle a aussi ratifié la nomination aux postes de censeurs de MM. André Lefèvre, Henri Heringuer et André Fauchier-Magnan.



Le conseil d'administration s'est réuni le 27 mars 1980 pour arrêter les comptes de l'exercice 1979. Les revenus locatifs ont été élevés à 65,1 millions de francs, en hausse de 23,5 % sur ceux de l'exercice 1978. Le montant brut d'amortissements (bénéfices + amortissements) a augmenté de 4 millions de francs pour s'établir à 26,3 millions de francs, en progression de 12,4 % sur 1978. Enfin, le bénéfice net a atteint 34 720 000,20 francs, en progression de 5,11 %. En dépit de la charge exceptionnelle résultant de l'amortissement sur trois ans des frais d'introduction en Bourse, cette progression est supérieure à la hausse moyenne (4,83 %) des indices 1978 utilisés pour le calcul de l'indexation des loyers de 1979.

Les indices 1979 utilisés pour le calcul de l'indexation des loyers de 1980 ont marqué une progression beaucoup plus forte (12,70 %) qui devrait se refléter dans les résultats de l'exercice en cours.

An titre de l'exercice 1979, il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 21 mai 1980, de distribuer un dividende de 11,25 francs par action, contre 10,25 francs pour l'exercice précédent, qui serait mis en paiement le 30 mai.

L'année 1979 s'est déroulée dans l'ensemble de façon favorable pour l'édification, dont les conditions d'exploitation ont continué de s'améliorer : le chiffre d'affaires des hôtels financés par SICOTEL, et ouvert depuis deux ans a progressé de 17 %. De même, la reprise des investissements, qui s'était amorcée en 1978, s'est confirmée en 1979 : elle a permis à SICOTEL d'engager vingt-quatre nouvelles opérations pour 101 millions de francs, ce qui a porté le montant des engagements bruts à 127 millions de francs (338 millions de francs en crédit-bail avec faible valeur de rachat, 88 millions de francs en crédit-bail avec forte valeur de rachat et 271 millions de francs en location simple).

EUROCROISSANCE (SICAV)

L'Assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 26 mars a approuvé les comptes de l'exercice 1979, au terme duquel l'actif net de la société s'élevait à 188,13 millions de francs contre 138,99 millions de francs un an auparavant. La valeur liquidative par action étant passée au cours de cette période de 155,33 francs à 182,27 francs. Elle a, par ailleurs, décidé la distribution d'un coupon net de 8,45 francs sur son avoir fiscal de 0,68 franc en augmentation sensible par rapport au coupon net de 7,23 francs (+ 0,53 franc de crédit d'impôt) servi au titre du précédent exercice.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée, a décidé la mise en paiement le 8 avril de ce dividende qui pourra être réinvesti en actions de la société, en franchise de droit d'entrée, jusqu'au 30 juin 1980.

Dans son rapport à l'assemblée le conseil souligne que dans la conjoncture difficile de 1979, marquée par le nouveau « choc » pétrolier, les actions ont dans l'ensemble tiré leur épingle du jeu sur les divers marchés internationaux. Il n'en a cependant pas été de même pour les valeurs à revenu fixe marquées par une hausse continue des taux d'intérêt qui ne s'est pas ralentie depuis le début de 1980.

À la fin de l'exercice, la société a poursuivi sa politique de placement dans des valeurs à court terme importantes à la répartition de son portefeuille. Le renforcement du portefeuille obligataire de celui-ci a été en effet à la hausse des valeurs indexées qui le composent.

UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT

Le conseil d'administration, réuni le 26 mars 1980, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1979. Après 27 528 277 F d'impôt sur les sociétés et 10 000 000 F de donation à la provision pour éventualités diverses, le bénéfice net est de 18 millions 351 305 F (dont 368 000 F de plus-values à long terme), contre 17 885 623 F (dont 1 063 063 F de plus-values) en 1978.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires du 30 mai de fixer le dividende à 12 F (contre 10 F), correspondant, avec l'impôt versé au Trésor, à un revenu global par action de 18 F (contre 15 F).

Ce dividende représentera une distribution globale de 7 200 000 F contre 6 000 000 de francs l'an dernier.

(Publié)

PLACEMENT DIAMANT OU S'INFORMER ?

Le Centre d'Information Union de Diamantaires, 17, rue Saint-Florentin, 75008 Paris - Tél. : (1) 260-36-32, est ouvert au public du lundi au vendredi inclus de 10 h. à 19 h., et le samedi de 10 h. à 17 h.

Le Monde de L'ÉDUCATION

Numéro d'essai

L'ORIENTATION APRÈS LA CINQUIÈME ET LA TROISIÈME

La formation des architectes
Jeunes Africains à Paris

En vente partout : 7 F

مكتبة الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. JUSTICE : « La liberté des « courts », par André Dumas ; « Des juges sur mesure », par Dominique Coujard, Jean-Marie Desjardins et François Falletti ; « Feu l'école de la magistrature », par Casanovoy.

ÉTRANGER

3-4. AMÉRIQUES
— BRESIL : grève dans le métallurgie.
4-5. PROCHE-ORIENT
— ÉGYPTE : après les manifestations contre le chah, des intégristes musulmans s'en sont pris à la minorité chrétienne.
6-7. AFRIQUE
— TCHAD : les combats s'intensifient à N'Djamena décriée par la moitié de ses habitants.
8. ASIE
— CHINE : les étrangers doivent désormais régler leurs paiements avec des certificats obtenus contre des devises convertibles.
9. EUROPE

POLITIQUE

9. La compétition pour l'élection présidentielle au sein du P.S.
10. L'Université de la mort de Georges Pompidou : au point de vue de Bertrand Fessard de Foucault : « La mémoire falsifiée ».

SOCIÉTÉ

11. La lutte contre le terrorisme.
12. JUSTICE : la position du syndicat de la magistrature avant le débat du P. lement sur le recrutement ; des gaz lacrymogènes « à effet persistant » ont été utilisés par la police à Quimper.
13. ÉDUCATION
— L'écarts aux grandes écoles des titulaires du bac technique : la petite porte s'ouvre.
14. SPORTS : la mort de Jesse Owens.
15. RELIGION
16. FAITS DIVERS

INFORMATIONS « SERVICES »

14. MODE : un tailleur pour Pâques.

MÉDECINE

15-16. Gargues ou fille à volant ? Régime alimentaire et sélection du sexe, par le Dr Escoffier-Lambiotte.
16. L'actualité scientifique.

CULTURE

17. EXPOSITIONS : le maniérisme de Scorsio.
18. PHOTO : l'Allemagne entre les deux guerres.
19. DANSE : Béjart, Mahler et la solitude.
20. CINÉMA : Old Boyfriends.

EQUIPEMENT

31. ENVIRONNEMENT : « l'écot 1 », le mot de l'année.

RÉGIONS

32. AQUITAINE : les grandes routes figurent la Dordogne enferrmée ; micro-centrales : des « bêtes noires » pour les rivières.

ÉCONOMIE

33. CONJONCTURE : les nouvelles normes d'encadrement du crédit.
34. SOCIAL : le ticket modérateur d'ordre public : « Un conflit à éviter », une libre opinion de Robert Faltz.
35. ÉNERGIE
36. AFFAIRES

RADIO-TELEVISION (20)

Annouces classées (21 à 30) ; Carnet (31) ; Journal officiel (14) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (18) ; Programmes spectacles (19 et 20) ; Bourse (37).

La spéculation sur l'argent métal

Les frères Hunt sont parvenus à un compromis avec leurs créanciers

Le vent de panique qui a soufflé la semaine dernière sur le marché de l'argent métal à New-York (« le Monde » du 29 mars) est un peu retombé lundi. Les frères Herbert et Bonker Hunt, en grande partie à l'origine de ce qui a bien failli aboutir à un véritable « krach », seraient parvenus à un compromis avec leurs principaux créanciers, pour l'essentiel des firmes de courtage spécialisées dans les transactions sur les marchés à terme de toute nature fonctionnant aux États-Unis.

La société Engelhard Minerals and Chemical Corporation, « pléiée » avec un contrat de 665 millions de dollars que les frères Hunt avaient conclu, se verrait transférer une partie des intérêts pétroliers que la famille Hunt possède dans la mer de Beaufort, plus 8,5 millions d'onces (1) d'argent.

Le groupe Bache, cinquième établissement spécialisé des États-Unis, confronté par l'intermédiaire de trois filiales, à une perte potentielle de 50 millions de dollars, serait, lui aussi, parvenu à un accord avec les frères Hunt. Ces derniers, qui détiennent d'ailleurs 5,6 % du capital de la firme en cause, se seraient engagés à régler leur dette dans les meilleurs délais. Rien qu'un premier versement de 17 millions de dollars ait été effectué, la Security and Exchange Commission (SEC), équivalent de la Commission des opérations de Bourse de Paris (COB), n'a pas autorisé la reprise des cotations de l'action Bache, suspendues à Wall Street depuis jeudi dernier. De son côté, une autre firme spécialisée, la société N.R.T. Metals, dans laquelle la banque Bruxelles-Lambert détenait une participation minoritaire (par l'intermédiaire de sa filiale Interocéan), a été mise en liquidation volontaire à la veille du week-end. D'autres faillites d'intermédiaires spécialisés, de taille trop modeste pour résister au choc, sont possibles.

L'ampleur de ce que beaucoup considéraient comme un « scandale » est telle, aux États-Unis, (1) 1 once = 31,10 gr.

NOUVELLE AVANCE DU DOLLAR : 4,55 F

C'est une nouvelle progression du dollar que l'on a assisté mardi matin sur tous les marchés des changes. À Paris, la devise américaine a dépassé à nouveau les 4,55 francs pour valoir en fin de matinée 4,55 francs ; à Francfort on s'approche du cours de 2 deutschemarks pour un dollar avec une cotation de 1,97 deutschemark. La monnaie allemande se trouve toujours dans le peloton de queue des monnaies de l'Europe (elle est cotée à Paris 2,340 francs, soit un niveau très proche du point bas d'intervention), tandis que le franc garde le premier rang. À Zurich le dollar vaut 1,87 franc suisse.

Le dollar avait, en milieu de nuit, légèrement reculé lorsque fut publiée la nouvelle que la Banque nationale suisse et la Banque du Japon avaient conclu un accord de défense réciproque de leurs monnaies, en vertu duquel chacune de ces banques centrales reçoit de l'autre un dépôt (en francs suisses pour la Banque du Japon et en yens pour la Banque nationale suisse) équivalant à environ 800 millions de dollars.

NOUVELLES BRÈVES

● Le vaisseau spatial de transport Progress-3 que les Soviétiques ont lancé le 27 mars s'est amarré automatiquement quatorze heures plus tard à la station orbitale Salout-6. Selon l'agence Tass, Progress-3 est désormais autonome et peut ravitailler la station Salout en produits indispensables à son fonctionnement (gaz, combustibles, eau, etc.).

● C'est au cours du premier semestre 1982 que la communauté française, retenue en juillet prochain par le Centre national d'études spatiales (CNES), effectuera son premier vol dans l'espace à bord d'un vaisseau spatial soviétique du type Soyuz. Cette précision de calendrier a été fournie lundi 31 mars, sur la première chaîne, par M. Hubert Curien, président du CNES, qui a rappelé que les six personnes (le pilote et cinq membres d'équipage) en vue de cette mission suivent actuellement divers entraînements et des stages intensifs de russe.

LES MANIFESTATIONS D'AGRICULTEURS

Des producteurs de lait de Basse-Normandie se rendent à Londres

Les agriculteurs continuent de manifester à travers la France en ce début de semaine, ces initiatives régionales ayant pour but, selon le président de la F.N.S.E.A., « en prenant l'opinion publique à témoin, de faire pression sur les pouvoirs publics » pour obtenir des hausses de prix commensurables à celles proposées par la Commission de Bruxelles. Ces actions, organisées essentiellement par les syndicats d'exploitants agricoles, les Jeunes agriculteurs et le MODEF, recouvrent partout l'appel de la plupart des organisations paysannes présentes dans les départements concernés.

L'initiative la plus originale a été prise par des producteurs de lait de la Basse-Normandie, qui se sont embarqués lundi soir 31 mars, au Havre, à destination de Southampton, pour « demander aux Anglais de jouer le jeu de la Communauté européenne ». Ils devaient retrouver à Londres, ce mardi 1^{er} avril en fin de matinée, une délégation de produc-

LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS REPORTE L'EXAMEN DU PROJET D'AUTOMATISATION DES CARTES D'IDENTITÉ

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) a reporté la date d'examen du projet d'automatisation des cartes d'identité des Français dont elle avait été saisie le 11 mars par le ministre de l'Intérieur. Quelques instants avant la réunion au cours de laquelle elle devait rendre son avis, mardi 1^{er} avril, le ministre de la Justice a demandé aux membres de la Commission de se prononcer sur l'opportunité du projet avec les lois sur l'état civil. L'avis du ministre avait été sollicité par M. Raymond Forni, député (P.S.) du Territoire de Belfort et rapporteur du projet devant la commission.

M. Jacques Thyraud, sénateur (Républicain indépendant) du Lot-et-Cher et président de la C.N.I.L., qui a réuni, en fin de matinée, ce mardi, une conférence de presse, n'a pas rendu publiques les objections soulevées par la commission. Mais l'opportunité du projet de la loi sur l'état civil pourrait inciter le gouvernement à saisir le Parlement.

● Le quotidien « Libération » vient de porter son prix à 2,80 F, augmentant de 10 % le montant d'un coup. Le journal invoque « les coûts de fabrication qui ont très fortement augmenté », ainsi que la hausse du prix du papier. « Libération » a pu s'offrir le luxe d'être refusé d'accepter la publicité et n'a pour seule recette que le produit de la vente du journal.

Méthodes d'Action - Maurice Ogier

Méthodes d'Action

MAURICE OGIER

NOUVEAU

Maîtrisez votre ÉMOTIVITÉ

Restez toujours calme-serein-dynamique

La Bio-Harmonie vous apprend à vivre mieux et à mieux vivre. Vous maîtrisez votre équilibre, votre confiance, votre énergie, votre santé. Vous êtes mieux, vous êtes plus, vous êtes mieux.

Hyper-Émotivité : mal du siècle. Les stress de la vie moderne nous assaillent sans cesse. Plus un être est sensible et cultivé, plus il est assailli par l'hyper-émotivité, car plus il est sensible aux influences extérieures.

Vous retrouvez l'équilibre et la dynamisme. Votre « être » personnel profond et riche d'émotions, passion, idéal, vous devriez le laisser vivre malgré les vicissitudes de la vie quotidienne. Vous confiez en vous et en votre développement.

La Bio-Harmonie changera votre Vie de façon spectaculaire. Méthode d'Action à étudier chez vous, à pratiquer chaque jour dans la vie, simple, efficace, elle vous apprendra : 1. Les techniques de Maîtrise de l'Émotivité. 2. Comment AGIR concrètement dans les situations difficiles que vous rencontrez. 3. Un nouveau comportement positif en tout. 4. À dépasser les symptômes des maux de l'origine émotionnelle pour vous en débarrasser.

INSTITUT MAURICE OGIER, 6, rue J. Ménez 94160 Saint-Mandé France. Paris 328.39.19

GRATUIT petit livre de Maurice Ogier NOUVEAU « Comment maîtriser votre émotivité » sans engagement - sous pli confidentiel - ainsi que tous renseignements concernant la nouvelle Méthode d'Action.

Nom Prénom Profession Age Adresse BR 384

LE TICKET MODÉRATEUR D'ORDRE PUBLIC

Vers une concertation entre caisses de l'assurance-maladie et mutuelles

M. Maurice Derlin, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, a annoncé ce mardi 1^{er} avril, qu'une concertation allait être amorcée entre l'assurance-maladie et les mutuelles afin d'examiner les conditions d'application du ticket modérateur d'ordre public institué par le gouvernement à compter du 1^{er} mai afin d'imposer aux assurés une prise en charge d'au moins 5 % des frais de santé (voir page 34 la « Libre Opinion » de M. Robert Fabre). M. Derlin a reçu un mandat de la Caisse pour signer avec la Fédération nationale de la mutualité française un protocole d'accord pour « mettre en place un instrument commun de maîtrise des dépenses de santé, rechercher les moyens d'une concertation permanente, étudier les effets réels de la couverture à 100 % des frais de santé et dans l'attente des résultats de cette étude, d'entreprendre une démarche commune auprès des pouvoirs publics pour reporter l'application du décret ».

Les pouvoirs publics, qui officiellement n'ont pas encore rendu sur cette décision à laquelle s'opposent les mutuelles et les syndicats, seraient cependant prêts à réexaminer ce problème et des mesures de substitution étaient proposées par les partenaires sociaux.

M. Derlin a annoncé également une reprise des négociations avec la Fédération française des médecins de France, syndicat minoritaire, pour l'élaboration d'une convention entre les caisses-maladie et le corps médical, d'ici au 1^{er} mai.

LES OUVRIERS CHARGÉS DU NETTOIEMENT DU MÉTRO PARISIEN CONTINUENT LEUR GRÈVE

La grève des neuf cents personnes chargées d'assurer quotidiennement le nettoyage du métro parisien (ADSP), 37, avenue des Fossés, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), en ont été expulsés par les forces de l'ordre, le jeudi 31 mars, à 6 heures du matin. Dix bus, agissant en exécution d'un jugement du tribunal de Créteil, assistaient à l'opération. Les expulsés, Maghrébins pour la plupart, ont reçu une liste de foyers de la région où ils pourront se loger à condition d'en accepter le loyer. Une dizaine d'entre eux, en situation « irrégulière », ont été emmenés au commissariat de Vitry-sur-Seine. Quant au foyer de l'ADSP, en déficit chronique, il sera fermé incessamment.

Le P.S., ainsi que l'union C.G.T. du Val-de-Marne, ont protesté contre ces expulsions. Le P.S. appelle notamment les travailleurs français à soutenir « les revendications de liberté et de dignité » des immigrés. La C.G.T., pour sa part, accuse la direction de l'ADSP d'avoir choisi la manière forte « plutôt que l'ouverture de véritables négociations sur les nombreux sujets de mécontentement ».

Après un incident avec un car de police, les motards étaient rendus au commissariat pour porter plainte. Devant le refus des policiers d'enregistrer, ils avaient pris une machine à écrire et un vol. Deux d'entre eux, MM. Gilles Gauthier et Christian Clanchard, ont été écroués. Ils comparaitront sous mercredi 3 avril en audience de flagrants délits.

SOUCIEUX ? SURMENÉ ? Alors, DÉTENEZ-VOUS !

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris à l'adresse prestigieuse. (climatisation totale, cabine et linge personnels) Imaginez aussi une séance de relaxation toute en douceur et en nuance, pratiquée en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.

A découvrir de toute urgence en prenant un rendez-vous personnel par téléphone.

Le merveilleux charme de la relaxation RELAX CENTER 8, rue de la Paix 75002 PARIS Tél. 261-27-25

Ouvert tous les jours jusqu'à 22 h.

les costumes boutique de feruch costume d'été pure laine super léger, 1750 F, costume d'été pure soie, 2200 F, sarrienne polyester soie, 1050 F. feruch haute couture, 35 rue François 1^{er} Paris 8^e Tél. 256.65.43

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} avril 1980 a été tiré à 594 804 exemplaires.

مكتبة الأمل

Jusqu'au 1^{er} mai 1980. L'été Rock. Relax Center.